

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix – Travail – Patrie*

-----  
RÉGION DE L'ADAMAOUA

-----  
DÉPARTEMENT DE LA VINA

-----  
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT  
DE NGAOUNDÉRÉ 3<sup>ÈME</sup>

-----  
B.P. 728 Ngaoundéré



REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace – Work – Fatherland*

-----  
ADAMAWA REGION

-----  
VINA DIVISION

-----  
NGAOUNDERE 3<sup>TH</sup>  
SUBDIVISIONAL COUNCIL

-----  
P.O. Box. 728 Ngaoundéré

## PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT (PCD) DE NGAOUNDÉRÉ 3<sup>ÈME</sup>



**Réalisé avec l'appui de :**



Novembre-2013

# Sommaire

RESUME _____	III
LISTE DES FIGURES _____	XI
LISTE DES PHOTOGRAPHIES _____	XI
LISTE DES ANNEXES _____	XII
FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA COMMUNE _____	XIII
SIGLES ET ABREVIATIONS _____	XIV
1. INTRODUCTION _____	1
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION _____	2
1.2. OBJECTIFS DU PCD _____	3
1.2.1. OJECTIF GLOBAL _____	3
1.2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES _____	3
1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT _____	3
2. MÉTHODOLOGIE _____	4
3. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS _____	11
4. PLANIFICATION STRATÉGIQUE _____	103
5. PROGRAMMATION _____	166
6. MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION _____	202
7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD _____	208
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS _____	212
BIBLIOGRAPHIE ET ARCHIVES _____	214
ANNEXES _____	218

## Résumé

### 1. Objectif global du PCD

En tant qu'instrument d'orientation stratégique qui traduit la vision, les ambitions, les préférences et la volonté politique du Conseil Municipal, le Plan Communal de Développement (PCD) a pour but de **préciser** les objectifs poursuivis par la Commune au cours de la mandature et les moyens et mesures qu'elle compte mettre en œuvre pour **assurer** le bien-être des populations.

La volonté de développer la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3ème intègre cinq objectifs globaux notamment :

- identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans la Commune ;
- mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD ;
- réduire la pauvreté à un niveau socialement ;
- mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées et besoins de projets identifiés.

### 2. Contexte dans lequel s'inscrit l'intervention

Le PCD de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3ème est élaboré dans un contexte caractérisé par le renchérissement du coût de la vie au niveau national et les changements climatiques au niveau mondial. Il est l'expression d'un cadre intégré de développement humain durable à moyen terme pour la Commune.

### 3. Méthodologie

La réalisation du PCD de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré 3ème a respecté les 5 étapes importantes de planification que sont la préparation du processus ; le diagnostic participatif qui a été conduit dans 28 secteurs à l'aide de la MARPP et à travers la production de trois rapports DIC, DEUC, DPNV ; la planification ; la mobilisation des ressources et la programmation.

### 4. Grands défis sectoriels

Malgré la mise en œuvre du DSCE, l'économie de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3ème n'a pas connu de changement structurel notable, elle continue de faire face à un certain nombre de défis qui pourraient empêcher l'atteinte des résultats escomptés. En effet, elle demeure fragile et entravée par des lacunes structurelles, relatives à la faible compétitivité du secteur productif et aux déficiences des facteurs de production clés que constituent les infrastructures et l'énergie. Le principal défi à relever dans la Commune est le passage à une production rurale semi-intensive et industrielle qui permettra :

- d'assurer la sécurité et l'autosuffisance au niveau de la consommation ;
- d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties.

### 5. Stratégie de croissance et l'emploi

#### 5.1. Développement des infrastructures

Convaincue du rôle moteur des infrastructures dans la facilitation des échanges et la promotion d'une croissance forte et durable par la compétitivité que leur bonne

qualité générale, la Commune entend investir massivement dans les infrastructures au cours de la période de mise en œuvre du PCD.

### ➤ **Énergie**

La Commune d'arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est alimentée en zone urbaine par le réseau d'AES-SONEL, mais celle-ci est confrontée à un déficit énergétique en milieu rural. Elle attend de ce fait faciliter l'accès à l'énergie par l'extension du réseau électrique sur l'axe Malang à Tchabal-Baouro. Une étude de faisabilité permettra de mieux apprécier la dimension du projet à réaliser. Les énergies alternatives ne sont pas omises avec les travaux de vulgarisation de celles-ci dans les localités où l'accès reste difficile.

Le coût total de ces activités est de 6 930 000 FCFA

### ➤ **Eau et assainissement.**

La Camerounaise Des Eaux (CDE) est présente dans la partie urbaine de la commune. Toutefois, l'on note la présence de 17 points d'eau en zone urbaine et 14 en zone rurale. L'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base en milieu rural est limité. La Commune entend par conséquent, améliorer cette situation en portant à 75% le taux d'accès à l'eau potable et pour cela elle devra :

- mener des études en vue de réhabiliter 05 forages existants à environ ;
- réaliser 31 forages
- réaliser des extensions du réseau d'adduction d'eau existant allant de Malang à Yala-Yarna par une étude de faisabilité
- organiser deux formations portant sur la maintenance des forages et l'autre sur les techniques de gestion de ces infrastructures,
- mener une étude de faisabilité en vue de réhabiliter la source du village Ngodi-Mafalgao,
- construire d'aires d'assainissement autour de 06 forages (Wouro-Soa, Beka-Tinguerin, Tchabal-Baouro, Bini, Dang, Malang). Ce sous-secteur a un coût estimé à 531 300 000 FCFA.

### ➤ **Bâtiment et Travaux Publics.**

Dans le sous-secteur routier, le mauvais état des routes rurales occasionnant la difficulté d'écoulement des produits agricoles, la difficulté de déplacement des personnes sont là les problèmes qui minent ce secteur dans la Commune. Des actions correctives sont prévues à savoir :

- mener des études de faisabilité en vue des entretiens de 03 pistes rurales à savoir Tchabal-Djalingo –Saltaka, Gada-Dang – Malang et Margol – Ngawa estimées à 2 000 000 FCFA.
- distribuer le petit matériel et équipements d'entretien des pistes rurales.
- faire une étude de faisabilité pour la construction des dos d'âne à l'entrée et la sortie de chaque village situé le long de la national N°1.

Le coût total de ce secteur est estimé à 16 170 000 FCFA

### ➤ **Transports.**

La Commune entend mettre l'accent sur l'aménagement de nouvelles infrastructures afin d'améliorer conditions de voyage et de réduire les accidents de circulation. A cet effet, la commune entend investir dans les activités génératrices de revenu par :

- la construction de 4 parcs de stationnement de camion à Malang, Manwi, Wouro-Soa et Beka-Tinguerin
- l'aménagement de point de stationnement de véhicules de transport et moto-taxi dans tous les villages
- l'aménagement d'un parking à Tchabbal-Baouro
- l'aménagement d'une fourrière municipal à Dang

Tout ceci pour un coût total de 351 120 000 FCFA.

#### ➤ **Technologies de l'Information et de la Communication**

Avec 48 510 000 FCFA, la Commune entend améliorer le secteur de la communication ceci par :

- La construction et l'équipement d'une radion communautaire
- La création d'un bulletin d'information écrit et d'un magazine d'information
- L'étude de faisabilité en vue de l'installation des émetteurs relais pour assurer la couverture des médias nationaux dans toute la commune ;

La Commune fait face à un déficit de moyens de télécommunications modernes. Pour pallier à ce problème il est prévu la construction de 03 télécentres communautaires polyvalents à Manwi, Tchabbal-Mounguel et Saltaka ; de mettre à la disposition de la population de la Commune, une offre d'accès internet à haut débit, d'améliorer la couverture des différents réseaux téléphoniques. Le coût total de ce projet à fixer à 182 490 000 FCFA.

#### ➤ **Infrastructures de développement et de l'habitat**

Le défi dans ce domaine est non seulement de maîtriser le développement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> et d'en faire un centre de production et de consommation nécessaire à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement de l'espace rural. Pour atteindre ces objectifs, des stratégies ont été identifiées à savoir :

- La viabilisation du lotissement de Dang et Malang ;
- La réalisation de 04 études de faisabilité pour l'éclairage publique de l'espace urbain par l'énergie solaire ; pour l'aménagement des sites de décharges des ordures ménagères ; pour la construction des logements sociaux à Dang et Malang et pour la restructuration et l'aménagement des voies des voies d'accès dans les mini-cités (Dang et Bini)
- La construction de 13 ponceaux dont 03 à Dang, 03 à Malang, 02 à Manwi, 03 à Bini et 02 à Maïborn
- La construction et équipement d'une mini-cité communale de 1500 chambres à Bini – Dang

Le coût du secteur est de 3 716 790 000 FCFA.

#### ➤ **Gestion domaniale**

Le PCD a pour ambition de développer la gestion durable du patrimoine foncier à travers :

- La réalisation d'un plan directeur d'urbanisme
- La réalisation de trois études de faisabilité pour le lotissement dans les villages Malo-Goni, Wouro-Soa, Ndougoy, Tchabbal-Djalingo et Malo-Mbifal ; pour la sécurisation du patrimoine foncier communal et pour la sécurisation

foncières des espaces et services public se trouvant dans la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Tout ceci pour un coût global de 69 877 500 FCFA.

## **5.2. Modernisation de l'appareil de production**

### **➤ Secteur rural.**

Le PCD vise à lancer un vaste programme d'accroissement de la production agricole et de l'élevage en vue de satisfaire non seulement les besoins alimentaires des populations, mais également des agro-industries. Dans ce cadre, pour le secteur de l'agriculture, la Commune fait face aux problèmes d'encadrement, de production et de productivité, de structuration et d'organisation, de pertes post récoltes, de difficulté de commercialisation et des conflits agro-pastoraux. Afin de faciliter la pratique d'une agriculture de qualité, 32 idées de projets pour un coût total de 1 660 312 500 FCFA ont été recensés pour rendre possible l'objectif visé.

La Commune est dominée par l'élevage bovin. Ce secteur d'activité connaît d'énormes problèmes à savoir la production, la structuration et l'organisation, la commercialisation et les conflits agro-pastoraux. A cet effet, 23 idées de projets pour un coût global de 404 596 500 FCFA ont été énumérées pour résoudre ces difficultés.

### **➤ Exploitation minière**

La Commune dispose des ressources minières notamment le gravier. Celle-ci est exploitée de manière artisanale (à Beka-Tinguerin) et industrielle (à Naboun par les Chinois et à Tchabbal-Baouro par Dragage). Afin de valoriser le potentiel minéral existant, l'exécutif municipal entend structurer et organiser les exploitants miniers et aménager les voies conduisant aux gisements miniers de la Commune. Le coût total des projets est estimé à 4 620 000 FCFA.

### **➤ Artisanat et économie sociale**

L'objectif de la Commune est d'améliorer la performance et la rentabilité de l'économie sociale et artisanale. À ce titre, elle s'engage à construire un espace artisanat à Dang, à élaborer un fichier des acteurs des PME, artisanat et économie sociale ; renforcer les capacités des acteurs dans la recherche de financement, l'organisation et la structuration des PME, artisans et acteurs de l'économie sociale, promouvoir l'entrepreneuriat collectif ; organiser une fois l'année un salon de l'artisanat au niveau communal. Le coût global de ce secteur est de 43 890 000 FCFA.

## **5.3. Développement humain**

Les stratégies de développement du secteur social permettront non seulement d'améliorer les conditions de vie des populations, mais aussi de disposer d'un capital humain solide, capable de soutenir la croissance économique. Ainsi, l'exécutif communal va poursuivre la réalisation des investissements en faveur des différentes catégories sociales, dans les domaines de la santé, l'éducation et la formation professionnelle avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes, ainsi que pour l'encadrement et la prise en charge des autres groupes socialement fragilisés.

### **➤ Éducation et formation professionnelle**

La Commune met un accent sur la formation du capital humain au vue du potentiel infrastructurel qu'elle regorge ainsi que l'offre en matière d'éducation.

Dans le secteur de l'éducation de base. La Commune compte 08 écoles maternelles concentrées dans l'espace urbain 06 et en milieu rural 02 qui font face à un certain nombre de problèmes notamment le mauvais état des batiments, l'insuffisance des tables bancs, la non prise en compte des aspects socio-environnementaux par endroit, l'absentéisme des enseignants, etc. Pour améliorer l'accès à une éducation de base de qualité 24 projets ont été identifiés pour un coût global de 4 647 073 200 FCFA.

La Commune de Ngaoundéré 3ème dispose de quatre établissements d'enseignement secondaire, à savoir : un CES, un CETIC de création recente et 02 Lycées d'enseignement général. La Commune entend accroitre l'offre en infrastructures, l'offre en encadrement et l'amélioration de l'environnement de travail tout ceci regroupé en 26 projets pour un montant de 1 777 591 200 Fcfa.

La Commune possède une université d'Etat. Celle-ci détient trois grandes écoles (ENSAI, IUT et l'école vétérinaire) et quatre facultés. Le secteur de l'enseignement supérieur est confronté à plusieurs problèmes notamment l'insuffisance de salles de cours, de laboratoires, de moyens de transfort en commun des étudiants, etc. 19 projets ont été idenfiés pour un coût total de 7 597 590 000 FCFA afin d'améliorer l'enseignement supérieur dans l'Arrondissement.

L'inexistence de structure de formation professionnelle des populations est un véritable obstacle pour la croissance économique de la Commune. Pour cela un plaidoyer en vue de création, la construction et l'équipement d'une SAR/SM a été proposée ainsi que la construction de centre de formation professionnelle. Pour assurer l'emploi et la formation professionnelle des populations 43 890 000 FCFA seront nécessaire pour atteindre les objectifs escomptés.

La recherche scientifique contribue a amélioré la production agricole, pastoral et la réduction de la dégradation des ressources forestières. Cinq projets pour un coût total de 18 480 000 FCFA permettront de promouvoir les résultats de la recherche.

#### ➤ **Santé**

L'amélioration de l'état de santé des populations demeure à la fois un objectif de développement social et de croissance économique. L'objectif sera atteint à travers la mise en œuvre des 10 projets identifiés pour un coût global de 357 472 500 FCFA. Il s'agira entre autre de construire une clôture autour du CSI de Dang, de construire et équiper d'un bloc opératoire au CSI de Dang, de construire et équiper le CMA de Dang déjà créé, d'équiper le CSI de Dang d'une ambulance, de faire un plaidoyer pour la création et construction d'un CSI à Tchabbal- Baouro, wouro – Choa, Saltaka

#### ➤ **Genre**

Pour la promotion du genre, la Commune attend poursuivre la sensibilisation des parents et de la communauté pour permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation. Les constructions de 11 foyers communautaires, la construction et l'équipement d'un centre de promotion de la femme et la fammille sont quelques projets sur une liste de 10 que contient ce secteur pour un montant global de 440 632 500 FCFA afin de faciliter la promotion de la majorité des femmes et de la famille dans la Commune.

#### ➤ **Protection sociale**

La Commune entend, à travers la mise en œuvre du PCD, améliorer l'accès des populations aux services de la sécurité sociale et communiquer suffisamment sur la nécessité d'une organisation des employés ainsi que sur la nécessité de les assurer. Ce secteur détient un budget de 13 860 000 FCFA.

La commune compte mettre sur pied des structures d'encadrement des personnes vulnérables au niveau des villages et ainsi qu'au niveau communal pour un coût total de 138 600 000 FCFA

Prise en compte dans le PCD, la petite enfance est un secteur transversal et ces actions sont orientées vers la santé, maternelle, la nutrition, l'éducation, et la réinsertion des enfants détenus. A cet effet, une politique au niveau communale sera mise en œuvre pour un coût total de 2 138 644 200 FCFA.

Les changements climatiques font partie des préoccupations de la Commune en relation avec la protection sociale.

## **6. Coûts estimatifs du PCD**

Le coût total de la réalisation de l'ensemble des objectifs dégagés du PCD se chiffre à environ **42 971 302 650 FCFA** (Quarante deux milliards neuf cent soixante onze millions trois cent deux milles six cent cinquante FCFA).

## **7. Coût du CDMT et du PIA**

La priorisation de ces différents projets a permis d'élaborer un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour la période de 2014 à 2016 d'un montant de **519 450 000 FCFA** (Cinq dix neuf millions quatre cent cinquante mille FCFA). A la suite de l'évaluation des ressources effectivement mobilisables par la Commune au cours de l'année 2014 un Plan d'Investissement Annuel (PIA) d'une valeur de **171 480 000 FCFA** (Cent soixante onze millions quatre cent quatre-vingt mille francs CFA) a été élaboré.

## **8. Mise en œuvre, suivi-évaluation et plan de communication**

Pour la mise en œuvre un Plan de Passation de Marché (PPM) a été élaboré pour les projets dont la réalisation est prévue pour la première année (2014). A ceci s'ajoute un plan de gestion des impacts socio-environnementaux pour atténuer les conséquences négatives et optimiser les impacts positifs liés à la mise en œuvre des projets contenus dans le PIA.

Un Comité chargé d'assurer la coordination de la mise en œuvre du suivi-évaluation et de l'actualisation du PCD a été mise en place. Ce comité est composé de 10 membres dont 05 conseillers municipaux, deux agents communaux, deux délégués d'arrondissement (MINEPIA et MINADER) et le chef de bureau de Service du Développement Local de la Sous-Préfecture de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

La mise en œuvre du PCD étant participative et inclusive, elle devra faire l'objet d'une forte volonté politique de l'exécutif municipal qui devra nouer des partenariats utiles dans ce cadre. Pour soutenir les efforts de la Commune relativement à la recherche de partenariat, un plan de communication sur le PCD a été élaboré.

La Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> actualise son plan de développement qui définit les différentes orientations stratégiques de son développement qui sont, entre autres :

- ✓ l'amélioration de la performance de la Commune ;

- ✓ l'amélioration d'accès des populations aux services sociaux de base de qualité ;
- ✓ L'augmentation du revenu des producteurs / transformateurs / commerçants ;
- ✓ la promotion de l'emploi / auto emploi ; l'amélioration de la gestion des ressources naturelles de la Commune.

## Liste des tableaux

Tableau 1. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique .....	15
Tableau 2 Population de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	17
Tableau 3. Principaux groupes ethniques.....	20
Tableau 4 Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique .....	23
Tableau 5 Situation des infrastructures dans la commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> ..	23
Tableau 6 Patrimoine communal.....	29
Tableau 7 Relations entre la commune et ses partenaires .....	31
Tableau 8. Répartition des écoles maternelles et primaires dans la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	34
Tableau 9. Effectif des élèves dans les écoles maternelles de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	35
Tableau 10. Effectif des élèves dans les écoles primaires de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	35
Tableau 11 Encadrement et équipement des écoles maternelles.....	36
Tableau 12 Encadrement et équipement des écoles primaires .....	37
Tableau 13 État général des bâtiments scolaires des écoles maternelles .....	37
Tableau 14 État général des bâtiments scolaires des écoles primaires.....	37
Tableau 15 Type de matériaux des bâtiments scolaires .....	38
Tableau 16. Situation de l'aménagement des établissements scolaires de commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	38
Tableau 17. Analyse des problèmes.....	39
Tableau 18. Répartition des établissements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	40
Tableau 19. Effectif des élèves dans les écoles de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	41
Tableau 20. Encadrement et équipement des Établissements secondaires de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	41
Tableau 21. État général des bâtiments scolaires .....	41
Tableau 22. Type de matériaux des bâtiments scolaires .....	42
Tableau 23. Situation de l'aménagement des établissements scolaires .....	42
Tableau 24. Analyse des problèmes.....	43
Tableau 25. Analyse des problèmes du secteur .....	45
Tableau 26. Analyse des problèmes.....	46
Tableau 27. Infrastructures sanitaires .....	47
Tableau 28. Répartition du personnel sanitaire.....	48
Tableau 29. Situation des équipements sanitaires .....	48
Tableau 30. État des bâtiments des formations sanitaires .....	49
Tableau 31. Analyse des problèmes.....	50
Tableau 32. Analyse des problèmes.....	51
Tableau 33. Analyse des problèmes.....	52
Tableau 34. Population vulnérable suivie par la délégation des Affaires sociales ...	53
Tableau 35 Synthèse des populations vulnérables .....	53
Tableau 36. Types d'association des couches vulnérables .....	53
Tableau 37. Analyse des problèmes.....	54
Tableau 38. Analyse des problèmes.....	55
Tableau 39. Description et caractéristique des infrastructures par secteur .....	56
Tableau 40. Analyse des problèmes.....	57
Tableau 41. Infrastructures de culture et loisirs .....	57
Tableau 42. Analyse des problèmes.....	58
Tableau 43. Analyse des problèmes.....	59
Tableau 44. Analyse des problèmes.....	60
Tableau 45. Analyse des problèmes.....	60
Tableau 46. Infrastructures routières.....	61
Tableau 47 Analyse des problèmes.....	62
Tableau 48. Analyse des problèmes.....	63
Tableau 49 Situation de la CDE à Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	63
Tableau 50. État de fonctionnement des points d'eau selon le milieu de résidence 64	

Tableau 51. État de fonctionnement des points d'eau par type.....	64
Tableau 52. Analyse des problèmes liés à l'eau et à l'énergie.....	67
Tableau 53. Information de synthèse de l'organisation spatiale de la zone urbaine	68
Tableau 54. Analyse des problèmes.....	69
Tableau 55. Analyse des problèmes.....	70
Tableau 56. Ressources minières .....	70
Tableau 57. Analyse des problèmes.....	72
Tableau 58. Les marchés de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	72
Tableau 59. Analyse des problèmes.....	73
Tableau 60. Synthèse des PME/Artisan dans la Commune .....	74
Tableau 61. Analyse des problèmes.....	75
Tableau 62. Analyse des problèmes - MINTOURL.....	77
Tableau 63. Spéculations pratiquées dans la commune .....	77
Tableau 64. Analyse des problèmes liés aux activités agricoles .....	80
Tableau 65. Les espèces animales élevées dans la Commune .....	82
Tableau 66. Infrastructures d'élevage de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	82
Tableau 67. Analyse des problèmes liés à l'élevage .....	85
Tableau 68. Analyse des problèmes.....	87
Tableau 69. Analyse des problèmes.....	88
Tableau 70. Analyse des problèmes.....	90
Tableau 71 Matrice diagnostic des ressources naturelles .....	92
Tableau 72 Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation .....	96
Tableau 73 Cadre de Dépense à Moyen Terme des projets prioritaires .....	173
Tableau 74 Coûts estimatifs du CDMT.....	175
Tableau 75 Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT.....	176
Tableau 76 Programmation annuelle des projets prioritaires.....	181
Tableau 77 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables .....	184
Tableau 78 Impacts environnementaux possibles des microprojets du PIA.....	184
Tableau 79 Impacts sociaux possibles des projets du PIA .....	186
Tableau 81 : Coûts estimatif du PIA .....	199
Tableau 82 Composition du Comité de suivi du PCD.....	203
Tableau 83 Planification des activités de communication au niveau communal ..	211

## Liste des figures

Figure 1. Localisation de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> dans la région de l'Adamaoua.....	13
Figure 2. Géolocalisation des espaces urbain et rural et répartition de la population de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	19
Figure 3 Organigramme fonctionnel .....	25
Figure 4. Distribution spatiale des écoles maternelles dans la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	33
Figure 5. Distribution spatiale des écoles primaires dans la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	34
Figure 6. Distribution spatiale des établissements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	40
Figure 7. Répartition spatiale des infrastructures sanitaires de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	47
Figure 8. Distribution spatiale des points d'eau (Puits et Forage) dans la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	65
Figure 9. Carte des ressources naturelles.....	95
Figure 10 Aménagement de l'espace urbain.....	179
Figure 11: Carte de ressources naturelles .....	180

## Liste des photographies

Photo 1. Vue partielle des participants lors de l'atelier de lancement dans la salle des délibérations de la commune. ....	5
---	---

Photo 3 Formation des facilitateurs .....	7
Photo 4 Réalisation de la carte participative par les jeunes du village Saltaka .....	7
Photo 5. Bâtiment détruit par les vents violents à l'école publique de Malang. ....	36
Photo 6. Latrines défectueuses de l'école publique de Malang. ....	36
Photo 7. La Directrice de l'école publique de Malang assise sur une table banc faisant office de Bureau provisoire. ....	36
Photo 8. En l'absence de clôture, des véhicules traversent régulièrement l'enceinte de l'école publique de Malang.....	36
Photo 9.et 10. Secteur dégradé sur la Nationale n°1 .....	61
Photo 11. Point de vente du bois de chauffe à Mbidjoro.....	66
Photo 12. Colline cuirassée : un site touristique en cours d'aménagement à Tchabbal Baouro.....	76

## Liste des annexes

Annexe 1 Arrêté portant composition du CoPil de la Commune de Ngaoundéré III .....	219
Annexe 2 Fiche de présence de l'atelier de formation du CoPil et membres de l'ACAGER (DIC & DEUC) .....	221
Annexe 3 Lettre d'introction dans les villages .....	222
Annexe 4. Fiche de présence pour la formation des facilitateurs.....	223
Annexe 5. Lettre d'invitation du Préfet aux délégués départementaux à l'atelier de planification.....	225
Annexe 6. Une des Lettres d'invitation à l'atelier de planification.....	226
Annexe 7. Délibération municipale N° 09/DM/CAN3 portant validation du PCD de la Commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> .....	227

## Fiche signalétique de la Commune

<b>Date de création</b> : Décret présidentiel n° 2007/017 du 24 Avril 2007
<b>Superficie</b> : 393 km <sup>2</sup>
<b>Population</b> : 17 527 habitants en 2005 et environ 65 000 habitants en 2013 <sup>1</sup> si on y ajoute la population estudiantine (source : ELECAM, Commune, Université)
<b>Historique</b> : Commune de création récente dont l'histoire est largement tributaire de l'Université de Ngaoundéré
<b>Ethnies</b> : Peulhs, Mboum, Dii, Gbaya, Groupes Ethniques du Nord (Toupouri, Moundang, Massa, Baynawa (Guider), Massa. Betis, Bamoun, Bamiléké, anglophones ; étrangers : Tchadiens, Centrafricains, Gabonais.
<b>Nombre de quartiers de l'espace urbain et de villages</b> : 04 quartiers en zone urbaine et 17 villages
<b>Activités économiques</b> : Élevages bovin, caprin, volaille, apiculture, agriculture, maraîchage, exploitation du bois, artisanat, petit commerce.
<b>Infrastructures sociales</b> : Écoles maternelles (08 dont 03 publiques, 04 des parents et 01 privée), Écoles primaires publiques (20) et privées (02). Établissements secondaires (01 CETIC, 01 CES, 01 Lycée d'Enseignement Général, 01 Lycée Bilingue et 01 Université. Établissement hospitalier (01 centre de santé de Dang, 01 centre de santé protestant à Bini, 01 centre médico-social à l'Université, 01 Cabinet de soins à Tchabbal Monguel, 01 Centre médico d'arrondissement créé mais non encore construit). Forage (17 en bon état, 05 endommagés, 02 à réhabiliter). Puits (06 en bon état, 02 à réhabiliter). 01 source aménagée à Ngodi Mafalgaou, route nationale n°1, pistes rurales, réseau électrique
<b>Conseil Municipal</b> : 31 membres dont 22 du RDPC, 04 de l'UNDP, 02 du MDR, 02 de l'Univers et 01 du SDF
<b>Personnel communal</b> 17 agents dont 2 cadres et 15 agents
<b>Patrimoine communal</b> : 01 Hôtel de ville, 02 marchés, 02 abattoirs, 01 lotissement communal de Dang, 01 véhicule de marque Toyota Corolla (AD 400 AA) en panne, 01 minibus épave de marque Mitsubishi
<b>Réseau de relations</b> : PNDP, FEICOM, Plan Cameroun, Banques, tous les sectoriels, autorités administratives, chefs traditionnelles et autorités religieuses, Élités, organisations de la société civile
<b>Principales forces</b> : Présence d'une université avec plus de 412 minicités pour environ 15 000 étudiants, sol très fertile et favorable à l'agriculture, 08 sites touristiques, une population dynamique et jeune tant dans le commerce que dans l'agriculture et l'élevage, zone carrefour
<b>Principales faiblesses</b> : L'incivisme fiscal, insuffisance de Techniciens et d'Ingénieurs dans tous les domaines
<b>Opportunités</b> : Information, disponibilité de zones de cultures, de pâtures et des ressources minières (carrière). Université de Ngaoundéré avec les grandes écoles (IUT, ENSAI, école vétérinaire) les facultés. L'expertise des enseignants. La décentralisation et le transfert des compétences
<b>Obstacles</b> : Population en majorité pas encore consciente que le développement de la Commune leur incombe. Manque de bulletin d'information communal, Absence d'un site web de la Commune, pauvreté, population autochtone très peu alphabétisée

<sup>1</sup>P<sub>2013</sub> = (1,032)<sup>8</sup>x P<sub>2005</sub> habitants

## Sigles et abréviations

<b>ACAGER</b>	: Association pour la Cartographie et la Gestion des Ressources
<b>BUCREP</b>	: Bureau Central des Recensements et des Études de Population
<b>CAC</b>	: Centimes Additionnels Communaux
<b>CDMT</b>	: Cadre de Dépenses à Moyen Terme
<b>CERAC</b>	: Cercle des Amis du Cameroun
<b>CJNC</b>	: Conseil National des Jeunes du Cameroun
<b>CVUC</b>	: Communes et Villes Unies du Cameroun
<b>CZCSV</b>	: Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire
<b>DEUC</b>	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
<b>DIC</b>	: Diagnostic Institutionnel Communal
<b>DPNV</b>	: Diagnostic Participatif Niveau Village
<b>DP</b>	: Diagnostic Participatif
<b>ENSAI</b>	: Ecole Nationale Supérieure Agro-Industrielle
<b>FEICOM</b>	: Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
<b>GIC</b>	: Groupe d'Initiative Commune
<b>GPS</b>	: Global Positioning System
<b>IUT</b>	Institut Université et Technologique
<b>MINADER</b>	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINATD</b>	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
<b>MINDCAF</b>	: Ministère des Domaines, cadastre et des Affaires Foncières
<b>MINEDUB</b>	: Ministère de l'Éducation de Base
<b>MINEE</b>	: Ministère de l'Énergie et de l'Eau
<b>MINEPAT</b>	: Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
<b>MINEPIA</b>	: Ministère de l'Élevage, des Pêche et des Industries Animales
<b>MINFI</b>	: Ministère des Finances
<b>MINFOF</b>	: Ministère des Forêts et de la Faune
<b>MINHDU</b>	: Ministère l'Habitat et du Développement Urbain
<b>MINPDED</b>	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
<b>MINSANTE</b>	: Ministère de la Santé Publique
<b>MINTP</b>	: Ministère des Travaux Publics
<b>OAL</b>	: Organisme d'Appui Local
<b>ONG</b>	: Organisme Non Gouvernemental
<b>OSC</b>	: Organisation de la Société Civile
<b>PADDL</b>	: Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
<b>PAJERU</b>	: Programme d'appui à la Jeunesse Rural et Urbaine
<b>PCD</b>	: Plan Communal de Développement
<b>PDC</b>	: Plan de Développement Communal
<b>PDESC</b>	: Plan de Développement Économique Social et Culturel
<b>PIA</b>	: Plan d'Investissement Annuel
<b>PME</b>	: Petite et Moyenne Entreprise
<b>PMI</b>	: Petite et Moyenne Industrie
<b>PNDP</b>	: Programme National de Développement Participatif
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>UNHCR</b>	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

# **1.INTRODUCTION**

## 1.1. Contexte et justification

Le Gouvernement camerounais a élaboré en avril 2003, le premier Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Suite à plusieurs évaluations consécutives du DSRP, et après des consultations participatives organisées en mars 2008, la révision du DSRP a abouti à un document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), ce qui conforte l'option d'implication des communautés à la base, et montre la prise en compte du souhait des populations qui désiraient notamment que les stratégies de développement soient l'émanation d'une vision à long terme, assortie de programmes de développement pluriannuels.

Évoluant dans cette logique voulue par la population, le gouvernement prend des engagements pour que les investissements publics répondent désormais aux besoins réels des populations à la base à travers leur participation effective à tout le processus de développement. C'est ainsi qu'avec l'aide de la communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) est mis en place afin de permettre aux populations de chaque collectivité décentralisée de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

Le Plan Communal de Développement (PCD) est un document faisant état des besoins d'une Commune, de ses potentialités ainsi que des stratégies de développement envisagées, traduites par la suite dans un plan d'action. Élaboré de façon participative, il représente la vision et le cadre de développement de la Commune et met en évidence les atouts, les potentialités, les contraintes et les problèmes auxquels la Commune fait face. Il a pour but de **préciser** les objectifs poursuivis par la Commune au cours de la législature et les moyens et mesures qu'elle compte mettre en œuvre pour **assurer** le bien-être des populations.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi et dans la mouvance actuelle de la décentralisation, les communes occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs du processus de développement socio-économique.

Dans ce contexte, le transfert de responsabilités aux communes ne saurait se faire d'une manière spontanée. C'est ainsi qu'avec l'aide des partenaires au développement, le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le programme national de développement participatif (PNDP) afin de permettre aux communes d'assumer leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, afin de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

La commune bien qu'étant un espace géographique est aussi une institution jouissant d'un statut de personne morale de droit public. Elle se présente comme la plus petite unité territoriale ayant une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux.

Les Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la Décentralisation et n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes attribuent aux Communes un rôle central et leur

transfèrent les compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif et sportif de leurs localités.

Le Décret N°2012/0709/PM DU 20 MARS 2012 fixant le régime général des contrats-plans Etat/Commune stipule en son article 6 alinéa 1 que « *Le contrat-plan État-Commune intervient dans le cadre de l'exercice des compétences reconnues aux Communes, Communautés Urbaines et Syndicats des Communes. Il porte prioritairement sur des investissements créateurs de richesses et des domaines d'activités générateurs de croissance et d'emplois. Pour toute Commune candidate, les projets admissibles au financement doivent être contenus dans un plan Communal de développement (PCD)* ».

Au cours de l'année 2013, de concert avec le PNDP, la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> a recruté l'OAL Association pour la Cartographie et la gestion des ressources « ACAGER » pour l'accompagner dans l'actualisation de son Plan Communal de Développement (PCD).

## **1.2. Objectifs du PCD**

### **1.2.1. Ojectif global**

Doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

### **1.2.2. Objectifs spécifiques**

- Réaliser la monographie de la Commune
- Mener un Diagnostic participatif
- Elaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- Programmer les investissements
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements de CMDT
- Mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD
- Mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées et besoins de projets identifiés

## **1.3. Structure du document**

Le présent document est organisé ainsi qu'il suit :

- ✓ Résumé
- ✓ Introduction
- ✓ Méthodologie
- ✓ Résultats du diagnostic
- ✓ Planification stratégique
- ✓ Programmation
- ✓ Plan de communication
- ✓ Conclusion
- ✓ Annexe

## **2.MÉTHODOLOGIE**

L'atelier de lancement a eu lieu le 26 mars 2013 (Photo 1). Le déroulement effectif du processus s'est fait sur la base de la méthodologie telle que préconisée par le PNDP et adaptée aux réalités locales. Avant la descente des membres de l'équipe sur le terrain, une organisation interne consistant en la répartition des tâches a toujours été faite, afin d'éviter la navigation à vue. Quatre phases marquent les processus :

- la préparation ;
- le diagnostic participatif ;
- le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement.
- La planification



**Photo 1.** Vue partielle des participants lors de l'atelier de lancement dans la salle des délibérations de la commune.

## **2.1. Préparation du processus**

L'objectif global de chaque étape était de s'accorder avec les acteurs de la Commune sur les objectifs et la méthodologie de réalisation de chaque diagnostic, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacun. Elle s'est faite en deux sous-étapes : la préparation pédagogique et la préparation administrative.

### **2.1.1. Préparation pédagogique**

Elle a consisté en la préparation des différents outils de collecte, de traitement et d'analyse des informations du DIC, DEUC et DPNV ; ces outils ont préalablement été présentés aussi bien à l'Exécutif Communal qu'au personnel de la Commune en vue d'une meilleure compréhension et de l'appropriation des objectifs poursuivis. En même temps, des échanges entre l'équipe de l'ACAGER et celle de la Commune élargie aux personnes ressources ont eu lieu sur la démarche de chaque diagnostic ainsi que le calendrier de sa réalisation.

### **2.1.2. Préparation administrative**

Suivant les dispositions prises par le Maire, les différents responsables de l'institution communale ainsi que les personnes ressources ont été mobilisés et priés de réunir les documents de travail devant servir à la collecte des informations nécessaires pour le diagnostic participatif.

## **2.2. Diagnostic participatif**

### **2.2.1. Diagnostic de l'institution communale**

La démarche du DIC a associé les différents membres de l'équipe communale et le personnel communal, les Conseillers municipaux et les responsables des services sectoriels locaux. La réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal s'est déroulée à travers la collecte et l'analyse des données sur :

- les ressources humaines à travers l'exploitation de l'état nominatif du personnel et du dossier des conseillers municipaux ;
- les ressources financières à partir des budgets et comptes administratifs des exercices 2010, 2011 et 2012 ;
- le patrimoine communal ;
- la gestion des relations.

En plus des outils appropriés du DIC, certains outils de la MARPP ont été utilisés. Il s'agit de l'observation directe, l'interview semi-structurée (ISS), les entretiens informels, le guide d'entretien/check-list, l'analyse succès, échecs, potentialités et opportunités (SEPO) et le diagramme de VENN.

### **2.2.2. Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)**

Le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) est une analyse participative de la situation globale dans tous ces aspects (biophysiques, économiques, socioculturelles, etc.) de l'espace urbain communal. Dans le cadre de la réalisation du DEUC, la collecte et l'analyse des données ont intégré :

- la délimitation de l'espace urbain communal ;
- la réalisation de la cartographie participative de la ville de Ngaoundéré III ;
- l'inventaire des activités des parties prenantes, des Problèmes/contraintes, des atouts/potentialités de la ville ;
- la géolocalisation des infrastructures sociocommunitaires ;
- la formulation des problèmes et l'identification des projets prioritaires de l'espace urbain.

Cette activité a impliqué le CoPil, les différents corps de métiers, les responsables et des services sectoriels locaux.

### **2.2.3. Diagnostic participatif niveau village (DPNV)**

La réalisation du DPNV s'est déroulée en deux phases. La première phase a été consacrée à la formation des facilitateurs effectuée du 20 août au 02 septembre 2013. La deuxième phase quant à elle s'est déroulée du 04 au 13 septembre 2013 dans 17 villages sous forme de réunions communautaires où des séances de travaux en plénière (assemblées

villageoises) ont alterné avec des groupes de travaux mis en place sur la base du statut socioprofessionnel (jeunes, femmes, hommes...).

Elle avait pour but de :

- permettre aux populations de chaque village de mieux connaître leur environnement, leurs contraintes et potentialités ;
- identifier les problèmes communs du village avec une attention particulière sur ceux des différents corps des populations vulnérables ;
- analyser les problèmes communs du village afin de mieux cerner leurs origines et leurs conséquences ;
- choisir les causes les plus pertinentes sur lesquelles les populations veulent et peuvent agir ;
- identifier les solutions prioritaires (endogènes et exogènes) susceptibles d'apporter un changement positif à la situation du village.



**Photo 2.** Formation des facilitateurs sous l'encadrement du PNDP



**Photo 3.** Réalisation de la carte participative par les jeunes du village Saltaka

### 2.3. Consolidation, analyse et cartographie

Les données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce au diagnostic participatif ont été organisées et synthétisées. Ainsi, la vérification des informations recherchées a été effectuée à travers la triangulation des différentes sources exploitées. L'analyse des données a permis de préparer des séances de restitutions. À cet effet, les points nécessitant des clarifications ont été identifiés, contribuant ainsi à une meilleure présentation du diagnostic. Les fiches de collecte ont été soumises à une analyse fine sur la base des fiches d'analyse consolidées sur Excel.

En fonction de la vision élaborée de la situation de la Commune, de ses forces et faiblesses, des questions précises ont été préparées pour faciliter la discussion entre les participants autour des sujets identifiés comme étant difficiles à aborder.

L'exploitation des fiches de collecte de données a permis de remplir les tableaux excel prévus à cet effet par le PNDP pour chaque diagnostic. La synthèse de ces données a permis de dresser les états de lieux tant sur le plan statistique que cartographique à l'aide de logiciels appropriés (Excel, Pro ADP, Google Earth, QGIS, BaseCamp), de dégager les problèmes/contraintes-atouts/Potentialités de la commune, de les analyser afin de ressortir les besoins et les idées de projets.

## **2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation**

L'atelier de planification Communale dont l'objectif global était de procéder à la planification stratégique et l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> s'est déroulée en trois (03) jours (du 04 au 06 novembre 2013) dans la salle des actes de l'Hôtel de Ville de ladite commune, en présence du maire et de ses adjoints, des conseillers municipaux, des délégués départementaux des secteurs concernés, du personnel communal et des chefs de village.

Elle a été présidée par le Sous - préfet de l'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> représentant le Préfet du département de la Vina empêché. Les différentes articulations ont été les suivantes :

### **2.4.1. Cérémonie d'ouverture**

Elle été marquée par le mot de bienvenue du Maire, la présentation des objectifs et du programme de l'atelier, et le discours d'ouverture de l'atelier prononcé par le Sous - Préfet de l'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

### **2.4.2. Présentation de la méthodologie de la planification**

Cette phase a permis de faire une démonstration des différentes méthodes de travail employées par l'OAL «ACAGER » au cours de l'ensemble du processus de planification. Ainsi, de la préparation du processus à la validation du rapport du diagnostic consolidé en passant par la collecte des informations et la consolidation des données, tout a été déroulé aux participants.

### **2.4.3. Restitution des différents diagnostics**

Cette étape a vu la présentation générale des différents diagnostics ainsi que des données issues de ces différents diagnostics. Il s'agissait de permettre à l'ensemble des participants de s'approprier des résultats des diagnostics et de donner une occasion aux sectoriels d'apporter leurs remarques et suggestions afin d'enrichir les données recueillis par l'OAL.

### **2.4.4. Elaboration du plan stratégique**

Le cadre des dépenses à moyen terme a été conçu sur la base des aspirations de l'exécutif municipal. Celui-ci a listé en plénière les différents projets qu'il entend et peut mettre en œuvre dans les trois prochaines années, tout en prenant en compte les aspirations des populations et les possibilités de financement. Cependant, la définition des activités du PIA n'a pas nécessité beaucoup de discussions. L'exécutif communal prévoyant déjà des projets pour cette année, son plan de campagne a tout simplement été intégré au CDMT.

### **2.4.5. Présentation des ressources mobilisables**

Cela a été fait avec la participation du PNDP, de l'exécutif communal, et des sectoriels. Chacun à son niveau a porté à notre connaissance les  
*Plan Communal de Développement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> réalisé avec l'appui technique de l'ACAGER. [acaqerji@yahoo.com](mailto:acaqerji@yahoo.com) 8*

différents financements susceptibles de profiter à la commune. Sur la base des informations fournies par ces différentes sources, les ressources mobilisables par la commune ont été définies.

A l'issue des travaux de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, les résultats suivants ont été obtenus :

- ✓ Rapports de diagnostic par secteur enrichis et validés,
- ✓ Liste des problèmes de chaque secteur priorisés,
- ✓ Cadre logique par secteur amendé et validés,
- ✓ Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) validé,
- ✓ Plan d'investissement annuel (PIA) élaboré,
- ✓ Plan annuel de passation des marchés (PPM) élaboré.

#### **2.4.6. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif**

Le suivi de la mise en œuvre du PCD se fait à deux niveaux :

##### **❖ Niveau Village**

Il est assuré par l'Agent Communal de Développement et des comités de concertations qui se servent d'outils tels que le tableau de suivi des actions planifiées.

Ils ont pour mission de renseigner sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus. De ce fait, ils programment des séances de concertations et de sensibilisation ainsi que le suivi de l'exécution des activités

##### **❖ Niveau communal**

Au niveau communal, les acteurs du suivi-évaluation sont :

- le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- le Comité de pilotage ;
- l'agent communal de développement ;
- les services déconcentrés de l'Etat ;
- les prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD;
- les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- les organisations/associations à base communautaire.

Précisions que nonobstant le fait que le suivi-évaluation du plan concerne tous les acteurs de la mise en œuvre, le noyau central du dispositif est l'administration communale, mais surtout le comité de suivi du PCD. Concernant justement le comité de pilotage. Les responsabilités de ce comité sont les suivantes:

- Collecter et gérer l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre du PDC. Autrement dit, ils s'occupent du suivi de l'exécution des activités concernant à la fois les activités financées dans le cadre du PNDP et les autres activités de la Commune. Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte, une consolidation est faite par l'agent communal de développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique.

- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités de mise en œuvre du PCD.
- Apporter un appui technique aux comités de concertation.
- Produire et transmettre des rapports trimestriels.

Afin de mener à bien ces différentes missions, le comité de pilotage usera des outils suivants :

- PDC/PIA ;
- fiches de collecte des données ;
- fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal ;
- rapports périodiques des agents de suivi ;
- rapports des visites de terrain ;
- compte rendus des réunions ;
- rapports divers (prestataires et consultants) ;
- tableaux de consolidation des informations ;
- tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation) ;

La fréquence de suivi de la mise en œuvre du PCD se présente ainsi qu'il suit :

- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.
- Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.
- Le rapport semestriel présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants. Il est complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques.

#### **2.4.6.1. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA**

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

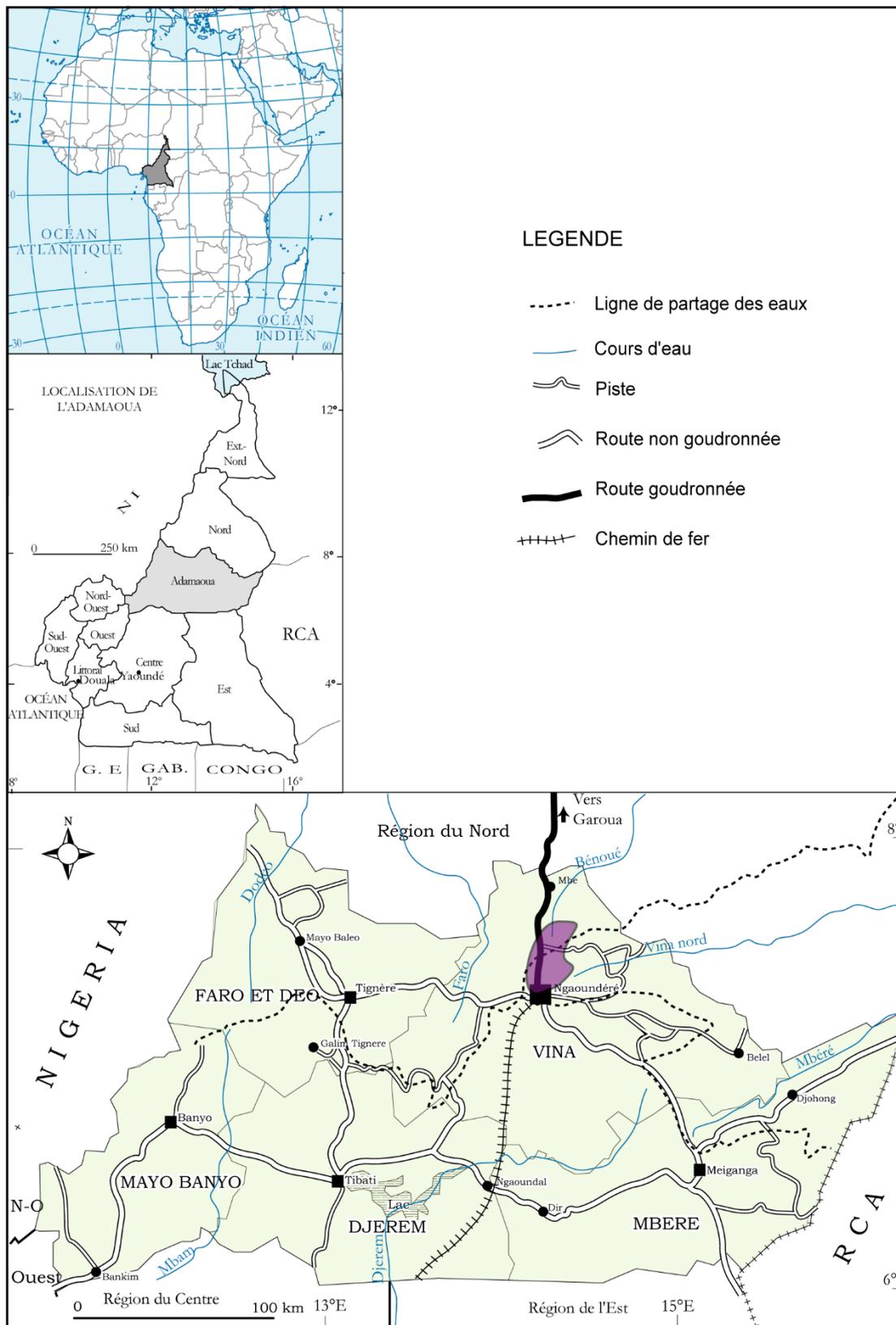
Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

### **3. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS**

### 3.1. Monographie de la Commune de Ngaoundéré 3ème

#### 3.1.1. Localisation de la commune :

Située à 13,5961° de longitude Est et 7,3551° de latitude Nord, dans le Département de la VINA, Région de l'ADAMAOUA, la Commune d'arrondissement de NGAOUNDERE 3ème a une superficie d'environ 393 Km<sup>2</sup>.



Adaptée de Tchotsoua, 2009

## Figure 1. Localisation de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> dans la région de l'Adamaoua

Elle est limitée au Sud par l'arrondissement de Ngaoundéré II<sup>ème</sup>, au Nord par l'arrondissement de Mbé, à l'Est par l'arrondissement de Ngan-Ha et à l'Ouest par celui de Martap (Figure 1).

L'espace urbain de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est constitué essentiellement de Bini, Dang, Manwi, Gada Bini, Gada Bidou et d'une partie de Malang. Cet espace est habité essentiellement par les étudiants de l'Université de Ngaoundéré, institution qui fait la fierté académique de la Commune.

### **3.1.2. Milieu biophysique**

#### **3.1.2.1. Géologie et oro-hydrographie**

Sur le plan géologique, la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> appartient à la «Ligne du Cameroun» (Tchoua, 1974). Elle est constituée de trois grands ensembles orographiques qui se présentent en escalier du Sud vers le Nord :

- la plaine de Bini- Dang – Malang qui affiche des altitudes comprises entre 1069 et 1089 m et plusieurs secteurs inondables en période de grandes crues ;
- le plateau de Wouro-Soua – Béka – MOUNGUEL, encore appelé petite falaise est caractérisé par une altitude qui varie brusquement sur une petite distance entre 1128 m à Wouro Soua et 1379 m à MOUNGUEL. Dans cette localité, on observe plusieurs dômes de roches volcaniques acides (trachytes et phonolites) orientés grossièrement N120°E. Les plus spectaculaires sont le Ngaou Moukon constitué de trois sommets accolés (Son, Doa et Mokou) d'altitude moyenne 1268m ; le Ngaou Léré (1231 m) et le Ngaou Djam (1436 m) ; le Ngaou Djaral (1462 m). Le Ngaou Djaral et le Ngaou Léré sont actuellement exploités artisanalement pour les moellons et les graviers ;
- le plateau de Tchabal d'altitude moyenne 1388 m qui est une zone de transition avec la falaise de Ngaoundéré.

La Commune est drainée par divers cours d'eau parmi lesquels 02 lacs (lac Bini et lac Dang en état d'eutrophisation avancée). La Bini est le principal cours d'eau avec plusieurs affluents orientés Nord – Sud (Dori, Mayanga, MBidou, Mabanga). Plusieurs cours d'eau prennent leur source dans la zone de plateau (Tchabal) de la Commune. C'est le cas de la Bénoué, de Margol et de plusieurs affluents de Bini.

#### **3.1.2.2. Climat de Ngaoundéré III**

La Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est caractérisée par une courte saison sèche de 4 à 5 mois (novembre/décembre à mars/avril) et une longue saison pluvieuse (avril/mai à novembre/décembre) avec des pics en août - septembre. Même si tous les mois de la saison sèche n'affichent pas tous des cumuls pluviométriques nuls, il faut cependant relever que la sévérité de la sécheresse n'est pas des moindres.

#### **3.1.2.3. Sols de Ngaoundéré III**

Les sols du plateau de Ngaoundéré, en général, ont été étudiés par plusieurs auteurs (Laplante et Bachelier, 1954 ; Humbel, 1966 ; Volger et al., 1982 ; Boutrais, 1995). Même si Humbel (1966) y distingue quelques affleurements de sols ferrugineux piégés entre les chaos de boules qui couvrent les versants à fortes pentes, ce sont essentiellement des formations ferrallitiques issues de roches diverses anciennes qui dominent dans la région. Ils sont de couleur brun rouge ou brun. Quelques horizons cuirassés ou latéritiques affleurent à la suite de la destruction des minces horizons sablo argileux supérieurs. La structure de ces sols est fortement dégradée dans les zones de cultures (bas fonds en particulier avec l'apport abusif des intrants chimiques) et dans les zones de pâturage (piétinement suivi de compactage).

En définitive, au plan pédologique, Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> présente 2 ensembles plus ou moins calqués sur le substrat et dépendant du relief. Dans les collines, les sols sont jeunes, peu épais aux horizons peu différenciés sur les édifices volcaniques récents ou tronqués par l'érosion sur les versants à forte pente tandis que sur le plateau, ils sont beaucoup plus évolués avec des horizons bien distincts.

Cette variation des types de sols conditionne plus ou moins la répartition du couvert végétal.

#### 3.1.2.4. Végétation

La végétation est dominée par trois types de formation : les savanes arborées/arbustives, les galeries forestières et le massif forestier de la falaise de Ngaoundéré. Les savanes arborées sont constituées d'arbres dispersés et d'une strate herbacée plus ou moins dense.

Ces savanes se développent sur des sols essentiellement cuirassés. Les arbres les plus fréquents sont *Daniellia oliveri*, *Lophira lanceolata*, *Combretum spp.*, *Ekebergia senegalensis*, *Terminalia spp.*, *Parkia biglobosa* et *Vitellaria paradoxapour* ne citer que ceux-ci. A ces arbres s'ajoutent les arbustes tels qu'*Entada africana*, *Crossopteryx febrifuga*, *cussonia barteri*, *Albizia zygia*.

La strate herbacée est plus dominée par des *Poaceae* comme *Andropogon gayanus*, *Hyparrhenia rufa* et *Hyparrhenia diplerndra*. Par endroits, ces savanes sont envahies par des jachères plus ou moins marquées par *Chromolaena odorata*, *Imperata cylindriaca* et des espèces du genre *crotalaria*. Les espèces lianescentes comme *Landolphia spp.* et les *Orchidées épiphytes* exploitent ces arbres comme support. Dans les galeries forestières, les arbres les plus fréquents sont *Syzygium guineense var. guineense*, *Myragina ciliata*, *Phoenix reclinata*. On y retrouve par endroits *Vitex doniana* et *Xanthoxylumgiletii*. Parmi les espèces herbacées se rencontrent *Rhynchospora corynbosa*, *Pennisetum purpureum*, *Setariasp.*, *Lewidgiaafricana*, etc.

Le massif forestier localisé dans la limite nord de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est l'une des plus grandes formations végétales fermées de la zone. Il est très riche en ligneux telles que les espèces *Isobertia tomentosa*, *Isobertia doka*, *Alzelia africana* et *Khaya grandifolia*.

Dans cette végétation se trouve une faune naturelle qui comprend, entre autres, des lapins, des antilopes, des singes, des phacochères, des pintades et des francolins. À ces animaux, s'ajoutent des reptiles à l'instar des serpents.

### 3.1.2.5. Atouts, Potentialités et contraintes du milieu biophysique

La Commune de Ngaoundéré en général et l'espace urbain en particulier est d'une riche diversité écosystémique. Les forêts galeries, menacées par l'action destructrice des paysans, se retrouvent le long des cours d'eau tandis que la majeure partie du couvert végétal est constituée par une savane soudano-guinéenne de type herbeux et arbustif qui tend à disparaître devant l'envahissement du *Chromolaena odorata* encore appelé «*Bokassa Grass* ». La flore est favorable aussi bien à l'élevage qu'à l'agriculture. Elle abrite une faune de plusieurs espèces rares quoiqu'aujourd'hui en nette régression à cause du braconnage<sup>2</sup>.

Elle jouit à l'instar de l'ensemble du plateau de l'Adamaoua d'un climat de type tropical de transition entre le climat équatorial du Sud et le climat soudano-sahélien avec la variation de températures inattendues, de jour comme de nuit (Tableau 1).

**Tableau 1.** Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

Unité de paysage	UTILISATION ACTUELLE	POTENTIALITÉS	CONTRAINTES / PROBLÈMES
<b>Terres agricoles intra urbains et ruraux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Culture de maïs, manioc, arachide, patate</li> <li>• Pâturage du bétail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Espace disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains sols sont peu fertiles</li> <li>• Repousse rapide des mauvaises herbes</li> <li>• Conflit agropastoral</li> </ul>
<b>Bas fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Culture maraîchère</li> <li>• Travaux ménagers</li> <li>• Pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours d'eau permanents</li> <li>• Poisson disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Destruction des cultures en période de crue</li> <li>• Animaux domestiques emportés par les crues.</li> <li>• Érosion des berges</li> </ul>
<b>Forêt</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploitation de bois de chauffe et d'œuvre</li> <li>• Fabrication du charbon de bois</li> <li>• Pharmacopée</li> <li>• Pâturage du bétail</li> <li>• Champs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'espèces utiles pour la médecine traditionnelle</li> <li>• Diversité d'essence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Feux de brousse</li> <li>• Exploitation illicite et anarchique du bois</li> </ul>
<b>Zone urbanisée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Habitation</li> <li>• Jardin de case</li> <li>• Arbres fruitiers</li> <li>• Commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fertilité élevée des jardins de case</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès à l'eau difficile</li> <li>• Érosion</li> <li>• Construction anarchique</li> <li>• Voies d'accès inexistantes et mal entretenues</li> </ul>

### 3.1.3. Description du milieu socio-économiques

<sup>2</sup>G. Rippstein, 1985, « Étude sur la végétation de l'Adamaoua, évolution, conservation, régénération et amélioration d'un écosystème pâturé au Cameroun », Publication spéciale de l'IRZ, n°5, *Étude et synthèse de l'IEMVT* n°14.

### 3.1.3.1. Historique de Ngaoundéré 3ème

Comme les autres Communes d'Arrondissement de Ngaoundéré, l'histoire de la Commune est tributaire de celle de la Grande Ngaoundéré. Seulement, sur le plan spatial, celle-ci est bien déconnectée de la vieille ville et son évolution est beaucoup plus commandée par l'Université de Ngaoundéré.

Créé le 4 octobre 1982, le Centre universitaire de Ngaoundéré ouvre ses portes en janvier 1983 par l'Ecole Nationale Supérieure des Industries Agro-Alimentaires du Cameroun (ENSIAAC) (Bella, 2010).

Le projet prend corps à la faveur de la réforme universitaire consacrée par le décret n° 93/026 du 19 janvier 1993 qui crée 6 Universités d'État dont celle de Ngaoundéré. C'est à partir de cette période qu'elle devient le pôle de développement de la Commune tant sur le plan démographique que socio-économique.

La Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3ème a été officiellement créée le 24 avril 2007 par le décret présidentiel n° 2007/017 qui consacrait l'éclatement de l'ancienne Commune de Ngaoundéré Rural en 06 nouvelles Communes. Son ressort territorial couvre l'ensemble de l'Arrondissement du même nom.

### 3.1.3.2. Démographie

#### 3.1.3.2.1. Taille et structure de la population

Avec une population totale de **29666** âmes en 2005, soit 38169<sup>3</sup> habitants en 2013 sur une superficie d'environ 393 km<sup>2</sup>, la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3ème offre une densité d'environ 60 habitants au km<sup>2</sup> (Tableau 2). Si on ajoute à cette population permanente la population estudiantine, son chiffre monte à environ 61 000 âmes.

---

<sup>3</sup>P<sub>2013</sub> = (1,032)<sup>8</sup>x P<sub>2005</sub> habitants

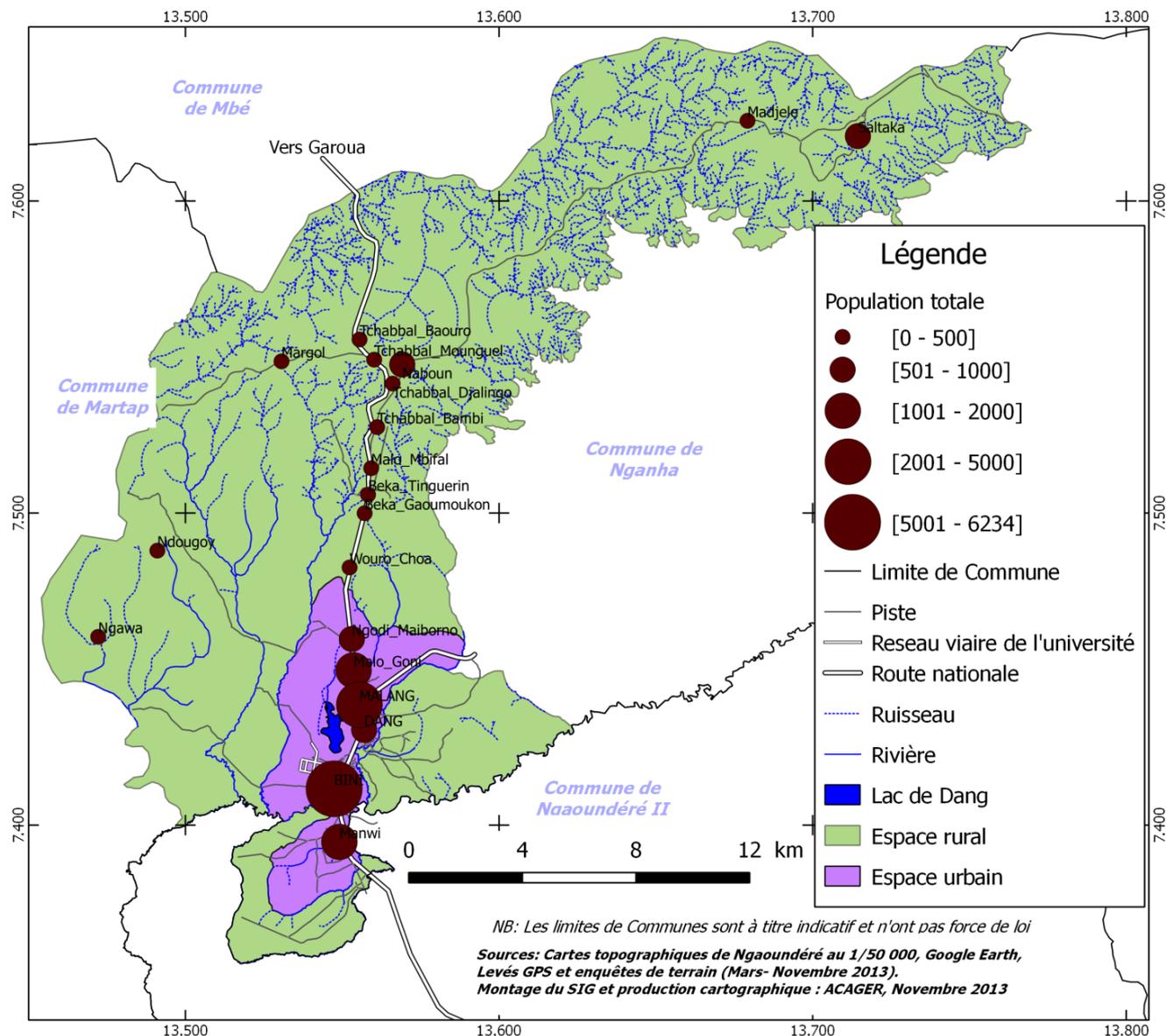
**Tableau 2.** Population de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique					
		Hommes	Femmes	Total	Nourissons (0-35 mois) (10,7 %)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12 - 19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15 - 34 ans) (34,7%)
	<b>QUARTIER DE L'ESPACE URBAIN</b>									
1.	Bini	5418	3215	8633	924	1459	544	2020	1597	2996
2.	Dang	1268	687	1955	209	330	123	457	362	678
3.	Manwi	1029	986	2015	216	341	127	472	373	699
4.	Malang	1521	1425	2946	315	498	186	689	545	1022
5.	Population estudiantine	10000	13000	23000	2461	3887	1449	5382	4255	7981
	<b>Sous total espace urbain</b>	19236	19313	38549	4125	6515	2429	9020	7132	13377
	<b>VILLAGES</b>									
6.	Beka Ngaoumoukone	70	50	120	13	20	8	28	22	42
7.	Beka Tinguerin	279	261	540	58	91	34	126	100	187
8.	Madjele	181	180	361	39	61	23	84	67	125
9.	Malo Goni	655	570	1225	131	207	77	287	227	425
10.	Malo Mbifal	81	85	166	18	28	10	39	31	58
11.	Margol	183	184	367	39	62	23	86	68	127
12.	Naboun	338	342	680	73	115	43	159	126	236
13.	Ndougoy	100	300	400	43	68	25	94	74	139
14.	Ngawa	50	70	120	13	20	8	28	22	42
15.	Ngodi-Maiborno	253	248	501	54	85	32	117	93	174
16.	Ngodi-Mafalngaou	251	279	530	57	90	33	124	98	184
17.	Saltaka	279	282	561	60	95	35	131	104	195
18.	Tchabal-Mounguel	93	85	178	19	30	11	42	33	62
19.	Tchabbal-Baouro	220	198	418	45	71	26	98	77	145

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique					
		Hommes	Femmes	Total	Nourissons (0-35 mois) (10,7 %)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12 - 19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15 - 34 ans) (34,7%)
20.	Tchabbal Djalingo	157	153	310	33	52	20	73	57	108
21.	Tchabbal Bambi	49	80	129	14	22	8	30	24	45
22.	Wouro-Choa	195	203	398	43	67	25	93	74	138
<b>Sous total espace rural</b>		<b>3434</b>	<b>3570</b>	<b>7004</b>	<b>749</b>	<b>1184</b>	<b>441</b>	<b>1639</b>	<b>1296</b>	<b>2430</b>
<b>Total</b>		<b>22 670</b>	<b>22 883</b>	<b>45 553</b>	<b>4 874</b>	<b>7 698</b>	<b>2 87</b>	<b>10 659</b>	<b>8 427</b>	<b>15 807</b>
<b>Population estudiantine</b>										<b>25 000</b>

Source : BUCREP, 2010. Rapport de présentation des résultats définitifs du recensement démographique de 2005.

Dans l'espace rural, on dénombre une quinzaine de villages au nombre de population fort variable d'un village à un autre (Figure 2).



**Figure 2.** Géolocalisation des espaces urbain et rural et répartition de la population de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

### 3.1.3.2.2. Groupes humains et peuplement

D'après les travaux de Podlewski (1971) et les traditions orales, les Mboum seraient le groupe qui s'est le plus disséminé dans la Commune avant la conquête foubé. Le tableau 2 présente les principaux groupes ethnoculturels de la Commune. Des étrangers constitués, en majorité, de Tchadiens, Centrafricains et de Gabonais.

S'agissant des ressortissants des pays occidentaux, l'on retrouve à Ngaoundéré des Français, des Américains, des Chinois dont la présence est liée aux travaux publics, aux missions d'évangélisation et de développement.

**Tableau 3. Principaux groupes ethniques**

<b>Principales ethnies de la Commune</b>	<b>Observations</b>
Peulh ; Kanouri ; Dii ; Haoussa ; Mboum ; Bamoun ; Bamiléké ; Toupouri ; Moundang ; Gbaya ; Autres	Certains sont moins intéressés par les activités culturelles et d'autres sont conservateurs et actifs dans les activités culturelles

Source : DD des arts et de la culture, et enquêtes sur le terrain Avril 2013

### **3.1.3.2.3. Cultures et religions**

L'Islam est la religion principale dans la Commune. Ce sont les Peuls qui ont historiquement islamisé la région. Depuis, cette religion s'est développée et est pratiquée par d'autres ethnies comme les Mboum qui étaient auparavant animistes. La Commune compte les musulmans qui la pratiquent de manière fervente, nombre d'entre eux se sont déjà rendus à la Mecque. La religion chrétienne y est aussi présente.

### **3.1.3.2.4. Mobilité de la population**

La Commune compte deux agences de voyage. Celles-ci permettent aux populations de se déplacer vers le Nord du Cameroun et le Tchad par Moundou. On relève, la présence de taxis (voitures et motos) assurant le transport au sein de l'espace urbain, entre les communes limitrophes et dans la zone rurale villages de la Commune. Les populations se déplacent aussi vers d'autres régions du Sud du Cameroun. Les raisons de ce déplacement sont le commerce, les soins de santé, les études, etc.

### **3.1.3.3. Caractérisation des couches vulnérables**

Le diagnostic participatif a révélé l'existence de 09 couches vulnérables bénéficiant d'un appui des associations et d'organisations caritatives. C'est le cas des orphelins et enfants vulnérables (OEV), qui sont encadrés et pris en charge par l'association ASMECA et le foyer d'enfants « Saints Anges Gardiens » basé pour le premier à Mbideng et pour le second à Marza. Les handicapés dans leur généralité bénéficient de l'assistance de la Fédération des Associations de Personnes Handicapées du Cameroun (FENAHCAM), qui se fait elle-même épaulé par le Programme Intégré pour l'Amélioration de la qualité de vie des Personnes vivantes avec un handicap (PIAP), le Centre Luthérien Ophtalmologique de Ngaoundéré (CLON)

### **3.1.3.4. Organisation sociale**

L'organisation sociale de la Commune est chapeauté par l'administration. Celle-ci est incarnée par les structures décentralisées de l'État ainsi que par un ensemble de services publics. Elle bénéficie du soutien du Lamido de Ngaoundéré, des chefs de communautés, des leaders religieux et des chefs de quartiers. Cette structure est complétée par une multitude d'organisations non gouvernementales constituant la société civile

### **3.1.3.5. Habitat**

En matière d'habitat, l'utilisation des matériaux modernes est plus fréquente que les matériaux traditionnels en milieu urbain. Concernant l'hygiène et l'assainissement, les latrines sont le type de lieu d'aisance le plus répandu. Les fosses septiques ne sont aménagées que par des personnes jouissant d'une certaine aisance financière. Quant à l'évacuation des ordures ménagères, les bacs publics sont mis à disposition des ménages par la société HYSACAM dont la spécialité est la collecte des détritiques et l'assainissement urbain.

L'habitat en milieu rural est dominé par l'usage des matériaux locaux. L'organisation de l'habitat est calquée sur le modèle des chefferies avec des cases en terre battue regroupées dans les concessions. Cependant les constructions se modernisent peu à peu, malgré la difficulté à s'approvisionner en matériaux définitifs dans les marchés locaux.

### **3.1.3.6. Zonage de l'espace communal**

L'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est constitué d'un espace urbain et d'un espace rural. L'espace urbain possède une zone très urbanisée dans laquelle on retrouve principalement les minicités dans deux quartiers (Bini et Dang), le secteur administratif et commercial s'y retrouve également. L'extension future de zone urbaine va davantage réduire la zone dédiée à l'agriculture et à l'élevage. L'espace rural quant à elle est prédominé par la zone agricole et pastorale. L'on note aussi des zones où les exploitations minières sont de mise notamment à Tchabbal-Baouro, Beka-Tinguerin et Naboun

### **3.1.3.7. Système foncier**

Dans la commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> comme partout ailleurs au Cameroun, la question foncière est dominée par deux logiques juridiques de plus en plus conflictuelles au regard de la diminution des espaces exploitables consécutive à l'accroissement démographique, à l'augmentation du cheptel bovin et aux exigences du marché.

Ces deux logiques juridiques sont :

- les droits coutumiers des sociétés communautaires qui se basent sur des pratiques découlant des connaissances et d'observations ayant fait leur preuve ;
- les exercices d'écriture et de relecture des codes des Etats français puis camerounais fondés sur des concepts et des mécanismes juridiques, étrangers aux sociétés locales.

La question foncière est devenue une scène où les populations de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ont du mal à jouer comme dans tout le pays. Il en résulte une situation de confusion, d'anarchie avec une tendance très nette à s'affranchir des obligations légales. Toute une nouvelle dynamique d'appropriation de la terre inscrit ouvertement ces deux lignes de force dans un jeu de cache-cache et de défiance réciproque.

### **3.1.3.8. Acteur du développement local**

Les efforts de développement de la Commune sont soutenus par de nombreuses structures de développement qui accompagnent les populations dans divers domaines : la santé, l'éducation, l'eau potable, la micro-finance ... Ce sont soit des organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou internationales, soit des projets initiés par le gouvernement. Les structures qui interviennent dans le développement de la Commune sont par exemple le Programme National de Développement Participatif (PNDP), FEICOM,

### **3.1.3.9. Activités économiques**

L'activité économique est matérialisée par la présence de plusieurs acteurs économiques exerçants dans divers secteurs.

Le secteur productif regorge de petits agriculteurs qui vendent les produits tels que les pommes de terre, le haricot, le maïs et bien d'autres produits maraîchers sur les marchés périodiques à l'exemple de celui de Dang. Les revenus provenant de cette exploitation servent à subvenir aux besoins de la famille. Ce secteur est aussi fortement marqué par l'élevage de bovin qui se pratique en zone rurale comme Tchabal Baouro, Tchabal Mounyel. D'une manière générale, les secteurs productifs se caractérisent par une faible capacité de production (non maîtrise des techniques de production, moyens de production rudimentaires...) et un accès limité au capital (crédit) et autres moyens de production (équipements, nouvelles technologies, etc.). L'introduction de la pomme de terre est récente et procure beaucoup de revenus aux ménagères. Les jardins de case sont très diversifiés avec des arbres fruitiers comme les manguiers, les avocatiers, les goyaviers et les papayers. L'arboriculture fruitière dans les zones non enclavées constitue une source importante de revenus. L'agriculture ici n'est pas mécanisée, elle utilise peu d'intrants agricoles et est pratiquée par les hommes et les femmes.

Les revenus de l'élevage sont difficilement chiffrables. Ils dépendent du nombre de têtes de bétail vendu par an mais aussi des têtes sur pied disponibles. Toutefois, le revenu issu de la vente du bétail est de loin supérieur à celui des agriculteurs. La vente d'une seule bête procure un revenu de 150 000 à 500 000 F CFA (source mairie de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>).

Les conflits agropastoraux sont importants dans la Commune et poussent les agriculteurs à réaliser des clôtures pour éviter la destruction de leurs cultures par les animaux. L'apiculture, activité secondaire, constitue néanmoins une importante source de revenus. Les ruches traditionnelles sont fabriquées en saison sèche. Le miel est vendu ainsi que le surplus des denrées agricoles. Les feux de brousse sont parfois des facteurs limitants de la production. En brûlant les fleurs, ils anéantissent ainsi une récolte potentielle.

Le secteur secondaire est rendu visible grâce à la présence des boutiques, boulangeries, salons de coiffure, restaurants. Ses activités sont particulièrement développées dans la sphère universitaire. À ce niveau, les commerçants vendent des produits en gros, en détail ou sous les deux formes à la fois selon la taille de l'entreprise. Aucune industrie n'est présente

dans cette Commune. Cependant, le secteur informel est le plus développé. Il absorbe, en majorité, des jeunes en chômage. Seulement, ce secteur n'est pas réglementé ; l'État et la Commune gagneraient à mettre sur pied une réglementation qui leur permettrait de collecter des taxes. Il faut noter que des opérateurs s'intéressent de plus en plus à cette Commune ; c'est ainsi qu'une usine de recyclage de plastique est en gestation à Malang

Le secteur tertiaire, dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est marqué par l'ouverture des agences des institutions de finance comme Ecobank, Express Union, Express Exchange. L'activité du transport est menée par plusieurs agences de voyages tels que Danay Express, Touristique (au Carrefour Borongo), les motos taximen et autres. Les activités de transport sont régulées par la SETRACAUCAM installée à Malang.

La location des minis cités par les étudiants est une activité qui rapporte aussi énormément aux propriétaires. Le bail d'une chambre varie entre 6000 et 40000 F CFA selon le confort du local. On dénombre environ 412 minicités pour environ 4 000 chambres. Ce qui représente des recettes potentielles pour la Commune si la collecte des taxes est effective.

### 3.1.4. Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique

**Tableau 4.** Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique

ATOUTS	CONTRAINTES	POTENTIALITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une université</li> <li>• Capital humain</li> <li>• Diversité de la population</li> <li>• Activités économiques fortes (agriculture, élevage, petit commerce)</li> <li>• Existence d'une usine textile encore en construction</li> <li>• Disponibilité des services techniques</li> <li>• Nationale N°1 goudronnée</li> <li>• POS en cours de réalisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible tissu macro-économique (usine, petites et moyennes entreprises)</li> <li>• Sous-utilisation des expertises des services techniques et universitaires</li> <li>• Absence d'un bulletin d'information</li> <li>• Analphabétisme de la population</li> <li>• Insuffisance des structures et personnel de santé</li> <li>• Absence du schéma directeur de développement urbain</li> <li>• inexistence de service spécialisé d'encadrement de l'enfant et petite enfance (orphelinat, fille mère, institution de rééducation des enfants en difficulté)</li> <li>• Absence des officines de pharmacie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité des terres fertiles</li> <li>• Possibilité de développer l'élevage</li> <li>• Possibilité de partenariat national, régional et international</li> <li>• Ville naturellement très attrayante pour les investisseurs (entrepreneurs)</li> <li>• Activités économiques fortes à développer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de réserve foncière</li> <li>• Construction sans permis de bâtir</li> <li>• Dégradation de l'environnement</li> <li>• Sous scolarisation</li> <li>• Incivisme fiscal</li> <li>• Réseau d'adduction en eau potable très faible</li> <li>• Faible présence des projets de développement</li> </ul>

### 3.1.5. Couverture infrastructurale des services sociaux de base

**Tableau 5.** Situation des infrastructures dans la commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Type d'infrastructures		Urbain	Rural	TOTAL	Type d'infrastructures		Urbain	Rural	TOTAL
<b>Infrastructures scolaires et universitaire</b>	École Maternelle Publique	6	2	8	<b>Infrastructures sociales</b>	Centre de promotion de la femme	0	0	0
	École Primaire Publique	11	12	23		Centre Sociale	0	0	0
	Établissement Secondaire	3	1	4		Centre multi - fonctionnel	0	0	0
	Centre de formation professionnelle	0	0	0	<b>Infrastructures Marchandes</b>	Magasin de stockage	1	2	3

Type d'infrastructures		Urbain	Rural	TOTAL	Type d'infrastructures		Urbain	Rural	TOTAL
	Université	1	0	<b>1</b>		Marché	1	1	<b>2</b>
<b>Infrastructures hydrauliques</b>	Forage	12	13	<b>25</b>		Gare routière	2		<b>2</b>
	Puits	5	3	<b>8</b>		Parc à bétail	1	2	<b>3</b>
	Borne fontaine	0	0	<b>0</b>		Abattoir	2		<b>2</b>
	Sources aménagées	0	1	<b>1</b>		Pépinière	1	0	<b>1</b>
<b>Infrastructures de santé</b>	Hôpital de district	0	0	<b>0</b>		Boutique	20	26	<b>46</b>
	Centre de santé intégré	2	0	<b>2</b>		Comptoir	3		<b>3</b>
	Centre Médical d'arrondissement	1	0	<b>1</b>		Hangar	2		<b>2</b>
	Centre privé	1	0	<b>1</b>	<b>Infrastructures Franchissements</b>	Bouchérie	3	2	<b>5</b>
	Cabinet de soins	0	1	<b>1</b>		Pont	6	0	<b>6</b>
<b>Infrastructures électriques</b>	Transformateurs	12	0	<b>12</b>	<b>Infrastructures Administratives</b>	Préfecture	0	0	<b>0</b>
<b>Infrastructures sociales</b>	Foyer communautaire	0	0	<b>0</b>		Sous-Préfecture	1	0	<b>1</b>
						Mairie	1	0	<b>1</b>
						Infrastructure de maintien de l'ordre	2	0	<b>2</b>

## 3.2. Résultats du Diagnostic de l'Institution communale

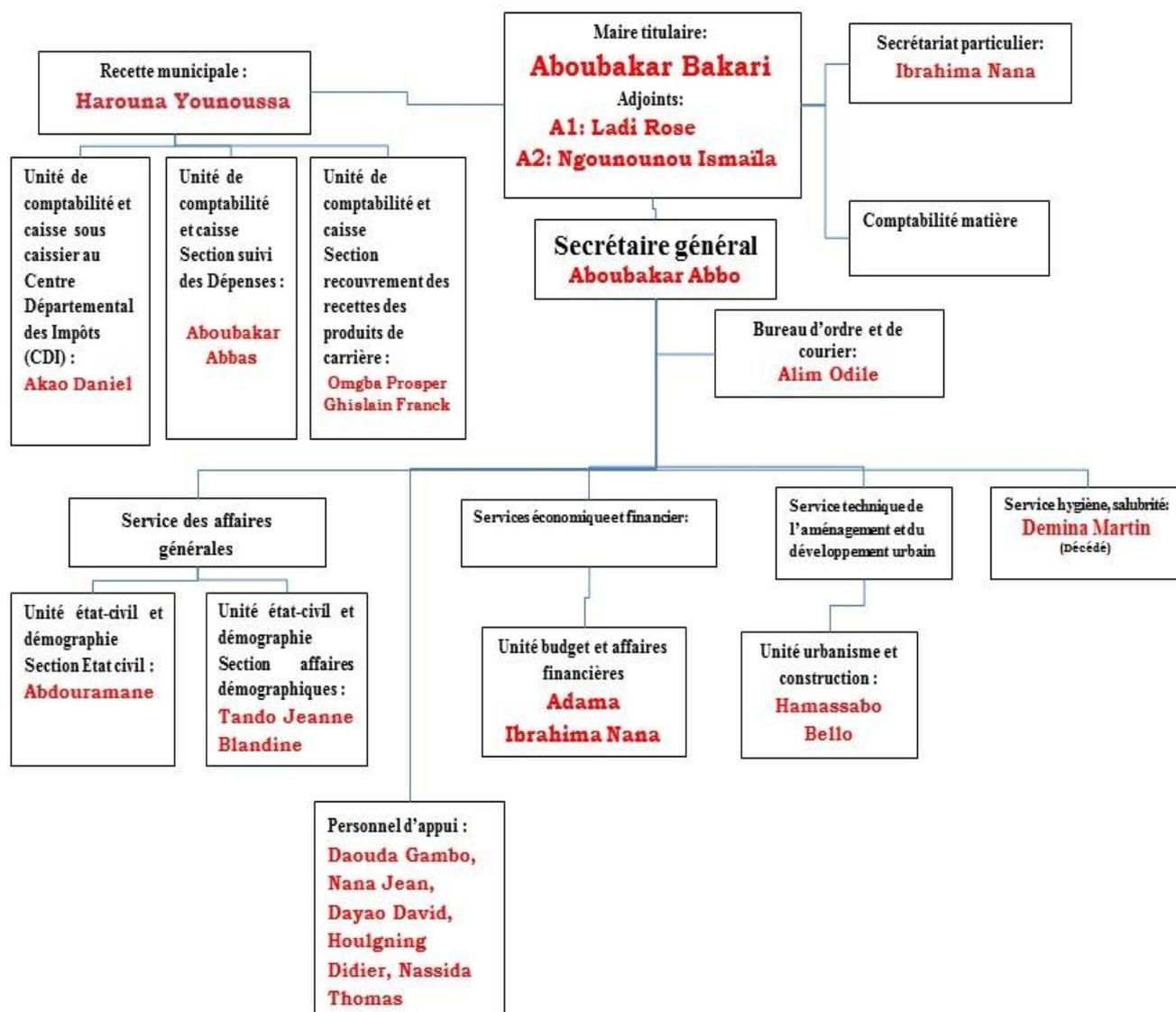
### 3.2.1. Ressources Humaines

#### 3.2.1.1. Situation du personnel communal

La Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est constituée de 17 employés communaux, notamment : un Secrétaire Général, le receveur municipal, un caissier à la Recette Municipale, six agents de bureau, un secrétaire état civil, un chauffeur, un agent financier, un agent de développement, trois plantons, un gardien de nuit.

La commune compte 31 conseillers. L'aspect genre est de mise, avec dix (10) femmes sur les 31 conseillers, soit un pourcentage de 32,25% traduisant une représentativité relative non négligeable de la couche féminine. Le conseil municipal de la commune est relativement jeune avec une moyenne d'âge de 43 ans. Le plus jeune a 24 ans et le plus âgé à 66 ans.

#### 3.2.1.2. Organigramme fonctionnel



**Figure 3.** Organigramme fonctionnel de la Commune

### 3.2.1.3. Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES/CONTRAINTES
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Deux agents formés au CEFAM (le SG et le RM)</li> <li>✓ 1 receveur municipal</li> <li>✓ 2 agents recrutés avec le soutien du PNDP titulaires des diplômes universitaires</li> <li>✓ Dynamisme de l'exécutif communal et existence d'un arrêté municipal répartissant les tâches entre le Maire et ses 2 adjoints ;</li> <li>✓ Pluralité de parti politique au sein du conseil municipal</li> <li>✓ Cotisation à la CNPS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Irrégularité des salaires;</li> <li>✓ Retard et absentéisme du personnel</li> <li>✓ Démotivation du personnel,</li> <li>✓ Absence d'un plan de renforcement de capacité du personnel communal après recrutement</li> <li>✓ Insuffisance de matériels de travail : le service des affaires générales (03 ordinateurs de bureau, 02 imprimantes et de tables et de chaises) ; le service d'hygiène</li> <li>✓ Décès du chef service d'hygiène ;</li> <li>✓ Formation sur le tas du personnel</li> <li>✓ Lenteur administrative dans la contractualisation de trois temporaires</li> <li>✓ Insuffisance du personnel qualifié</li> <li>✓ Absence de plan de repartition des tâches et de responsabilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présence de l'Université</li> <li>✓ présence du PNDP (renforce les capacités de certains agents)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faible qualification</li> <li>✓ Retard des salaires</li> <li>✓</li> </ul>

### 3.2.1.4. Axes de renforcement

- Élaborer et mettre en œuvre d'un plan de recrutement du personnel suivant les besoins de la commune en fonction de l'état de lieu sur la base de l'organigramme type
- Régulariser les salaires ;
- Renforcer les capacités de tous les agents communaux (renforcement de capacités du personnel sur leurs différents postes d'affectation) ;
- Equipement de la commune en 04 Ordinateur Desktop ;
- Service d'hygiène et salubrité ;
- Réorganiser et dynamiser le service d'hygiène ;
- Recruter ou redéployer un responsable de déchets solides, d'un agent de collecte par le biais du MINEE
- Créer une cellule informatique ;
- Recruter un animateur social et un responsable d'établissement social ou médico-social par le biais du MINAS ;
- Recruter un responsable de la communication et un responsable des actions de coopération ;
- Recycler ou renforcer des capacités du personnel du Service de la recette municipale en :
  - comptabilité et en informatique ;
  - génération et gestion des ressources propres de la commune ;
  - stratégie de recouvrement ;
  - mécanismes incitatifs ;

- tenu du fichier de contribuables.
- Organiser un séminaire de formation de l'exécutif communal sur la gouvernance local et le développement local ;
- Renforcer les capacités des conseillers municipaux sur leur rôle dans la commune ;
- Redynamiser les commissions techniques.

### 3.2.2. Ressources financières

#### 3.2.2.1. Forces - Faiblesses

FORCES	FAIBLESSES
<p>Bon nombre de points sont à inscrire à l'actif du personnel en charge de la gestion financière de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Esprit d'équipe et Dynamisme impulsé au service de recouvrement</li> <li>2. Disponibilité du personnel au service de la population</li> <li>3. Grande volonté du personnel en charge de la gestion financière à conduire le changement et à améliorer les recettes de la Commune</li> <li>4. Respect de la démarche budgétaire</li> <li>5. Effort de rentabilisation des ressources propres</li> <li>6. Une budgétisation essentiellement par poste budgétaire;</li> </ol>	<b>Du point de vue stratégique</b>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Stratégie de recouvrement peu efficace, du fait de l'absence d'un plan d'action opérationnel de recouvrement des ressources financières</li> <li>2. Peu de mécanismes incitatifs permettant au personnel de fournir un bon rendement et de s'aligner à la vision stratégique de la Commune ;</li> <li>3. Non-maîtrise intégrale de l'assiette fiscale et du fichier de contribuables</li> </ol>
	<b>Du point de vue budgétaire</b>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Absence d'un fichier de contribuable sécurisé</li> <li>2. Une faible exploitation du potentiel des recettes propres ;</li> </ol>
	<b>Du point de vue de la comptabilité</b>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'impossibilité d'apprécier l'équilibre structurel, l'autonomie financière, la performance financière de la Commune dans la durée ;</li> <li>2. Faible structuration organisationnelle du système d'information comptable</li> <li>3. Non-intégration du mécanisme comptable en partie double ;</li> <li>4. Absence de la comptabilité analytique, véritable outils de pilotage et de mesure de la performance de la Commune ;</li> <li>5. Focalisation du RM sur la comptabilité Budgétaires au détriment des autres comptabilités renseignées par le cadre de référence (loi portant régime financier des CTD).</li> <li>6. Absence de manuel de procédures comptables et financières.</li> </ol>

#### 3.2.2.2. Axes de renforcement

Les prévisions de recettes pour le budget des collectivités territoriales en général et celle de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> augmentent chaque année. Pour les structures de recouvrement, cela se traduit par un accroissement de la charge de travail. À long terme les objectifs de recouvrement ne pourront être atteints entre autres, que par un changement qualitatif de l'ensemble du réseau comptable. Les réformes à suggérer, s'articulent autour des principaux axes qui sont d'ordre stratégique, administratif, comptable, organisationnel et budgétaire.

## ➤ Réformes d'ordre stratégique

Dans la perspective d'améliorer le processus de recouvrement des ressources financières dans la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, il est urgent d'insister sur la mise en œuvre des moyens logistiques, de structurer le service d'assiette et d'éclairer l'action de recouvrement des taxes, à travers la mise sur pied d'un calendrier annuel des recouvrements qui met en évidence les responsables pour chaque catégorie de taxes, les indicateurs de mesure de la performance des responsables, les activités à mener pour le recouvrement et la période de recouvrement.

En outre, la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> doit :

- renforcer la logistique du service de recouvrement ;
- respecter les prescriptions réglementaires en matière de conception du budget notamment pour ce qui est de la prévision des dépenses ;
- organiser des séminaires de sensibilisation auprès de la population sur la nécessité de payer leurs différents impôts et taxes pour le développement de la localité. Ceci permettra d'accroître les recettes propres de la Commune.
- renforcer les investissements en direction du bien-être de la population (aménagement des points d'eau, entretien et nettoyage de l'espace urbain...) ;
- actualiser le fichier du contribuable et surtout des propriétaires de mini- cités afin de mieux organiser les recouvrements et d'assurer une cohérence entre les prévisions et les réalisations.

Les arriérés de salaire constatés peuvent induire une démotivation du personnel, en général, et ceux en charge de la gestion financière en particulier. Il sera aussi urgent de fidéliser le personnel à travers une politique de rémunération qui les incite à fournir un bon rendement.

Derrière l'interrogation de savoir si les agents de collecte des impôts et taxes agissent dans l'intérêt de la Commune lorsqu'ils sont sur le terrain, puisqu'il peut avoir des comportements opportunistes, il sera intéressant de mettre sur pieds des mécanismes incitatifs permettant de les intéresser pour mieux les contrôler. Notamment à travers les bonifications qui seront une fonction croissante de la performance (plus le percepteur sera performant, plus son bonus augmentera) et les médailles de félicitations.

## ➤ Les réformes d'ordre administratives

Du point de vue opérationnel, il est question d'organiser des séminaires de formation continue du personnel en général, et en particulier, ceux en charge de la gestion financière. Les séminaires orientés sur les thématiques suivantes :

- montage et gestion des projets et programme,
- élaboration et suivi du budget programme,
- compréhension du modèle comptable en partie double ; nous proposons que les agents des Recettes soient régulièrement formés à travers des séminaires.

➤ **Renforcement du point de vue organisationnel et fonctionnel**

Il est urgent de :

- créer et structurer le bureau d'assiette de la Commune avec deux (02) employés au moins, de profil gestionnaire.
- procéder à une intégration complète du modèle comptable en partie double pouvant à tout moment renseigner sur les dettes, les créances, les pratiques d'amortissement, l'état du patrimoine (bilan) et le résultat comptable de Commune ;
- dématérialiser des supports de gestion en les rassemblant sous forme de logiciel à mettre en relation avec le logiciel (mise en œuvre du logiciel sage saari ou SIM-BA)

➤ **Renforcement des mécanismes budgétaires**

Il faut limiter au plus la conception budget sur la base des données antérieures en intégrant le budget –programme (réaliste), une démarche budgétaire axée sur la performance et les résultats.

➤ **Formaliser les procédures de gestion financière**

L'avènement de la décentralisation implique de renforcer la structure organisationnelle du système de gestion financière. Ce renforcement se fera à travers la rédaction et la mise en application d'un guide comportemental (manuel des procédures comptables et financières) qui permettra de cadrer les acteurs en charge de la gestion financière dans un contexte normalisé. Il s'imposera comme un outil de communication, d'évaluation, de formation, de gestion et inscrira la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> dans une dynamique de l'apprentissage organisationnel.

➤ **Renforcement des contrôles**

La décentralisation induira impérativement des audits légaux dans les Communes, d'où la nécessité pour l'ordonnateur et l'exécutif de se préparer en instaurant un service de contrôle interne indépendant du service financier et de l'ordonnateur. Ce service aura pour mission d'assurer la sécurité des richesses de la Commune préviendra les risques de fraudes.

➤ **Instauration de la comptabilité analytique**

Il faudra renforcer les dispositifs de pilotage de la performance à travers la mise sur pied d'une comptabilité analytique.

### **3.2.3. Patrimoine communal**

#### **3.2.3.1. Etat des lieux**

**Tableau 6.** Patrimoine communal

<b>N°</b>	<b>Biens par nature</b>	<b>Nombre</b>	<b>Etat de fonctionnement</b>
<b>1.</b>	Bâtiments	04	Bon état
<b>2.</b>	Forêt communale	01	Bon état
<b>3.</b>	Véhicules	03	Epaves
<b>4.</b>	Niveuleuse	01	Bon état

N°	Biens par nature	Nombre	Etat de fonctionnement
5.	Moto	01	Bon état
6.	Ordinateurs	03	Bon état
7.	Chaises	39	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 31 en bon état</li> <li>• 08 cassées</li> </ul>
8.	Fauteuils	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 01 fauteuil ministériel en bon état</li> <li>• 05 fauteuils directeurs en bon état</li> </ul>
9.	Tables	11	Bon état
10.	Armoires	05	Bon état
11.	Classeurs	01	Bon état
12.	Coffre fort	01	Bon état
13.	Rideaux	08	Bon état
14.	Salon complet en cuir	01	Bon état
15.	GPS GARMIN ETREX 10	01	Bon état
16.	Moquette	01	Bon état
17.	Imprimantes	01	Bon état
18.	Photocopieuse	01	Bon état

Sources : Sommier du patrimoine et enquêtes de terrain

### 3.2.3.2. Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence d'un hôtel de ville</li> <li>➤ Titre foncier de l'espace du marché en cours d'obtention.</li> <li>➤ Titre foncier d'un espace de 64 hectares pour le lotissement</li> <li>➤ Existence des boutiques, hangars et abattoirs</li> <li>➤ Existence d'une fiche de détenteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Manque de matériels roulants</li> <li>➤ Insuffisance de matériels de bureau</li> <li>➤ Absence d'éclairage public dans les carrefours des mini-cités à Bini, Dang, Malang et Manwi</li> <li>➤ Faiblesse d'archivage des documents relatifs au patrimoine</li> <li>➤ Absence d'artisans réparateurs</li> <li>➤ Absence de sécurisation du patrimoine</li> <li>➤ Absence d'un système approprié de maintenance et d'entretien du patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Université de Ngaoundéré (existence de deux grandes écoles, et quatre facultés)</li> </ul>

### 3.2.3.3. Axes de renforcement

- ✓ Equipement de la commune en Ordinateurs Desktop, photocopieuse en réseau, imprimantes, fauteuils, chaises, GPS, appareil photo numérique, en vidéo projecteur, pelles, brouettes, camion, motocyclettes, voitures de service, chaises en plastique pour la salle de délibération ;
- ✓ Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de boutiques défectueuses dans le marché de Dang ;
- ✓ Recrutement d'un personnel qualifié pour l'unité de maintenance et l'entretien du patrimoine ;
- ✓ Création une base de données (géographique et attributaire) du patrimoine de la commune s'agissant entre autres des bâtiments et des terrains ;
- ✓ Mise en œuvre le logiciel PRO-ADP ;
- ✓ Former le comptable matière sur la gestion du patrimoine communal ;
- ✓ Renforcer les capacités des agents d'entretien en réparation des forages
- ✓ Construction d'un garage et d'une fourrière municipale.

### 3.2.4. Gestion des relations

#### 3.2.4.1. Etat de lieux :

**Tableau 7.** Relations entre la commune et ses partenaires

Désignation	Institutions/organisations	Nature de la relation	Domaines d'intervention
Tutelle	- PREFET	Bonne collaboration	- Approbation et appréciation du budget communal - Signature des résolutions du conseil - Approbation de la délégation de pouvoir du Maire aux adjoints
	- Sous-préfet	Bonne collaboration	- Appui à la résolution des conflits agro-pastoraux
Quelques Services techniques	MINEDUB	Bonne collaboration	- Prise en charge des enseignants - Participation aux activités scolaires
	MINFOF	Bonne collaboration	- Appui/conseil
	MINEPIA	Bonne collaboration	- Appui au recouvrement des taxes communales
	MINADER	Bonne collaboration	- Appui/conseil
Chefferies traditionnelles et congrégations religieuses	Chefferies de 3 <sup>ème</sup> degré	Bonne collaboration	- -Recouvrement des impôts - -Diffusion de l'information
	Eglises	Bonne collaboration	- Diffusion de l'information
	Mosquées	Bonne collaboration	- Diffusion de l'information
Société Civile	ACAGER	Bonne collaboration	- Accompagnement à l'élaboration du PCD
	GIC Tawakaltou Halilla de Bini	Bonne collaboration	- Développement communautaire
Secteur privé	Commerçants	Difficile collaboration	- Perception des taxes
Projets/Programmes/organismes internationaux	PNDP	Collaboration et financement La commune éprouve des difficultés à se conformer aux procédures du programme	- Décentralisation et développement local (élaboration et mise en œuvre du PCD, renforcement institutionnel)
	FEICOM	Collaboration et financement	- Construction de l'hôtel de ville de NGAOUI
	Plan Cameroun	Bonne collaboration	- Développement
	PAM	Bonne collaboration	- Distribution des denrées alimentaires
	UNICEF	Bonne collaboration	- Education et santé des enfants
Forces de l'ordre	-BIR -GENDARMERIE -POLICE	Bonne collaboration	- Maintien de l'ordre
Autres communes	- Ngaoundéré I - Ngaoundéré II	Bonne collaboration	-

Source : Enquête de terrain, Mars 2013

### 3.2.4.2. Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces

Forces	Faiblesses	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonne relation avec la tutelle</li> <li>✓ Présence de nombreux partenaires ;</li> <li>✓ Bonne collaboration avec le FEICOM,</li> <li>✓ Assez bonne collaboration avec certains sectoriels</li> <li>✓ Collaboration avec les chefs traditionnels</li> <li>✓ Bonne collaboration avec la CVUC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rareté des rencontres entre les sectoriels et la Commune</li> <li>✓ Déficit communicationnel entre la Mairie et les acteurs de la société civile et du secteur privé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ouverture de la Commune aux organisations de la société civile et du secteur privé</li> <li>✓ Représentation de quelques sectoriels</li> <li>✓ Université de Ngaoundéré et</li> </ul>

### 3.2.4.3. Axes de renforcement

- Former l'exécutif communal sur la négociation et la gestion de partenariats ;
- Créer un service de communication, de coopération et de partenariat local ;
- Renforcer les capacités du personnel en termes d'archivage et en relations publiques;
- Renforcer la collaboration avec les sectoriels
-

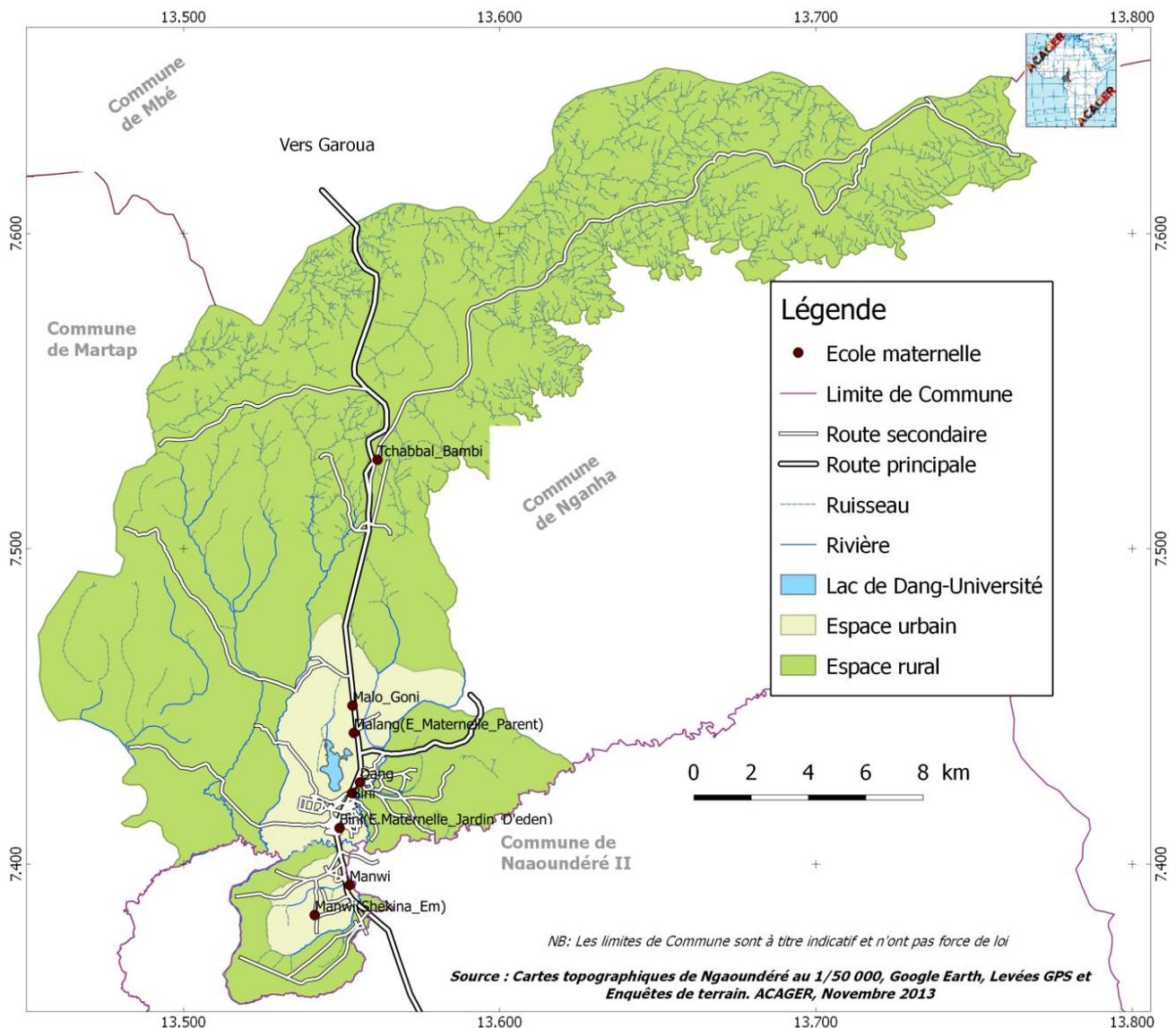
### 3.3. Situation de référence et analyse par secteur

#### 3.3.1. Éducation de base

##### 3.3.1.1. Situation de référence

###### a. Couverture de la commune en établissements scolaires

La Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> compte 08 écoles maternelles concentrées dans l'espace urbain : 06 contre 02 seulement en milieu rural (Figure 4 et Tableau 8). Quant aux écoles primaires au nombre de 23, l'on constate un nombre important d'écoles publiques en zone rurale (12 écoles) qu'en zone urbaine (9 écoles). L'espace urbain est renforcé par le secteur privé (2 écoles).

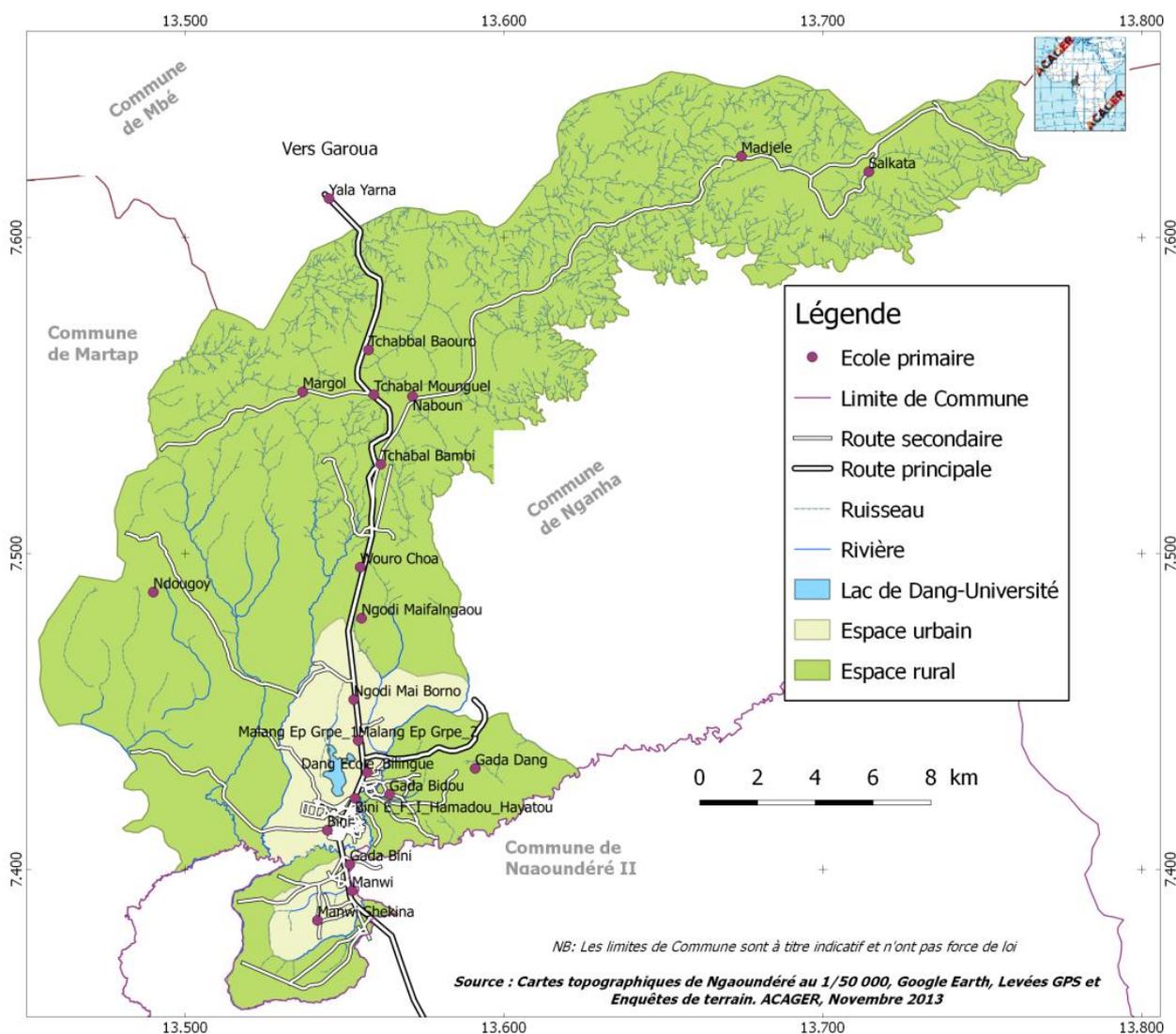


**Figure 4.** Distribution spatiale des écoles maternelles dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

**Tableau 8.** Répartition des écoles maternelles et primaires dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Type d'écoles	Urbain		Rural	Total	Observations
	PUB	PRI			
Ecoles Maternelles	5	1	2	8	- Dans l'espace rural, les écoles maternelles sont celles des parents - Dans l'espace urbain, il existe aussi deux Écoles maternelles de parents (Ecole Maternelle des parents de Malang et Ecole maternelle des parents EDEN de Bini)
Ecoles primaires	9	2	12	23	
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>31</b>	

Source : Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014 et Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013



**Figure 5.** Distribution spatiale des écoles primaires dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

**b. Effectifs dans les établissements**

Les effectifs dans les écoles de la commune sont marqués par un fort taux de garçons.

**Tableau 9.** Effectif des élèves dans les écoles maternelles de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

ESPACE		FILLES	GARÇONS	TOTAL ELEVES
Urbain	PUB	120	124	244
	PRI	4	6	10
Rural		17	20	37
<b>TOTAL</b>		<b>141</b>	<b>150</b>	<b>291</b>

Source : Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013 et Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014

L'effectif des élèves dans les écoles maternelles est de 291 qui restent relativement faible au vu de la population en âge scolaire élevée en zone rurale.

**Tableau 10.** Effectif des élèves dans les écoles primaires de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

ESPACE		FILLES	GARÇONS	TOTAL ELEVES
Urbain	PUB	1557	1653	3210
	PRI	50	36	86
Rural		878	1022	1900
<b>TOTAL</b>		<b>2485</b>	<b>2711</b>	<b>5196</b>

L'effectif des élèves dans les écoles primaires publiques est dominé par les garçons. (Tableau 10).

### c. Infrastructures et leur état

Les vents violents sont à l'origine des destructions des bâtiments de certaines écoles occasionnant ainsi une insuffisance de salles de classes et de tables bancs comme c'est le cas à l'école publique de Malang (photo 5). Pour bien évaluer les enfants et s'assurer de leur bonne éducation les encadreurs méritent un cadre de travail conséquent. En effet, il s'agit d'un bureau bien équipé, d'une salle de réunion pour diverses rencontres administratives. Telle n'est pas le cas dans la plupart des écoles qui n'ont pas de bureau de directeur. À l'école publique de Malang, c'est une table banc placée sous un arbre qui fait office de bureau provisoire de la Directrice (photo 7). L'aspect socio-environnemental est aussi de mise avec la défectuosité des latrines (photo 6), des points d'eau et l'absence des clôtures et sans reboisement (photo 8).



Photo 4. Bâtiment détruit par les vents violents à l'école publique de Malang.  
Cliché Batchanou



Photo 5. Latrines défectueuses de l'école publique de Malang.  
Cliché Batchanou



Photo 6. La Directrice de l'école publique de Malang assise sur une table banc faisant office de Bureau provisoire.  
Cliché Batchanou



Photo 7. En l'absence de clôture, des véhicules traversent régulièrement l'enceinte de l'école publique de Malang.  
cliché Batchanou

#### d. Qualité de l'encadrement

L'encadrement et équipement des écoles sont un véritable problème la commune à en juger les illustrations ci-dessus.

Dans les écoles maternelles, l'encadrement dans les écoles en zone rurale est inexistant du fait de l'absence d'enseignant qualifié. Le ratio élève/salles de classe montre une insuffisance de salles de classe en zone urbaine. L'équipement en tables bancs (en chaises) est nécessaire dans les écoles (Tableau 11).

**Tableau 11.** Encadrement et équipement des écoles maternelles

Espace	EFFECTIF ELEVES	ENSEIGNANT		SALLE DE CLASSE		TABLES BANCS		
		NOMBRE	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	NOMBRE	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	NOMBRE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES	
Urbain	PUB	244	7	34,85714286	4	61	145	1,682758621
	PRI	10	2	5	1	10	10	1
Rural		37	0		1	37	0	
<b>TOTAL</b>	<b>291</b>	<b>9</b>			<b>6</b>		<b>155</b>	

Source : Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014 et Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013

La Commune detient une inspection d'arrondissement de l'éducation de base qui connait de problèmes d'électrification et d'adduction d'eau. Dans les écoles primaires, l'encadrement dans les écoles publiques est en dessus de la norme sectorielle soit plus 60 élèves pour un enseignant, les écoles privées quant à elles restent en dessous. Le ratio élève/salles de classe montre une insuffisance de salles de classe dans les écoles publiques. L'équipement en tables bancs nécessite d'être renforcé dans les écoles au vu du ratio élèves/places assises largement en supérieure à la norme (Tableau 12). L'on note aussi une l'absentéisme des enseignants dans les écoles en zone rurale du fait de l'éloignement des enseignants des lieux de services.

**Tableau 12.** Encadrement et équipement des écoles primaires

ESPACE	EFFECTIF ELEVES	ENSEIGNANT		SALLE DE CLASSE		TABLES BANCS		
		NOMBRE	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	NOMBRE	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	NOMBRE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES	
URBAIN	PUB	3210	39	82,30769231	19	168,9473684	753	4,262948207
	PRI	86	11	7,818181818	7	12,28571429	63	1,365079365
RURAL		1900	28	67,85714286	23	82,60869565	509	3,73280943
<b>TOTAL</b>		<b>5196</b>	<b>78</b>		<b>49</b>		<b>1325</b>	

Source : Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014 et Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013

Le cadre d'étude se caractérise par les bâtiments, il reste un élément indispensable à l'éducation.

L'état des bâtiments dans les écoles maternelles publiques est passable en général (Tableau 13).

**Tableau 13.** État général des bâtiments scolaires des écoles maternelles

Espace		BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL
URBAIN	PUB	1	2		3
	PRI	1			1
RURAL		0	1		1
<b>TOTAL</b>		<b>2</b>	<b>3</b>		<b>5</b>

Source : Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014 et Enquête de terrain, avril-novembre 2013

L'état des bâtiments dans les écoles primaires publiques est davantage bon dans l'espace rural avec 22 bâtiments en bon état contre 7 bâtiments dans l'espace urbain. Les bâtiments en mauvais état existent uniquement dans les écoles publiques et pourront connaître une réhabilitation en fonction d'une étude de faisabilité menée (Tableau 14).

**Tableau 14.** État général des bâtiments scolaires des écoles primaires

ESPACE		BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL
Urbain	PUB	7	2	3	12
	PRI	3	0	0	3
Rural		12	4	2	18
<b>TOTAL</b>		<b>22</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>33</b>

Source : Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013 et Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014

**Tableau 15.** Type de matériaux des bâtiments scolaires

TYPE D'ECOLE	ESPACE		SEKO/BANKO /POTO POTO	SEMI-DUR	DUR	TOTAL
	URBAIN	PUB PRIV				
<b>Ecoles maternelles</b>	URBAIN	PUB	1	1	3	5
		PRIV			1	1
	RURAL		1	1		2
	Sous-total		2	2	4	8
<b>Ecoles primaires</b>	URBAIN	PUB	9	3	16	28
		PRIV		2	5	7
	RURAL		7	7	16	30
	Sous-total		16	12	37	65

Source : Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013 et Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014

Dans la Commune en général et en zone urbaine en particulier, l'état des bâtiments est un véritable problème au niveau des écoles publiques avec l'existence de 9 bâtiments construits en séko. Les tableaux (14 et 15 ci-dessus) montrent l'état des bâtiments qui est dans l'ensemble passable et le matériau de construction démontrent qu'il y a un véritable problème d'entretien des bâtiments, même si le nombre total des bâtiments construits en dur est élevé.

Sur 31 écoles maternelles et primaires, 07 seulement disposent de latrines en état de fonctionnement quelconque. 06 disposent de points d'eau. Une seule école dispose de clôture. Une seule dispose de logement pour enseignant (Tableau 16).

**Tableau 16.** Situation de l'aménagement des établissements scolaires de commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

TYPE D'ECOLE	ESPACE		NOMBRE D'ECOLES					LOGEMENT D'ASTREINTE	TOTAL
			DISPOSANT D'UN POINT D'EAU	DISPOSANT DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT		
Ecoles maternelles	URBAIN	PUB	0	1	0	1	0	0	2
		PRIV	0	1	0	0	0	0	1
	RURAL		0	0	0	0	0	0	0
	Sous-total		0	2	0	1	0	0	3
Ecoles primaires	URBAIN	PUB	1	2	0	0	0	0	3
		PRIV	2	2	0	0	0	0	4
	RURAL		3	1	0	0	0	1	5
	Sous-total		6	5	0	0	0	1	12

Source : Enquête de terrain, Avril-Novembre 2013 et Inspection d'arrondissement MINEDUB Ndéré III janvier 2014

### 3.3.1.2. Analyse des problèmes

**Tableau 17.** Analyse des problèmes

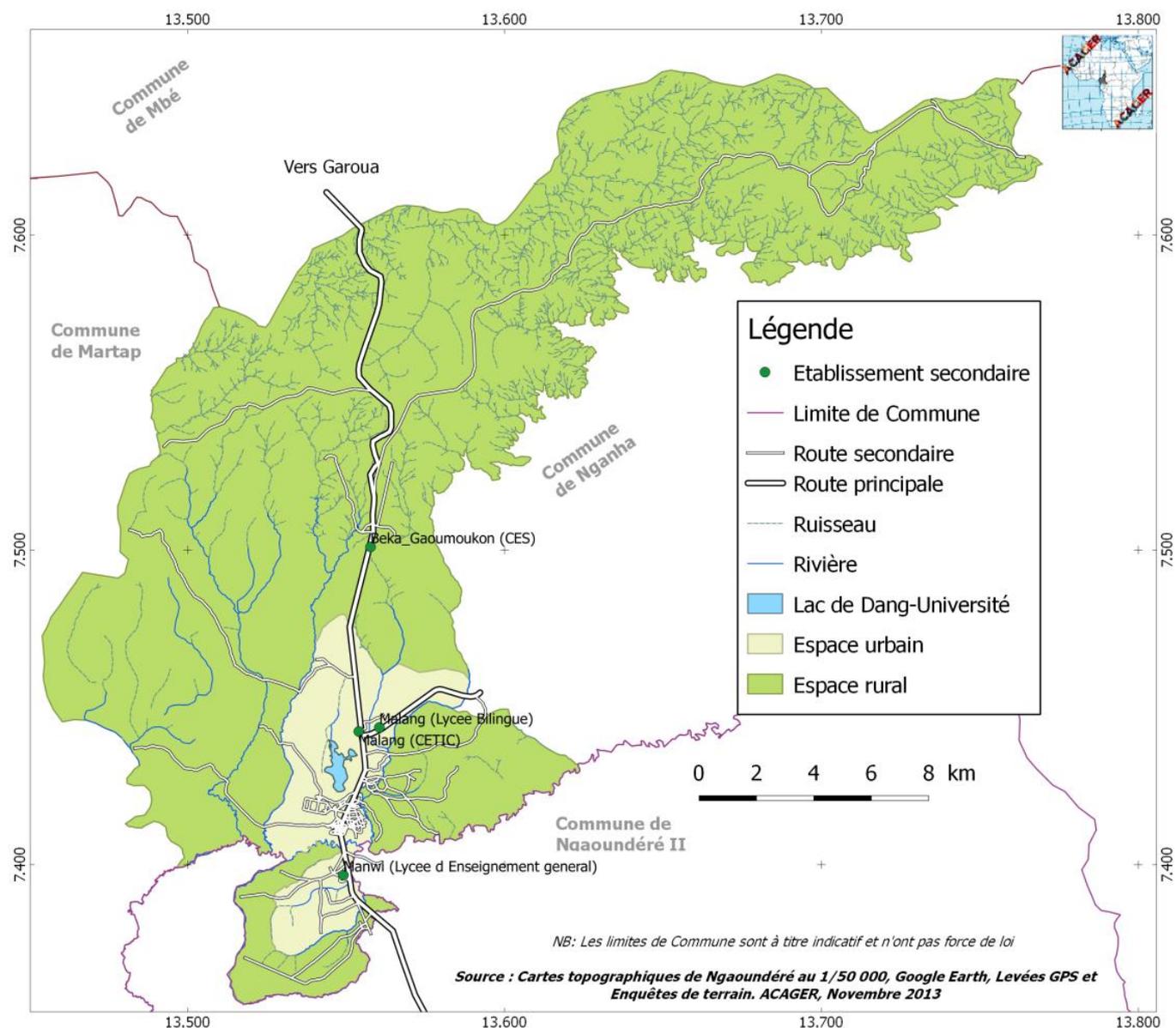
<b>Secteur : EDUCATION DE BASE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible encadrement pédagogique des élèves au niveau maternel et primaire (maîtres des parents quelquefois pas qualifiés et ceux qui sont qualifiés sont démotivés)</li> <li>• Effectif pléthorique dans certaines écoles</li> <li>• Insuffisance des enseignants</li> <li>• Insuffisances des salles de classe</li> <li>• Insuffisance des tables bancs</li> <li>• Insuffisance de point d'eau dans les écoles</li> <li>• Insuffisance des latrine dans les écoles</li> <li>• Absence de bacs à ordure dans toutes les écoles de la Commune</li> <li>• Absence d'aires de jeux aménagées dans les écoles insalubrité dans presque toutes les écoles</li> <li>• Insuffisance et éloignement d'écoles primaires et maternelles</li> <li>• Mauvais état des bâtiments</li> <li>• Absentéisme des enseignants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse du niveau scolaire</li> <li>• Déperdition s scolaires</li> <li>• Accident</li> <li>• Défécation à « la belle étoile » derrière les bâtiments des salles de classe</li> <li>• Mauvais résultats scolaires</li> <li>• Conditions d'étude difficile</li> <li>• Destruction et pollution de l'environnement</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etude de faisabilité en vue la réfection de bâtiments dans 04 écoles primaires</li> <li>2. Etude de faisabilité en vue la réfection réfection d'un bloc latrines</li> <li>3. Construction des clôtures autour de 20 écoles</li> <li>4. construction des forages dans 15 écoles</li> <li>5. Octroi de fournitures et des materiels didactiques</li> <li>6. Construction d'un bloc maternel</li> <li>7. Construction et équipement des blocs administratifs dans 22 écoles</li> <li>8. Construction de 83 logements d'astreintes dans 12 écoles de l'espace rural</li> <li>9. Plaidoyer pour la création, construction et équipement de 07 écoles maternelles</li> <li>10. Plaidoyer pour la création, construction et équipement de 06 écoles primaires</li> <li>11. Construction et équipement de 122 salles de classe</li> <li>12. Fabrication de 705 tables bancs dans les écoles publiques</li> <li>13. Raccorder l'IAEB au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL</li> <li>14. Affectation de 86 instituteurs</li> <li>15. Aménagement des aires de jeu dans écoles</li> <li>16. Sensibilisation des élèves, et des instituteurs sur le reboisement</li> <li>17. Reboisement dans écoles de la Commune de 2 rideaux d'arbres (30 arbres) pour chaque bloc de classe</li> <li>18. Construction des blocs latrines dans 18 écoles de la commune</li> <li>19. Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation des enfants</li> <li>20. Sensibilisation des parents sur la délimitation des écoles</li> <li>21. Créer un cadre de concertation pour trouver une solution aux litiges</li> <li>22. Equipement des écoles en 96 bacs à ordure</li> <li>23. Construction de 7 centres d'alphabétisation</li> <li>24. Sécurisation des sites des écoles au moins 5 ha à l'aide des fécus</li> </ol>

### 3.3.2. Enseignement secondaire

#### 3.3.2.1. Situation de référence

##### a. Distribution spatiale des établissements

La Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> dispose de quatre établissements d'enseignement secondaire, à savoir : un CES, un CETIC de création récente et 02 Lycées d'enseignement général (tableau 18). Ces deux établissements sont diamétralement opposés (figure 6) : l'un se situe à l'entrée du centre urbain (Manwi) et l'autre à la sortie (Malang).



**Figure 6.** Distribution spatiale des établissements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

**Tableau 18.** Répartition des établissements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Type d'écoles	Urbain	Rural	Total	Observations
CES	0	1	1	Le CES et le CETIC, de création récente, ne disposent pas encore de bâtiments propres
CETIC	1		1	

Type d'écoles	Urbain	Rural	Total	Observations
LYCÉE	2	0	2	
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	

Source : DD du MINSEC et enquête de terrain, mai-novembre 2013

### b. Effectifs, niveau d'encadrement et état des infrastructures

Le nombre total de filles est inférieur à celui des garçons, soit 544 contre 967.

**Tableau 19.** Effectif des élèves dans les écoles de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Type d'établissements secondaires	FILLES	GARÇONS	TOTAL ELEVES
Lycées	486	865	<b>1351</b>
CES	27	30	<b>57</b>
CETIC	31	72	<b>103</b>
<b>TOTAL</b>	<b>544</b>	<b>967</b>	<b>1511</b>

Source : DD du MINSEC et enquêtes de terrain, Octobre 2013

Au vu du ratio élèves/enseignants, on serait tenté de dire qu'il est en dessous de la norme, mais fort est de constater que les établissements présentent plusieurs filières qu'il faudrait satisfaire ; ce qui traduit une insuffisance d'enseignants qu'il faudrait combler. Le CES et le CETIC ne disposent pas encore de leur propre local, ceux-ci abritent des salles provisoires avec des tables bancs bien qu'insuffisants leurs appartiennent. Les lycées quant à eux présentent un ratio élèves/places assises en dessus de la norme sectorielle, un supplément en tables bancs relèverait la moyenne. (Tableau 20)

**Tableau 20.** Encadrement et équipement des Établissements secondaires de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

TYPE D'ÉCOLES	EFFECTIF ELEVES	ENSEIGNANT		SALLE DE CLASSE		TABLES BANCS	
		NOMBRE	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	NOMBRE	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	NOMBRE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES
<b>Lycées</b>	1351	65	20,784	19	71,105	393	3,437
<b>CES</b>	57	5	11,4	0		14	4,071
<b>CETIC</b>	103	5	20,6	0		20	5,15
<b>Total</b>	<b>1511</b>	<b>75</b>		<b>19</b>		<b>427</b>	

Source : DD du MINSEC et enquêtes de terrain, avril-n 2013

Le CETIC a ouvert 3 spécialités : ESF, Maçonnerie, et électricité d'équipement et n'a pas de bloc administratif. Un site lui été attribué, mais la superficie n'est pas encore clairement définie. Le CES et le CETIC ne disposent pas encore de bâtiments propres. Ceux des deux lycées sont, dans l'ensemble, en bon état (tableau 21).

**Tableau 21.** État général des bâtiments scolaires

TYPE D'ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES	BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL
Lycées	8	2		10
CES	0	0		0
CETIC	0	0		0
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>2</b>		<b>10</b>

À la lecture des tableaux 22 et 23, il ressort que :

- l'état des bâtiments et équipements est appréciable,
- les bâtiments sont construits en dur,
- tous les établissements sont dépourvus de clôture, des aires de jeux et des rampes d'accès pour handicapé,
- un programme de reboisement a récemment été exécuté dans les deux établissements.

**Tableau 22.** Type de matériaux des bâtiments scolaires

NOM DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE				TOTAL
	SEKO/BANKO /POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Lycée Malang	0	0	2	9	11
Lycée Manwi	2	0	0	8	10
CES de Beka Ngaoumokone	0	0	0	0	0
CETIC de Malang	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>21</b>

Source : DD du MINSEC et enquêtes de terrain, Aout –septembre 2013

**Tableau 23.** Situation de l'aménagement des établissements scolaires

Types d'établissements secondaires	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SECONDAIRES					TOTAL
	DISPOSANT D'UN POINT D'EAU	DISPOSANT DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT	
Lycées	2	2	0	0	1	5
CES	0	0	0	0	0	0
CETIC	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>5</b>

Source : DD du MINSEC et enquêtes de terrain, Avril –Novembre 2013

### 3.3.2.2. Analyse des problèmes

**Tableau 24.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de salles de classe au CES de Beka et au CETIC de Malang</li> <li>• Faible sécurisation des bâtiments</li> <li>• Effectif pléthoriques</li> <li>• Absence de laboratoires</li> <li>• Insuffisance d'enseignants</li> <li>• Absentéisme des enseignants</li> <li>• Insuffisance de matériel informatique</li> <li>• Mauvais état des bâtiments</li> <li>• Absence de bibliothèque</li> <li>• Insuffisance d'aménagement (points d'eau, latrines ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analphabétisme</li> <li>• Baisse de performance des élèves</li> <li>• Insalubrités des établissements;</li> <li>• Déperdition scolaire ;</li> <li>• Difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ;</li> <li>• Mauvais suivi des élèves</li> <li>• Délinquance juvénile</li> <li>• Alcoolisme</li> <li>• Grossesses précoces</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fabrication de 184 tables bancs dans les établissements secondaires</li> <li>2. Affectation de 30 enseignants</li> <li>3. Construction et équipement de 42 salles de classe avec rampe pour handicapés</li> <li>4. Construction et équipement de 3 ateliers des travaux pratiques (dont un atelier de maçonnerie, un atelier de couture et 1 atelier d'ESF)</li> <li>5. Reboisement dans les établissements de la Commune</li> <li>6. Construction des 04 blocs latrines dans les établissements de la commune</li> <li>7. Construction des forages dans 3 écoles</li> <li>8. Raccorder 02 établissements secondaires de l'espace l'urbain au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL</li> <li>9. Construction des clôtures autour des établissements</li> <li>10. Plaidoyer pour la création et construction d'un CES</li> <li>11. Bourses scolaires aux meilleurs élèves et aux enfants défavorisés</li> <li>12. Construction de 03 blocs administratifs</li> <li>13. Construction et équipement de 02 laboratoires d'expérimentation dans les lycées</li> <li>14. Sensibilisation des parents sur l'importance de la poursuite des études de la jeune fille</li> <li>15. Sensibilisation sur le respect des textes en vigueur et la procédure de la création ou transformation d'un établissement</li> <li>16. Octroi de fournitures et des matériels didactiques</li> <li>17. Construction et équipement de salles 04 informatiques</li> <li>18. Equipement de 04 salles informatique</li> <li>19. Construction et équipement de 04 bibliothèques scolaires</li> <li>20. Equipement des établissements en bac à ordure</li> <li>21. Construction d'un logement d'astreinte</li> </ol>

### **3.3.3. Enseignement Supérieur :**

#### **3.3.3.1. Situation de référence**

Bâtie sur 1475 hectares, à la lisière du lac de Dang, l'Université de Ngaoundéré fait partie des institutions d'enseignement supérieur au Cameroun.

Elle a été créée par décret présidentiel n° 93/028 du 19 janvier 1993. Elle est issue de la transformation du Centre Universitaire de Ngaoundéré qui existait depuis le 4 octobre 1982, avec l'Ecole Nationale Supérieure des Industries Agroalimentaires du Cameroun (ENSIAAC) dont le fonctionnement prend effet en janvier 1983 (Bella, 2010). Elle est dotée de quatre grandes écoles, de quatre facultés et d'un laboratoire de Géomatique. Excepté les écoles de formations, l'Université de Ngaoundéré assure la formation des étudiants dans 22 filières.

Depuis plusieurs années, cette institution accueille de plus en plus des étudiants venus d'horizons divers (Toutes les Régions du Cameroun, Tchad, RCA, Gabon, etc.). Cette diversité montre bel et bien l'effectivité de l'intégration sous-régionale. Toutefois il faudrait noter une insuffisance des filières (langues vivantes telles que l'allemand, l'espagnol, le chinois, etc.) et la présence des filières à cycle incomplet qui sont à l'origine des déplacements des jeunes bacheliers et étudiants vers d'autres universités.

Avec une population estudiantine estimée à 25000 âmes, l'Université fait face à une insuffisance criarde de salles de cours. Ce qui oblige les autorités de l'Université à transformer certaines infrastructures en salle de cours. La non-prise en compte des aspects socio-environnementaux est bien perceptible autour de certains équipements. L'accès à l'eau potable est assuré par la société de distribution d'eau CDE, mais pour pallier à des coupures intempestives d'eau deux forages ont été réalisés dans le campus. En plus de la cité universitaire aux chambres très insuffisantes et vétustes, des possibilités d'hébergement sont offertes avec la présence des mini-cités privées hors du cadre universitaire. Celles-ci anachiquement construites font face à la promiscuité, à l'accès difficile à l'eau potable avec le tarissement de certains forages, aux coupures intempestives de la lumière, aux ordures ménagères car les engins de la Société d'Hygiène et Salubrité du Cameroun (HYSACAM) ne peuvent y accéder à cause de l'absence ou de l'exiguïté des rues.

Le transport des étudiants est assuré par deux bus. L'on note l'absence d'ambulance pour le transport en urgence des étudiants malades ou accidentés. Par ailleurs, la présence de buvettes au détriment des cybercafés, autour du campus, la circulation des stupéfiants dans et autour du campus l'insécurité liée à l'absence d'éclairage public hors du campus, la dégradation de la route Nationale n°1, l'accès difficile à l'information à cause du non renouvellement des équipements de TIC et de la documentation, etc. sont autant de problèmes auquel font face les étudiants.

### 3.3.3.2. Analyse des problèmes

**Tableau 25.** Analyse des problèmes du secteur

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<p>Difficultés d'accès aux enseignements supérieurs de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de salles de cours et laboratoire équipé au Campus ;</li> <li>- Non prise en compte de l'aspect socio-environnemental ;</li> <li>- Construction anarchique des minicités ;</li> <li>- Manque d'orientation scolaire</li> <li>- Promiscuité et Insécurité;</li> <li>- Présence de bars autour du campus ;</li> <li>- Bibliothèque non actualisée (vétusté des ouvrages) ;</li> <li>- Insuffisance du matériel dans les laboratoires ;</li> <li>- Insuffisance de médicament au centre médical de l'université ;</li> <li>- Insuffisance des filières de formation ;</li> <li>- Absence de réseau internet gratuit dans le campus ;</li> <li>- Insuffisance de logement universitaire (cités universitaires) ;</li> <li>- Insuffisance de matériels roulants ;</li> <li>- Circulation des stupéfiants et de l'alcool autour et dans le campus ;</li> <li>- Insuffisance des infrastructures de loisirs;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promiscuité dans les salles de cours</li> <li>- Baisse de performance des étudiants</li> <li>- Insalubrité des établissements;</li> <li>- Difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ;</li> <li>- Accident de circulation</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et équipement de 02 amphithéâtres 1 000</li> <li>2. Construction et équipement du bloc administratif de l'université</li> <li>3. Construction de 20 résidences pour les responsables de l'université</li> <li>4. Construction et équipement de 5 blocs pédagogiques</li> <li>5. Equipement de la bibliothèque</li> <li>6. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de l'éclairage dans les artères du campus</li> <li>7. Extension du réseau HYSACAM dans les mini-cités ;</li> <li>8. Dotation de 05 nouveaux bus de transport des étudiants (4) et enseignant (1) ;</li> <li>9. Equipement du CMS</li> <li>10. Plaidoyer pour la mise sur pied d'un CHU</li> <li>11. Dotation d'une ambulance au CMS ;</li> <li>12. Construction et équipement des Laboratoires de la Faculté des Sciences</li> <li>13. Réhabilitation des Bâtiments A B C'D</li> <li>14. Prolongement de la clôture de l'Université de Ngaoundéré du côté de la Nationale N° 1</li> <li>15. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la station d'épuration des déchets</li> <li>16. Aménagement d'un espace marchand dans le campus</li> <li>17. Aménagement des arrêts bus</li> <li>18. Reboisement des artères du campus</li> <li>19. Construction d'une cité U de 2000 chambres</li> </ol>

### 3.3.4. Recherche scientifique et innovation

#### 3.3.4.1. Situation de référence

##### **Existence de structures/activités de recherche et Utilisation des résultats de la recherche**

La recherche scientifique est ce secteur-là, qui vise à améliorer au travers de la recherche les conditions de vie des populations. L'on promeut très régulièrement les semences améliorées pour les agriculteurs, les croisements des espèces pour booster la production laitière par exemple.

Bien que la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> possède un important cheptel bovin la production laitière par exemple est faible. Il en est de même pour la production agricole. Malgré la disponibilité d'espaces agricoles. Cette faible production est due à l'absence de la rareté des pâturages de bonne qualité, la faible disponibilité des semences agricoles et enfin l'insuffisance des races bovines laitières à fort potentiel de production et l'inefficacité d'un système de vulgarisation de produit agricole.

#### 3.3.4.2. Analyse des problèmes

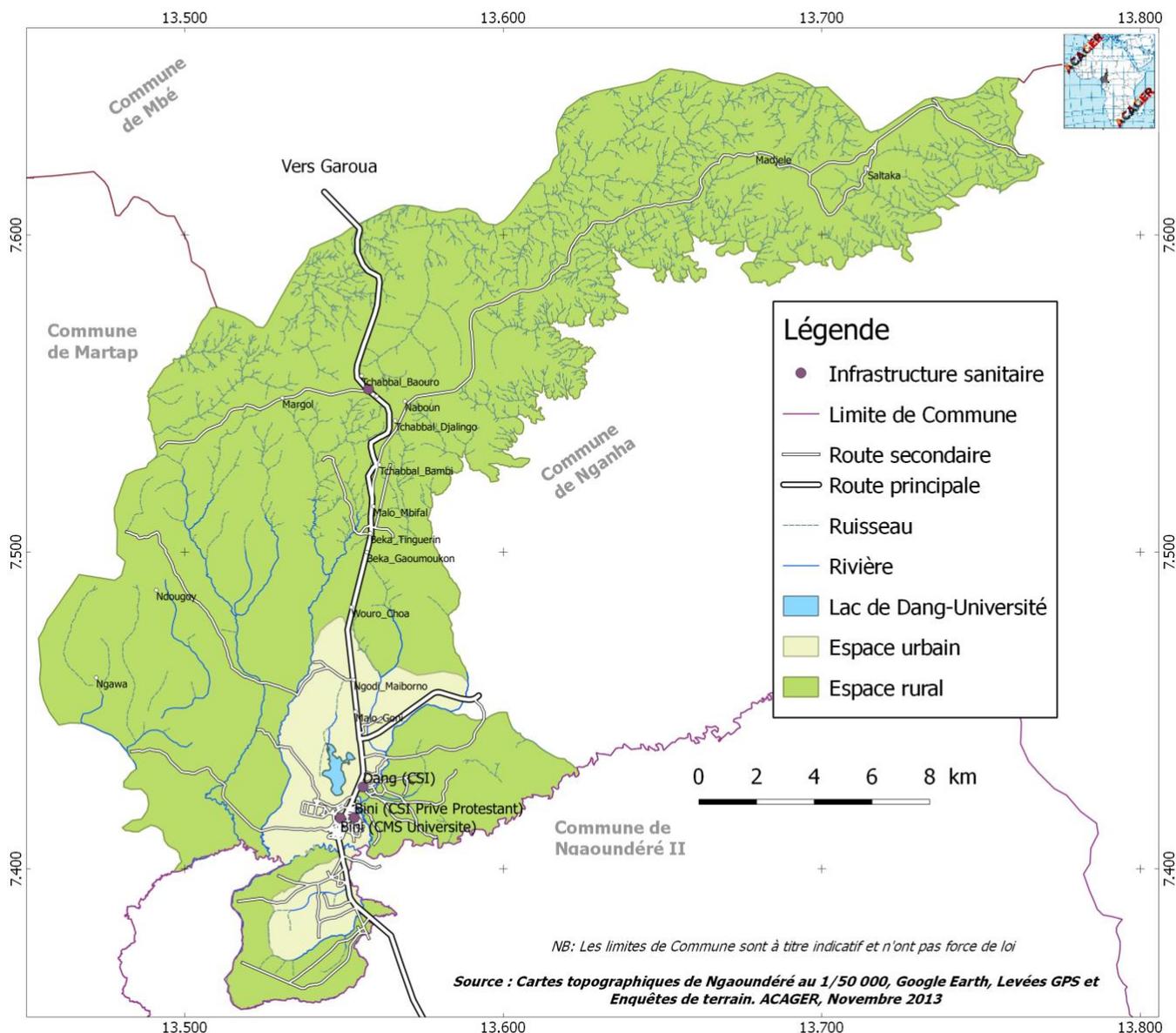
**Tableau 26.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : Recherche scientifique et de l'innovation</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Faible vulgarisation des résultats de recherche	<ul style="list-style-type: none"><li>• Eloignement des structures de recherche</li><li>• Faible vulgarisation des innovations scientifiques et technologiques</li><li>• Coût élevé des produits de la recherche</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Faible utilisation des semences améliorées</li><li>• Faible productivité des exploitations locales</li></ul>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Amélioration de la productivité des races bovines laitières par la vulgarisation des résultats de la recherche</li><li>2. Elaboration d'une méthode de production des semences d'ignames</li><li>3. Amélioration des semences des maniocs</li><li>4. Formation des agriculteurs à la production des semences des céréales</li><li>5. Formation sur la fabrication des foyers améliorés,</li><li>6. Formation des agriculteurs sur les techniques de recyclage des déchets</li><li>7. Amélioration d'un système de vulgarisation agricole</li></ol>

### 3.3.5. . Santé publique

#### 3.3.5.1. Situation de référence

La Commune dispose de 04 infrastructures de santé (Tableau 27). Ces infrastructures sont inégalement réparties (Figure 7). Le centre de santé intégré de Dang couvre les villages environnants dont le plus éloigné (Mandourou) est à 70 km de Dang et voir au-delà, cas de Roh à 75 km.



**Figure 7.** Répartition spatiale des infrastructures sanitaires de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

**Tableau 27.** Infrastructures sanitaires

Type de formations sanitaires	Urbain	
	PUB	PRI
Centre de Santé Intégré	2	1
Cabinet de soins		1
<b>Total</b>		<b>4</b>

**PUB** : Publique **PRI** : Privé

Source : DD MINSANTE-Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013.

Les activités de vaccinations du calendrier de l'année 2012 présente :

- les enfants concernés par le programme élargi de vaccination(PEV) s'élèvent à 713 ;
- le Taux de couverture vaccinale du PEV : pentaz 85,26% et VAR/VAA 58,34%.

Le nombre de consultations prénatales en 2012 s'élève à 891 dont le taux de fréquentation CPN1 =62,6%(1ème CPN) et le taux de fréquentation CPN3 = 36,37%. L'alimentation infantile est favorisée par la promotion de l'allaitement maternel exclusif de la naissance à l'âge de six mois et de l'introduction d'autres aliments à partir de sept mois en plus du lait maternel qui ne sera arrêté qu'après 24 mois. Il est important de souligner ici que les enfants orphelins du VIH/SIDA ne sont pas pris en charge.

Avec une population estimée à 36697 âmes, ajoutée à cela une population estudiantine estimée à 18000, il n'existe qu'un seul médecin, 6 Infirmiers diplômés, 16 infirmiers Brevetés et 16 aides-soignants, aucune matrone et 7 commis (Tableau 28).

**Tableau 28.** Répartition du personnel sanitaire

TYPE DE FORMATIONS SANITAIRES	EFFECTIF DE LA POPULATION	MÉDECIN	Infirmier Diplômé Etat	Infirmier Breveté	Aide Social	MATRONE	COMMIS
Centre Médico Social universitaire	36697	1	1	10	2	0	4
Centre de Santé Intégré de Bini		0	2	0	8	0	1
Centre privé de Bini		0	3	0	4	0	2
Cabinet de soins de Tchabbal Mouguel		0			2		
Total	36697	1	6	10	16	0	7

Source : DD/MINSANTE – VINA et enquêtes de terrain, octobre 2013

Le CSI de Dang possède 6 lits, le centre médico-social en dispose de 15 ; le centre de santé confessionnel en dispose de 8. Ces effectifs sont largement insuffisants par rapport à la concentration de la population. Les trois formations sanitaires possèdent chacune un laboratoire, une pharmacie et un réfrigérateur. Seul le centre médico-social n'a pas de maternité (Tableau 29).

**Tableau 29.** Situation des équipements sanitaires

FORMATION SANITAIRE	LIT	LABORATOIRE	MATERNITÉ	PHARMACIE	RÉFRIGÉRAT EUR	TOTAL
Centre Médico Social universitaire	15	1	0	1	1	18
Centre de Santé Intégré Dang	6	1	1	1	1	10
Centre de Santé privé de Bini	8	1	1	1	1	12
Cabinet de soins de Tchabbal Mouguel	2	1	1	1	0	5
Total	31	4	3	4	3	45

Source : DD MINSANTE-Vina et enquêtes de terrain, octobre 2013.

Le laboratoire du centre médico-social de l'Université est sous équipé : les microscopes sont en nombre insuffisants, de même que les appareils de radiographie. On note également une absence de bloc opératoire. En outre,

on note une insuffisance de lits d'hospitalisation. Au vu de son importance sa transformation en CHU est indiquée. Quant au centre de santé public, le matériel de laboratoire est en mauvais état, les 2 microscopes sont en panne, pas d'appareil de radiographie. En outre, l'on y remarque une insuffisance des lits (6 lits fonctionnels), la pharmacie est pauvre en médicament, la salle d'accouchement est étroite et ne dispose que d'un lit, ce qui oblige le personnel à utiliser la table de laboratoire pour les accouchements. Le CSI utilise de l'eau de forage, et n'est pas connecté au réseau électrique. Les déchets sont brûlés dans une fausse sceptique, et il n'existe pas de morgue.

Pour ce qui est du personnel, l'on y note une insuffisance de personnel (laborantins, sages femmes, infirmiers diplômés d'état, aides-soignants, ménagères) et gardien. Il existe cependant un comité de gestion appelé COSA non fonctionnel. Les informations sur l'état des bâtiments des formations hospitalières sont présentées dans le tableau 30.

**Tableau 30.** État des bâtiments des formations sanitaires

FORMATION SANITAIRE	NOMBRE TOTAL DE BÂTIMENTS	NOMBRE DE BÂTIMENTS		
		BON	PASSABLE	MAUVAIS
Centre Médico Social universitaire	1	1		
Centre de Santé Intégré de Dang	2	1	1	
Centre de Santé privé de Bini	2		2	
Cabinet de soins de Tchabbal Mouguel	1	1		
Total	6	3	3	0

Source : DD/MINSANTE-Vina et enquête de terrain, octobre 2013.

Il convient de noter que le CSI n'est pas clôturé, ce qui expose le personnel et les patients à l'insécurité.

### 3.3.5.2. Analyse des problèmes

Il est important de prendre des mesures correctives afin de pallier à cette difficulté d'accès aux soins de santé qualité. (Tableau 31).

**Tableau 31.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : SANTE PUBLIQUE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soins limités : manque de médecin spécialisé (densité, radiologie, échographie, ophtalmologie ...)</li> <li>• Faible implication de la Commune dans la gestion du CSI de Dang</li> <li>• Faible approvisionnement en médicaments</li> <li>• Insuffisance des infrastructures de santé (lits, salles ...)</li> <li>• Insuffisance du personnel Laboratoire sous-équipé</li> <li>• Insuffisance de personnel d'appui</li> <li>• Insécurité au CSI (pas de clôture)</li> <li>• Absence d'électricité au CSI</li> <li>• Insuffisance de médicament</li> <li>• Offre de service insuffisante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvaise qualité des soins</li> <li>• Temps d'attente long</li> <li>• Incapacité à traiter certains cas</li> <li>• Cambriolage</li> <li>• Perte de patient</li> <li>• Surchage des travaux</li> <li>• Faible taux d'accouchement</li> <li>• Exposition du personnel au risque d'infections</li> <li>• insalubrité</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction de clôture autour du CSI</li> <li>2. Achat de 20 lits et matelats supplémentaires</li> <li>3. Dotation d'une ambulance le CSI</li> <li>4. Sensibilisation des populations contre l'automédication et l'utilisation des produits de la contrebande</li> <li>5. Construction, équipement du CMA déjà créé</li> <li>6. Équiper le laboratoire du CSI</li> <li>7. Affectation d'un médecin au CMA</li> <li>8. Encourager et faciliter la construction d'une pharmacie</li> <li>9. Construction d'un bloc opératoire au CSI</li> <li>10. Dotation d'un appareil de radiographie</li> <li>11. Construction d'un service dentaire</li> <li>12. Plaidoyer pour la création et la construction d'un CSI</li> <li>13. Sensibilisation des populations sur les IST</li> <li>14. Branchement du CSI au réseau CDE</li> <li>15. Construction de la clôture autour du CSI</li> <li>16. Construction et équipement d'une structure de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA</li> </ol>

### 3.3.6. Travail et sécurité sociale

#### 3.3.6.1. Situation de référence

##### • Identification des types d'emplois/métiers

L'emploi au sein de la commune est prédominé par le secteur informel dont l'activité n'est pas régie par le code de travail. Le secteur formé est marqué par la présence de quelques industries étrangères (une industrie textile au village Wouro-Soa en pleine construction, une entreprise chinoise à Tchabbal-Mouguel, une entreprise basée à Naboun pour l'exploitation de la carrière ainsi que la société Dragage qui s'est implantée récemment pour l'exploitation de la carrière), les micro-finances (Express Union, Express Exchange) pour lesquelles les travailleurs sont protégés par le code du travail. La commune en tant que institution est une structure qui emploie des agents assurant des différents services et tâches, ceux-ci sont régis par le code de travail.

##### • Conditions de travail des employés

La délégation du travail contrôle les conditions de travail : contrôle, conseil, et conciliation. Il faut souligner que dans le cas de la commune en tant qu'institution, les conditions de travail ne sont saines : le retard de paiement des salaires, l'irrégularité des avancements, et la non-harmonisation des salaires ou encore le non-paiement des cotisations du personnel à la CNPS sont là quelques dérives identifiées.

Il n'existe pas de mutuelle de santé dans la commune.

#### 3.3.6.2. Analyse des problèmes

L'analyse ci-dessus permet de mieux comprendre cette difficulté d'accéder à la sécurité sociale. (Tableau 32).

**Tableau 32.** Analyse des problèmes

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'accès à la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- irrégularité des salaires du personnel communal</li> <li>- non-application des textes en vigueur sur carrière du personnel</li> <li>- Irrégularité des cotisations à la CNPS</li> <li>- Absence de mutuelles de santé</li> <li>- Non-affiliation des travailleurs à la CNPS</li> <li>- Non-organisation des travailleurs en corps de métiers</li> <li>- Méconnaissance des travailleurs sur leurs droits et devoirs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mauvais rendement et risque de perturbation du climat social</li> <li>- absence notoire</li> <li>- Dysfonctionnement des services</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organisation des ateliers de sensibilisation des travailleurs/corps de métiers sur la nécessité de se regrouper en syndicat ou en association</li> <li>2. Sensibilisation sur l'affiliation des employés à la CNPS</li> <li>3. Sensibilisation et organisation des travailleurs sur leurs droits et devoirs</li> <li>4. Accompagnement des travailleurs à leur adhésion aux syndicats</li> <li>5. Accompagnement à la structuration du secteur informel</li> <li>6. Mise en place d'une mutuelle de santé et une mutuelle sociale</li> <li>7. Sensibilisation et information des employeurs sur le code de travail</li> </ol>

### 3.3.7. Emploi et formation professionnelle

#### 3.3.7.1. Situation de référence

La commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ne possède pas de centre de formation professionnelle. L'auto-formation est de mise. Toutefois, avec la présence de l'université le nombre de demandeurs d'emploi pas du tout repertoriés va crescendo.

Les corps de métier qui recrutent le plus dans la commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> sont ceux de boulangers, les messageries, les distributeurs des produits pétroliers, les microfinances à l'instar d'Express Union, d'Express Exchange, d'Emi Money, etc.

Le secteur informel (Taxi moto, de la vente des médicaments de la rue, des boutiquiers ambulants, de restauration, callbox) renferme le maximum de chômeurs formés pour la plupart dans le « tas ». Ceci est d'autant plus inquiétant qu'il n'existe pas de centre de formation professionnelle.

#### 3.3.7.2. Analyse des problèmes

**Tableau 33.** Analyse des problèmes

Secteur : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux emplois décents et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de structures génératrices d'emploi</li> <li>• Absence base de données des demandeurs d'emploi</li> <li>• Absence de centre de formation professionnelle</li> <li>• Faible organisation du secteur informel</li> <li>• Difficile accès des jeunes en particulier aux appuis techniques et financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômage</li> <li>• Pauvreté</li> <li>• Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incitation à la création et construction d'un centre de formation professionnelle</li> <li>- Organisation des sessions d'encadrement des sans emploi aux techniques de de recherche d'emploi et de montage de projets porteurs</li> <li>- Sensibilisation des chefs d'entreprises sur le respect de la réglementation en matière d'emploi et la transparence du marché de l'emploi (diffusion des appels d'offre d'emploi)</li> <li>- Création d'une base de données en rapport avec l'université par profil</li> <li>- Création d'un office régional professionnel (ORP)</li> <li>- Mise en place d'un repertoire des metiers locaux</li> <li>- Plaidoyer en vue de la creation, construction et équipement d'une SAR/SM à Dang</li> <li>- Sensibilisation, information des populations sur les projets du MINEFOP</li> </ul>

### 3.3.8. Affaires sociales

#### 3.3.8.1. Situation de référence

##### Identification des personnes vulnérables

L'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ne possède pas de centre social. C'est la Délégation Département des Affaires Sociales de la Vina qui est chargée de relayer ses services dans la Commune. Les différentes couches vulnérables recensées sont de deux ordres. Le premier présente l'ensemble

des couches vulnérables du département de la Vina provenant de la Délégation Départemental (Tableau 34).

**Tableau 34.** Population vulnérable suivie par la délégation des Affaires sociales

Handicapé moteur	Handicapés sensoriels	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables	Grands malades	veuves	Personnes du 3ème âge	Bororo	Personnes vivant avec le VIH /sida
120	50	80	300	140	250	400	300	120

Source : Délégué Départemental des affaires sociales

Au niveau de l'arrondissement, les enquêtes de terrain (tableau 35) ont permis d'identifier des populations vulnérables, qui font face à un certain nombre de problèmes, notamment la difficulté d'accès aux services sociaux due à l'insuffisance des rampes d'accès dans les édifices publics, un faible accès aux aides de l'Etat, notamment en matériels roulants pour les handicapés moteurs, une absence de prise en charge médicale, nutritionnel, scolaire et professionnel, une difficulté d'insertion socio-professionnelle, la faible délimitation des zones de cultures et des pâtures entraînant des conflits entre agriculteurs et éleveurs (Bororo), le vol de bétail est de mise, la faible communication entre les associations et les couches vulnérables.

**Tableau 35** Synthèse des populations vulnérables

ESPACE	Couches vulnérables								
	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables (mineurs)	Sourds	Muets	Enfants de la rue	Bororo	Grands malades	Personnes du 3e âge
<b>URBAIN</b>	40					17		4	
<b>RURAL</b>	17	28	116	6	3	55	235	8	209
<b>Total</b>	57	28	116	6	3	72	235	12	209

Source : Enquête de terrain, septembre 2013

Trois associations des couches vulnérables ont été recensées. Associations qui assurent la protection des droits des couches vulnérables (Tableau 36).

**Tableau 36.** Types d'association des couches vulnérables

Types d'organisation (association, GIC syndicat)	Nom	Activités menées	Effectifs	contact
Association des personnes âgées	ASPACAM	Élevage	45	DRAS/Adamaoua
Association des personnes handicapées	FENHACAM	Promotion et protection des droits des personnes handicapées	30	DRAS /Adamaoua
Association des Bororo	- BOSCOUDA - FULANIA - FEMBOBAT - RISKOU	Promotion et protection des personnes Bororo	...	DRAS /Adamaoua

Source : DD des affaires sociales-Vina, Avril 2013.

### 3.3.8.2. Analyse des problèmes/Contraintes – Atouts/Potentialités

**Tableau 37.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : AFFAIRES SOCIALES</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficulté pour différentes couches de populations de satisfaire les besoins essentiels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de médecins gériatologue à la prise en charge des personnes âgées ;</li> <li>• Absence des mécanismes de solidarité</li> <li>• Désintégration des structures familiales</li> <li>• Manque de formation</li> <li>• Difficultés d'accès aux services sociaux de base</li> <li>• Absence de sécurité et de prise de mesure de protection spéciale</li> <li>• Absence des droits fonciers coutumiers</li> <li>• Non-enregistrement des naissances</li> <li>• Absence de structure de prise en charge et d'encadrement</li> <li>• Insécurité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• malnutrition</li> <li>• isolement</li> <li>• marginalisation</li> <li>• Perte de l'autonomie</li> <li>• détérioration de la santé physique et mentale</li> <li>• stigmatisation</li> <li>• faible participation à la vie sociale communautaire</li> <li>• mendicités,</li> <li>• consommation des drogues et stupéfiants,</li> <li>• traumatisme psychologique</li> <li>• exclusion et marginalisation</li> <li>• absence de document d'état civil</li> <li>• conflits agropastoraux</li> <li>• sous scolarisation</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de constituer des associations, GIC et/ou coopérative</li> <li>2. Organisation des campagnes de sensibilisation sur les métiers adaptés à chaque type de couches vulnérables</li> <li>3. Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur l'éducation scolaire de l'enfant aveugle, mal voyant, sourd et muet</li> <li>4. Construire et équiper 01 d'accueil communal pour enfants en détresse</li> <li>5. Aides et secours aux populations vulnérables au nombre de 735</li> <li>6. Construire 01 Centre social</li> <li>7. Construction et équipement d'une crèche</li> <li>8. Construction et équipement d'une halte garderie</li> <li>9. Organisation des campagnes de sensibilisation sur l'importance des rampes d'accès dans services publiques</li> <li>10. Formation des spécialistes en gérontologie</li> <li>11. Appui technique, matériel et financier aux activités et microprojets des personnes vulnérables</li> <li>12. Encadrement de proximité des personnes vulnérables</li> <li>13. Mise en place de la commission communale d'attribution d'aides et secours conformément à la réglementation en vigueur</li> <li>14. Formation des handicapés sur les activités génératrices de revenus dans tous les villages</li> </ol>

### 3.3.9. Promotion de la femme et de la famille

#### 3.3.9.1. Situation de référence

La commune ne dispose pas d'une délégation d'arrondissement de Promotion de la Femme et de la Famille encore moins d'un centre d'écoute.

Les familles vulnérables sont : les veuves, les orphelins, les familles nécessiteuses et nombreuses, les filles mères. Toutefois, les types d'assistance apportés à ces familles vulnérables sont : l'octroi d'aides de l'État, l'assistance médicale, l'assistance judiciaire, l'assistance physico – sociale.

On note également que les différents types d'union dans la ville sont : les mariages civils, les mariages coutumiers, le mariage religieux, les unions libres. La contribution des femmes dans l'économie locale est importante, il s'agit du maintien de la sécurité alimentaire, de la valorisation du secteur informel, des AGR, etc. Aucune base de données n'est constituée pour identifier les filles et leur devenir.

La femme constitue le pilier d'une famille, mais un constat révèle que celle-ci est sujette à l'exclusion dans les sphères de décision, aux conflits conjugaux quand il ya mariage et à la non-légalisation des unions (mariage coutumier et union libre). Face à ces obstacles, il est relativement difficile voire impossible pour des femmes de certaines ethnies de se regrouper en associations et en GIC et quand bien même ils existent les finances ne suivent pas.

#### 3.3.9.2. Analyse des problèmes

**Tableau 38.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'éducation</li> <li>• Problème d'héritage et successoral</li> <li>• Manque de confiance entre partenaires</li> <li>• Pauvreté</li> <li>• L'exclusion sociale</li> <li>• Faible structuration</li> <li>• Faible culture entrepreneuriale</li> <li>• Insuffisance d'information</li> <li>• Manque de garantie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Discrimination ;</li> <li>• Domination ;</li> <li>• Violences</li> <li>• Répudiation abusive</li> <li>• Décès</li> <li>• Trafic</li> <li>• Détresses</li> <li>• Proxénétisme</li> <li>• Déperdition scolaire des enfants</li> <li>• Prostitution</li> <li>• Désintéressement</li> <li>• L'inertie</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de Promotion de la Femme et de la Famille</li> <li>2. Construction d'un centre d'écoute</li> <li>3. Organisation des campagnes de sensibilisation de la population sur l'importance des actes d'état civil,</li> <li>4. Sensibilisation des populations de la Commune sur l'éducation de la jeune fille</li> <li>5. Formation des leaders des associations en montage de projets et recherche de financement</li> <li>6. Installation d'une ligne téléphonique verte pour le centre d'écoute</li> <li>7. Séminaire de sensibilisation des familles sur la légalisation des couples</li> <li>8. Incitation par la sensibilisation des femmes au regroupement des GIC, associations</li> <li>9. Construction d'un foyer communautaire</li> <li>10. Organisation d'au moins un mariage collectif chaque année</li> <li>11. Appui matériels et financiers aux familles vulnérables</li> </ol>

Secteur : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
			12. Amélioration de l'indice de parité fille/garçon dans les établissements scolaires 13. sensibilisation des populations sur les méfaits des mariages non désiré

### 3.3.10. Communication

#### 3.3.10.1. État des lieux

- **Radio – Télévision et pressé écrite**

La communication est de plus en plus un enjeu dans notre pays. On distingue à cet effet la communication écrite, orale, audio-visuelle et gestuelle. Dans l'Adamaoua et précisément à Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, la zone couverture (radios, presse écrite, télévision) est de plus de 100 kilomètres pour la CRTV – AD, 30 kilomètres pour Radio Sawtu Linjila et Radio Annour. La radio campus de l'université de Ngaoundéré couvre un certain nombre de village de la localité.

Cependant, il n'existe pas de radio communautaire. Dès lors, l'existence d'un tel secteur d'activité connaît aussi des problèmes. C'est notamment le cas de l'existence de quelques zones d'ombre et de silence, le manque de considération pour la communication de masse (les mass médias).

La presse écrite est présente dans les kiosques et autres surfaces de vente de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, mais rare au-delà. Les habitants de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ont des images et des informations en continu grâce aux antennes paraboliques ; les câblo-distributeurs au nombre de 02 dans la zone urbaine de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> diffusent des images et le son pour les habitants connectés. Appartenant au département de Vina, une synthèse des infrastructures du secteur de la communication a été réalisée. On constate qu'il existe six radios y compris la radio campus de l'université. La presse écrite est inexistante (Tableau 39).

**Tableau 39.** Description et caractéristique des infrastructures par secteur

Type	Nombre	Couverture de la Commune (partielle ou totale)	Problèmes/observations
Radio	02	La CRTV – AD couvre la Commune, les autres radios émettent à moins de 30 kilomètres/ la radio campus de l'université	Le relief, les effets naturels (coup de tonnerre), démotivation du personnel, peu de publicité.
Télévision	-	Les chaînes satellitaires sont captées à l'aide des antennes.	Manque de moyen pour la création des télé.
Câblo distributeurs	02	Ils sont présents dans tous les quartiers espace urbain, ils évoluent en GIC	Les appareils sont exposés aux coups de terre, ils évoluent dans l'illégalité.
Journaux	0	Aucun entrepreneur ne s'est encore engagé dans ce secteur, les journaux viennent d'ailleurs.	Pas de culture de la lecture.

Source : Délégué départemental de Communication, Avril-Novembre 2013.

### 3.3.10.2. Analyse des problèmes

**Tableau 40.** Analyse des problèmes

Secteur : COMMUNICATION			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'intérêt pour les mass médias</li> <li>• Absence de journaux écrits et magazines d'information produits localement</li> <li>• Insuffisance des infrastructures de communication.</li> <li>• Faible couverture de la commune par les médias audio-visuels</li> <li>• Absence de radio communautaire et ou communale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous information</li> <li>• Réticence à la transmission d'informations</li> <li>• Rumeur</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et équipement d'une radio communautaire</li> <li>2. Création d'un journal écrit, d'un magazine d'information de la Commune</li> <li>3. Installation de 02 émetteurs relais pour pallier aux zones d'ombre des signaux CRTV dans l'Espace rural de la Commune</li> <li>4. Création d'un site web de la Commune</li> </ol>

### 3.3.11. Art et Culture

#### 3.3.11.1. État des lieux

Dans la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, il existe un musée privé et une bibliothèque universitaire. En matière de culture, il n'existe pas des festivals locaux. Toutefois, l'appui à l'organisation des festivals est mené techniquement, financièrement et institutionnellement par la tutelle, et de nombreux Vidéo Club exercent dans la clandestinité. (Tableau 41).

**Tableau 41.** Infrastructures de culture et loisirs

Infrastructures de loisir	Nombre	État de fonctionnement	Problèmes/ observations
Foyer communautaire/ municipal	-	-	-
Centre de promotion de la femme et de la famille	-	-	-
Bibliothèque municipale	-	-	-
Musée privé (Hadja KILNGU sis au carrefour Borongo)	01	Moyen	Peu fréquenté, structure assez étroite

Source : DR des arts et de la culture, et enquêtes sur le terrain Avril 2013

Le manque de bibliothèques, de librairies, l'absence de maison de la culture et l'insuffisance des structures d'exposition d'objets d'art sont les problèmes que rencontre le secteur de la culture à Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

#### 3.3.11.2. Analyse des problèmes

Tous ces manquements sont davantage explicités dans le tableau ci-dessus avec pour problème central la faible promotion de la culture (Tableau 42).

**Tableau42.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : ART ET CULTURE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Difficultés liées à la promotion des activités culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peu d'intérêt accordé à la promotion de la culture</li> <li>• Manque d'appui financier</li> <li>• Absence d'un foyer communautaire</li> <li>• Manque d'espace de diffusion culturel</li> <li>• Manque d'appui pour l'organisation des festivals culturels</li> <li>• Absence d'inventaire du patrimoine culturel (langue, monuments, figures, calendriers culturels, associations culturelles, artistes)</li> <li>• Absence d'organisation des évènements culturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Frein au développement de la recherche et de la lecture</li> <li>• Anarchie dans l'encadrement des activités culturelles</li> <li>• Difficulté à cerner et à promouvoir lesdites activités</li> <li>• Acculturation</li> <li>• Disparition des objets d'art anciens</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale</li> <li>2. Construction d'une maison de la culture</li> <li>3. Organisation de festival des cultures chaque année</li> <li>4. Faire un recensement du patrimoine culturel de la commune</li> </ol>

### **3.3.12. Jeunesse et Éducation civique**

#### **3.3.12.1. État des lieux**

Un centre multifonctionnel de promotion des jeunes existe dans la commune. Les jeunes de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ont cette possibilité de jouir de l'encadrement du personnel existant.

L'on note le faible accès des jeunes aux projets gouvernementaux et non gouvernementaux d'appui à la jeunesse. Néanmoins, ces programmes d'insertion des jeunes permettent l'épanouissement et l'insertion professionnelle des jeunes sont le PAJER – U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine) et le PIFMAS (Projet d'Insertion des Jeunes par la Fabrication du Matériel Sportif). Plus de 120 jeunes dans la VINA sont installés dans le cadre du PAJER – U et donc 20 de la Commune de N'Gaoundéré 3<sup>ème</sup>. Le conseil national de la jeunesse du Cameroun est bien actif dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> qui dispose de 11 membres. Le CNJC au niveau de l'arrondissement anime un certain nombre d'activités et gère les associations de jeunes et les activités que ces associations mènent.

Les jeunes font face à des problèmes majeurs notamment la consommation des stupéfiants (tramols), le chômage, la délinquance qui ne sont pas à négliger. À ces différents fléaux s'ajoute le VIH/ SIDA qui décime ces jeunes par dizaine chaque année.

### 3.3.12.2. Analyse des problèmes

**Tableau 43.** Analyse des problèmes

Secteur : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incivisme généralisé</li> <li>• Faible encadrement des jeunes</li> <li>• Circulation incontrôlée des produits pharmaceutiques dans la rue</li> <li>• Consommation des stupéfiants ;</li> <li>• Insuffisance de structures d'encadrement</li> <li>• Délinquance juvénile</li> <li>• Faible accès aux projets gouvernementaux et non gouvernementaux d'appui à la jeunesse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accidents de circulation sur les voies publiques</li> <li>• Exode rural</li> <li>• Agression</li> <li>• Vol ;</li> <li>• Crime ;</li> <li>• Alcoolisme</li> <li>• Toxicomanie</li> <li>• Jeune peu entrepreneurial, peu dynamique</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et équipement d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes.</li> <li>2. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement du MINJEC</li> <li>3. Dotation en matériel roulant (2 motos Yamaha AG 100)</li> <li>4. Construction d'une salle de spectacle</li> <li>5. Construction et équipement d'une salle informatique</li> <li>6. Appui financier du CNPJ</li> <li>7. Aménagement de 40 ha espaces cultivables au CNJP</li> <li>8. Octroi de 50 ha cultivables/élevages aux volontaires du SCNPD</li> <li>9. Sensibilisation des populations sur l'existence des programmes d'appui aux jeunes (CMPJ, PAJER – U, PIFMAS) ;</li> <li>10. Organisation des campagnes de lutte contre la toxicomanie ;</li> <li>11. Organisation de séminaires-ateliers en entrepreneuriat jeunes.</li> <li>12. Organisation de séminaire de renforcement des capacités des leaders d'association et mouvements des jeunes</li> <li>13. Mise en place d'une synergie (plateforme des projets entre différents intervenants de l'insertion des jeunes) tous les villages</li> <li>14. Recherche et obtention des crédits alloués aux jeunes dans tous les villages</li> </ol>

### 3.3.13. Sports et Éducation physique

#### 3.3.13.1. État des lieux

Les infrastructures sportives et les aires de jeu manquent cruellement dans la Commune de N'Gaoundéré 3<sup>ème</sup> en dehors de celles de l'Université et celles de quelques écoles primaires et secondaires qui sont pour la plupart non réglementaires.

Les associations sportives sont quasi inexistantes. Toutefois, quelques clubs fonctionnent de manière informelle ou affiliée à des fédérations spécifiques.

L'on peut évoquer prioritairement l'absence d'appui aux manifestations sportives scolaires et civiles dans la Commune, sachant qu'un corps en bonne santé est plus apte à produire de bons résultats sur le plan intellectuel, et sur le plan du travail physique, le sport est sans aucun doute important et incontournable.

### 3.3.13.2. Analyse des problèmes

**Tableau 44.** Analyse des problèmes

Secteur : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de pratiquer les activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance des infrastructures</li> <li>• Absence d'appui aux manifestations sportives scolaires et civiles.</li> <li>• Manque d'associations sportives</li> <li>• Manque des structures d'encadrement des sportifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sédentarité de la population l'expose aux pathologies (maladies) diverses ;</li> <li>• Pratique anarchique des A.P.S ;</li> <li>• Manque de rayonnement dans les événements sportifs organisés.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction d'un complexe sportif communal à Dang ;</li> <li>2. Etude de faisabilité en vue de la Sécurisation et viabilisation d'un site de construction d'un parcours VITA</li> <li>3. Construction et aménagement d'une aire de jeu réglementaire (Terrain de Football, Hand Ball, Basket ball, Volley Ball)</li> <li>4. Sensibilisation et renforcement de capacités de la Commune et des associations sur les activités sportives ;</li> <li>5. Organisation des championnats de vacances, championnats inter-quartiers et intervillages avec implication des mécènes, les sponsors</li> <li>6. Développer des stratégies de pratique régulière du sport de maintien et de remise en forme par les autorités de la commune</li> </ol>

### 3.3.14. Postes et Télécommunications

#### 3.3.14.1. État des lieux

Les opérateurs publics (Bureau de poste de Dang Camtel) et privés (MTN, Orange) sont des représentation des postes et télécommunications dans la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III.

Il n'existe cependant pas un Télé-centre communautaire polyvalent. La couverture des réseaux de téléphonie part de Manwi, Bini, Dang, Tchabal (pour le réseau mobile) et l'université pour le réseau fixe. Comme problème, le réseau de téléphonie fixe est circonscrit à l'Université et non dans les autres quartiers.

#### 3.3.14.2. Analyse des problèmes

**Tableau 45.** Analyse des problèmes

Secteur : POSTE ET TELECOMMUNICATION			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux services de poste et télécommunication de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvaise couverture du réseau fixe</li> <li>• Multiplicité des microfinances et sociétés de transfert des fonds et de messagerie</li> <li>• Insuffisance des services postaux</li> </ul>	<p>Concurrence déloyale Ignorance des populations sur les produits de la poste Populations non arrimées aux NTICs Difficulté d'échange des informations</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Plaidoyer pour la création construction de trois télé-centres communautaires polyvalents</li> <li>2. Étude de faisabilité en vue de l'Amélioration de la couverture de l'espace rural par les réseaux de téléphonie mobile</li> <li>3. Étude de faisabilité en vue de l'extension du reseau de téléphonie fixe</li> </ol>

### 3.3.15. Travaux publics

#### 3.3.15.1. Situation de référence

Le secteur travaux publics s'intéresse à l'état du réseau existant en ressortant les différents tronçons et les ouvrages d'art. En l'état actuel la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est desservie par 86 km de route. Le tableau 46 présente les principales routes de la Commune.

**Tableau 46.** Infrastructures routières

Nombre de km de route non bitumé et en très mauvais état	Nombre de km de route bitumée	Problèmes/Observations
Axe Tchabal Djalingo – Saltaka : 35 km	Axe: Ngaoundéré – Touboro: 4 km (du rond point Dang à la limite de la Commune) Ngaoundéré – Mbé: 35 km Total: 78 km	Difficulté d'écoulement des produits agricoles et la circulation des personnes

Source : Délégué départemental des travaux publics.

Sur 46 km de route bitumée, seulement 8 km sont en bon état. Ce qui rend pénible les déplacements dans la Commune principalement pendant la saison de pluies.

Le passage de la Nationale n° 1 dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est certes une opportunité. Cependant, cette dernière est dans un état de dégradation avancée (photos 09 et 10). La circulation relativement dense oblige la création par des usagers des déviations afin d'éviter les nids de poules.



Photo 8.et 9. Etat de la Nationale n°1 au niveau de Bini-Dang.

La dégradation de la route contraint les automobilistes à circuler sur le trottoir réservé aux piétons ce qui ralentit la circulation et dans certains cas est à l'origine des accidents

Cliché M. Tchotsoua

### 3.3.15.2. Analyse des problèmes

**Tableau 47.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : TRAVAUX PUBLICS</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Accès difficile aux infrastructures publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvais état de la Nationale N° 1 ;</li> <li>• Impraticabilité des rues secondaires en saison pluvieuse ;</li> <li>• Manque d'équipement pour l'entretien des pistes rurales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté de déplacement des biens et des personnes ;</li> <li>• Coûts élevés du transport ;</li> <li>• Réduction des revenus journaliers des motos-taxis.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Entretien de la route nationale Ngaoundéré – Garoua</li> <li>2. Construction des dos d'âne à l'entrée et à la sortie de chaque village situé le long de la nationale N° 1 ;</li> <li>3. Aménagement de 03 pistes rurales</li> <li>4. Acquisition du petit matériel d'entretien route (brouettes, pelles, pioches, etc)</li> </ol>

### 3.3.16. Transport

#### 3.3.16.1. Situation de référence

La Commune compte deux agences de voyages à savoir

- Touristique express,
- Danay express.

La prise en compte de l'aspect socio-environnemental est de mise dans ces agences de voyages avec la présence de latrines, de point d'eau et des espaces pour garer les différents bus.

Le secteur de la météorologie est inexistant. Le secteur du transport qui reste très dépendant de la météorologie se focalise sur l'influence quotidienne des températures de l'air ambiant, au sol et dans le sol, l'humidité relative et la pression atmosphérique qui sont mesurées par des instruments vétustes de la station météorologique de l'aéroport.

Les moyens de transport roulant rencontrés dans Commune sont au nombre trois. Les motos taxis qui assurent le déplacement dans la ville et les villages. Les taxis qui assurent le transport des étudiants en majorité de Ngaoundéré à l'Université avec les problèmes de vitesse et de surcharge. Ces taxis vont aussi dans les villages. Les bus quant à eux vont dans les communes voisines.

La station de pesage est présente dans la Commune, celui-ci permet de lutter contre la surcharge des camions transportant des marchandises. Cette lutte permet de réduire la dégradation des routes.

Le service de transport déplore l'absence des données statistiques sur ces activités et la faible organisation des acteurs de ce secteur.

### 3.3.16.2. Analyse des problèmes

**Tableau 48.** Analyse des problèmes

Secteur : TRANSPORT			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés liées aux transports	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvais état des routes;</li> <li>• Surcharge de passager par les taximen</li> <li>• Non-respect du Code de la route</li> <li>• Absence de parking aménagé</li> <li>• Absence d'un parc de stationnement des camions</li> <li>• Mauvaise organisation des motos taximens</li> <li>• Absences de fourrière municipale</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accidents</li> <li>• déplacements non confortables</li> <li>• désordres sur les voies publiques</li> <li>• Entretien irrégulier des routes</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organisation des transporteurs en syndicats</li> <li>2. Renforcement des capacités des moto-taximens sur le Code de la route</li> <li>3. Construction d'un parc de stationnement</li> <li>4. Aménagement de point de stationnement de véhicules de transport et moto-taxi dans tous les villages</li> <li>5. Construction des dos d'âne à l'entrée et à la sortie de chaque village de la Commune</li> <li>6. Aménagement d'un parking</li> <li>7. Recyclage et formation du personnel de transport</li> <li>8. Aménagement d'une fourrière municipales</li> <li>9. Sensibilisation des usagers de la route sur la technique de prévention routière</li> <li>10. Mise en place des équipes mixte de surveillance (Mairie, MINTRANSPORT)</li> <li>11. Aménagement d'une fourrière municipale</li> <li>12. Sensibilisation des motocycles en matière d'obtention de permis de conduite, des vignettes et de port des gilets chaque année dans tous les villages</li> </ol>

### 3.3.17. Eau et Énergie

#### 3.3.17.1. Situation de référence

- **Sous-secteur : Eau et assainissement**

- **De la CDE**

Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est alimentée à partir du réservoir 1500 m<sup>3</sup> par une conduite de diamètre 250 fontes. Cette conduite a été posée en 1981 pour alimenter principalement en eau potable l'Université de Ngaoundéré.

Les raccordements faits sur cette conduite principale desservent en eau potable les zones de Bini et Dang sur une longueur totale de 6 km.

Les travaux de raccordement en eau potable de la zone de Manwi sont en cours de finition.

La situation de la CDE à Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> se résume ainsi qu'il suit:

**Tableau 49.** Situation de la CDE à Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Désignation	Quantité
Longueur conduite posée	2 km
Nombre de potentiels clients évalués dès la fin des travaux	300
Nombre de points de livraison CDE de Ngaoundéré IIIe	1193
Nombre d'abonnés actifs	816
Nombre de PL déposés pour impayés	270

Désignation	Quantité
Nombre de PL résiliés	107
Nombres de branchements réalisés en 2012	167
Nombre de branchements réalisé en 2011	94
<i>Une extension de Malang à Malo Goni est en cours de préparation</i>	

*Information recueillie auprès du Délégué régional de la CDE à Ngaoundéré, Mai 2013*

○ **Assainissement et approvisionnement en eau par puits et forages**

En matière d'assainissement, il existe des latrines dans l'espace rural construites pour la plupart sous le système de puits perdu. Les toilettes modernes sont en abondance dans l'espace urbain. Mais en matière de traitement des eaux usées, les eaux usées sont versées dans les rues. Très peu de rigoles sont aménagées pour gérer ces eaux. Cette situation est due au désordre urbain, au non-respect des servitudes, etc

L'eau constitue un secteur sensible les populations tant pour la santé de ces consommateurs que pour les besoins divers. On dispose des lieux d'approvisionnement en eau ; on dénombre 26 forages et 01 source aménagée.

Le tableau 50 ci-dessous présente l'état de fonctionnement des différents points d'eau dénombrés dans la Commune. On observe 22 points d'eau en bon état, 3 endommagés et 5 à réhabiliter.

**Tableau 50.** État de fonctionnement des points d'eau selon le milieu de résidence

MILIEU DE RÉSIDENCE	EFFECTIF DE LA POPULATION	ETAT DE FONCTIONNEMENT			TOTAL
		BON	ENDOMMAGÉ	A RÉHABILITER	
Urbain	15556	10	2	5	17
Rural	7056	12	1	1	14
Total	<b>22612</b>	<b>22</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>31</b>

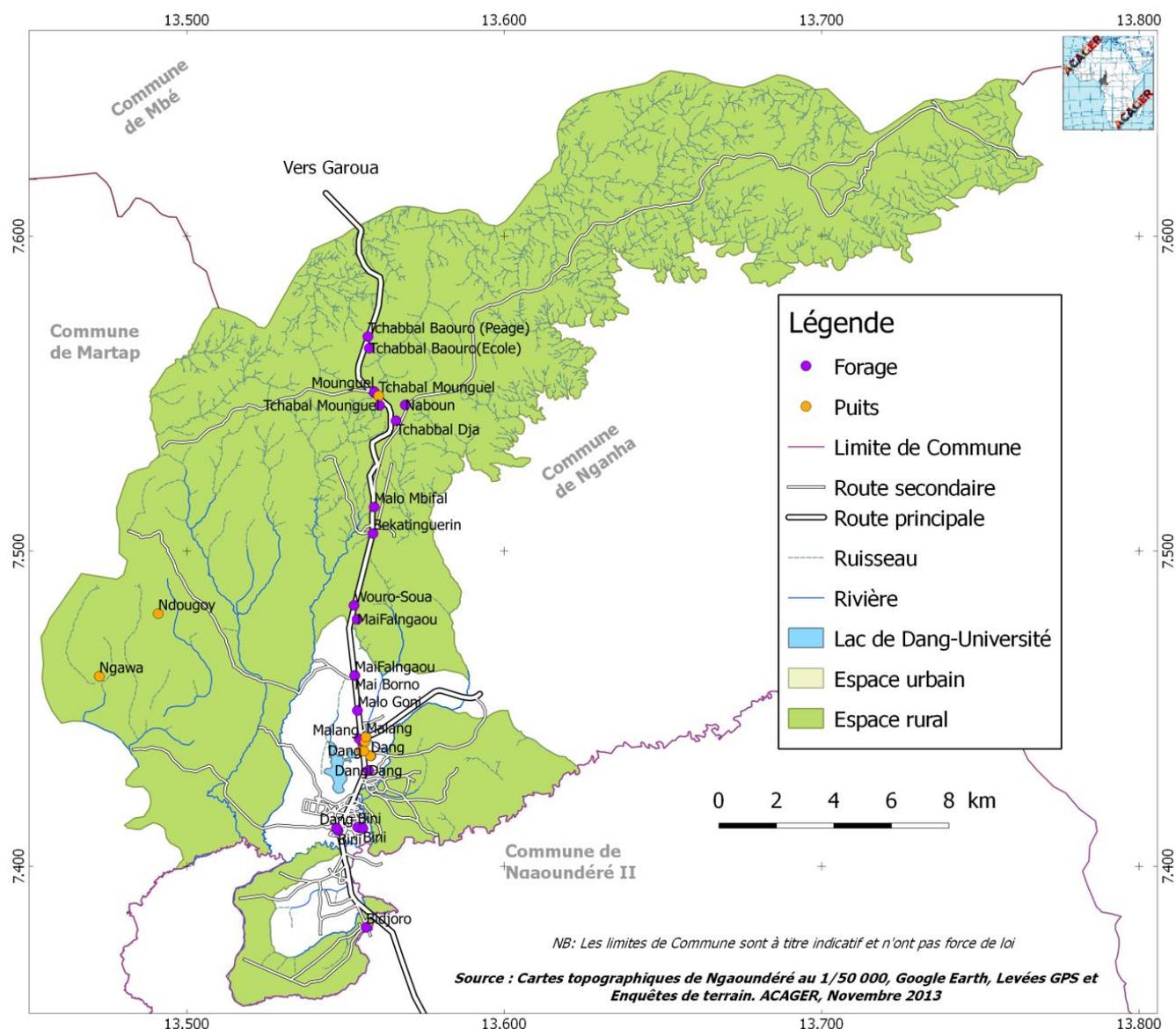
Source : DD/MINEE et enquêtes de terrain, mars-septembre 2013

Spatialement, l'offre en forage est inégalement répartie. On constate que les quartiers Manwi et Malo Goni ne disposent chacun que d'un forage fonctionnel. Au vu de la population dont les deux localités regorgent, on serait amené à dire qu'on pourrait aussi faciliter l'accès à l'adduction d'eau du réseau CDE (figure 8).

**Tableau 51.** État de fonctionnement des points d'eau par type

TYPE D'OUVRAGE	ETAT DE FONCTIONNEMENT			TOTAL
	BON	ENDOMMAGÉ	A RÉHABILITER	
<b>Forages</b>	18	3	4	<b>25</b>
<b>Puits</b>	4		1	<b>5</b>
<b>Sources</b>			1	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>31</b>

Source : DD/MINEE et enquêtes de terrain, mars-septembre 2013



**Figure 8.** Distribution spatiale des points d'eau (Puits et Forage) dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

• **L'approvisionnement en énergie et produits pétroliers**

En matière d'énergie, différentes formes d'énergie sont utilisées dans les ménages, il s'agit de : l'électricité, le bois, le gaz, le biogaz, etc. L'énergie électrique provient d'AES – SONEL à travers les interconnexions depuis le barrage hydroélectrique ; le bois, le gaz et le pétrole sont des sources fossiles. Cependant, la qualité des infrastructures (poteaux, câble, transformateur, groupe électrogène) reste à désirer. Bref, l'état des infrastructures est médiocre. La localité présente une chute à proximité. Il s'agit de la chute de Tello et Bini ou Warrack. La chute de Tello est située à 40 kilomètres et celle de Warrack est située à 60 kilomètres.

Concernant les produits pétroliers, plusieurs acteurs formels et informels interviennent dans le circuit de stockage et de vente des produits

pétroliers. Parmi les différents acteurs du secteur formel, on peut citer les stations-services Total, Oilibya, Bocom, Petrolex, Tradex.

Soulignons la non-prise en compte par la Commune de l'expertise du sectoriel comme une menace sérieuse à la pérennisation des ouvrages hydrauliques et énergétiques. Les ressources énergétiques restent très diversifiées et pour la plupart non exploitées.

○ **Bois**

À Ngaoundéré en général, plus de 90 % de l'énergie consommée dans les ménages vient du bois ou de ses dérivés comme le charbon de bois. La consommation dépasse l'accroissement annuel en biomasse ligneuse.



**Photo 10.** Point de vente du bois de chauffe à Mbidjoro  
Cliché M. Tchotsoua

En même temps –à cause des coûts prohibitifs– les sources d'énergie importées n'entrent pas en considération, aussi bien au niveau macro-économique –à cause du déficit permanent de la balance commerciale– qu'au niveau micro-économique (des ménages). Une bouteille de gaz de 12,5 kg vide coûte officiellement 25 700 francs CFA et chaque remplissage, qui représente un approvisionnement pour trois semaines en moyenne, demande encore 6000<sup>4</sup>francs CFA, soit 60000 francs CFA par an seulement pour les remplissages. Ce qui n'est pas à la portée de la grande majorité des citoyens de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

---

<sup>4</sup>Le prix du gaz, en mai 2013, est de 6000 F CFA, les 12,5 kg alors qu'il était de 5000 F CFA en mai 2003, et à 3 500 en 2000.

### 3.3.17.2. Analyse des problèmes

**Tableau 52.** Analyse des problèmes liés à l'eau et à l'énergie

<b>Secteur : EAU ET ENERGIE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance en alimentation au réseau d'eau et d'électricité,</li> <li>• Coupure abusive de l'eau et de l'énergie</li> <li>• Incapacité des différents comités de gestion des forages</li> <li>• Insuffisance des points d'eau potable</li> <li>• Faible extension du réseau d'adduction d'eau potable et de l'énergie électrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maladies hydriques</li> <li>• Ralentissement de l'activité économique</li> <li>• Pluies rares.</li> <li>• Destruction des poteaux électriques par les feux de brousse</li> <li>• Disputes autour des points d'eau</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réhabilitation de 5 points d'eau</li> <li>2. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation d'une source</li> <li>3. Réalisation de 31 forages</li> <li>4. Formation des jeunes à la maintenance des forages/artisan-réparateur</li> <li>5. Recrutement d'01 artisan réparateur par la commune de Ngaoundéré 3ème</li> <li>6. Extension du réseau d'adduction d'eau dans l'espace urbain de la commune</li> <li>7. Sensibilisation des populations sur l'utilisation des latrines (fosses ventilées)</li> <li>8. Formation des membres de 07 comités de gestion des forages</li> <li>9. Extension du réseau électrique</li> <li>10. Mise sur pied des comités de gestion des forages</li> <li>11. Sensibilisation de la population sur la coupe abusive des arbres</li> <li>12. Travaux de vulgarisation de l'électrification rurale par les énergies renouvelables (solaire, biogaz et éolien)</li> <li>13. Construire des aires d'assainissement autour des forages</li> <li>14. Sensibilisation des populations sur l'importance de planter les arbres autour des puits perdus</li> </ol>

### 3.3.18. Développement urbain et habitat

#### 3.3.18.1. Situation de référence

##### ➤ Urbanisme

Pour ce qui est de la circulation, le réseau viaire de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est en terre et en très mauvais état par endroits. L'essentiel du transport des personnes et de biens au sein de la ville est assuré par les motos Taximen. L'activité des taxis-auto pour le moment est réglementée puisqu'il existe des points de ramassage et de chute. Les taxis – moto que nous retrouvons aussi dans la zone évoluent dans l'informel. Des actions sont d'ailleurs menées en vue d'assainir ce secteur d'activité.

En ce qui concerne l'esthétique urbaine, Les prestations de la société HYSACAM sont jugées insuffisantes, la mairie fait aussi des descentes sur le terrain tous les jeudis pour rendre la ville propre. Il faut relever que la Commune à l'heure actuelle ne dispose pas de documents de planification. Mais l'élaboration d'un PUD de la ville de Ngaoundéré pour 2013 en cours pourra intégrer le centre urbain de cet arrondissement.

**Tableau 53.** Information de synthèse de l'organisation spatiale de la zone urbaine

Libellés	Réponses	Observations
Nombre de quartiers	8 quartiers : Dang, Bini, Malang, Manwi, Malo Goni, Gada-Bidou, Bidjoro, Gada-Bini	Il n'existe pas un document de planification propre à la Commune mais l'élaboration d'un PDU et d'un POS de la ville de N'Gaoundéré 3 <sup>ème</sup> en cours pourra intégrer le centre urbain de cet arrondissement.
Existe-t-il un plan d'occupation des sols dans l'espace urbain de la Commune	Non	
Est- il mit en œuvre	Oui mais pas particulièrement pour l'arrondissement	

Source : DD de l'habitat et du développement urbain, avril-septembre 2013

##### ➤ Habitat

Dans l'espace urbain de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, le type d'habitat prédominant est en dur et semi dur. Sur les abords de la voie bitumée, on trouve les constructions des minis cités en matériaux définitifs. Certaines maisons sont construites en matériaux mixtes. Les constructions ne respectent aucun maillage ce qui ne favorise pas la libre circulation des biens et des personnes. Ce désordre montre effectivement l'absence d'un POS. En zone rurale, les briques de terre, le « poto poto » et les « bancos » sont les matériaux utilisés pour la construction des habitations.

Il existe un espace vert implanté par la communauté urbaine, cet endroit est doté de bancs publics créant ainsi un lieu de détente pour les populations.

L'habitat spontané, la mauvaise circulation des personnes et des biens et les ordures ménagères sont des problèmes majeurs recensés dans ce secteur.

### 3.3.18.2. Analyse des problèmes

**Tableau 54.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Difficulté d'accéder à un habitat de qualité et à l'appropriation des mécanismes d'urbanisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence d'un entretien courant des voies</li> <li>• Construction anarchique</li> <li>• Méconnaissance des techniques de construction</li> <li>• Coût élevé des matériaux de construction</li> <li>• Mauvaise circulation des personnes et biens</li> <li>• Absence de POS</li> <li>• Pratique de la défécation à l'air libre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promiscuité, risques des catastrophes (dans les bas fonds et flancs des montagnes)</li> <li>• Accès difficile dans les quartiers en cas d'accident ou incendies</li> <li>• Utilisation des bas-fonds comme dépotoirs</li> <li>• Obstruction des drains naturels par les ordures ménagères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction et équipement d'une mini-cité communale de 1500 chambres</li> <li>• Etude de faisabilité en vue de la restructuration et de l'entretien des voies d'accès dans les minicités</li> <li>• Construction des logements sociaux et des logements d'astreintes</li> <li>• Électrification par énergie solaire publique de l'espace urbain de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup></li> <li>• Aménagement des sites de décharges des ordures ménagères, et les espaces verts</li> <li>• Formation des communautés rurales sur la valorisation des matériaux locaux pour la construction des habitations</li> <li>• Extension du réseau de collecte d'HYSACAM</li> <li>• Viabilisation du lotissement Construction de treize ponceaux</li> <li>• Elaboration et mise en application du plan d'occupation du sol</li> <li>• Réalisation d'un plan directeur d'urbanisme</li> </ul>

### 3.3.19. Domaines, Cadastre et Affaires Foncières

#### 3.3.19.1. Situation de référence

La Commune possède de patrimoine foncier pour son compte. Les terres s'acquièrent par incorporation au domaine communal. La délimitation du périmètre urbain n'est pas encore officielle. La carte est déjà produite par les services concernés. Il existe un lotissement communal mené dans le quartier de Dang.

La mairie doit sécuriser des espaces en vue des futurs projets dont elle envisagera de mettre en œuvres, c'est la raison de disposer des patrimoines fonciers communaux.

La mairie doit sécuriser des espaces en vue des futurs projets qu'elle envisagera de mettre en œuvre ; c'est la raison de disposer des patrimoines fonciers communaux.

La Commune est confrontée à une difficulté d'accéder à la propriété foncière causée par l'absence de plan cadastral, d'outils de planification, de plan directeur d'urbanisme, le non-archivage des attributions communales au domaine, la complication de la procédure d'accès aux titres fonciers, l'ignorance des procédures d'accès aux titres fonciers, la difficulté d'accès aux patrimoines fonciers par les jeunes et les femmes, la non-sécurisation du patrimoine foncier des services publics, les litiges fonciers très fréquents. Ces problèmes sont gérés par une commission consultative présidée par le sous-préfet.

### 3.3.19.2. Analyse des problèmes

**Tableau 55.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : CADASTRE, DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Difficulté d'accéder à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non-archivage des attributions au domaine</li> <li>• Non-sécurisation du site</li> <li>• Absence d'un plan d'occupation des sols</li> <li>• Complication de la procédure d'accès aux titres fonciers</li> <li>• Ignorance des procédures d'accès aux titres fonciers</li> <li>• Difficulté d'accès aux patrimoines fonciers par les jeunes et les femmes</li> <li>• Conflits fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incapacité de réaction en cas de litige foncier</li> <li>• Occupation des propriétés attribuées</li> <li>• Litiges fréquents entre les agriculteurs et Eleveurs</li> <li>• Expropriation abusive</li> <li>• Manque de titres fonciers</li> <li>• Exode rural</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Étude et Réalisation d'un plan cadastral de la Commune</li> <li>2. Etude de faisabilité en vue de la sécurisation foncière espaces et services public de La commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup></li> <li>3. Mise à jour du patrimoine de l'état au sein de la commune</li> <li>4. Création des espaces d'affichages des demandes d'immatriculation au niveau de la commune</li> <li>5. Etude de faisabilité en vue de la Sécurisation du patrimoine foncier communal</li> <li>6. Sensibilisation de la population sur l'importance et sur la procédure d'obtention du titre foncier</li> <li>7. Lotissement communautaire</li> <li>8. Mise en place des cartes d'utilisation des terres pour tous les villages</li> </ol>

### 3.3.20. Industrie, mines et développement technologique

#### 3.3.20.1. Situation de référence

La Commune regorge de ressources minières précisément le gravier exploité de façon artisanale et industrielle (Tableau 56).

**Tableau 56.** Ressources minières

<b>Type</b>	<b>Localisation (quartier)</b>	<b>Potentiel</b>	<b>Type d'exploitation (artisanale, industrielle, etc.)</b>	<b>Degré d'exploitation</b>	<b>Problèmes / Observations</b>
Gravier	Tchabbal-Baouro	Important	- Exploitation artisanale	Important	Secteur non organisé
			- Exploitation industrielle CWE	Important	Non-déclaration des productions de la taxe à l'extraction
			Exploitation industrielle	important	

Type	Localisation (quartier)	Potentiel	Type d'exploitation (artisanale, industrielle, etc.)	Degré d'exploitation	Problèmes / Observations
			DDT		
Gravier	Beka-Tinguerin	Important	Exploitation artisanale	Important	Secteur non organisé
Gravier	Naboun	Important	Exploitation industrielle	Important	

Source : Délégation des mines, industrie et développement technologique

La Commune de N'Gaoundéré 3<sup>ème</sup> dispose de quelques ressources minières parmi lesquelles la carrière de pierre CWE de Tchabbal exploitée par une société Chinoise. Et celle de DDT.

À côté de cette exploitation industrielle, les populations riveraines procèdent aux exploitations des ressources de manière artisanale et de façon non déclarée. Il faut relever la non-existence d'une structure organisée de ces exploitants artisanaux, cela demande la collaboration avec la Commune pour l'amélioration de cette manière. Il existe quelques problèmes internes notamment le non-paiement ou paiement tardif des frais d'inspection et les fausses déclarations de production des produits de carrière, bien que les droits fixes d'installation de carrière, les frais d'inspection des établissements classés et les taxes à l'extraction des produits de carrières existent de façon réglementaire.

Selon le Décret N° 2002/648/PM du 26 mars 2002 – fixant les modalités d'application de la loi N° 001 du 16 avril 2001 Portant code Minier il est stipulé à l'article 137 alinéa 1.a. que :

*« Les recettes recouvrées aux titres de la taxe ad valorem et de la taxe à l'extraction pour toute activité d'exploitation des substances minérales sont réparties et affectées ainsi qu'il suit : 25% au titre de droit à compensation des populations affectées par cette activité et dont la répartition est la suivante:*

- 10% au bénéfice des populations riveraines;
- 15% au bénéfice de la Commune territorialement compétente;
- 25% au titre d'appui aux suivis et contrôles techniques des activités concernées par les ingénieurs et agents commissionnés de la Direction chargée des mines » ; la relation entre le secteur et la Commune devrait être améliorée.

### 3.3.20.2. Analyse des problèmes

**Tableau 57.** Analyse des problèmes

Secteur : INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPEPPEMENT TECHNOLOGIQUE			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés liées à l'exploitation des ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de collaboration des responsables des municipalités</li> <li>• Manque de répertoire des exploitants artisanaux</li> <li>• Absence d'organisation des exploitants du secteur</li> <li>• Incivisme des opérateurs économiques</li> <li>• gestion anarchique des carrières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Minoration des recettes des Communes</li> <li>• Dégradation de l'environnement</li> <li>• Diminution de la surface cultivable et des pâturages ;</li> <li>• Faible revenu de l'activité minière ;*Tension sociale</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1.Regroupement et encadrement des artisans miniers clandestins en GIC et en GICAMINE</li> <li>2. Organisation et réglementation de la gestion de carrière</li> <li>3. Ouverture d'un registre des artisans miniers au niveau de la commune</li> </ol>

### 3.3.21. Commerce

#### 3.3.21.1. Situation de référence

Dans la circonscription de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, il n'existe qu'un seul marché urbain à moitié construit en dur précisément à Dang (Tableau 58). Ce marché ne fonctionne que le dimanche.

Les activités qui y ont cours sont la vente des produits carnés (boucherie), la vente en détail des produits de premières nécessités et des produits locaux.

Les commerçants ici sont tous des détaillants. Ce marché n'a pas un comité de gestion pour assurer la surveillance et la vente des produits commercialisés.

L'aspect socio-environnemental est déplorable, les produits sont vendus dans un état d'insalubrité indescriptible. Il n'y existe pas de latrines, de dispositifs de traitement des déchets, de points d'eau, de comité de gestion et d'assainissement.

**Tableau 58.** Les marchés de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>

Type d'infrastructures	Espace	Localité	Jour de marché	Equipement existant					
				Comptoir	Boutique	Hangar	Boucherie	Poissonnerie	Chambre froide
Marché	Urbain	Dang	Dimanche	3	20	2	3	0	0
	Rural	Tchabbal Djalingo	Samedi	0	19	18	1	0	0
		Tchabbal Baouro	Vendredi	0	7	0	1	0	0
					Aménagement existant				
		Localité	Point d'eau	Latrine	Dispositif de traitement des déchets	Reboisement	Electrification	Rampes d'accès pour handicapés	

Type d'infrastructures	Espace	Localité	Jour de marché	Equipement existant					
				Comptoir	Boutique	Hangar	Bouche-rie	Poissonnerie	Chambre froide
	Urbain	Dang	N	N	N	N	Oui	N	
	Rural	Tchabbal Djalingo	N	N	N	N	N	N	
		Tchabbal Baouro	N	N	N	N	N	N	

N = Non

O = Oui

Le manque de comité de gestion et la prise en compte des aspects socio environnementaux sont des véritables problèmes que rencontre ce secteur. Le problème de ravitaillement et la mauvaise organisation s'imposent du côté des commerçants.

### 3.3.21.2. Analyse des problèmes

**Tableau 59.** Analyse des problèmes

Secteur : COMMERCE			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de pratiquer l'activité commerciale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'infrastructures marchandes et de stockages de qualité</li> <li>• Faible organisation des corps de métiers</li> <li>• Mauvais état de la route</li> <li>• Absence des marchés</li> <li>• Insuffisance des boutiques et de hangars</li> <li>• Installation anarchique des commerçants dans le marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Désordre</li> <li>• Promiscuité</li> <li>• Insalubrité</li> <li>• Prix homologué non respecté</li> <li>• Difficulté d'écoulement des produits</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construire de 18 hangars commerciaux</li> <li>2. Viabilisation de deux marchés</li> <li>3. Construction d'un point d'eau et des latrines publiques payantes</li> <li>4. Construction de boutiques</li> <li>5. Construction d'un grand magasin de stockage des produits manufacturés</li> <li>6. Doter les marchés de Dang et de Tchabal-Djalingo en 10 bacs à ordures</li> <li>7. Etude faisabilité en vue de la délocalisation du marché de Dang</li> <li>8. Etude de faisabilité en vue de l'électrification du marché</li> <li>9. Construction et équipement de la brigade de commerce de l'arrondissement</li> <li>10. Aménagement un espace commercial dans le campus de l'université</li> </ol>

### 3.3.22. Petites et Moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

#### 3.3.22.1. Situation de référence

Les petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanats sont devenus un thème d'actualité. Le phénomène a pris de l'ampleur aux USA dans les années 1960 et en France dans les années 1980. C'est à peu près à cette période que la notion a commencé à se développer dans les mœurs des citoyens camerounais. Depuis l'origine de ce phénomène, on a voulu définir l'entrepreneur (ce qu'il est, ce qu'il fait, ses origines, ses désirs et motivation, ses activités, etc.). C'est pourquoi il n'y a jamais eu d'accord sur sa définition. On comprend dès lors qu'il s'agit de petites et moyennes

activités génératrices de revenus ou des activités informelles. Cependant, on peut identifier plusieurs types d'activités artisanales et de PME (domaines, produits, matières premières) à savoir l'artisanat de service, d'art et de production.

**Tableau 60.** Synthèse des PME/Artisan dans la Commune

SECTEURS	FILIÈRES	MÉTIERS	NOMBRE
ARTISANAT DE SERVICE	ALIMENTATION	Restaurateur	17
		Meunier	04
		Boucher et sécheur de viande	06
	AUTOMOBILE, TRANSPORT	Laveur	01
	IMAGE, EDITION, IMPRIMERIE	Imprimeur, Secrétaire public, Cyber Café	24
ARTISANAT D'ART	MODE, BEAUTE, SPECTACLE	Coiffeur	15
		Couturier, Brodeur	06
		Décorateur	03
	BOIS, METAUX, CUIR, PEAU, PIERRE, ROCHES	Menuiserie Métallique	05
		Menuiserie Bois	03
ARTISANAT DE PRODUCTION	ALIMENTATION	Producteur de produits laitiers	02
		Boulangier	04
<b>TOTAL</b>			90

Source : Délégué départemental du MINPMEESA, octobre 2013

De l'analyse de ce tableau il ressort que la filière IMAGE, EDITION, IMPRIMERIE est la plus représentée dans la commune, sans doute du fait de la proximité de l'Université de Ngaoundéré. Elle est suivie de la restauration et de la coiffure. Les filières comme celles de la production de lait sont à la traîne, de même que celle de l'automobile.

Toutefois, pour soutenir les auteurs (PME et artisanat), il est prévu des appuis. Ces appuis sont : la formation en affaires, la structuration des artisans et promoteurs des PME au niveau communal, les crédits octroyés par l'intermédiaire des micro-finances. Pour l'instant, aucun travail de recensement n'a été fait pour répertorier les PME et artisans dans la région de l'Adamaoua. Cette situation entraîne un manque de géoréférencement et géolocalisation des différentes activités menées.

Par ailleurs, il existe tout de même aussi un appui mais sous forme d'encadrement qui est fait pour le secteur informel. Il s'agit de l'association pour l'encadrement des promoteurs du secteur informel ci – après désigné « ANOSILP ».

Comme problèmes rencontrés par les artisans et les PME, on peut citer : les taxes, l'analphabétisation, le manque de formation, la sacralisation de l'État, etc.

### 3.3.22.2. Analyse des problèmes

**Tableau 61.** Analyse des problèmes

Secteur : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT			
PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Difficultés de pratiquer l'artisanat et de mettre en place des PME	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes élevées</li> <li>- Manque de connaissances fiscales</li> <li>- Manque de communication entre la Commune et les commerçants</li> <li>- Analphabétisation</li> <li>- Mauvaise gestion des ressources</li> <li>- Insuffisance des matières premières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Limitation des bénéfiques</li> <li>-Limitation des clients</li> <li>-La faillite</li> <li>-L'arnaque de certains fonctionnaires</li> <li>-Mauvaise gestion des ressources</li> <li>-Mauvaise qualité des services</li> <li>-Manque de main d'oeuvre qualifiée</li> <li>-Chômages</li> <li>-Pauvreté</li> <li>-Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un espace artisanal à Dang</li> <li>- Financement des PME les plus performantes</li> <li>- Organisation une fois l'an d'un salon de l'artisanat au niveau communal</li> <li>- Organisation des corps de métier dans la Commune</li> <li>- Subvention et renforcement des capacités des artisans</li> <li>- Faire des séminaires de formation en entrepreneuriat</li> <li>- Promouvoir et encourager l'auto-Emploi</li> <li>- Faciliter l'accès des porteurs de projet aux appuis techniques et financiers</li> <li>- Création d'un fond d'aide aux activités génératrice de revenu au niveau de la commune</li> <li>- Création d'un centre de formalité pour la création d'entreprise dans la commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup></li> <li>- Elaboration d'un fichier des acteurs des PME, artisanat et économie sociale</li> </ul>

### 3.3.23. Tourisme et loisirs

#### 3.3.23.1. Situation de référence

Le potentiel touristique de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est pour l'essentiel composé des établissements touristiques, à savoir les hébergements marchands à l'instar des hôtels, des auberges, les sites touristiques (les lacs) et les restaurants.

Le niveau d'aménagement des sites proprement dits est faible. Ce manque d'aménagement a un impact sur le niveau d'exploitation (fréquentation, gestion...). L'essentiel des visiteurs à l'heure actuelle reste les élèves, les étudiants et autres. Deux d'entre ces sites retiennent particulièrement l'attention.

#### ➤ Lac Bini – Dang

Jouxté au Campus de l'Université de Dang, le Lac Bini-dang a une superficie de 766 400 m<sup>2</sup>. C'est une étendue d'eau abandonnée à la pollution et à l'eutrophisation. Et pourtant bien aménagé et intégré dans un complexe d'infrastructures touristiques, il peut rapporter bien gros, financièrement, socialement et écologiquement à la Commune, à la Communauté Urbaine et à l'État.

Mais, ceci doit être précédé par une étude de faisabilité globale qui doit comporter :

- une recherche documentaire autour des deux axes stratégiques du projet (protection des zones humides et construction des infrastructures hôtelières);
- une étude géotechnique sur la présence et la qualité des différents sédiments du Lac Bini en vue son dragage;
- une étude topographique et technique sur l'aménagement et la viabilisation des berges du Lac Bini ;
- une étude technique sur l'épuration de l'eau et le développement de l'aquaculture intra-urbaine;
- une étude topographique, géotechnique et technique sur la construction d'un Établissement d'Hébergement Communal sur la rive ouest du Lac Bini ;
- une stratégie efficace d'établissement des partenariats stratégiques autour des différents investissements.

#### ➤ **Colline cuirassée de la falaise**

Situé à 37 km de la ville de Ngaoundéré après le péage, en direction de Garoua, au-dessus de l'escarpement (Falaise) de Ngaoundéré, la Colline cuirassée est un monticule qui culmine à 1100 m d'altitude et dont la platitude du sommet est d'environ 500 m<sup>2</sup>. C'est un monticule cuirassé fort intéressant tant pour la lecture du paysage que pour la compréhension de la morphologie de la région.

Quelques aménagements y sont déjà faits, notamment la réalisation d'un boukarou d'accueil pouvant contenir environ 20 personnes, d'un escalier, d'un bloc toilettes et d'un espace cuisine à feu de bois. Un forage réalisé par Amity International College (Turquie) se trouve à son pied. Quelques arbres et fleurs y ont été plantés. Mais la rigueur de la saison sèche et la qualité du sol semblent ne pas permettre à ces plantes de se développer convenablement.

Le dispositif peut-être complété par un restaurant, un campement d'hébergement de 10 chambres, le reprofilage de l'accès au pied du monticule.



**Photo 11.** Colline cuirassée : un site touristique en cours d'aménagement à Tchabbal Baouro  
Cliché M. Tchotsoua

Tous ces sites touristiques souffrent de problèmes d'accès et n'ont pas une gestion proprement dite. Par ailleurs, les aspects socio - environnementaux sont très légèrement pris en compte.

### 3.3.23.2. Analyse des problèmes

**Tableau 62.** Analyse des problèmes - MINTOURL

Secteur : **TOURISME ET LOISIRS**

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté à pratiquer le tourisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voie d'accès aux sites, non aménagée touristiques</li> <li>• Non-aménagement des sites touristiques.</li> <li>• Faible promotion touristique</li> <li>• Insuffisance des structures d'hébergement respectant les normes</li> <li>• Insalubrité des restaurants</li> <li>• Inexistence d'un fichier des sites touristiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de fréquentation faible</li> <li>• Manque de gestion</li> <li>• Faible rendement</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aménagement du Lac Bini-Dang (Viabilisation des berges, curage)</li> <li>2. Poursuite des activités de l'aménagement de la colline cuirassée de Tchabbal Baouro avec la construction d'un campement de 50 chambres et d'un restaurant, le reprofilage de l'accès,</li> <li>3. Construction d'un Établissement d'hébergement municipal à côté du Lac de Bini</li> <li>4. Délimitation et sécurisation des sites touristiques (Bini Dang)</li> <li>5. Implantation des panneaux directionnels pour indiquer la position des sites touristiques</li> <li>6. Création d'une base de données des sites touristiques de la Commune</li> <li>7. Aménagement et viabilisation des rapides de Dang</li> <li>8. Aménagement d'un mini.-jardin zoologique à Tchabbal Baouro</li> <li>9. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des voies d'accès aux sites touristiques (rapides de Dang)</li> <li>10. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeux autour de sites touristiques</li> <li>11. Constitution des archives d'études géotechniques du lac de Dang</li> </ol>

### 3.3.24. Agriculture et développement rural

#### 3.3.24.1. Situation de référence

##### • Principales cultures et outillage agricole

La Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> s'avère être riche en ressources agricoles. On y trouve des cultures comme la patate douce, les tomates, les poivrons, le manioc, les pommes de terre et autres produits maraîchers. La terre fertile garantit la rentabilité des récoltes.

**Tableau 63.** Spéculations pratiquées dans la commune

Spéculation	Superficie		Productions		Rendement
	Prévues (en ha)	Réalisées (en ha)	Prévues (en t)	Réalisées (en t)	Réalisés en 2012 (en t)
Maïs	480	520	1 920	1 664	3,2
Patate douce	490	498	7 350	7 470	15
Mil/Sorgho	30	25	45	30	1,2
Manioc Cossette	285	260	1 995	1 508	5,8
Arachide	40	45	60	58,5	1,3
Igname	20	15	300	270	18

Spéculation	Superficie		Productions		Rendement
	Prévues (en ha)	Réalisées (en ha)	Prévues (en t)	Réalisées (en t)	Réalisés en 2012 (en t)
Pomme de terre	90	105	1 080	1 050	10
Tomate	85	75	1 275	1 012	13,5
Haricot	45	38	67,5	57	1,2
Poivron	40	35	600	490	14
Piment	20	12	300	156	13

Source : Poste agricole de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III, Novembre 2013

La mécanisation de l'agriculture est quasi inexistante dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> laissant place à l'outillage rudimentaire (houes, machettes, etc). Cet outillage impacte sur la production.

- **Maladies ravageuses des plantes**

Les agriculteurs font face aux maladies et ravageurs des plantes tels que les charançons de patate, la mosaïque africaine, la pourriture racinaire (manioc), les chenilles défoliatrices. On déplore cependant une insuffisance d'approvisionnement en produits phytosanitaires (pesticides, herbicides, fongicides), en semences et autres intrants agricoles.

- **Gestion durable des terres**

La gestion durable des terres et de la fertilité des sols se pratique par l'agroforesterie, découragement à l'usage des feux de brousse, le compostage, l'intégration agriculture-élevage vulgarisé par le service d'encadrement existant ainsi que les programmes et projets du MINADER.

Avec l'exploitation intensive des bas-fonds par les populations de Bini, Gada-Dang, Ngodi-Maïborna, Dang, Malo-Goni, Wouro-Soa, les berges des cours d'eau Dori et « lac Dang » s'appauvriront avec le temps et les cours d'eau s'amenuiseront. Il serait important de prendre de mesures curatives et préventives par l'étude de faisabilité en vue de l'aménagement de ces bas-fonds ainsi que l'aménagement de biefs.

- **Mini-infrastructures rurales**

Le développement des mini infrastructures rurales s'effectue par l'existence de deux (02) magasins de stockage de à Ngodi-Mafalngaou, d'un magasin de stockage de pommes de terre (achevé mais non réceptionné) à Dang et d'un à Malo-Ngoni.

- **Organisation paysanne et financement des activités agricoles**

Il existe des Gics au sein de la Commune ; l'on dénombre environ 52 GIC dont les plus actifs sont au nombre de 18 qui jouent un rôle important au niveau local et interviennent comme intermédiaires dans les formations

techniques. Le manque d'information qu'a la mise en place des coopératives est encore inconnu des populations.

Le financement des activités agricoles s'effectue uniquement aux coopératives par la subvention des programmes et projets du MINADER, BIP, appui en nature du MINADER. La commune n'a pas encore reçu de subvention venant du BIP.

- **Les conflits agro-pastoraux**

La superficie des cultures réduite par l'abondance des zones de pâtures occasionne la dévastation des cultures par les bêtes et partant de là des conflits agro-sylvo-pastoraux. Ceux-ci sont résolus à différents niveaux : chefferie, gendarmerie, sous-préfecture.

- **Services d'encadrement**

L'encadrement agricole au niveau communal est assuré par le poste agricole et la délégation d'arrondissement de l'agriculture et du développement durable (DAADER). Le faible encadrement soulevé par les agriculteurs et l'absence d'aide en intrants agricoles sont occasionnés par la vétusté et l'étroitesse des locaux de ces services et leur faible équipement.

- **Conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles**

La patate douce et le manioc sont transformés en cossette et farine. Cependant, il existe une unité de transformation de patate en cossette et farine dans le village Ngodi-Maïborno (don du PNDRT et l'UIT de Ngaoundéré) qui connaît de problèmes de gestion et clientèle. Celle-ci est actuellement utilisée uniquement pour la transformation du maïs. Des moulins sont aussi présents dans les villages, c'est le cas du village Beka-Tinguerin qui possède un moulin à gazoil appartenant à un particulier. La communauté de Ngodi-Maïborno a quant à elle bénéficié d'un moulin du programme ACEFA, il est important de renforcer les capacités des gérants de ces infrastructures communautaires. Les produits agricoles sont commercialisés de différentes manières : vente des bords des champs aux bayem-sellam, vente sous-contrat et vente au marché local. L'inaccessibilité dans certains grands bassins de production (Saltaka, Madjele II, Gada-Bini, Gada-Dang ...) est causée par le manque d'entretien des pistes existantes et l'absence de ponts par endroit.

Les conflits agropastoraux, l'usage des outils rudimentaires, les techniques culturales basées sur les feux de brousse et la pression démographique sont les principaux problèmes.

### 3.3.24.2. Analyse des problèmes

**Tableau 64.** Analyse des problèmes liés aux activités agricoles

<b>Secteur : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficultés à pratiquer une agriculture et un maraichage de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation des outils rudimentaires</li> <li>• Dévastation des cultures par les bêtes</li> <li>• Prolifération des maladies fongiques et bactériennes</li> <li>• Faible niveau d'équipement agricole</li> <li>• Faible maîtrise des techniques agricoles</li> <li>• Cherté des intrants agricoles</li> <li>• Difficulté d'accès aux bassins de production</li> <li>• Faible encadrement</li> <li>• Surexploitation des sols (bas-fonds)</li> <li>• Vétusté des infrastructures d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse de rendement</li> <li>• Mauvaise récolte</li> <li>• Produits agricoles de qualité médiocre</li> <li>• Baisse de rendement et qualité des produits non compétitifs</li> <li>• Tensions sociales</li> <li>• Découragement des cultivateurs</li> <li>• Dégradation des sols</li> <li>• Pertes post-récolte</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et sécurisation de 12 plateformes de séchage de céréales et de farine de manioc</li> <li>2. Construction de 20 magasins de stockage de céréales et de farine de manioc</li> <li>3. Délimitation des zones agricoles et d'élevages</li> <li>4. Construction de 20 forages près des magasins de stockages</li> <li>5. Construction de 20 blocs latrines près des magasins de stockage</li> <li>6. Organisation d'un mini-comice agropastoral au moins une fois par an</li> <li>7. Acquisition d'un pool d'engins communal (tracteur, etc.)</li> <li>8. Incitation par la sensibilisation des populations villageoises au regroupement des GIC, associations et structures paysannes diverses en une coopérative de filière racine et tubercule, maïs, produit maraicher</li> <li>9. Formation des agriculteurs à la pratique de l'agroforesterie et à l'utilisation du compost</li> <li>10. Plaidoyer pour la création, construction et équipement des 03 postes agricoles à Béka-Ngaoumoukone, Tchabal-Mounguel et Madjele II</li> <li>11. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation et équipement du poste agricole de Dang</li> <li>12. Construction de la DAADER</li> <li>13. Dotation de 17 moulins communaux</li> <li>14. Formation des agriculteurs de la commune à l'usage des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage)</li> <li>15. Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages dans la commune</li> <li>16. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des bas-fonds</li> <li>17. Etude de faisabilité en vue construction d'un bief sur Mayo-Dori</li> <li>18. Travaux de vulgarisation de la culture attelée avec distribution des charrues concernant les producteurs des bassins de production</li> <li>19. Travaux de vulgarisation à l'usage et la gestion des tracteurs par la coopérative et/ou les grands producteurs</li> <li>20. Renforcement de capacité de 50 agriculteurs des bassins de production sur les techniques de cultures de pommes de terre et tomates</li> <li>21. Renforcement de capacité de 50 agriculteurs des bassins de production sur les techniques de production de semences de maïs, pommes de terre, tomates et patates</li> </ol>

**Secteur : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL**

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
			<p><b>22.</b> Organisation de campagne de lutte contre les chenilles défoliatrices de plants de maïs, et maladies de pommes de terre et tomate</p> <p><b>23.</b> Mise en place deux points d'approvisionnement des intrants agricoles</p> <p><b>24.</b> Appui de la coopérative à l'acquisition de tracteurs</p> <p><b>25.</b> Formation d'au moins de 50 agriculteurs des bassins de production et/ou de la coopérative aux procédures d'obtention et de gestion des financements</p> <p><b>26.</b> Renforcement de capacité des agricultures et/ou la coopérative à la gestion des magasins de stockage et de point d'approvisionnement des intrants</p> <p><b>27.</b> Renforcement de l'encadrement par l'acquisition des moyens de déplacement des agents des services d'encadrement (02 motos tout terrain YAMAHA AG 100)</p> <p><b>28.</b> Redynamisation et renforcement de capacité de gestionnaires de l'unité de transformation de patate en cossette et farine à Maïborno</p> <p><b>29.</b> Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles</p> <p><b>30.</b> Etude de faisabilité en vue de l'ouverture de la piste agricole université</p> <p><b>31.</b> Etude de faisabilité en vue de la construction d'un pont pour relier Manwi à Gada-Bini</p> <p><b>32.</b> Renforcement des capacités de la commission consultative des règlements de conflits agropastoraux</p> <p><b>33.</b> Construction et équipement d'une unité de transformation de manioc en farine à Wouro-Soa (quartier Mbindai)</p> <p><b>34.</b> Mise en place de 04 champs semenciers de maïs de 5000 m2 chacun (Saltaka, Gada-Dang, Maïborno et Ndougoue)</p>

### 3.3.25. Élevage, pêches et industries animales

#### 3.3.25.1. Situation de référence

- **Types d'élevages et infrastructures**

La Commune est dominée par l'élevage d'espèce bovine vaccinée dont l'effectif s'élève à 8457 têtes ; l'espèce la moins répandue est le porc dont l'effectif s'élève à 337 têtes. L'élevage traditionnel des abeilles est effectué à Margol et Dang ; les productions sont évaluées en 2013 à 7990 kg et 800 kg (Tableau 65).

**Tableau 65.** Les espèces animales élevées dans la Commune

CHEPTEL	EFFECTIF
Bovins	8457
Ovins	1575
Caprins	1835
Porcins	337
Volailles	6912 (Poulets locaux) 6400 (Poutets de ferme)
Lapins	65
Aulacodes	-
Poissons (en tonnes)	5910 kg
Miel (en kg)	7990 kg (Margol) 800 kg (Dang)

Source : DD/MINEPIA-Vina et Observations de terrain, janvier 2014

La pisciculture est peu développée dans la Commune, malgré l'existence de lacs et de deux étangs.

Les races dominantes chez les bovins sont les Gudali et les Djalonné pour les moutons et les chèvres.

**Tableau 66.** Infrastructures d'élevage de la Commune de Ngaoundéré 3ème

Type d'infrastructures	Urbain	Rural	Total
Parc à bétail	1	1	2
Abattoir	1		1
Aire d'abattage	1		1
Boucherie	1	2	5
TOTAL	4	3	9

Source : DD/MINEPIA-Vina et Observations de terrain, septembre 2013

De la lecture de tableau 85, il ressort qu'en termes d'infrastructures d'appui au secteur de l'élevage la Commune de Ngaoundéré 3ème compte 02 parcs à bétail, 01 abattoir, 01 aire d'abattage et 01 boucherie. Ces infrastructures sont, dans l'ensemble, sous équipées (Tableaux 65).

- **Services d'encadrement**

L'encadrement des éleveurs au niveau communal est assuré par 02 centres zootechniques et vétérinaires (Dang et Margol) et la délégation d'arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales (DAEPIA). Le faible encadrement soulevé par les éleveurs est occasionné par

la vétusté des bâtiments du CZV de Margol, l'absence d'infrastructures et d'équipements du CZV et la DAEPIA.

- **Infrastructures d'appui à l'élevage, à la pêche et à l'aquaculture**

On dénombre différents types d'infrastructures d'élevage. Il existe un parc de vaccination, trois marchés à bétail, et deux abattoirs.

Dans la Commune, il existe 03 parcs à bétail et 01 parc vaccino-gène, mais qui n'ont connu aucun aménagement.

Le marché à bétail de Dang est situé à proximité des populations, ce qui entrave la collecte des taxes, le contrôle et le suivi des animaux. Il devrait être délocalisé afin mieux contrôler les activités de ce secteur.

- **Contrôle de circulation des animaux et gestion concertée des espaces et périmètres agropastoraux**

Le contrôle de la circulation des animaux est effectué par la délivrance des documents techniques : un certificat sanitaire ou un laissez-passer délivré par les agences de contrôle. La délimitation et la gestion concertée des espaces et périmètres agropastoraux est menée par des accords tacites entre les parties prenantes. Les espaces pastoraux sont non aménagés.

- **Gestion des conflits agro-pastoraux et financement des activités**

Les conflits agro-pastoraux sont souvent résolus à l'amiable.

L'activité reçoit des subventions après sélection des microprojets par une commission ad hoc.

En matière des groupes et associations de producteurs, il existe une union des éleveurs de bétail et un syndicat des éleveurs du bétail de la Vina dans laquelle sont affiliés les éleveurs de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

- **Insécurité des éleveurs, lutte contre les zoonoses**

Les éleveurs sont souvent victimes des vols et des attaques des coupeurs de route. La faible rémunération des bergers occasionne aussi le vol. Ils sont pillés et dépossédés de leur bétail. La lutte contre les zoonoses s'effectue, dans la plupart des cas, par la vaccination et l'abattage des animaux errants.

- **Commercialisation et transformation**

Il existe dans la commune deux infrastructures d'abattage des bêtes, notamment une aire d'abattage à Manwi et un abattoir à Dang. L'aire d'abattage de Manwi est située près d'un cours d'eau et à proximité des populations, ce qui constitue un danger tant pour le cours d'eau au travers des déchets parfois déversés à l'intérieur que pour les populations par l'exposition aux odeurs. La gestion des déchets reste un sérieux problème dans les deux infrastructures d'abattage.

Le mauvais enplacement du marché à bétail de Dang occasionne un faible contrôle de l'activité commerciale par les agents de municipaux ainsi que du service d'encadrement, une délocaliation de cette infrastructure permettrait un meilleur suivi de vente des bêtes.

Les produits et sous produits d'élevage sont transformés avant la commercialisation avec l'appui du Programme d'Amélioration de la Production Agricole. Toutefois, on peut relever une difficulté d'écoulement et de commercialisation de produits laitières.

### 3.3.25.2. Analyse des problèmes

**Tableau 67.** Analyse des problèmes liés à l'élevage

<b>Secteur : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Difficulté à pratiquer l'élevage de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vol de bétail</li> <li>• Coupeurs de routes</li> <li>• Empiètement des champs sur les zones et couloirs pastoraux</li> <li>• Divagation des bêtes Surpâturages</li> <li>• Faible encadrement</li> <li>• Conflits agropastoraux</li> <li>• Envahissement des pâturages par des herbes indésirables</li> <li>• Non-vaccination de la totalité du cheptel</li> <li>• Vétusté des infrastructures</li> <li>• Mauvaise gestion des déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tension sociale</li> <li>• Désertion des lieux d'élevages par les pasteurs éleveurs</li> <li>• Escroqueries des éleveurs à l'occasion de ces règlements</li> <li>• Long déplacement des animaux à la recherche d'herbe</li> <li>• Amaigrissement des animaux en saison sèche</li> <li>• Rareté de viande en période sèche</li> <li>• Mortalités</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etude de faisabilité en vue de la délimitation et matérialisation des zones et couloirs pastoraux, wouro-choa, Ndougoy, Beka-Ngaoumoukon, Naboun, Margol</li> <li>2. Construction de deux bains détiqueur</li> <li>3. Vulgariser des étangs piscicoles</li> <li>4. Construction d'une aire d'abattage à Tchabal-Djalingo</li> <li>5. Sensibilisation sur l'importance de la création des champs fourragers</li> <li>6. Sensibilisation des agriculteurs sur les conflits agropastoraux sont organisées</li> <li>7. Construction de deux abattoires</li> <li>8. Raccordement au réseau électrique et adduction d'eau les abattoires</li> <li>9. Vulgariser les ruches modernes pour la promotion de l'apiculture</li> <li>10. Construction 01 forage à énergie solaire et château à l'abattoire</li> <li>11. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation du CZV</li> <li>12. Construction et équipement du CZV de Dang</li> <li>13. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement</li> <li>14. Construction du marché à bétail à Dang</li> <li>15. Aménagement de 07 mares</li> <li>16. Etude de faisabilité en vue de la gestion des déchets dans les abattoires</li> <li>17. Mettre sur pied un comité de vigilance dans chaque village pour réduire les vols,</li> <li>18. Construction d'un point de collecte de lait à Margol</li> <li>19. Incitation par la sensibilisation des éleveurs au regroupement et au regroupement des entreprises familiales en coopératives de volaille, petit ruminant, pisciculture, gros bétail</li> <li>20. Formation d'au moins 100 jeunes de la commune au métier d'élevage de volaille, petit ruminant, pisciculture, gros bétail</li> <li>21. Etude de faisabilité en vue de de la gestion des déchets dans les abattoirs</li> <li>22. Etude de faisabilité en vue de renforcer la mare d'abreuvement de Tchabbal-Baouro</li> </ol>

### **3.3.26. Forêt et faune**

#### **3.3.26.1. Situation de référence**

La forêt et la faune sont aujourd'hui de véritables stabilisateurs de la désertification, de l'accroissement de la diversité biologique et des changements climatiques.

Depuis la loi 94/01/ du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ne possède pas de forêt communautaire ou communale. Toutefois, certaines ressources essentielles (espèces ligneuses, espèces fauniques, PFNL) existent à savoir les eucalyptus, les acacias, le pin, les manguiers, etc. Les menaces que courent ces ressources sont l'exploitation anarchique, les feux de brousse, la carbonisation, etc. La Commune dispose d'une pépinière à coté de son hôtel de ville.

Cette pépinière communale n'est pas entretenue ; elle ne dispose pas d'un comité de gestion dynamique pouvant la mettre à niveau et pallier aux problèmes de reboisement dans l'arrondissement.

De plus, le législateur depuis la loi 94/01 a prévu des mesures de suivi et de contrôle. Celles – ci se font par la délivrance des autorisations de ramassage de bois morts, d'abattage des arbres. Mais comme son exploitation est sanctionnée par le renouvellement de l'espèce détruite, il n'y a cependant pas de plantations et pépinière forestière et types d'essence pour combler les pertes subies par les différentes menaces.

La forêt reste la reverse importante et incontournable pour la survie de l'Homme sur la terre, mais la délinquance des hommes, l'inexistence d'une base de données sur les produits forestiers, le braconnage et la coupe de bois sont les principaux problèmes que connaît la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

### 3.3.26.2. Analyse des problèmes

**Tableau 68.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : FORET ET FAUNE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
<p>Dégradation des ressources floristiques et fauniques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploitation anarchique des galeries forestières pour bois de service et bois énergie</li> <li>• - Feux de brousse en zone rurale</li> <li>• - Braconnage des espèces fauniques existantes</li> <li>• - Inexistence des bases de données sur les produits forestiers non ligneux,</li> <li>• Mauvaise gestion de la pépinière communale</li> <li>• Insuffisance de postes forestiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de couverture végétale et assèchement des cours d'eau</li> <li>• Rabougrissement des arbres aux passages successifs des feux de brousse</li> <li>• Disparition de certaines espèces non résistantes aux feux</li> <li>• Rareté ou disparition des espèces peu prolifiques</li> <li>• Les produits forestiers non ligneux ne sont pas valorisés</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sensibilisation éducation et formation sur les mefaits des feux de brousses</li> <li>2. Reboisement des berges des cours d'eau dégradées par l'exploitation illégale du bois d'œuvre et le bois énergie par une ceinture verte d'au moins 5m de large (Tchabbal-Mouguel, wouro –Choa, Ndougoy, Tchabbal-Bambi, Beka-Ngaoumoukon, Tchabbal-Baouro)</li> <li>3. Redynamiser la gestion de la pépinière communale et recruter un pépiniériste</li> <li>4. Mise en place de 30 000 plants fruitiers et autres dans la pépinière communale</li> <li>5. Mise sur pied d'un comité de gestion et de régulation des activités forestières à la Délégation départementale</li> <li>6. Création 02 pépinières communautaires</li> <li>7. Création d'une forêt communale qui part de Tchabbal-Baouro et Yala-Yarna</li> <li>8. Aménagement d'un hectare de plante à buchette d'allumette (Melina) à Tchabbal-Mouguel</li> <li>9. Reboisement des artères de la ville au moins 1000 plants/ha sur 5 ans</li> <li>10. Sensibilisation des populations sur les effets négatifs de la destruction de la forêt pour fabrication du charbon</li> <li>11. Pladoyer pour la création d'un poste forestier à Tchabal Baouro</li> </ol>

### 3.3.27. Environnement, protection de la nature et du développement durable

#### 3.3.27.1. Situation de référence

Depuis la nouvelle organisation du Gouvernement du Cameroun le 8 décembre 2004, le MINEPDED (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature) joue le rôle de garant de la protection environnementale et sa gestion à travers les lois et règlements en matière d'environnement.

Par ailleurs, il existe des modes de gestion des déchets (ménagers, hospitaliers, industriels, touristiques, agricoles et d'élevage). Ceux – ci sont gérés par les sociétés ci après : Hysacam, Bocom, Total : destruction, transformation, recyclage. Sur le plan de l'encadrement, la délégation du MINEPDED, les projets et programmes, les ONG sont à la disposition des Communes et communautés chaque fois que leurs services sont sollicités. Dans la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, des actions de sensibilisation sont entreprises dans les établissements scolaires, à l'instar de la mise en place des clubs qui œuvrent pour la protection de l'environnement, des plantations d'arbres. Des séminaires, des causeries éducatives. Cependant, la vulnérabilité de l'environnement face au changement climatique l'expose très rapidement aux dégâts et effets nocifs. C'est pourquoi, depuis des décennies, il est préconisé de stabiliser les gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation dangereuse du système climatique par des actions au niveau de chaque localité dont celles de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>.

#### 3.3.27.2. Analyse des problèmes

**Tableau 69.** Analyse des problèmes

<b>Secteur : ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
<b>PROBLÈME CENTRAL</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>IDÉES DE PROJETS</b>
Dégradation de l'environnement et la nature	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surexploitation des ressources forestières</li> <li>- Menace d'extinction de certaines espèces fauniques</li> <li>- Feux de brousse</li> <li>- Surpâturage</li> <li>- Conflits agropastoraux</li> <li>- Insalubrité</li> <li>- Eutrophisation du lac Bini-Dang</li> <li>- Insuffisance des infrastructures pouvant œuvrer dans la collecte des ordures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Érosion, appauvrissement des sols</li> <li>• Diminution des animaux</li> <li>• Sécheresse</li> <li>• Maladies hydriques</li> <li>• Mauvais rendement</li> <li>• Disparition progressive du lac</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sensibilisation de la population des villages contre la destruction des ressources naturelles par les feux de brousse.</li> <li>2. Sensibilisation de la population sur la protection de l'environnement</li> <li>3. Formation des artisans sur la fabrication des foyers améliorés</li> <li>4. Sensibilisation des populations à l'usage des pesticides et insecticides</li> <li>5. Etude de faisabilité pour l'aménagement du lac de Dang</li> <li>6. Sensibilisation des établissements scolaires sur la gestion des déchets</li> </ol>

### **3.3.28. Administration territoriale, sécurité et maintien de l'ordre**

#### **3.3.28.1. Gouvernance locale**

##### **3.3.28.1.1. Situation de référence**

La Commune offre plusieurs services à la population. Les services bénéficiés varient en fonction des besoins des populations, notamment l'élaboration des actes de naissance, des actes de décès et de mariage, le paiement des différentes taxes. Concernant l'acte de naissance, le choix du centre d'état civil se fait dans le lieu de naissance de l'enfant mais pour plus de flexibilité les enfants qui naissent à Ngaoundéré peuvent établir leur acte dans l'une ou l'autre des trois Communes de Ngaoundéré I, II et III. L'information quant aux différents services ci-dessus cités est assurée à chaque fois par le secrétaire général et le personnel posté en général à la véranda du bâtiment de la Commune, lesquels ne tardent pas à se rapprocher des populations se trouvant quelque peu désorientées.

Les services sollicités auprès de la Commune sont, pour la plupart, des cas express et gratuits. Ce constat révèle le souci de bien faire ou du moins une conscience professionnelle avérée du personnel malgré les problèmes de salaire qui prévaut dans la Commune.

En ce qui concerne, la relation entre la population et la Commune, celle-ci est au premier degré appréciable, dans la mesure où les conseillers municipaux qui sont leur porte-parole sont présents dans l'élaboration du budget, la publication des comptes administratifs, etc. Mais cette représentation est entachée d'un manque de retour d'information auprès des populations par ces derniers. Les informations sur les activités de la Commune accusent une faible réception auprès des populations. Ce faible taux est marqué par désintéressement de la population aux affaires de la Commune.

##### **3.3.28.1.2. Forces – Faiblesses**

<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES/CON TRAINTES</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Rapidité et gratuité du service</li><li>• Disponibilité de l'exécutif municipal et l'ensemble du personnel communal</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Faible communication</li><li>• Retard et absentéisme du personnel</li><li>• Inertie du personnel</li><li>• Absence de babillard</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rapprocher davantage l'administration vers les administrés</li><li>• Expertise des universitaires</li></ul>	Désintéressement de la population.

### 3.3.28.1.3. Axes de renforcement

- Améliorer la communication entre les populations et la Commune sur ces activités par des tranches radiophoniques, affichage des banderoles avec des thèmes précis, construction des babillards
- Renforcer les capacités du personnel
- Multiplier des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres

### 3.3.28.2. Sécurité et maintien de l'ordre

#### 3.3.28.2.1. Situation de référence

Le secteur administration territoriale joue un rôle important dans la sécurité des populations à des niveaux divers. Sa collaboration avec les autorités locales administratives et traditionnelles n'est pas à négliger. A Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>, on dénombre 21 chefferies de 3<sup>ème</sup> degré qui reconnaissent comme hiérarchie traditionnelle le lamido. Le chef est à la tête et est entouré des notables dont le nombre varie d'un village à un autre.

À Dang, il existe un commissariat de sécurité publique et une brigade de gendarmerie. Ces postes de sécurité participent à réduire de manière efficace les phénomènes de viol, d'agression et de vol qui gangrènent le milieu universitaire et les populations. L'accroissement de la population associée aux conditions de vie très difficiles a augmenté ces phénomènes du fait de l'inertie, de l'inaction, de l'arrêt volontaire des études et du désœuvrement des jeunes. Toutefois, les zones d'insécurité ont été identifiées et portent l'attention des services de maintien de l'ordre ; il s'agit des quartiers Gada-Mbidou et Bini (agressions). La police effectue des patrouilles dans ces zones. Dans les quartiers, en plus de la bonne collaboration qu'entretiennent les populations avec les forces de maintien de l'ordre. Une organisation interne est orchestrée dans ces localités en vue de lutter contre le banditisme et les agressions à l'aide des sifflets.

#### 3.3.28.2.2. Analyse des problèmes

**Tableau 70.** Analyse des problèmes

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux services administratifs et de maintien de l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'idées de développement</li> <li>• Baisse de la tension électrique</li> <li>• Pas d'éclairage public</li> <li>• Occupation anarchique de l'espace par les propriétaires de minicités</li> <li>• Faible effectif du personnel des forces de maintien de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Démission de certaines personnes</li> <li>• Risques de maladies</li> <li>• Difficultés d'intervention</li> <li>• Difficultés d'accès dans le quartier</li> <li>• Agression</li> <li>• Vol</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction de la sous-préfecture de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup></li> <li>2. Construction et équipement de la résidence de l'adjoint au Sous-Préfet d'arrondissement</li> <li>3. Construction d'une place de fête (tribune)</li> <li>4. Construction de 03 centres d'état civil</li> <li>5. Plaidoyer pour le renforcement des effectifs dans les postes de sécurité et de gendarmerie par l'affectation des agents</li> <li>6. Dotation en matériel roulant (2 véhicules tout terrain 4*4) des forces de maintien de l'ordre</li> </ol>

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	l'ordre <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éloignement des postes de forces de maintien de l'ordre</li> </ul>		7. Création, formation et équipement des comités de vigilance dans les quartiers de Bini et Dang 8. Plaidoyer pour la création et construction de 4 postes de sécurité

### 3.4. Principales potentialités et ressources de la commune

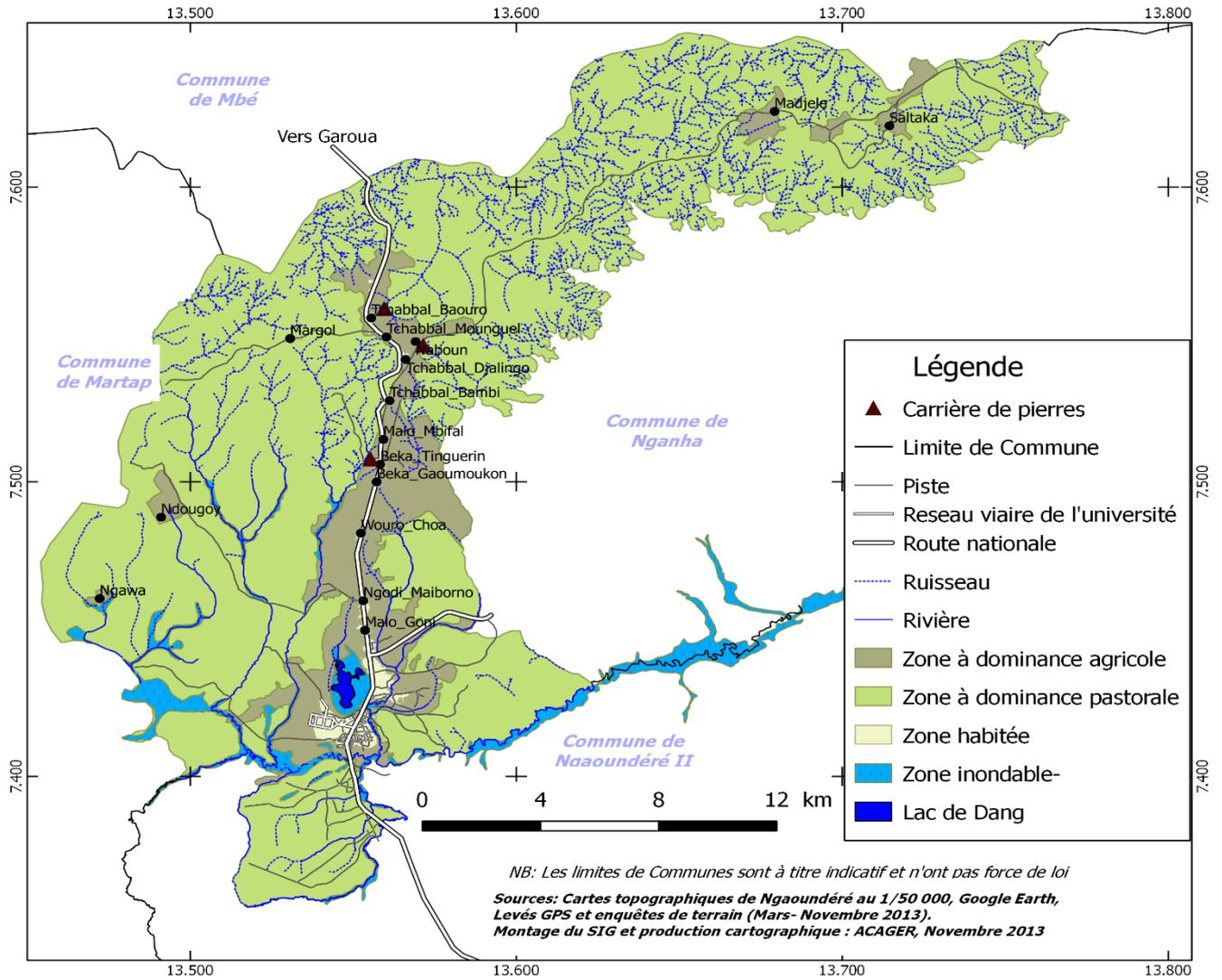
L'utilisation et la gestion des terres de l'espace communal sont conformes à la catégorisation des activités menées par les populations. En fonction des unités de paysage identifiées et des activités pratiqués par les populations, les données collectées ont été regroupées sous trois grands thèmes identifiés, à savoir :

**Tableau 71.** Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisation	Contrôle	Mode de gestion (accès)	Tendance	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
<b>Ressources en eau</b>	Sources de cours d'eau (rivière Bini)	Tourisme, Utilisations humaines, abreuvement,	Riverains/ Abreuvement des animaux ;	Pas de contrôle	Accès libre	Baisse de niveau d'eau en saison sèche, tarissement	Tarissement des cours d'eau, coupe de bois aux alentours	Reboisement des pourtours, aménagement
	Rivières dans les vallées (Mayo-Dori, Bini)	cultures irriguées	Exploitation pour les tâches domestiques des riverains, maraîchage / cultures, abreuvement des animaux	Pas de contrôle	Accès libre	Baisse de niveau ou tarissement saison sèche, crues en saison de pluie	Destruction de la forêt galerie, pollution, tarissement Destruction des berges des cours d'eau	Protection des berges par reboisement
	01 lac (Dang)	Tourisme, pisciculture, conservation de la biodiversité	Riverains et pêcheurs / Pêche	Pas de contrôle	Accès libre	Eutrophisation avancée, pollution, disparition des espèces	Suivi et entretien inexistant	Réhabilitation et aménagement des 02 lacs
<b>Ressources ligneuses</b>	Le long des cours d'eau	Existence de plusieurs essences, source de biodiversité	Riverains et autres/ Pharmacopée, bois d'œuvre et de chauffe	-Service forêt et Faune -Service environnement et protection de la nature -Autorité traditionnelle	Faible organisation	Épuisement, dégradation accélérée, raréfaction des espèces surexploitées	Exploitation anarchique, déboisement, désertification	-Organisation de l'exploitation -promotion du reboisement -aménagement forestier des îlots restants
	Savanes arborées (70% de la	Existence de plusieurs	Éleveurs et agriculteurs/	Service forêt et Faune	Faible organisation	Épuisement des sols, érosion,	Conflits agropastoraux,	Sensibilisation des populations sur les

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisation	Contrôle	Mode de gestion (accès)	Tendance	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
	superficie de la Commune)	essences, source de biodiversité	pâturage, cultures, bois	-Service environnement et protection de la nature -Autorité traditionnelle	on	dégradation des pâturages	Feux de brousse non contrôlés	périodes convenables des feux de brousse, Zonage des espaces pastoraux et agricoles
	Zone de sylviculture	Bois d'œuvre, vente, délimitation des espaces	Privés/ délimitation des espaces, bois	contrôlé	Contrôlé par le propriétaire	Promotion de la culture de l'eucalyptus	Assèchement des zones de cultures, action sur la flore	Encourager les boisements linéaires ; discuter de l'emplacement des plantations
<b>Ressources fauniques</b>	Concentration dans quelques îlots peu perturbés au nord et à l'ouest de la Commune	Conservation de la biodiversité animale	Braconniers, populations riveraines / consommation locale et vente clandestine	Service forêt et Faune -Autorité traditionnelle	Accès libre	Diversité faunique très réduite et disparition de certaines espèces	Braconnage, insuffisance du contrôle	Lutte contre le braconnage, application des mesures de protection des espèces
<b>Ressources agricoles</b>	Bas-fonds	Cultures maraîchères, Pâturage de saison sèche	Autochtones et Allogènes (Bamouns)/ Vente, source de revenus	Contrôlé par le Djaoro et les propriétaires	Sous contrôle	Inondations en saison pluvieuse, utilisation abusive de pesticides	Pollution des cours d'eau et des sols, conflits agropastoraux, accès difficile à la terre ; empoisonnement du bétail par <i>Spondianthus preussii</i> (Kangoi)	aménagement des bas-fonds ; sensibilisation des maraîchers sur l'utilisation des pesticides ; délimiter les zones de maraîchage
	Jardins de case	Arboriculture fruitière, agriculture, conservation de la biodiversité	Population/ autoconsommation et vente des produits agricoles et fruits	Contrôlé par les propriétaires	Contrôlé	Vieillessement des vergers, baisse de rendement, utilisation de la fumure organique	Absence de plants améliorés, baisse de la fertilité des sols Absence de plante d'ombrage	Vulgariser l'arboriculture fruitière Promouvoir la fertilisation organique comme les fosses compostières

<b>Ressources naturelles</b>	<b>Localisation</b>	<b>Potentiel</b>	<b>Utilisateurs/ utilisation</b>	<b>Contrôle</b>	<b>Mode de gestion (accès)</b>	<b>Tendance</b>	<b>Problèmes/ contraintes</b>	<b>Action à entreprendre</b>
	Zone champ de brousse	Propice à la culture des céréales, tubercules et racines pour auto consommation et vente	Culture de manioc, patate, maïs, igname, arachide, haricot	Accès par achat ou location pour les allogènes ; par héritage ou libre pour les riverains	Contrôlé par le propriétaire et l'autorité traditionnelle	Baisse de fertilité, adoption des nouvelles espèces comme la pomme de terre ; associations et successions culturelles, protection des espaces par haie vive	Insuffisance des intrants, conflits agropastoraux, dégâts sur cultures, baisse de fertilité et de rendement agricole, usage des outils et techniques rudimentaires	Vulgariser les haies vives ; Encourager l'intégration agriculture et élevage Former les paysans sur les techniques de fertilisation organique et de lutttes antiérosives
<b>Ressources pastorales</b>	Zone de plateaux et au pied des massifs	Propice à l'élevage bovin	Éleveurs autochtones Et citadins/ Élevage bovin de race Goudali	MINEPIA et autorités traditionnelles	Autorisation traditionnelle	Régression qualitative et quantitative des espèces les plus appréciées ; Transhumance en saison sèche	-Dégradation des parcours Surpâturage -Dégradation des sols - présence du <i>Bokassa-grass</i>	Promotion de la culture fourragère -Suivi de la réglementation en vigueur
<b>Ressources géologiques</b>	Carrières	Présence de pierres, potentiel touristique	Riverains de la tribu Laka / exploitation artisanale de graviers et pierres	libre	libre	Implication de toutes les couches sociales	Pollution et dégradation de l'environnement	Aménagement des sites Etudier les potentialités d'exploitation



**Figure 9.** Carte des ressources naturelles

### 3.5. Synthèse des données sur les changements climatiques

Tableau 72. Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
<b>UNITE D'EXPOSITION 1 : Centre urbain</b>							
<b>Agriculture</b>	-Vents violents -Sècheresse - Baisse de la pluviométrie ;	- Destruction des plantes ; - Tariessement des cours d'eau - Erosion éolienne ;	- Baisse du rendement agricole ;	- Moyen	- Surveillance de l'espace agricole ; - Aménagement des bassins de rétention d'eau - Utilisation des engrais organiques - Utilisation des espèces résistantes - Pratique de l'arrosage	- Mise en place des haies vives - Apport en produits phytosanitaires et sensibilisation sur leur utilisation - Reboisement - Utilisation des semences améliorées - Encadrement des agriculteurs	Bini, Dang, Manwi, Gada-Dang, Malang, Gada-Bini, Gada-Bidou
<b>Élevage</b>	Sècheresse	Erosion éolienne Infertilité des sols	- Baisse du pouvoir d'achat des éleveurs - Mort du bétail ; - Épizooties	- Moyen	- Achat de tourteaux - construction d'un enclos - Transhumance - Utilisation des plantes médicinales pour soigner le bétail	- Délimitation des zones de pâturage - Création des champs fourragers - Encadrement technique des Eleveurs	Bini, Dang, Manwi, Gada-Dang, Malang, Gada-Bini, Gada-Bidou
<b>Eau, assainissement</b>	- Sècheresse	Assèchement des puits,	- Maladies hydriques	- Moyen	- Utilisation des cours d'eau (cours d'eau de Bini)	- Aménagement et/ou entretien des points d'eau potable - Construction de forage supplémentaire - Adduction en eau potable	Bini, Dang, Manwi, Gada-Dang, Malang, Gada-Bini, Gada-Bidou
<b>Travaux publics</b>	- Forte pluviométrie	Erosion entraînant la dégradation des pistes rurales et des ouvrages d'arc	- Cherté des produits agricoles - Dégradation de la voie publique	- Élevé	- Remblaiement des nids de poules - construction des ponts en matériaux provisoires	- Réhabilitation de la route - construction des ponts en matériaux définitifs	Bini, Dang, Manwi, Gada-Dang, Malang, Gada-Bini, Gada-Bidou

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
<b>Forêt et faune</b>	Sècheresse Vents violents	- Destruction des branches d'arbres avec déracinement par endroit - Assèchemen t des eaux	- Baisse du revenu	Moyen	- Reboisement - Réduction des feux de brousse	- Campagne de sensibilisation sur le reboisement - Réduction des feux de brousse	Bini, Dang, Manwi, Gada- Dang, Malang, Gada-Bini, Gada-Bidou
<b>Habitat</b>	Forte pluviométrie Vents violents	- Erosion - Ravineme nt	- Destruction des habitations - Stockage des déchets ménagers des les rigoles - Perte des biens	Faible	Construction des habitations en matériaux locaux définitifs	Construction des caniveaux dans les artères du centre urbain	Bini, Dang, Manwi, Gada- Dang, Malang
<b>UNITE D'EXPOSITION 1 : zone à relief plat</b>							
<b>Agriculture</b>	-Vents violents -Sècheresse ;	- Destruction des plantes ; - Tassement des cours d'eau ;	- Baisse du rendement agricole ; - Insécurité alimentaire ;	- Moyen	- Surveillance de l'espace agricole ; - Aménagement des bassins de rétention d'eau - Utilisation des engrais organiques - Utilisation des espèces résistantes - Pratique de l'arrosage	- Mise en place des haies vives - Apport en produits phytosanitaires et sensibilisation sur leur utilisation - Reboisement - Utilisation des semences améliorées - Encadrement des agriculteurs	
<b>Élevage</b>	-sècheresse	- Insuffisance de pâturage ; - Mort du bétail ; - Épizooties - Réduction progressive du cheptel	- baisse du pouvoir d'achat des éleveurs - pauvreté	- Moyen	- Achat de tourteaux - construction d'un enclos - Transhumance - Utilisation des plantes médicinales pour soigner le bétail	- Délimitation des zones de pâturage - Création des bails détiquers - Création des champs fourragers - Approvisionnement en aliments concentrés pour le bétail - Encadrement technique des Eleveurs	

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
<b>Eau, assainisseme nt et santé</b>	- Sècheresse	- Assèchement des puits et rivières	- Maladies récurrentes ;	- Moyen	- Utilisation des plantes médicinales	- Aménagement et/ou entretien des points d'eau potable - Création de forage supplémentaire - Adduction en eau potable	
<b>Tourisme</b>	- Forte pluviométrie		Difficulté de déplacement due aux routes impraticables	Moyen	- Construction des ponts en matériaux provisoires	- Aménagement de la vie d'accès - Construction d'un pont	
<b>Travaux publics</b>	- Forte pluviométrie	Erosion entraînant la destruction des ouvrages d'arc	- Cherté des produits agricoles - Dégradation de la voie publique	- Élevé	- Remblaiement des nids de poules	- Réhabilitation de la route	
<b>UNITE D'EXPOSITION : zone majoritairement hydromorphe</b>							
<b>Agriculture</b>	- Forte pluviométrie	- Baisse de la productivité	- Pauvreté	- Moyen	- Pratique des cultures sur terrain légèrement élevé - Mise en place des brise-vents - Utilisation des engrais organiques - Adoption des espèces de courtes durées - Adoption des espèces résistantes	- Reboisement - Subvention du secteur agricole	Saltaka Madjelé
<b>Élevage</b>	- Sècheresse - Hausse des températures - Baisse de la pluviométrie	- Réduction du cheptel bovin	- Baisse du niveau économique des populations	- Moyen	- Utilisation des techniques de fourrage	- Création des champs fourragers - Multiplication des lacs artificiels - Approvisionnement en tourteaux pour le bétail	Saltaka Madjelé

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
<b>Travaux publics</b>	- Forte pluviométrie	- Dégradation de la chaussée - envahissement de la chaussée par les mauvaises herbes	- Difficultés de déplacement - Cherté des produits	- Élevé	- Remblaiement des nids de poule	- Réhabilitation de la route - Construction des caniveaux - Installation des barrières de pluie	Saltaka Madjelé
<b>Education de base</b>	- Vents violents, - Forte pluviosité	Climat rude	- Ralentissement des études - Non achèvement des études	- Moyen	Changement de mode vestimentaire	- Construire les salles selon les normes	Saltaka Madjelé

### 3.6. Synthèse des données sur la petite enfance

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
1.	Enregistrement des naissances	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un bureau d'état civil à la mairie et dans le quartier Malang</li> <li>• Établissement de l'acte de naissance gratuite</li> <li>• Pas de fichier ou répertoire des enfants sans actes de naissance à la Commune. Tout comme les enfants scolarisés sans acte de naissance ne sont pas connus</li> <li>• Organisation des séances d'audience foraine et jugement supplétif à la mairie</li> <li>• Sensibilisation menée dans les mosquées, églises sur l'importance de l'acte de naissance</li> </ul>	Mettre en place des mesures incitatives afin que les parents soient mieux motivés à prendre des initiatives pour l'établissement des actes de naissance pour leur progéniture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier et confectionner d'un répertoire des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles</li> <li>• Organisation des séances de sensibilisation auprès des populations</li> <li>• Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance</li> <li>• Construction de 03 centres d'état civil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Service de la préfecture et sous-préfecture</li> <li>• Exécutif municipal</li> <li>• un agent communal assermenté</li> </ul>

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
2.	Education	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance des salles de classes</li> <li>• Absence de clôtures autour des écoles</li> <li>• Insuffisance d'enseignants qualifiés</li> <li>• Insuffisance de tables bancs</li> <li>• Défectuosité des latrines dans certaines écoles</li> <li>• Absence de latrines dans certaines écoles</li> <li>• Absence de point d'eau dans les écoles</li> </ul>	Amélioration de l'offre d'éducation au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude de faisabilité en vue la réfection d'un bloc latrines</li> <li>• Etude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 20 écoles</li> <li>• Octroi de fournitures et des matériels didactiques</li> <li>• Construction d'un bloc maternel à Bini</li> <li>• Construction et équipement des blocs administratifs dans 22 écoles</li> <li>• Construction et équipement de 122 salles de classe</li> <li>• Fabrication de 705 tables bancs dans les écoles publiques</li> <li>• Affectation de 86 instituteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exécutif municipal</li> <li>• Inspecteur d'arrondissement de l'éducation de Base</li> <li>• PNDP</li> <li>• FEICOM</li> </ul>
3.	Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pratique par des agriculteurs de la commune des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage)</li> </ul>	Améliorer la nutrition de l'enfant à travers l'accès à une nourriture de qualité suffisamment variée et en quantité suffisante	Organisation des séances de sensibilisation des parents sur la connaissance des aliments nutritifs selon la zone géographique de la commune	Exécutif municipal MINSANTE  MINADER
4.	Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible sensibilisation des populations lors des campagnes de vaccination</li> <li>• Faible participation des populations lors des campagnes de vaccination</li> <li>• Contribution des facilitateurs endogènes lors des descentes sur le terrain</li> </ul> <p>Les activités de vaccinations du calendrier de l'année 2012 présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enfants concernés par le programme élargi de vaccination(PEV) s'élèvent à 713 ;</li> <li>• Taux de couverture vaccinale du PEV : pentaz 85,26% et VAR/VAA 58,34%</li> </ul>	Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents sur l'importance de la vaccination ;</li> <li>• Sensibilisation des responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination.</li> </ul>	Exécutif municipal, MINSANTE

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
5.	Enfant en détention	Absence de repertoire des enfants en détention dans la commune	Améliorer les conditions de détention des enfants en leur offrant un cadre favorable à leur épanouissement	Recenser les enfants en détention	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agent communal</li> <li>• Centre social</li> </ul>
6.	Eau, hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence de point d'eau dans quelques les écoles primaires (EP Malang) mais non fonctionnelles</li> <li>• Défectuosité des latrines dans les écoles primaires</li> <li>• Absence d'adduction d'eau CDE ou de forage dans les écoles</li> <li>• Absence de latrines dans le marché de Dang</li> <li>• Distribution des moustiquaires imprégnées avec l'appui du MINSANTE</li> </ul>	créer un environnement social salubre, avec des infrastructures d'approvisionnement en eau fiable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction des forages dans 15 écoles primaires</li> <li>• Installation des équipements simples de lavage des mains au sein des établissements scolaires et des marchés</li> <li>• Sensibilisation et formation des populations sur l'usage des latrines, le lavage des mains</li> <li>• Equipement des écoles en 96 bacs à ordures</li> <li>• Construction des blocs latrines dans 18 écoles primaires de la commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>

### 3.7. Développement de l'économie locale

Activités	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes		
Productions agricoles dans les zones rurales et urbaines	MINADER	-PNDRT -ACEFA -PNDP	- Agriculteurs (environ 200) ; - 18 GIC actifs	-Présence des bassins de production dans la commune (Gada-Dang, Manwi, Saltaka, Madjelé) ; -Présence des zones de bas-fonds	- 01 poste agricole ; - 02 magasins de stockage - 01 magasin de stockage de pomme de terre ; - 01 de transformation de patate en cossette et farine dans le	-Difficultés d'évacuation des productions ; -Difficultés de conservation des produits post-agricoles ; -Difficultés liées à la pratique des cultures maraîchères ; -Difficultés d'accès aux financements.	- Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles -Construire 02 postes agricoles dans la Commune (Bonjong et Marma) ; - Construction de 20 magasins de stockage de céréales et de cossette de manioc - Construction et sécurisation de 13 plateformes de séchage de céréales et de cossette de manioc - Achat, construction d'abris et installation de 17 moulins communaux à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV - Séminaire de formation sur les procédures d'obtention de financement

Activités	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
					village Ngodi-Maïborna		
Productions pastorales dans les zones rurales et urbaines	MINEPIA	-ACEFA -PNDP	-Éleveurs (environ 100) ; -Apiculteurs (50) ;	-Présence des champs fourragers (Ngodi Mafalgaou) ; -Présence d'une grande zone pastorale (Naboun, Ndougoué)	-Centre Zootechnique de Margol et de Dang ;	-Difficultés liées à la pratique de l'élevage bovin ; -Faible encadrement des éleveurs ; -Dégradation du pâturage ; -Difficultés liées à l'extraction du miel.	- Construction de deux bains détiqueur - Vulgariser des étangs piscicoles - Construction d'une aire d'abattage à Tchabal-Djalingo - Vulgariser les ruches modernes pour la promotion de l'apiculture - Construction 01 forage à énergie solaire et château à l'abattoir - Construction et équipement du CZV de Dang
Activités commerciales	- MINCO - MMERCE - MINPME - ESA	- Commune ; - PAJER-U ; - PIASSI ; - ACEFA	- Commerçants boutiquier (50) - Restaurateur (17) - Meunier (04) - Boucher et sécheur de viande (06) - Laveur (01) - Imprimeur, secrétariat public, cyber Café (24) - Coiffeur (15) - Couturier, Brodeur (06) - Décorateur (03) - Menuisier métallique (05) - Menuisier Bois (03) - Producteur de produits laitiers (02) - Boulanger (04)	-Espace disponible au niveau de la commune pour la construction des complexes commerciaux.	-Présence des boutiques ; -Présence des marchés ; -Construction en cours d'un centre artisanal.	-Difficultés à pratiquer les activités commerciales ; -insuffisance de marchés dans les villages et dans l'espace urbain de la commune ; -Difficultés à circuler dans les marchés ; -Absence des points d'eau et latrines dans certains marchés ; -Difficultés des artisans à pratiquer leurs activités ;	- Construction d'une chambre froide à Dang - Construction d'un complexe commercial au marché de Dang - Construire de 18 hangars commerciaux
-Taxes et fiscalité	Institution Communale		-Commerçants ; -Corps des métiers ; -GICs -Artisans	-Vaste espace commercial ; -Ngaoundéré se présente comme une zone carrefour ;	-Assiette fiscale de la commune ; -Centre départemental des impôts -Les marchés ; -Les entreprises	-Non maîtrise du fichier des contribuables ; -Difficultés liées au recouvrement des taxes ;	-Actualiser le fichier du contribuable de la commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> ; -Organiser les séminaires de formation des contribuables de la commune ; - Former le personnel communal en charges des finances ; - Organiser 03 campagnes de sensibilisation des contribuables sur la nécessité des taxes et impôts ; -Doter la commune de 02 motocyclettes pour renforcer le recouvrement

## **4. PLANIFICATION STRATÉGIQUE**

## **4.1. Vision et objectifs du PCD**

En accord avec le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le PCD ainsi élaboré vise, à l'horizon 2035, à promouvoir le développement économique et social de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> à travers :

- l'amélioration des infrastructures routières de la Commune ;
- l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base, notamment l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- la protection de l'environnement et la gestion durable des sols ;
- la facilitation du développement économique du territoire (création et construction d'infrastructures marchandes, financement des activités de production, mise en valeur des ressources naturelles et touristiques).

De façon spécifique, ce PCD a pour but :

- d'identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnelle l'institution communale ;
- d'identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans la Commune ;
- de mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD ;
- de mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées et besoins de projets identifiés.

## **4.2. Cadre logique par secteur**

Le cadre logique traduit les options stratégiques et les choix opérés en actions concrètes dans un souci d'opérationnalisation du plan communal de développement. Son objectif principal est l'amélioration de la qualité des interventions. Elle établit le lien entre les ressources du projet, son objectif global (but), son objectif spécifique ainsi que les résultats escomptés tout en tenant compte des hypothèses, risques ou suppositions qui sont des facteurs externes au projet mais qui peuvent influencer l'échec ou la réussite des actions.

Ainsi sont présentés les cadres logiques de l'institution communale, de l'économie locale, des populations vulnérables et des 28 secteurs concernés par la présente planification.

## 4.2.1. Centre d'intérêt N° 1. Institution Communale

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'opérationnalisation de l'institution communale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif de global	<b>Rendre plus opérationnelle l'institution communale</b>	-Nombre de rapports produits - Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi - Nombres de réunions, - Nombres de rapport d'activité - Copie de l'arrêté municipal portant création du comité de suivi	Rapports d'activités du comité de suivi	-Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des acteurs de développement -Disponibilité des membres du comité de suivi - Disponibilité des moyens logistiques	-Implication effective de l'exécutif communal Participation des acteurs de développement - Implication effective des membres du comité de suivi	-Rapports du comité de suivi
Objectifs spécifiques	<b>1.Assurer le suivi de la mise en Œuvre du PCD</b>	- Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi - Nombres de réunions, - Nombres de rapport d'activité - Nombre de descente sur le terrain effectuée - Copie de l'arrêté municipal portant création du comité de suivi	-Rapport du comité de suivi	Disponibilité des moyens logistiques Dynamisme du président	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PV de réunions</li> <li>• Montant du budget inscrit dans le compte administratif</li> <li>• Implication effective de l'exécutif communal</li> </ul>	Compte administratif Rapports du comité de suivi
	<b>2. Augmenter les recettes de la commune de l'ordre de 100%</b>	- Montant des recettes - Nombre de séminaire - Informatisation du nombre et catégories des contribuables - Note de service publiée - Nombre de matériel acheté - PV de liaison	- Rapports des séminaires - Fichier du contribuable - Logiciel utilisé (SIM-BA)	-Contribuables susceptibles de payer leurs impôts -Dynamisme de l'exécutif communal	-Nombre de contribuables en règle -Montant des fonds mobilisé -Nombre de contribuables recensés	- Certificat des recettes - Receveur municipal -Service financier
	<b>3. Doter les services de l'institution communale d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers adéquats</b>	Nombre d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers acquis -PV de réception	-Bordereau de livraison	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif	Montant des fonds mobilisés	-Receveur municipal -Service financier

	<b>4. Renforcer le réseau des relations de la commune</b>	Nombre de séminaires	- Rapports des accords de partenariats	-Dynamisme de l'exécutif	Nombre de rencontres avec les maires des Communes voisines	Rapports des missions
	<b>5. Accroître le rendement du personnel communal et des conseillers municipaux</b>	-Nombre de séances de formation organisées -Nombre de contrats/décision/notes de service signés	-Rapports des ateliers de formation -Tableau état du personnel -Contrats, décisions, notes de service	-Les fonds proviennent d'autres sources (Etat, PNDP.....)	Montant des fonds mobilisé	-Receveur municipal -Service financier
<b>Résultats (Axes stratégiques)<sup>5</sup></b>	<b>1.1. Le suivi de la mise œuvre du PCD est assuré</b>	- Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi - Nombres de réunions, - Nombres de rapport d'activité - Nombre de descente sur le terrain effectuée - Copie de l'arrêté municipal portant création du comité de suivi	-Rapport du comité de suivi	Disponibilité des moyens logistiques Dynamisme du président	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PV de réunions</li> <li>• Montant du budget inscrit dans le compte administratif</li> <li>• Implication effective de l'exécutif communal</li> </ul>	Compte administratif Rapports du comité de suivi
	<b>2.1. Les recettes propres de la Commune s'augmentent à 100%</b>	- Montant des recettes - Nombre de séminaire - Informatisation du nombre et catégories des contribuables - Note de service publiée - Nombre de matériel acheté - PV de liaison	- Rapports des séminaires - Fichier du contribuable - Logiciel utilisé (SIM-BA)	-Contribuables susceptibles de payer leurs impôts -Dynamisme de l'exécutif communal	-Nombre de contribuables en règle -Montant des fonds mobilisé -Nombre de contribuables recensés	- Certificat des recettes - Receveur municipal -Service financier
	<b>3.1 Le patrimoine communal est renforcé et mieux géré</b>	Nombre d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers acquis -PV de réception	-Bordereau de livraison	-Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisé -Nombre de contribuables recensés	-Receveur municipal -Service financier
	<b>4.1 Le réseau de relations de la Commune est renforcé</b>	Nombre de séminaires	- Rapports des accords de partenariats	-Dynamisme de l'exécutif	Nombre de rencontres avec les maires des Communes voisines	Rapports des missions

<sup>5</sup> On peut avoir plus ou moins de 5 Résultats : ajouter ou retrancher les lignes

	<b>5.1. Le rendement du personnel communal et des conseillers municipaux est amélioré</b>	-Nombre de séances de formation organisées -Nombre de contrats/décision/notes de service signés	-Rapports des ateliers de formation -Tableau état du personnel -Contrats, décisions, notes de service	-Les fonds proviennent d'autres sources (Etat, PNDP.....)	Montant des fonds mobilisé	-Receveur municipal -Service financier
<b>Activités</b>						
<b>Pour R1.1. :</b>	<b>Pour R 2.1.</b>	<b>Pour R 3.1.</b>	<b>Pour R 4.1.</b>	<b>Pour R 5.1:</b>		
<p>1.1.1. Mettre en place un comité de suivi du PCD  <b>I : 2 000 000</b>  <b>F (5% I) : 100 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b>  <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.1.1 Organisation de 03 séminaires de formation dont (01) sur le montage et gestion des projets et programmes ; (01) sur l'élaboration et suivi du budget programme ; (01) sur le modèle comptable en partie double  <b>I : 2 000 000x3 = 6 000 000</b>  <b>F (5% I) : 300 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 630 000</b>  <b>T : 6 930 000 FCFA</b></p>	<p>3.1.1 Sécurisation du patrimoine par la Création et structuration d'une unité de maintenance et l'entretien du patrimoine (100 000), création d'une base de données (géographiques et attributaires) et cartographiques (1 000 000), mise en œuvre du progiciel PRO-ADP (100 000), séminaire de formation sur la réparation des forages (2 000 000) /  <b>I : 3 200 000</b>  <b>F (5% I) : 160 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 336 000</b>  <b>T : 3 696 000 FCFA</b></p>	<p>4.1.1 Organisation de 02 séminaires  (1) sur la négociation et la gestion de partenariats et (01) sur l'archivage et la relation publique  <b>I : 2x2 000 000 = 4 000 000</b>  <b>F (5% I) : 200 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 420 000</b>  <b>T : 4 620 000 FCFA</b></p>	<p>5.1.1 Mettre en œuvre Les tableaux types des emplois communaux par l'affectation d'un nouveau chef service d'hygiène, le recrutement ou redéploiement d'un responsable de déchets solides et un agent de collecte, l'affectation d'un animateur social et/ou d'un responsable d'établissement social, la création d'une cellule informatique  <b>I : 2 000 000</b>  <b>F (5% I) : 100 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b>  <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>		
<p>1.1.2. Suivre l'exécution des activités inscrit dans le PCD  <b>I : 1000000</b>  <b>F (5% I) : 50000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 105000</b>  <b>T : 1155000 FCFA</b></p>	<p>2.1.2 Sécurisation et renforcement du recouvrement et la gestion financière par la création et structuration d'un bureau d'assiette (100 000), l'actualisation du fichier des contribuables (500 000), la mise en œuvre du progiciel SIM-BA (100 000), Rédaction d'un manuel de procédures administratif comptable et financier (500 000), acquisition de 02 motocyclettes pour renforcer le recouvrement (2x2 000 000) /  <b>I : 5 200 000</b>  <b>F (5% I) : 260000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 546000</b>  <b>T : 6 006 000 FCFA</b></p>	<p>3.1.2 Equipement de la commune en 04 Ordinateur Desktop (4x800 000=3 200 000), 01 photocopieuse en réseau (1 200 000), 02 imprimantes (2x350 000=700 000), 05 fauteuils (5x150 000=750 000), 30 chaises (30x50 000=1 500 000), 01 GPS (300 000), 01 Appareil photo numérique (100 000), en 01 vidéo projecteur (500 000), en 100 pelles (100x5 000=500 000), en de 50 brouettes (50x30 000=1 500 000), en 01 camion (150 000 000), en 02 motocyclettes (2x2 000 000=4 000 000), en 02 voitures de service (2x45 000 000=90 000 000) /  <b>I : 254 250 000</b>  <b>F (5% I) : 12 712 500</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 26 696 250</b>  <b>T : 293 658 750 FCFA</b></p>	<p>4.1.2 Création et structuration d'un service de communication, de coopération et de partenariat local  <b>I : 500 000</b>  <b>F (5% I) : 25 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 52 500</b>  <b>T : 577 500 FCFA</b></p>	<p>5.1.2 Organisation de 03 séminaire (01 Séminaire de formation de l'exécutif communal sur la gouvernance et le développement local, 01 renforcement de capacités du personnel sur leurs différents postes d'affectation occupés et 01 renforcement des capacités des conseillers municipaux sur leur rôle dans la commune) /  <b>I : 2 000 000x3 = 6 000 000</b>  <b>F (5% I) : 300 000</b>  <b>Im (10%(I+F)) : 630 000</b>  <b>T : 6 930 000 FCFA</b></p>		

1.1.3. Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités de mise en œuvre du PCD I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA		3.1.3 Construction d'un garage municipal I : 4500000 F (5% I) : 225000 Im (10%(I+F)) : 472500 T : 5 197 500 FCFA		
1.1.4. Apporter un appui technique aux comités de concertation I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA		3.1.4 Construction d'une fourrière municipale I : 3 000 000 F (5% I) : 150 000 Im (10%(I+F)) : 315 000 T : 3 465 000 FCFA		
1.1.5. Produire et transmettre des rapports trimestriels I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA		3.1.5 Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de boutiques défectueuses dans le marché de Dang I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA		
<b>Cadre estimatif</b>				
<b>Libellés</b>			<b>Montants</b>	
Total investissement (I)			293 650 000	
Total Fonctionnement (F)			14 682 500	
Imprévus (10%(I+F))			30 833 250	
<b>Total estimatif</b>			<b>339 165 750 FCFA</b>	

## 4.2.2. Centre d'intérêt N° 2. Économie locale

### PROBLEME CENTRAL : Faible exploitation des potentialités économiques de la Commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Œuvrer pour une exploitation efficiente des potentialités économiques de la Commune</b>	Nombre d'infrastructures aménagés Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé Activités des organisations mises en place	-PV de réception - Rappports des séminaires	-Disponibilité des fonds -Création des postes agricoles -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Obtention des actes de création -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copie des actes de création -Copies des titres fonciers
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Améliorer la qualité des infrastructures</b>	Nombre d'infrastructures aménagés PV de réception	-Rappports du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copies des titres fonciers
	<b>2. Organiser les corps de métier de la commune de Ngaoundéré 3</b>	-Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé -Activités des organisations mises en place	- Rappports des séminaires	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rappports des rencontres d'échanges
<b>Résultats (Axes stratégiques)</b>	<b>1.1. La qualité des infrastructures de commerciales est améliorée</b>	Nombre d'infrastructures aménagés PV de réception	- Rappports du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copies des titres fonciers
	<b>3.1. Les corps de métier de la Commune sont organisés</b>	-Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé -Activités des organisations mises en place	- Rappports des séminaires	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rappports des rencontres d'échanges
<b>Activités</b>						
<b>Pour R1.1:</b>				<b>Pour R 2.1 :</b>		
1.1.1. Construction d'une chambre froide à Dang <b>I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)) : 1 575 000 / T: 17325000 Fcfa</b>				2.1.1. Organisation de trois séminaires de formation dont (1) Séminaire de formation sur l'importance de se regrouper en GIC, association et syndicat, (1) Séminaire de formation sur le management entrepreneurial, (1) Séminaire de formation sur les procédures d'obtention de financement. / <b>I: (3 x 2000 000) = 6 000 000 / F (5% I): 300 000 / Im (10%(I+F)): 630 000 / T: 6 930 000 Fcfa</b>		
1.1.2. Construction d'un complexe commercial au marché de Dang / <b>I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)) : 1 575 000 / T: 17 325 000 Fcfa</b>						

1.1.3. Construction de 20 magasins de stockage de céréales et de cosette de manioc à Malang, Gada-Dang, Gada-Bini, Wouro-Soa, Tchabal-Bambi, Tchabal-Djalingo, Tchabal-Baouro, Tchabal-Mounguel, Saltaka, Ngodi-Mafalngaou, Ngodi-Maiborno, Ngawa, Ndougoy, Margol, Naboun, Malo-Mbifal, Malo-Goni, Madjele II, Beka-Tinguerin, Beka-Ngaoumoukon <b>I : 25 000 000×20 = 500 000 000 / F (5% I) : 25 000 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 000 / T : 577 500 000 FCFA</b>	
1.1.4. Construction et sécurisation de 13 plateformes de séchage de céréales et de cosette de manioc à Manwi, Malang, Dang, Malo-Goni, Saltaka, Ngodi-Maïborno, Ndougoy, Ngawa, Madjele II, Gada-Dang, Gada-Bini, Tchabbal-Djalingo, Tchabbal-Mounguel <b>I : (5 000 000 ×13)= 65 000 000 / F (5% I) : 3 250 000 / Im (10%(I+F)) : 6 825 000 / T : 75 075 000 FCFA</b>	
1.1.5. Achat, construction d'abris et installation de 17 moulins communaux à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV à Wouro-Soa, Tchabal-Bambi, Tchabal-Djalingo, Tchabal-Baouro, Tchabal-Mounguel, Saltaka, Ngodi-Mafalngaou, Ngodi-Maiborno, Ngawa, Ndougoy, Margol, Naboun, Malo-Mbifal, Malo-Goni, Madjele II, Beka-Tinguerin, Beka-Ngaoumoukon <b>I : (2 000 000×17)= 34 000 000 / F (5% I) : 1 700 000 / Im (10%(I+F)) : 3 570 000 / T : 39 270 000 FCFA</b>	
1.1.6. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles Malang – Gada Dang – Mayo Dori (environ 7 km) ; Malo-Goni - Mayo-Dori - Ngana (environ 10 km) ; Wouro-choa au Mayo-Dori (environ 3 km) ; Tchabal-Djalingo – Saltaka ; Ngodi-Mafalgao (environ 3km pour atteindre un bas-fond) <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</b>	
1.1.7. construction et équipement d'unité de transformation de manioc en farine et en amidon dans le quartier Bindaiï <b>I : 20 000 000 / F (5% I) : 1 000 000 / Im (10%(I+F)) : 2 100 000 / T : 23 100 000FCFA</b>	
Construire de 18 hangars commerciaux (Dang, Tchabbal-Mounguel, Madjélé, Tchabbal-Baouro, Malo-Mbifal, Malo Goni, Naboun, wouro –choa, Margol, Ngodi-Mafalgao, Ngodi-Maibornou, Saltaka, Beka-Ngaoumoukon, Tchabbal Djalingo, Tchabbal-Bambi, Ndougoy, Beka-Tinguerin, Ngawa) / <b>I : 20 000 000×18 = 360 000 000 / F (5% I) : 18 000 000 / Im (10%(I+F)) : 37 800 000 / T : 415 800 000 FCFA</b>	
<b>Cadre estimatif</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
Total investissement (I)	1 017 000 000
Total Fonctionnement (F)	50 850 000
Imprévus (10%(I+F))	106 785 000
<b>Total estimatif</b>	<b>1 174 635 000Fcf</b>

### 4.2.3. Éducation de base

#### PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité	Nombre et types d'infrastructures Nombres d'équipement Nombre écoles créés et construits Nombre d'instituteurs affecté PV de réception	Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	- Dynamisme du maire - Inscription dans le BIP	Nombre et types de projets inscrits dans le BIP	- Journal des projets

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Améliorer la qualité des infrastructures et d'encadrement dans les écoles primaires et maternelles de la commune de Ngaoundéré 3</b>	Nombre d'infrastructures construites Nombre d'instituteurs affectés Nombre de logement construit PV de réception	Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
	<b>2. Augmenter l'offre en école primaire et maternelle</b>	Nombre écoles créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené -Copies des actes de création	-Rapport de l'Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré	Création effective d'écoles	-Nombre d'écoles créé	-Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré 3ème -Délégués MINEDUB -Directeurs d'écoles
<b>Résultats (Axes stratégiques)</b>	<b>1.1. Les infrastructures et l'encadrement dans les écoles primaires et maternelles de la Commune de Ngaoundéré III sont améliorés</b>	Nombre d'infrastructures construites Nombre d'instituteurs affectés Nombre de logement construit PV de réception	Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
	<b>2.1. Les écoles sont créées, construites et équipées</b>	Nombre écoles créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené -Copies des actes de création	-Rapport de l'Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré	Création effective d'écoles	-Nombre d'écoles créé	-Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré 3ème -Délégués MINEDUB -Directeurs d'écoles
<b>Activités</b>						
<b>Pour R1.1</b>					<b>Pour R2.1</b>	
<b>1.1.1.</b> Construction de 122 salles de classe / EP. Bini (10), GBPS. de Dang (6), EP. Gada Bidou (10), EP. Gada Bini (6), EP. Gada-Dang (6), EP. Malang I (6), EP. Malang II (12), EP. Manwi I (6), EP. Manwi II (6), EP. Madjele II (6), EP. Tchabal Margol (6), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (6), EP. Ngodi-Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (6), EP. Tchabal Bambi (6), EP. Tchabal-Baouro (4), EP. Ouro-Choa (4), EP. Yala-Yarna (6). <b>I:</b> (122 x 8 000 000) = 976 000 000/ <b>F (5% I):</b> 48 800 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 102 480 000/ <b>T: 1 127 280 000 Fcfa</b>					<b>2.1.1.</b> Plaidoyer pour la création, construction et équipement de 07 écoles maternelles Beka-Tinguerin, Ngawa, Margol, Tchabal-Djalingo, Malang, Tchabbal-Baouro, Tchabbal-Bambi <b>I:</b> 25 000 000*7= 175 000 000 <b>F (5% I):</b> 8 750 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 18 375 000 <b>T: 202 125 000Fcfa</b>	

<p><b>1.1.2.</b> Equipement de 122 salles de classe des EP en 3660 tables bancs / EP. Bini (10), GBPS. de Dang (6), EP. Gada Bidou (10), EP. Gada Bini (6), EP. Gada-Dang (6), EP. Malang I (6), EP. Malang II (12), EP. Manwi I (6), EP. Manwi II (6), EP. Madjele II (6), EP. Tchabal Margol (6), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (6), EP. Ngodi-Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (6), EP. Tchabal Bambi (6), EP. Tchabal-Baouro (4), EP. Ouro-choa (4), EP. Yala-Yarna (6). <b>I:</b> (122 x 900 000) = 109 800 000/ <b>F (5% I):</b> 5 490 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 11 529 000/ <b>T: 126 819 000 Fcfa</b></p>	<p>2.1.2. Plaidoyer pour la création et construction de 05 écoles clés en main (06 salles de classe, bloc latrines, clôture, équipements, bloc administratif) à Ngawa, Beka-Ngaoumoukone, Tchabbal Djalingo, Malo-Mbifal, Malo-Goni <b>I:</b> 100 000 000*5=500 000 000 <b>F (5% I):</b> 25 000 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 52 500 000 <b>T: 577 500 000Fcfa</b></p>
<p><b>1.1.3.</b> Equipement de 122 salles de classe des EP en Bureaux de Maitre / EP. Bini (10), GBPS. de Dang (6), EP. Gada Bidou (10), EP. Gada Bini (6), EP. Gada-Dang (6), EP. Malang I (6), EP. Malang II (12), EP. Manwi I (6), EP. Manwi II (6), EP. Madjele II (6), EP. Tchabal Margol (6), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (6), EP. Ngodi-Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (6), EP. Tchabal Bambi (6), EP. Tchabal-Baouro (4), EP. Ouro-choa (4), EP. Yala-Yarna (6). <b>I:</b> (122 x 125 000) = 15 250 000/ <b>F (5% I):</b> 762 500/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 1 601 250/ <b>T: 17 613 750 Fcfa</b></p>	<p><b>2.1.3.</b> Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation des enfants <b>I:</b> 2 000 000 <b>F (5% I):</b> 100 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 210 000 <b>T: 2 310 000 Fcfa</b></p>
<p><b>1.1.4.</b> Fabrication de 705 tables bancs dans les écoles publiques / EP. Bini (138), GBPS. de Dang (113), EP. Gada Bidou (137), EP. Gada Bini (11), EP. Gada-Dang (46), EP. Malang I (56), EP. Malang II (212), EP. Manwi II (155), EP. MADJELE II (57), EP Tchabal Margol (10), EP. Naboun (17), EP. Ndougoue (30), EP. Ngodi-Mafalngaou (49), EP. Ngodi- Maiborno (60), EP. Saltaka (44), EP. Tchabal Bambi (47), EP. Tchabal-Baouro (70), EP. Ouro-choa (49), EP. Yala-Yarna (29) <b>I:</b> (705 x 30000) = 21 150 000 / <b>F (5% I):</b> 1 057 500 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 2 220 750 / <b>T: 24 428 250 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.5.</b> Construction et équipement des blocs administratifs dans 22 écoles EM de Bini, EP_Malang I, EP_Malang II, EP_Gada_Bidou, EP_Bini, GBPS_de_Dang, EP_Gada_Dang, EP_de_Manwi_I, EP_de_MANWI_II, EP_Gada_Bini, EP.Madjele_II, EP.Tchabal Margol, EP.Naboun, EP.Ndougoue, EP.Ngodi- Ma Falngaou, EP.Ngodi- Mai Borno, EP.Saltaka, EP.Tchabal Bambi, EP.Tchabal, EP.Tchabbal Baouro, EP.Ouro-choa, EP.Yala-Yarna / <b>I:</b> (22 x 20500000) = 451 000 000 / <b>F (5% I):</b> 22 550 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 47 355 000 / <b>T: 520 905 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.6.</b> Construction des forages dans 15 écoles EM de Bini, EM de Dang, GBPS de Dang, EP de Gada Bidou, EP de Gada Bini, EP de Gada-Dang, EP de Madjele, EP de Margol, Naboun, Ndougoy, Ngodi- Mai Borno, Saltaka, Tchabal Bambi, Wouro-choa, Yala-Yarna. <b>I:</b> (15 x8 000 000) = 120 000 000 / <b>F (5% I):</b> 6 000 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 2 600 000 / <b>T: 138 600 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.7.</b> Construction des blocs latrines dans 18 écoles de la commune EM de Bini, EP_Malang I, EP_Malang II, EP_Bini, GBPS_de_Dang, EP_Gada_Dang, EP_Gada_Bini, EP.Madjele_II, EP.Tchabal Margol, EP.Naboun, EP.Ndougoue, EP.Ngodi- Ma Falngaou, EP.Ngodi- Mai Borno, EP.Saltaka, EP.Tchabal Bambi, EP.Tchabbal Baouro, EP.Ouro-choa, EP.Yala-Yarna <b>I:</b> (18 x 3 500 000) = 63 000 000 / <b>F (5% I):</b> 3 150 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 6 615 000 / <b>T: 72 765 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.8.</b> Equipement des écoles en 96 bacs à ordures EP_Malang I (14), EP_Gada_Bidou (4), EP_Bini (4), GBPS_de_Dang (2), EP_Gada_Dang (2), EP_de_Manwi_I (14), EP_Gada_Bini (2), EP.Madjele_II (2), EP.Tchabal Margol (2), EP.Naboun (6), EP.Ndougoue (2), EP.Ngodi- Ma Falngaou (4), EP.Ngodi- Mai Borno (8), EP.Saltaka (2), EP.Tchabal Bambi (2), EP.Tchabal (12), EP.Tchabbal Baouro (6), EP.Ouro-choa (6), EP.Yala-Yarna (2) / <b>I:</b> (96 x 15000) = 1 440 000 / <b>F (5% I):</b> 72000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 151200 / <b>T: 1 663 200 Fcfa</b></p>	
<p>1.1.9. Construction de 02 blocs maternels à Manwi et Bini <b>I:</b> 25 000 000*2= 50000000 / <b>F (5% I):</b> 2 500 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 5 250 000/ <b>T: 57 750 000 Fcfa</b></p>	

<b>1.1.10.</b> Reboisement dans les écoles de la Commune de 2 rideaux d'arbres (30 arbres) pour chaque bloc de classe <b>I: 4 900 000 / F (5% I): 245 000 / Im (10%(I+F)): 514 500/ T: 5 659 500 Fcfa</b>	
<b>1.1.11.</b> Construction de 7 centres d'alphabétisation à Malo Goni, Tchabbal-Mouguel, wouro –Choa, Ngawa, Ngodi-Maibornou, Tchabbal-Bambi, Beka-Ngaoumokone / <b>I: 5 000 000*7= 35 000 000 / F (5% I) : 1 750 000 / Im (10%(I+F)) : 3 675 000 / T : 40 425 000 FCFA</b>	
<b>1.1.12.</b> Etude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 20 écoles EM de Bini, EP_Malang I, EP_Gada_Bidou, EP_Bini, GBPS_de_Dang, EP_Gada_Dang, EP_de_Manwi_I, EP_Gada_Bini, EP.Madjele_II, EP.Tchabal Margol, EP.Naboun, EP.Ndougoue, EP.Ngodi-Ma Falngaou, EP.Ngodi- Mai Borno, EP.Saltaka, EP.Tchabal Bambi, EP.Tchabal, EP.Tchabbal Baouro, EP.Ouro-Choa, EP.Yala-Yarna <b>I: (20 x 500 000) = 10 000 000 / F (5% I): 500 000 / Im (10%(I+F)): 1 050 000 / T: 11 550 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.13.</b> Etude de faisabilité en vue la réfection de bâtiments dans 04 écoles primaires Gada bini, MaïBornou, Tchabal Mouguel, Tchabal Baouro <b>I: (4 x 500 000) = 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000</b>	
<b>1.1.14.</b> Etude de faisabilité en vue la réfection des latrines à EP de Malang I <b>I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T: 577 500 Fcfa</b>	
<b>1.1.15.</b> Aménagement des aires de jeu dans 22 écoles de EM de Bini, EP_Malang I, EP_Malang II, EP_Gada_Bidou, EP_Bini, GBPS_de_Dang, EP_Gada_Dang, EP_de_Manwi_I, EP_de_MANWI_II, EP_Gada_Bini, EP.Madjele_II, EP.Tchabal Margol, EP.Naboun, EP.Ndougoue, EP.Ngodi-Ma Falngaou, EP.Ngodi- Mai Borno, EP.Saltaka, EP.Tchabal Bambi, EP.Tchabal, EP.Tchabbal Baouro, EP.Ouro-Choa, EP.Yala-Yarna <b>I: (22 x 10 000 000) = 220 000 000 / F (5% I): 11 000 000 / Im (10%(I+F)): 23 100 000 / T: 254 100 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.16.</b> Sensibilisation des parents sur la délimitation des écoles <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.17.</b> Créer un cadre de concertation pour trouver une solution aux litiges entre EP Bini et l'université <b>I: 1 000 000/ F (5% I): 50 000/ Im (10%(I+F)): 105 000/ T: 1 155 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.18.</b> Construction de 83 logements d'astreintes dans 12 écoles de l'espace rural dont (7) Madjele, (7) Margol, (7) Naboun, (7) Ndougoy, (7) Ngodi- Mafalngaou, (7) Ngodi- Mai Borno, (7) Salkata, (7) Tchabal Bambi, (7) Tchabal Mouguel, (7) Tchabbal Baouro, (7) Yala-Yarna et (6) Ouro-Choa / <b>I: (83 x 15 000 000) = 1 245 000 000 / F (5% I): 62 250 000 / Im (10%(I+F)): 130 725 000/ T: 1 437 975 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.19.</b> Affectation de 86 instituteurs EP. Bini (8), GBPS. de Dang (2), EP. Gada Bidou (8), EP. Gada Bini (4), EP. Gada-Dang (4), EP. Malang I (4), EP. Malang II (9), EP. Manwi I (5), EP. Manwi II (1), EP. Madjele II (4), EP. Tchabal Margol (3), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (5), EP. Ngodi- Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (4), EP. Tchabal Bambi (5), EP. Tchabal (3), EP. Tchabal-Baouro (3), EP. Ouro-Choa (2), EP. Yala-Yarna (5). <b>I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000/ Im (10%(I+F)): 105 000/ T: 1 155 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.20.</b> Raccorder l'IAEB au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL <b>I: 4 900 000 / F (5% I): 245 000 / Im (10%(I+F)): 514 500/ T: 5 659 500 Fcfa</b>	
<b>1.1.21.</b> Octroi de fournitures et des matériels didactiques dans les 25 écoles de la commune. <b>I: (25 x 500 000) = 12 500 000 / F (5% I): 625 000 / Im (10%(I+F)): 1 312 500/ T: 14 437 500 Fcfa</b>	
<b>Cadre estimatif</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
Total investissement (I)	4 023 440 000
Total Fonctionnement (F)	201 172 000
Imprévus (10%(I+F))	422 461 200
<b>Total estimatif</b>	<b>4 647 073 200 Fcfa</b>



## 4.2.4. Enseignements secondaires

### PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de qualité</b>	Nombre et types d'infrastructures Nombre d'instituteurs affecté PV de réception	Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	- Dynamisme du maire - Inscription dans le BIP	Nombre et types de projets inscrits dans le BIP	- Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
Objectifs spécifiques	<b>1. Améliorer la qualité des infrastructures scolaires dans l'établissement secondaire de la commune de Ngaoundéré 3</b>	Nombre d'infrastructures construites PV de réception	Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	- Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
	<b>2. Améliorer l'encadrement des élèves du secondaire de la commune de Ngaoundéré 3</b>	Nombre d'instituteurs affectés Nombre de logement construit -Copies des actes d'affectation	- Rapport du Délégués MINESEC	Prise de fonction effective des instituteurs affectés	-Nombre d'instituteurs en poste	-Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
	<b>3. Augmenter l'offre en enseignement secondaire</b>	Nombre d'établissement secondaire créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené -Copies des actes de création	- Rapport DD du MINSEC	Création effective d'écoles	-Nombre d'écoles créé	-- Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures dans les enseignements secondaires de la Commune de Ngaoundéré III sont améliorées</b>	Nombre d'infrastructures construites PV de réception	Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement

	<b>2.1 L'encadrement des élèves est renforcé</b>	Nombre d'instituteurs affectés Nombre de logement construit -Copies des actes d'affectation	- Rapport du Délégués MINESEC	Prise de fonction effective des instituteurs affectés	-Nombre d'instituteurs en poste	-Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
	<b>3.1 Les établissements d'enseignement secondaire sont créés, construits et équipés</b>	Nombre d'établissement secondaire créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené -Copies des actes de création	- Rapport DD du MINSEC	Création effective d'établissement	-Nombre d'établissement créé	-Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
<b>Activités</b>						
<b>Pour R1.1</b>		<b>Pour R2.1</b>		<b>Pour R3.1</b>		
<p><b>1.1.1.</b> Construction de 42 salles de classe avec rampe pour handicapés dont 10 au lycée de Manwi, 12 au lycée bilingue de Malang, 12 au CETIC de Malang, 8 au CES de Béka Ngaoumokone. <b>I:</b> (42 x 9 000 000) = 378 000 000/ <b>F (5% I):</b> 18 900 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 39 690 000/ <b>T: 436 590 000 Fcfa</b></p>		<p><b>2.1.1.</b> Construction d'un logement d'astreinte à CES de Beka Ngaoumokone. <b>I:</b> (1 x 15 000 000) = 15 000 000 <b>F (5% I):</b> 750 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 1 575 000 <b>T: 17 325 000 Fcfa</b></p>		<p><b>3.1.1.</b> Plaidoyer pour de la création et construction de 03 CES Saltaka, Ngodi-Mafalgao, Tchabbal-Baouro <b>I:</b> 60000000*3= 180000000 / <b>F (5% I):</b> 9000000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 18900000 <b>T: 207900000</b></p>		
<p><b>1.1.2.</b> Equipements de 42 salles de classe en 1260 tables bancs des établissements scolaires dont 10 au lycée de Manwi, 12 au lycée bilingue de Malang, 12 au CETIC de Malang, 8 au CES de Béka Ngaoumokone <b>I:</b> (42 x 900 000) = 37 800 000 / <b>F (5% I):</b> 1 890 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 3 969 000/ <b>T: 43 659 000 Fcfa</b></p>		<p><b>2.1.2.</b> Affectation de 38 enseignants CETIC de Malang (4), Lycée bilingue de Malang (13), Lycée de Manwi (6), CES de Beka Ngaoumokone(7). <b>I:</b> 500 000 <b>F (5% I):</b> 25 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 52 500/ <b>T: 577 500</b></p>		<p><b>3.1.2.</b> Sensibilisation des parents sur l'importance de la poursuite des études de la jeune fille. <b>I:</b> 2 000 000 / <b>F (5% I):</b> 100 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 210 000 / <b>T: 2 310 000</b></p>		
<p><b>1.1.3.</b> Equipement de 42 salles de classe salles des établissements scolaires en Bureaux des enseignants dont 10 au lycée de Manwi, 12 au lycée bilingue de Malang, 12 au CETIC de Malang, 8 au CES de Béka Ngaoumokone <b>I:</b> (42 x 125 000) = 5 250 000/ <b>F (5% I):</b> 262 500/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 551 250/ <b>T: 6 063 750 Fcfa</b></p>		<p><b>2.1.3.</b> Octroi de fournitures et des matériels didactiques à 4 établissements secondaires de la commune <b>I:</b> 4 500 000 <b>F (5% I):</b> 225 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 472500/ <b>T: 5 197 500 Fcfa</b></p>		<p><b>3.1.3.</b> Bourses scolaires aux meilleurs élèves et aux enfants défavorisés <b>I:</b> 2 000 000 <b>F (5% I):</b> 100 000 <b>Im (10%(I+F)):</b> 210 000 <b>T: 2 310 000 Fcfa</b></p>		

<p><b>1.1.4.</b> Fabrication de 184 tables bancs dans les établissements secondaires CETIC de Malang (26), Lycée bilingue de Malang (111), Lycée de Manwi (31), CES de Beka Ngaoumokone (16)  <b>I:</b> (184 x 30 000) = 5 520 000/ <b>F (5% I):</b> 276 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 579 600/ <b>T: 6 375 600 Fcfa</b></p>	<p>3.1.4. Sensibilisation sur le respect des textes en vigueur et la procédure de la création ou transformation d'un établissement  <b>I:</b> 2 000 000 / <b>F (5% I):</b> 100 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 210 000 / <b>T: 2 310 000</b></p>
<p><b>1.1.5.</b> Construction et équipement des blocs administratifs dans 03 établissements Lycée de Manwi, CES de Beka-Ngaoumokone ; CETIC de Malang.  <b>I:</b> (3 x 22 500 000) = 67 500 000 / <b>F (5% I):</b> 3 375 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 7 087 500 / <b>T: 77 962 500 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.6.</b> Construction des forages dans 4 établissements secondaires lycée de Manwi, CETIC de Malang et CES de Beka Ngaoumokone, lycée bilingue de Malang  <b>I:</b> (4 x 8 000 000) = 32 000 000 / <b>F (5% I):</b> 1 600 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 3 360 000 / <b>T: 36 960 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.7.</b> Construction de 3 ateliers des travaux pratiques (dont un atelier de maçonnerie, un atelier de couture et 1 atelier d'ESF).  <b>I:</b> (3 x 25 000 000) = 75 000 000/ <b>F (5% I):</b> 3 750 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 7 875 000/ <b>T: 86 625 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.8.</b> Equipement de 3 ateliers en équipements didactiques (dont un atelier de maçonnerie, un atelier de couture et 1 atelier d'ESF)  <b>I:</b> (3 x 30 000 000) =90 000 000 / <b>F (5% I):</b> 4 500 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 9 450 000 / <b>T: 103 950 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.9.</b> Construction des blocs latrines dans 4 établissements de la commune, lycée bilingue de Malang, lycée de Manwi, CETIC de Malang et CES de Beka Ngaoumoukon. / <b>I:</b> (4 x 4 500 000) = 18 000 000 / <b>F (5% I):</b> 900 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 1 890 000 / <b>T: 20 790 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.10.</b> Equipement des établissements secondaires en 38 bacs à ordures CETIC de Malang (2), Lycée bilingue de Malang (18), Lycée de Manwi (16), CES de Beka Ngaoumokone(2) / <b>I:</b> (38 x 15 000) = 570 000 / <b>F (5% I):</b> 28 500 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 59 850 / <b>T: 658350 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.11.</b> Reboisement dans les établissements secondaires de la Commune  <b>I:</b> 4 500 000 / <b>F (5% I):</b> 225 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 472 500 / <b>T: 5 197 500 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.12.</b> Etude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 04 établissements lycée bilingue de Malang, lycée de Manwi, CETIC de Malang et CES de Beka Ngaoumoukon.  <b>I:</b> (4 x 500 000) = 2 000 000 / <b>F (5% I):</b> 100 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 210 000 / <b>T: 2 310 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.13.</b> Construction de 04 laboratoires d'expérimentation CETIC de Malang (1), Lycée bilingue de Malang (1), Lycée de Manwi (1), CES de Beka Ngaoumokone(1) / <b>I:</b> 25 000 000×4= 100 000 000/ <b>F (5% I):</b> 5 000 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 10 500 000/ <b>T: 115 500 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.14.</b> Equipement de laboratoire d'expérimentation CETIC de Malang (1), Lycée bilingue de Malang (1), Lycée de Manwi (1), CES de Beka Ngaoumokone(1) / <b>I:</b> 25 000 000×4= 100 000 000/ <b>F (5% I):</b> 5 000 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 10 500 000/ <b>T: 115 500 000 Fcfa</b></p>	
<p><b>1.1.15.</b> Construction de 04 bibliothèques scolaires. CETIC de Malang (1), Lycée bilingue de Malang (1), Lycée de Manwi (1), CES de Beka Ngaoumokone(1) / <b>I:</b> 25 000 000×4= 100 000 000 / <b>F (5% I):</b> 5 000 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 10 500 000 / <b>T: 115 500 000 Fcfa</b></p>	

1.1.16. Equipement de 04 bibliothèques scolaires CETIC de Malang (1), Lycée bilingue de Malang (1), Lycée de Manwi (1), CES de Beka Ngaoumokane(1) / <b>I:</b> 20 000 000×4= 80 000 000/ <b>F (5% I):</b> 4 000 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 8 400 000/ <b>T: 92 400 000 Fcfa</b>	
1.1.17. Construction de 04 salles informatique au CETIC de Malang (1), Lycée de Malang (1), Lycée de Manwi (1), CES de Beka Ngaoumokane(1) / <b>I:</b> (4 x 40 000 000) = 160 000 000 / <b>F (5% I):</b> 8 000 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 16 800 000 / <b>T: 184 800 000 Fcfa</b>	
1.1.18. Equipement de 04 salles informatique au CETIC de Malang (1), Lycée bilingue de Malang (1), Lycée de Manwi (1), CES de Beka Ngaoumokane(1) / <b>I:</b> 20 000 000×4= 80 000 000/ <b>F (5% I):</b> 4 000 000/ <b>Im (10%(I+F)):</b> 8 400 000/ <b>T: 92 400 000 Fcfa</b>	
1.1.19. Raccorder les établissements secondaires au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL CETIC de Malang (1), Lycée bilingue de Malang (1), Lycée de Manwi (1) / <b>I:</b> 4 900 000 / <b>F (5% I):</b> 245 000 / <b>Im (10%(I+F)):</b> 514 500/ <b>T: 5 659 500 Fcfa</b>	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	1 547 040 000
Total Fonctionnement (F)	77 352 000
Imprévis (10%(I+F))	162 439 200
<b>Total estimatif</b>	<b>1 786 831 200 Fcfa</b>

## 4.2.5. Enseignements supérieur

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux enseignements supérieurs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès aux enseignements supérieurs de qualité	Les infrastructures construites PV de réception	- Rapport de la DIPD Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Dynamisme de l'exécutif communal -Intervention du DIPD -Administration de l'Université	Montant des fonds transférés/mobilisés Nombre et types de projets inscrits dans le BIP	-Conventions de financements - Journal des projets
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures universitaires de la commune de Ngaoundéré 3	Nombre d'infrastructures construites PV de réception	- Rapport de la DIPD Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
	2. Augmenter de 100% le taux des bacheliers de la commune de Ngaoundéré 3 ayant accès à l'université	Nombre de sensibilisation	-Rapports des campagnes	-Disponibilité des moyens financiers.	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité des infrastructures au sein de l'université et ses environs est améliorée	Nombre d'infrastructures construites PV de réception	- Rapport de la DIPD Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
	2.1 Le taux de scolarisation augmente de 100%	Nombre de sensibilisation	-Rapports des campagnes	-Disponibilité des moyens financiers.	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R1.1</b>				<b>Pour R2.1.</b>		
1.1.1 Equipement de la bibliothèque centrale de l'université I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57750000 Fcfa				2.1.1. Sensibilisation des parents sur l'importance de la poursuite des études à l'université I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)):210 000 / T: 2 310 000 Fcfa		
1.1.2 Equipement du CMS I: 8 000 000 / F (5% I):400 000 / Im (10%(I+F)): 840 000 / T: 9 240 000 Fcfa				2.1.2. Bourses aux meilleurs bacheliers de a commune et aux enfants défavorisés I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2310000 Fcfa		
1.1.3 Equipement du CMS d'une ambulance I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa						
1.1.4. Construction d'une cité U de 2000 chambres. I: 1 500 000 000 / F (5% I): 75 000 000/ Im (10%(I+F)): 157 500 000/ T: 1 732 500 000 Fcfa						
1.1.5. Construction de 20 résidences pour les responsables de l'univeristéI: 70 000 000*20 = 1 400 000 000/ F (5% I): 70 000 000/ Im (10%(I+F)): 147 000 000/ T: 1 617 000 000 Fcfa						
1.1.6. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la station d'épuration des déchets I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)):210 000 / T: 2 310 000 Fcfa						

1.1.7. Aménagement d'un espace marchand dans le campus I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.8. Reboisement des artères du campus I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)):210 000 / T: 2 310 000 Fcfa
1.1.9. Aménagement des arrêts bus I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000 FCFA
1.1.10. Doter l'université de 05 nouveaux bus 01 pour les enseignants et 04 pour les étudiants I: 250 000 000 / F (5% I): 12 500 000 / Im (10%(I+F)): 26 250 000 / T: 288 750 000 Fcfa
1.1.11. Maîtrise d'œuvre travaux bloc Administratif I: 30 000 000 / F (5% I): 1 500 000 / Im (10%(I+F)): 3 150 000 / T: 34 650 000 Fcfa
1.1.12. Construction d'un bloc Administratif à l'ESMV à Ngaoundéré I: 600 000 000 / F (5% I): 30 000 000 / Im (10%(I+F)): 63 000 000 / T: 693 000 000 Fcfa
1.1.13. Equipements du bloc Administratif de l'ESMV à Ngaoundéré I: 223 000 000 / F (5% I): 11 150 000 / Im (10%(I+F)): 23 415 000 / T: 257 565 000 Fcfa
1.1.14. Etudes architecturales et techniques complémentaires des travaux de construction de l'ESMV I: 75 000 000 / F (5% I): 3 750 000 / Im (10%(I+F)): 7 875 000 / T: 86 625 000 Fcfa
1.1.15. Travaux de construction de 56 bureaux des enseignants de l'ESMV I: 800 000 000 / F (5% I): 40 000 000 / Im (10%(I+F)): 84 000 000 / T: 924 000 000 Fcfa
1.1.16. Maîtrise d'œuvre travaux de construction de 56 bureaux des enseignants de l'ESMV I: 80 000 000 / F (5% I): 4 000 000 / Im (10%(I+F)): 8 400 000 / T: 92 400 000 Fcfa
1.1.17. Travaux de construction d'un bloc de 16 salles de cours de l'ESMV I: 1 200 000 000 / F (5% I): 60 000 000 / Im (10%(I+F)): 126 000 000 / T: 1 386 000 000 Fcfa
1.1.18. Maîtrise d'œuvre travaux de construction d'un bloc de 16 salles de cours de l'ESMV I: 30 000 000 / F (5% I): 1 500 000 / Im (10%(I+F)): 3 150 000 / T: 34 650 000 Fcfa
1.1.19. Etudes architecturales et techniques complémentaires des travaux de construction de l'IUT I: 75 000 000 / F (5% I): 3 750 000 / Im (10%(I+F)): 7 875 000 / T: 86 625 000 Fcfa
1.1.20. Travaux de construction des bureaux des enseignants de l'IUT I: 800 000 000 / F (5% I): 40 000 000 / Im (10%(I+F)): 84 000 000 / T: 924 000 000 Fcfa
1.1.21. Maîtrise d'œuvre travaux de construction des bureaux de l'IUT I: 80 000 000 / F (5% I): 4 000 000 / Im (10%(I+F)): 8 400 000 / T: 92 400 000 Fcfa
1.1.22. Travaux de construction du bloc pédagogique de l'IUT (44 salles de cours) I: 1 500 000 000 / F (5% I): 75 000 000 / Im (10%(I+F)): 157 500 000 / T: 1 732 500 000 Fcfa
1.1.23. Maîtrise d'œuvre travaux de construction du bloc pédagogique de l'IUT I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: 173 250 000 Fcfa
1.1.24. Réhabilitation des équipements et des laboratoires de l'ENSAI de l'université de Ngaoundéré I: 1 400 000 000 / F (5% I): 70 000 000 / Im (10%(I+F)): 147 000 000 / T: 1 617 000 000 Fcfa
1.1.25. Études architecturales, techniques et environnementales des travaux de construction de l'EGCIM I: 300 000 000 / F (5% I): 15 000 000 / Im (10%(I+F)): 31 500 000 / T: 346 500 000 Fcfa
1.1.26. Travaux de construction des bureaux des enseignants de l'EGCIM I: 800 000 000 / F (5% I): 40 000 000 / Im (10%(I+F)): 84 000 000 / T: 924 000 000 Fcfa
1.1.27. Maîtrise d'œuvre travaux de construction des bureaux des enseignants de l'EGCIM I: 80 000 000 / F (5% I): 4 000 000 / Im (10%(I+F)): 8 400 000 / T: 92 400 000 Fcfa
1.1.28. Travaux de construction du bloc pédagogique de l'EGCIM (44 salles de cours) I: 1 200 000 000 / F (5% I): 60 000 000 / Im (10%(I+F)): 126 000 000 / T: 1 386 000 000 Fcfa
1.1.29. Maîtrise d'œuvre travaux de construction du bloc pédagogique de l'EGCIM I: 120 000 000 / F (5% I): 6 000 000 / Im (10%(I+F)): 12 600 000 / T: 138 600 000 Fcfa
1.1.30. Travaux de construction d'un bloc Administratif de l'EGCIM I: 800 000 000 / F (5% I): 40 000 000 / Im (10%(I+F)): 84 000 000 / T: 924 000 000 Fcfa
1.1.31. Travaux de construction de trois blocs laboratoires de l'EGCIM I: 3 000 000 000 / F (5% I): 150 000 000 / Im (10%(I+F)): 315 000 000 / T: 3 465 000 000 Fcfa
1.1.32. Définition des termes de références des curricula de la Faculté des Sciences I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.33. Élaboration des curricula de la Faculté des Sciences I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.34. Définition des termes de références des curricula de la FSEG I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.35. Élaboration des curricula de la FSEG I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.36. Définition des termes de références des curricula de la FSJP I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.37. Élaboration des curricula de la FSJP I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.38. Définition des termes de références des curricula de la FALSH I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.39. Élaboration des curricula de la FALSH I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.40. Construction des laboratoires de la Faculté des Sciences I: 2 100 000 000 / F (5% I): 105 000 000 / Im (10%(I+F)): 220 000 000 / T: 2 425 500 000 Fcfa
1.1.41. Maîtrise d'œuvre construction labo Faculté des Sciences I: 210 000 000 / F (5% I): 10 500 000 / Im (10%(I+F)): 22 000 000 / T: 242 550 000 Fcfa
1.1.42. Construction de l'Amphi 500 de la FALSH I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: 173 250 000 Fcfa

1.1.43. Maîtrise d'œuvre construction amphi 500 FALSH I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)): 1 575 000 / T: 17 325 000 Fcfa
1.1.44. Etudes architecturales, techniques et environnemenetales des travaux de construction de l'Amphi 1000 FSEG I: 60 000 000 / F (5% I): 3 000 000 / Im (10%(I+F)): 6 300 000 / T: 69 300 000 Fcfa
1.1.45. Travaux de construction du bloc pédagogique de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques I: 1 200 000 000 / F (5% I): 60 000 000 / Im (10%(I+F)): 126 000 000 / T: 1 386 000 000 Fcfa
1.1.46. Maîtrise d'œuvre travaux de construction du bloc pédagogique de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques I: 120 000 000 / F (5% I): 6 000 000 / Im (10%(I+F)): 1 260 000 / T: 138 600 000 Fcfa
1.1.47. Financement des projets de recherche de thématique validé I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.48. Définition des termes de références du Plan Directeur de la Recherche I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.49. Élaboration du Plan Directeur de la Recherche à l'Université de Ngaoundéré I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.50. Études des travaux de construction de laboratoires de Recherche I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57750000 Fcfa
1.1.51. Construction d'un bloc de laboratoire de recherche en Sciences I: 500 000 000 / F (5% I): 25 000 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 000 / T: 577 500 000 Fcfa
1.1.52. Maîtrise d'œuvre des travaux de construction d'un bloc de laboratoire de recherche en Sciences I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 Fcfa
1.1.53. Coopération avec les milieux socio- professionnels I: 20 000 000 / F (5% I): 1 000 000 / Im (10%(I+F)): 2 100 000 / T: 23 100 000 Fcfa
1.1.54. Coopération avec les Institutions I: 20 000 000 / F (5% I): 1 000 000 / Im (10%(I+F)): 2 100 000 / T: 23 100 000 Fcfa
1.1.55. Sécurisation des produits de la Recherche universitaire I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa
1.1.56. Promotion et diffusion des résultats de la recherche I: 20 000 000 / F (5% I): 1 000 000 / Im (10%(I+F)): 2 100 000 / T: 23 100 000 Fcfa
1.1.57. Construction de la piste d'athlétisme du stade olympique de l'université de Ngaoundéré I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: 173 250 000 Fcfa
1.1.58. Maîtrise d'œuvre des travaux de Construction de la piste d'athlétisme I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)): 1 575 000 / T: 17 325 000 Fcfa
1.1.59. Etudes de construction d'un centre Médico-social à l'Université de Ndéré centre Médico-social à l'Université de Ndéré I: 60 000 000 / F (5% I): 3 000 000 / Im (10%(I+F)): 6 300 000 / T: 69 300 000 Fcfa
1.1.60. Construction d'un centre Médico-social à l'Université de Ndéré centre Médico-social à l'Université de Ndéré (60 lits) I: 400 000 000 / F (5% I): 20 000 000 / Im (10%(I+F)): 42 000 000 / T: 462 000 000 Fcfa
1.1.61. Maîtrise d'œuvre Construction d'un centre Médico-social à l'Université de Ndéré centre Médico-social à l'Université de Ndéré I: 40 000 000 / F (5% I): 2 000 000 / Im (10%(I+F)): 4 200 000 / T: 46 200 000 Fcfa
1.1.62. Actualisation des études des travaux de construction du Rectorat de l'Université de Ngaoundéré I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57750000 Fcfa
1.1.63. Construction du Rectorat de l'Université de Ngaoundéré I: 900 000 000 / F (5% I): 45 000 000 / Im (10%(I+F)): 94 500 000 / T: 1 039 500 000 Fcfa
1.1.64. Maîtrise d'œuvre des travaux de construction du Rectorat de l'Université de Ngaoundéré I: 90 000 000 / F (5% I): 4 500 000 / Im (10%(I+F)): 9 450 000 / T: 103 950 000 Fcfa
1.1.65. Réhabilitation des bâtiments B, C, D de l'université de Ndéré I: 290 000 000 / F (5% I): 14 500 000 / Im (10%(I+F)): 30 450 000 / T: 334 950 000 Fcfa
1.1.66. Etudes des travaux de construction de la résidence Universitaire pour 1000 nouvelles chambres en partenariat avec le Crédit Foncier (Contrepartie) I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa
1.1.67. Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de 1000 chambres d'étudiants (Contrepartie financement des constructions par le Crédit Foncier I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57750000 Fcfa
1.1.68. Acquisition du matériel roulant à l'Université de Ngaoundéré (Report de la forclusion et suite) I: 300 000 000 / F (5% I): 15 000 000 / Im (10%(I+F)): 31 500 000 / T: 346 500 000 Fcfa
1.1.69. Construction d'une clôture à l'Université de Ndéré I: 550 000 000 / F (5% I): 27 500 000 / Im (10%(I+F)): 57 750 000 / T: 635 250 000 Fcfa

**Cadre estimatif**

Libellés	Montants
Total investissement (I)	23 549 000 000
Total Fonctionnement (F)	1 117 450 000
Imprévus (10%(I+F))	2 472 645 000

Total estimatif	27 199 095 000 Fcfa
-----------------	---------------------

## 4.2.6. Recherche scientifique et de l'Innovation

### PROBLEME CENTRAL : Faible vulgarisation des résultats de recherche

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Promouvoir les résultats de recherches scientifiques</b>	Nombre de résultats vulgarisé	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Promouvoir l'utilisation des résultats de la recherche dans la commune de Ngaoundéré3</b>	Nombre de résultats vulgarisé	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1 Les recherches sur l'amélioration des productions laitière et des tubercules sont menées</b>	Nombre de résultats vulgarisé	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de
	<b>1.2. Les populations sont sensibilisées</b>	Nombre de campagnes	Rapport de la campagne	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de
<b>Activités</b>						
Pour R 1.1.				Pour R 1.2.		
<b>1.1.4.</b> Travaux de recherche sur l'amélioration de la productivité des races bovines laitières dans la commune <b>I: 5 000 000 / F (5% I): 250000 / Im (10%(I+F)): 525000 / T: 5 775 000Fcfa</b>				<b>1.2.1.</b> Organisations de 03 séminaires de formation (01) formation des agriculteurs à la production des semences des céréales ; (01) Formation sur la fabrication des foyers améliorés ; (01) Formation des agriculteurs sur les techniques de recyclage des déchets <b>I: (3 x 2000 000) = 6 000 000 / F (5% I): 300 000 / Im (10%(I+F)): 630 000 / T: 6 930 000</b>		
<b>1.1.5.</b> Travaux de recherche pour l'amélioration des méthodes de production des semences d'igname et de manioc <b>I: 5 000 000 / F (5% I): 250000 / Im (10%(I+F)): 525000 / T: 5 775 000Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				16 000 000		
Total Fonctionnement (F)				800 000		
Imprévus (10%(I+F))				1 680 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>18 480 000 Fcfa</b>		

## 4.2.7. Sante Publique

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	Nombre d'infrastructures construit et équipé Nombre d'équipement fourni Nombre de personnel qualifié affecté Nombre de campagne de sensibilisation	Rapport du comité de suivi du BIP -PV de réception - Rapport du chef du district de santé	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires Dynamisme de l'exécutif	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures sanitaires de la commune de Ngaoundéré 3	Nombre d'infrastructures construit et équipé Nombre d'équipement fourni	- Rapport du comité de suivi du BIP -PV de réception - Rapport du chef du district de santé	-Intervention des élites et opérateurs économiques - Dynamisme de l'exécutif -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2 Améliorer la couverture sanitaire et l'encadrement des patients au sein de la commune de Ngaoundéré 3	Nombre de personnel qualifié affecté Nombre de campagne de sensibilisation	Copies des actes d'affectation	-Personnel qualifié disponible attendant d'être recruté	Mise à la disposition des formations sanitaire du personnel qualifié par le délégué régional	-Décision d'affectation régionale
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures de santé publique dans la Commune de Ngaoundéré III sont améliorées	Nombre d'infrastructures construit et équipé Nombre d'équipement fourni	- Rapport du comité de suivi du BIP -PV de réception - Rapport du chef du district de santé	-Intervention des élites et opérateurs économiques - Dynamisme de l'exécutif -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. La couverture et l'encadrement des malades sont renforcés	Nombre de personnel qualifié affecté Nombre de campagne de sensibilisation	Copies des actes d'affectation	-Personnel qualifié disponible attendant d'être recruté	Mise à la disposition des formations sanitaire du personnel qualifié par le délégué régional	-Décision d'affectation régionale
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>				<b>R 2.1.</b>		
1.1.1. Construction de clôture autour du CSI de Dang <b>I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 Fcfa</b>				2.1.1 Affectation du personnel qualifié (01 médecin, laborantins, IDE, sages-femmes et aide-soignant) au CMA de Dang <b>I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 Fcfa</b>		

1.1.2. Construction et équipement d'un bloc opératoire au CSI de Dang <b>I: 30 000 000 / F (5% I): 1 500 000 / Im (10%(I+F)) : 3 150 000 / T: 34 650 000 Fcfa</b>	2.1.2 Organisation de deux sensibilisations (1) des populations contre l'automédication et l'utilisation des produits de la contrebande, (1) sensibilisation des populations sur les IST <b>I: (2 x 2 000 000) = 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000</b>
1.1.3. Equipement du CSI de Dang de 20 lits et matelas supplémentaires, 02 microscopes mixtes, 03 tables d'accouchement, un bloc opératoire, d'un appareil de numérotation sanguin, d'une centrifugeuse, d'un stérilisateur UVH-5000, de 07 potences porte-sérum de quatre crochets, d'01 thermomètre électronique, d'un appareil de radiographie <b>I: 8 000 000 / F (5% I): 400 000 / Im (10%(I+F)): 840 000 / T: 9 240 000 Fcfa</b>	2.1.2 Campagne en vue de la réduction de la mortalité et de la morbidité causée par le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)):210 000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>
1.1.4. Construction, équipement du CMA de Dang déjà créé <b>I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa</b>	
1.1.5. Equipement du CSI de Dang d'une ambulance (1) <b>I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 Fcfa</b>	
1.1.6. Plaidoyer pour la création et construction d'un CSI à Tchabbal- Baouro, wouro -Choa, Saltaka <b>I: 60 000 000*3= 180000000 / F (5% I): 9 000 000 / Im (10%(I+F)): 18 900 000/ T: 207 900 000 Fcfa</b>	
1.1.7. Construction et équipement d'une structure de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA <b>I: 30 000 000 / F (5% I): 1 500 000 / Im (10%(I+F)) : 3 150 000 / T: 34 650 000 Fcfa</b>	
<b>Cadre estimatif</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
Total investissement (I)	309 500 000
Total Fonctionnement (F)	15 475 000
Imprévus (10%(I+F))	32 497 500
<b>Total estimatif</b>	<b>357 472 500 Fcfa</b>

## 4.2.8. Travail et sécurité sociale

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des travailleurs à la sécurité sociale	Nombres de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Améliorer la sécurité sociale des travailleurs au sein de la commune de Ngaoundéré 3	Nombres de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les travailleurs de la commune sont sensibilisés sur leurs droits et devoirs	Nombres de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	1.2. Les services d'encadrement des travailleurs sont mis sur pied	Nombre de service créé	Rapport de la commune	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R1.1.</b>				<b>R 1.2</b>		
1.1.1. Organisation de deux sensibilisations (1) organisation des ateliers de sensibilisation des travailleurs/corps de métier sur la nécessité de se regrouper en syndicat ou en association, (1) sensibilisation et organisation des travailleurs/corps sur leurs droits et devoirs <b>I: (2 x 2 000 000) = 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>				1.2.1. Mise en place d'une mutuelle de santé <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 Fcfa</b>		
1.1.2. Sensibilisation et information des travailleurs et employeurs de l'importance de la CNPS <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 Fcfa</b>				1.2.2. Mise en place d'une mutuelle social <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 Fcfa</b>		
1.1.3. Sensibilisation et information des employeurs sur le code de travail <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				12 000 000		
Total Fonctionnement (F)				600 000		
Imprévus (10%(I+F))				1 260 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>13 860 000 Fcfa</b>		

## 4.2.9. Emploi et formation professionnelle

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux emplois décents et à la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Assurer l'emploi et la formation professionnelle des populations</b>	Nombre de centres de formation aux métiers fonctionnels PV de réception	Rapport du Délégué départemental MINEFOP	-Disponibilité des fonds -Volonté politique	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINEFOP
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Doter la commune de Ngaoundéré 3 des infrastructures d'encadrement et de formation des chercheurs d'emploi</b>	Nombre de centres de formation aux métiers fonctionnels -PV de réception	-Rapport du Délégué départemental MINEFOP	-Disponibilité des fonds -Volonté politique - Dynamique des élites	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINEFOP
	<b>2. Encadrer les populations de la commune de Ngaoundéré 3 en vue de leur faciliter l'accès un emploi</b>	Nombre de campagnes de sensibilisation	-Rapport du DD du MINEFOP	-Disponibilité des fonds -Volonté politique	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINEFOP
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures de formation sont construites dans la Commune de Ngaoundéré III</b>	Nombre de centres de formation aux métiers fonctionnels -PV de réception	-Rapport du Délégué départemental MINEFOP	-Disponibilité des fonds -Volonté politique - Dynamique des élites	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINEFOP
	<b>2.1. Les jeunes sont encadrés dans la recherche d'emploi au sein de la Commune de Ngaoundéré III</b>	Nombre de campagnes de sensibilisation	-Rapport du DD du MINEFOP	-Disponibilité des fonds -Volonté politique	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINEFOP
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>			<b>Pour R 2.1.</b>			
1.1.1. Construction d'un centre d'apprentissage à Dang <b>I: 120 000 000 / F (5% I): 6 000 000 / Im (10%(I+F)): 12 600 000 / T: 138 600 000 Fcfa</b>			2.1.1. Organisation de campagne de sensibilisation sur les techniques de recherche d'emploi <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>			

1.1.2 Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'une SAR/SM à Dang <b>I: 16 000 000 / F (5% I): 800 000 / Im (10%(I+F)): 1 680 000 / T: 18 480 000 Fcfa</b>	2.1.2 Sensibilisation des chefs d'entreprises sur le respect de la réglementation et la transparence du marché de l'emploi. <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>
	2.1.3 Sensibilisation, information des populations sur les projets du MINEFOP <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>
<b>Cadre estimatif</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
Total investissement (I)	142 000 000
Total Fonctionnement (F)	7 100 000
Imprévus (10%(I+F))	14 910 000
<b>Total estimatif</b>	<b>164 010 000 FCFA</b>

## 4.2.10. Affaires sociales

### PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'accès à l'assistance sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global :</b>	<b>Faciliter l'accès des populations aux services sociaux</b>	Nombres d'infrastructures fonctionnelles -Nombre de personnes aidées -Nombre d'appareillages acquis - Nombre de sensibilisation	- Rapport Délégué départemental MINAS - Rapport de la commune Rapport du comité de suivi du BIP	-Volonté politique -Disponibilité des fonds - Dynamisme de l'exécutif	-signature des actes de création d'infrastructures -Montant des fonds mobilisés	-Copies des actes de création -Délégué départemental MINAS -Journal des projets -Conventions de financements
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Doter la commune de Ngaoundéré 3 des infrastructures d'encadrement social</b>	Nombre d'infrastructures construit - PV de réception	- Rapport Délégué départemental MINAS	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-signature de l'acte de création	-Copies de l'acte de création -Délégué départemental MINAS
	<b>2. Soutenir et organiser les couches vulnérables de la commune de Ngaoundéré 3</b>	-Nombre de personnes aidées -Nombre d'appareillages acquis Nombre de sensibilisation	- Rapport Délégué départemental MINAS - Rapport de la commune Rapport du comité de suivi du BIP	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Disponibilités des fonds -Volonté politique	Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Des infrastructures sociales sont construites et équipées</b>	Nombre d'infrastructures - PV de réception	- Rapport Délégué départemental MINAS	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-signature de l'acte de création	-Copies de l'acte de création -Délégué départemental MINAS

	<b>2.1. Les personnes vulnérables sont la prise en charge</b>	-Nombre de personnes aidées -Nombre d'appareillages acquis	- Rapport Délégué départemental MINAS - Rapport de la commune Rapport du comité de suivi du BIP	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Disponibilités des fonds	Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.2 Les personnes vulnérables sont informées sur la nécessité de se regrouper en association, GIC, coopératives groupe de défense des droits</b>	Nombre de sensibilisation	Rapport du DD MINAS	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1</b>		<b>Pour R 2.1</b>			<b>Pour R 3.1</b>	
1.1.1. Construction et équipement d'un (01) Centre social à Dang I: 25000000 / F (5% I): 1250000 / Im (10%(I+F)): 2625000 / T: <b>28 875 000 Fcfa</b>		2.1.1 Aides et secours aux populations vulnérables (57 handicapés moteurs, 28 handicapés visuels, 116 Orphelins vulnérables, 06 Sourds, 72 Enfants de la rue, 235 à Bororo, 12 Grands malades, 209 Personnes du 3e âge). I: 1000000 / F (5% I): 50000 / Im (10%(I+F)): 105000 / T: <b>1155000 Fcfa</b>			3.1.1 Organisation de 04 campagnes de sensibilisation/ (1) Organisation des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de constituer des associations, GIC et/ou coopérative ; (1) Organisation des campagnes de sensibilisation sur les métiers adaptés à chaque type de couches vulnérables ; (1) Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur l'éducation scolaire de l'enfant aveugle, mal voyant, sourd et muet ; (1) Organisation des campagnes de sensibilisation sur l'importance des rampes d'accès dans services publiques / I: 8 000 000 / F (5% I): 400 000 / Im (10%(I+F)): 840 000 / T: <b>9240000 Fcfa</b>	
1.1.2. Construire et équiper un centre d'accueil communal pour enfants en détresse à Dang I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: <b>57 750 000 Fcfa</b>		2.1.2 Encadrement de proximité des personnes vulnérables I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>			3.1.2 Formation des handicapés sur les activités génératrices de revenus dans tous les villages I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>	
1.1.3. construction et équipement d'une Crèche municipale à Dang I: 30 000 000 / F (5% I): 1 500 000 / Im (10%(I+F)): 3 150 000 / T: <b>34 650 000 Fcfa</b>		2.1.3 Mise en place de la commission communale d'attribution d'aides et secours conformément à la réglementation en vigueur I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>				
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				120 000 000		
Total Fonctionnement (F)				6 000 000		
Imprévus (10%(I+F))				12 600 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>138 600 000 Fcfa</b>		

## 4.2.11. Promotion de la Femme et de la Famille

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'épanouissement de la majorité de femmes et de familles

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global:</b>	<b>Faciliter la promotion de la majorité des femmes et de familles</b>	Nombres d'infrastructures construites -Nombre de campagnes organisées - PV de réception	-Rapport du Délégué départemental MINPROFF	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature des actes de création -Montant des fonds mobilisés	-Copies des actes de création -Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Améliorer l'encadrement des femmes (centre d'alphabétisation, foyer communautaire, centre de promotion de la femme et de la famille)</b>	Nombre de centre de promotion fonctionnelle - PV de réception	-Rapport du Délégué départemental MINPROFF	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds mobilisés	-Copies de l'acte de création -Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2. Améliorer le taux de scolarisation de la jeune fille dans la commune de Ngaoundéré 3</b>	-Nombre de campagnes organisées -Nombre de célébration de mariages communs organisés	-Rapports des campagnes -Délégué départemental MINPROFF -Secrétaire d'état civil	-Adhésion des couples vivant maritalement -Adhésion des parents	-Nombre de couples inscrits -Nombre de filles inscrites dans les écoles	-Secrétaire d'état civil - Chefs d'établissements scolaires
	<b>3 Promouvoir des emplois décents et durables et accroître l'employabilité des femmes</b>	-Nombre de campagnes organisées -Nombre de célébration de mariages communs organisés	-Rapports des campagnes -Délégué départemental MINPROFF -Secrétaire d'état civil	-Adhésion des couples vivant maritalement -Adhésion des parents	-Nombre de couples inscrits -Nombre de filles inscrites dans les écoles	-Secrétaire d'état civil - Chefs d'établissements scolaires
<b>Résultats (Axes stratégiques)</b>	<b>1.1. Les structures décentralisées de la promotion de la femme et de la famille sont construites</b>	Nombre de centre de promotion fonctionnelle	-Rapport du Délégué départemental MINPROFF - PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds mobilisés	-Copies de l'acte de création -Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.1. La scolarisation de la jeune fille et l'accès au financement des femmes sont améliorés</b>	-Nombre de campagnes organisées -Nombre de célébration de mariages communs organisés	-Rapports des campagnes -Délégué départemental MINPROFF -Secrétaire d'état civil	-Adhésion des couples vivant maritalement -Adhésion des parents	-Nombre de couples inscrits -Nombre de filles inscrites dans les écoles	-Secrétaire d'état civil - Chefs d'établissements scolaires

	<b>3.1 L'accès aux financements est amélioré</b>	-Nombre de campagnes organisées -Nombre de célébration de mariages communs organisés	-Rapports des campagnes -Délégué départemental MINPROFF -Secrétaire d'état civil	-Adhésion des couples vivant maritalement -Adhésion des parents	-Nombre de couples inscrits -Nombre de filles inscrites dans les écoles	-Secrétaire d'état civil - Chefs d'établissements scolaires
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>		<b>Pour R 2.1.</b>			<b>Pour R 3.1.</b>	
<b>1.1.1.</b> construction et équipement d'un (01) centre de promotion de la femme et de la famille à Dang <b>I: 75 000 000 / F (5% I): 3 750 000 / Im (10%(I+F)): 7 875 000 / T: 86 625 000 Fcfa</b>		<b>2.1.1.</b> Organisation de 03 campagnes de sensibilisation ; (1) sensibilisation des populations de la Commune sur l'éducation de la jeune fille (1) sensibilisation, suivi et encadrement de femmes / <b>I: (2 x 2 000 000) = 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000/ T: 4 620 000 Fcfa</b>			<b>3.1.1</b> Formation des leaders des associations en montage de projets et recherche de financement <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>	
<b>1.1.2.</b> Construction et équipement de 11 foyers communautaires (Beka-Tinguerin, Ngawa, Ngodi-Maibornou, Beka-Ngaoumoukon, Naboun, Ngodi-Mafalgao, Tchabbal Djalingo, Tchabbal-Baouro, Madjélé, Malo-Mbifal, Tchabbal-Bambi) / <b>I: (11 x 25 000 000) = 275 000 000 / F (5% I): 13 750 000 / Im (10%(I+F)): 28 875 000 / T: 317 625 000</b>		<b>2.1.2.</b> Orgnisation de 02 campagnes de sensibilisation (1) sensibilisation sur la nécessité de légalisation des mariages, (1) sensibilisation des populations sur l'importance de la gestion des actes d'état civil <b>I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 Fcfa</b>				
<b>1.1.3.</b> Construction et équipement d'un centre d'écoute à Dang <b>I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)): 1 575 000 / T: 17 325 000 Fcfa</b>		<b>2.1.4</b> Appui matériels et financiers aux familles vulnérables <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>				
<b>1.1.4.</b> Installation d'une ligne verte pour le centre d'écoute de Dang <b>I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500</b>		<b>2.1.5</b> Amélioration de l'indice de parité fille/garçon dans les établissements scolaires <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>				
		<b>2.1.6</b> sensibilisation des populations sur les mefaits des mariages non désirés <b>I: 2 000 000 / F (5% I): 100000 / Im (10%(I+F)): 210000 / T: 2 310 000 Fcfa</b>				
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				381 500 000		
Total Fonctionnement (F)				19 075 000		
Imprévu (10%(I+F))				40 057 500		
<b>Total estimatif</b>				<b>440 632 500 FCFA</b>		

## 4.2.12. Communication

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'information

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à l'information	- Nombre de sources locales d'informations accessibles	-Rapport Délégué départemental MINCOM	-Obtention de la licence d'exploitation audiovisuelle -Disponibilité des fonds	-Licence d'exploitation signée Fonds nécessaires mobilisés	-Copie de la licence d'exploitation -Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'accès à l'information par les populations de la commune de Ngaoundéré 3	Nombre de sources locales d'informations accessibles	- Rapport Délégué départemental MINCOM	-Obtention de la licence d'exploitation audiovisuelle -Disponibilité des fonds	-Licence d'exploitation signée Fonds nécessaires mobilisés	-Copie de la licence d'exploitation -Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les populations de la commune ont accès aux informations	Nombre de sources locales d'informations accessibles	- Rapport Délégué départemental MINCOM	-Obtention de la licence d'exploitation audiovisuelle -Disponibilité des fonds	-Licence d'exploitation signée Fonds nécessaires mobilisés	-Copie de la licence d'exploitation -Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>						
1.1.1. Construction et équipement 01 radio communautaire/communale à Dang <b>I: 30 000 000 / F (5% I): 1 500 000 / Im (10%(I+F)): 3 150 000 / T: 34 650 000 Fcfa</b>						
1.1.2. Création d'un bulletin d'information écrit, d'un magazine d'information de la Commune à Dang <b>I: 10 000 000 / F (5% I): 500 000 / Im (10%(I+F)): 1 050 000 / T: 11 550 000 fcfa</b>						
1.1.3. Etude de faisabilité en vue l'installation d'émetteur relais pour assurer la couverture par les média nationaux (CRTV) de toute la commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>						
1.1.4. Création d'un site web de la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				44 000 000		
Total Fonctionnement (F)				2 200 000		
Imprévis (10%(I+F))				4 620 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>50 820 000 FCFA</b>		

## 4.2.13. Culture

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à la promotion de la culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Faciliter la promotion et la pérennisation des cultures de la Commune</b>	Nombre d'infrastructures construites Nombre de festival organisé -Liste des potentialités culturelles recensées	Rapport du Délégué départemental MINCULT PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique -Intervention des élites	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - DD MINCULTURE
Objectifs spécifiques	<b>1. Renforcer les services déconcentrés du MINCULTURE</b>	Nombre de maison de la culture, de bibliothèque et foyer communautaire construits	Rapport du DD MINCULTURE PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique -Intervention des élites	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - DD MINCULTURE
	<b>2. Vulgariser les richesses culturelles de la Commune de Ngaoundéré III</b>	-Nombre de festival organisé -Liste des potentialités culturelles recensées	-Rapports des commissions d'organisation du festival -Répertoire du patrimoine culturel de la Commune	-Disponibilité des fonds -Participation des populations	-Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de participants/exposants	-Conventions de financements -Rapports des commissions d'organisation
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures de culture sont améliorées</b>	Nombre de maison de la culture, de bibliothèque et foyer communautaire construits	Rapport du DD MINCULTURE PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique -Intervention des élites	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - DD MINCULTURE
	<b>2.1. La promotion des richesses de la culture de la commune est assurée</b>	-Nombre de festival organisé -Liste des potentialités culturelles recensées	-Rapports des commissions d'organisation du festival -Répertoire du patrimoine culturel de la Commune	-Disponibilité des fonds -Participation des populations	-Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de participants/exposants	-Conventions de financements -Rapports des commissions d'organisation
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1</b>				<b>Pour R 2.1.</b>		
1.1.1. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale à Dang près de l'hôtel de ville <b>I : 20 000 000 / F (5% I) : 1 000 000 / Im (10%(I+F)) : 2100000 / T : 23 100 000 Fcfa</b>				2.1.1. Organisation d'un festival communal de cultures chaque année <b>I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 Fcfa</b>		
1.1.2. Construction d'un foyer communautaire à Dang près de l'hôtel de ville <b>I : 25 000 000 / F (5% I) : 1 250 000 / Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 Fcfa</b>				2.1.2. Recensement du patrimoine culturel de la commune <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 Fcfa</b>		
1.1.3. Construction et équipement d'une maison de la culture à Dang <b>I : 100 000 000 / F (5% I) : 5 000 000 / Im (10%(I+F)) : 10 500 000 / T : 115 500 000 FCfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>					<b>Montants</b>	
Total investissement (I)					151 000 000	
Total Fonctionnement (F)					7 550 000	
Imprévus (10%(I+F))					15 855 000	
<b>Total estimatif</b>					<b>174 405 000 Fcfa</b>	

## 4.2.14. Jeunesse

### PROBLEME CENTRAL : Difficulté liées à l'épanouissement et à l'insertion socio professionnelle des jeunes

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Œuvrer pour l'épanouissement et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes</b>	Nombre de CMPJ construit et fonctionnel	Délégué d'arrondissement MINJEUN	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds disponibles	-DA MINJEUN -journal des projets -Conventions de financement
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Doter la commune de Ngaoundéré 3 des infrastructures de formation et d'encadrement des jeunes</b>	Nombre d'infrastructures construit et fonctionnel	Délégué d'arrondissement MINJEUN	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds disponibles	-DA MINJEUN / -journal des projets -Conventions de financement
	<b>2. Assurer l'encadrement et l'insertion professionnelle des jeunes de la commune de Ngaoundéré 3</b>	Nombres d'ateliers de sensibilisation et de participants organisés	-Rapports des ateliers et des campagnes -Liste des participants	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures de formation des jeunes sont construites</b>	Nombre d'infrastructures construit et fonctionnel	DAMINJEUN	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds disponibles	-journal des projets / Conventions de financement
	<b>2.1. Les jeunes sont informés et formés</b>	Nombres d'ateliers de sensibilisation et de participants organisés	-Rapports des ateliers et des campagnes -Liste des participants	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1</b>			<b>Pour R 2.1</b>			
<b>1.1.1.</b> Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes à Dang I: 115 500 000 / F (5% I): 5 775 000 / Im (10%(I+F)): 12 127 500 / T: <b>133 402 500 Fcfa</b>			<b>2.1.1.</b> Organisation de trois campagnes de sensibilisation / (1) sensibilisation des populations sur l'existence des programmes d'appui aux jeunes (CMPJ, PAJER – U, PIFMAS), (1) Organisation des campagnes de lutte contre la toxicomanie, (1) Organisation de séminaires-ateliers en entrepreneuriat jeunes / I: (3 x 2 000 000) = 6 000 000 / F (5% I): 300 000 / Im (10%(I+F)): 630 000 / T: <b>6 930 000</b>			
<b>1.1.2.</b> Construction et équipement de la délégation d'arrondissement du MINJEC à Dang I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: <b>28 875 000</b>			<b>2.1.2.</b> Organisation des séminaires de renforcement des capacités des jeunes en leadership et mouvements des jeunes / I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>			
<b>1.1.3.</b> Construction d'un centre d'alphabétisation des jeunes (Tchabbal-Mouguel, Malo Goni, Wouro –Choa, Ngawa, Ngodi-Maibornou, Tchabbal-Bambi, Beka-Ngaoumoukon) I: 35 000 000 / F (5% I): 1 750 000 / Im (10%(I+F)): 3 675 000 / T: <b>40 425 000</b>			<b>2.1.3</b> Recherche et obtention des crédits aloués aux jeunes dans tous les villages I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>			
<b>1.1.4.</b> Dotation de la délégation d'arrondissement du MINJEC en matériel roulant (2 motos Yamaha AG 100) / I: (2x3 000 000) = 6 000 000 / F (5% I): 300 000 / Im (10%(I+F)): 630 000 / T: <b>6 930 000 Fcfa</b>			<b>2.1.4</b> Mise en place d'une synergie (plateforme des projets entre différents intervenants de l'insertion des jeunes) tous les villages / I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)):210 000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>			
<b>1.1.5.</b> Construction et équipement d'une salle de spectacle à Dang / I: 35 000 000 / F (5% I): 1 750 000 / Im (10%(I+F)): 3 675 000 / T: <b>40 425 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>						<b>Montants</b>
Total investissement (I)						228 500 000
Total Fonctionnement (F)						11 425 000
Imprévus (10%(I+F))						23 992 500
<b>Total estimatif</b>						<b>263 917 500 FCFA</b>

## 4.2.15. Sport et Éducation Physique

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer les activités sportives

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique des activités sportives	Nombre d'infrastructures construites et fonctionnelles Nombre de championnats organisés	Rapport du Délégué départemental MINSEP PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	- Disponibilité des fonds - Dynamisme de l'exécutif	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Délégué départemental MINSEP -Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de Ngaoundéré 3 des infrastructures sportives	Nombre d'infrastructures construites et fonctionnelles	Rapport du DD MINSEP PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Délégué départemental MINSEP -Journal des projets -Conventions de financements
	2. Promouvoir la pratique du sport dans la commune de Ngaoundéré 3	Nombre de championnats organisés	Rapports des comités d'organisation	-Dynamisme des élites et des opérateurs économiques -intervention des sponsors	-Nombre de sponsors	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures sportives sont construites	Nombre d'infrastructures construites et fonctionnelles	Rapport du DDI MINSEP PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Délégué départemental MINSEP -Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. L'organisation des activités sportives et le renforcement des capacités en matière du sport sont menés	Nombre de championnats organisés	Rapports des comités d'organisation	-Dynamisme des élites et des opérateurs économiques -intervention des sponsors	-Nombre de sponsors	-Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1</b>				<b>Pour R 2.1</b>		
1.1.1. Construction d'un complexe sportif communal à Dang I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 fcfa				2.1.1. Organisation d'une sensibilisation et renforcement de capacités de la Commune et des associations sur les activités sportives / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa		
1.1.2. Aménagement de 13 aires de jeu réglementaire (Manwi, Tchabbal Mouguel, Naboun, Malo Goni, wouro –Choa, Beka-Tinguerin, Ngawa, Malo-Mbifal, Tchabbal-Bambi, Beka-Ngaoumoukon, Ngodi-Mafalgao, Tchabbal-Baouro, Margol) /I: 130 000 000 / F (5% I): 6 500 000 / Im (10%(I+F)): 13 650 000 / T: 150 150 000				2.1.2. Organisation des championnats de vacances. I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa		
1.1.3. Sécurisation et viabilisation d'un site de construction d'un parcours VITA à Dang I:150 000 000 / F (5% I):7 500 000 / Im (10%(I+F)):15 750 000 / T:173 250 000 Fcfa				2.1.3 Sensibilisation des populations à adhérer aux mouvements sportifs dans les villages /I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000		
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				336 000 000		
Total Fonctionnement (F)				16 800 000		
Imprévus (10%(I+F))				35 280 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>388 080 000 Fcfa</b>		

## 4.2.16. Poste et télécommunication

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux services de la poste et de télécommunication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de la Commune aux services de la poste et des télécommunications	Nombre de Télé-centre communautaire opérationnel	Rapport du Délégué départemental MINPOSTEL Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	Dynamisme de la population Dynamisme de la commune	Nombre d'abonnés au télé centre	Rapports de la commune
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les infrastructures de poste et de télécommunication	Nombre de Télé-centre communautaire opérationnel Connexion au réseau interne	Rapport du Délégué départemental MINPOSTEL Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	Dynamisme de la population Dynamisme de la commune	Nombre de potentiels abonnés	Rapports des études du marché
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La population de la commune est ouverte au reste du monde	Nombre de Télé-centre communautaire opérationnel Connexion au réseau interne	Rapport du Délégué départemental MINPOSTEL Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	Dynamisme de la population Dynamisme de la commune	Nombre de potentiels abonnés	Rapports des études du marché
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>						
1.1.1. Construction de trois télé-centres communautaires polyvalents à Manwi, Tchabal MOUNGUEL, Saltaka. <b>I : (3x50 000 000)=150 000 000 / F (5% I) : 7 500 000 / Im (10%(I+F)) :15 750 000 / T : 173 250 000 Fcfa</b>						
1.1.2. Connexion de la commune au réseau interne <b>I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000 Fcfa</b>						
1.1.3. Étude de faisabilité en vue de l'Amélioration de la couverture de l'espace rural par les réseaux de téléphonie mobile (Beka-Tinguerin, Ngawa, Saltaka, Beka-Ngaoumoukon, Ngodi-Mafalgao, Madjélé) <b>I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T:2 310 000 Fcfa</b>						
1.1.4. Étude de faisabilité en vue de l'extension du réseau de téléphonie fixe dans la commune de Ngaoundéré 3ème <b>I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T:2 310 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				158 000 000		
Total Fonctionnement (F)				7 900 000		
Imprévis (10%(I+F))				16 590 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>182 490 000 FCFA</b>		

## 4.2.17. Travaux publics

### PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'accès aux infrastructures publiques (routes ouvrages d'arts et bâtiments)

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de la Commune de Ngaoundéré III aux infrastructures publics de développement	Nombre d'infrastructures routières construites ou entretenues	- Rapport du Délégué départemental MINTP - Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre en infrastructures routières	Nombre Km de routes aménagements Nombre de ponts construits	- Rapport du Délégué départemental MINTP - Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception -	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La circulation des personnes et des biens est améliorée	Nombre Km de routes aménagements Nombre de ponts construits	- Rapport du Délégué départemental MINTP - Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>						
1.1.1. Etude de faisabilité en vue de la construction des dos d'âne à l'entrée et à la sortie de chaque village situé le long de la nationale N° 1 <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 Fcfa</b>						
1.1.2. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de 03 pistes rurales (Gada Dang – Malang 10 km ; Margol- Ngawa de 20 km, Saltaka- Tchabbal Djalingo de 35 km) / <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 Fcfa</b>						
1.1.3. Acquisition du petit matériel et des équipements d'entretien des routes rurales à la commune <b>I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000 Fcfa</b>						
1.1.4. Construction de 2 ponceaux à Maïbornon / I : 15 000 000 *2= 30 000 000 / F (5% I) : 1 500 000/ Im (10%(I+F)) : 3 150 000/ <b>T : 34 650 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>						<b>Montants</b>
Total investissement (I)						44 000 000
Total Fonctionnement (F)						2 200 000
Imprévus (10%(I+F))						4 620 000
<b>Total estimatif</b>						<b>50 820 000 Fcfa</b>

## 4.2.18. Transport

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées aux transports

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Créer construire et équiper des infrastructures de transport</b>	Nombre d'infrastructures construit Nombre de campagne de sensibilisation	Rapport du Délégué départemental MINTRANSPORT - Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	<b>1. Construire et équiper des infrastructures de transport</b>	Nombre d'infrastructures construit	Rapport du Délégué départemental MINTRANSPORT - Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2 Structurer, organiser et encadrer les acteurs du secteur de transport des personnes</b>	Nombre de campagne de sensibilisation	Rapport du Délégué départemental MINTRANSPORT	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures de transport sont améliorées</b>	Nombre d'infrastructures construit	Rapport du Délégué départemental MINTRANSPORT - Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.1 Les acteurs du secteur sont mieux encadrés</b>	Nombre de campagne de sensibilisation	Rapport du Délégué départemental MINTRANSPORT	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>			<b>Pour R 2.1.</b>			
1.1.1	Construction de 04 parcs de stationnement de camion à Malang, Manwi, wouro – Choa, et Beka-Tinguerin) / I : 50 000 000 × 4 = 200 000 000 / F (5% I) : 10 000 000 / Im (10%(I+F)) : 21 000 000 / T : <b>231 000 000 Fcfa</b>	2.1.1 Organisation de deux séminaires, (1) Organisation de séminaire sur l'importance des transporteurs de se mettre en syndicats, (1) Renforcement des capacités des moto-taximens sur le Code de la route I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : <b>4 620 000 Fcfa</b>				
1.1.2	Aménagement de point de stationnement de véhicules de transport et moto-taxi dans tous les villages / I : 4 000 000 × 17 = 68 000 000 / F (5% I) : 3 400 000 / Im (10%(I+F)) : 7 140 000 / T : <b>78 540 000 Fcfa</b>	2.1.2 Sensibilisation des usagers de la route sur la technique de prévention routière I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 Fcfa</b>				
1.1.3	Aménagement d'un parking à Tchabbal-Baouro I : 15 000 000 / F (5% I) : 750 000 / Im (10%(I+F)) : 1575000 / T : <b>17 325 000 Fcfa</b>	2.1.3 Sensibilisation des motocycles en matière d'obtention de permis de conduite, des vignettes et de port des gilets chaque année dans tous les villages I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 Fcfa</b>				
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>						<b>Montants</b>
Total investissement (I)						291 000 000
Total Fonctionnement (F)						14 550 000
Imprévis (10%(I+F))						30 555 000
<b>Total estimatif</b>						<b>336 105 000 Fcfa</b>

## 4.2.19. Eau et Énergie

**PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie**

**SOUS-SECTEUR : EAU**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Alimenter les populations en eau potable et assainir leur cadre de vie</b>	Nombre de point d'eau construits et/ou réhabilité et assaini	- Rapport du Délégué départemental MINEE/Vina - Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	- Journal des projets - Conventions de financements
Objectifs spécifiques	<b>1. Améliorer la gestion et l'offre en eau</b>	Nombre de point d'eau construits et/ou réhabilité	- Rapport du Délégué départemental MINEE/Vina - Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	- Journal des projets - Conventions de financements
	<b>2. Améliorer l'assainissement dans la commune</b>	Nombre d'aire d'assainissement aménagée Nombre de campagne de sensibilisation	- Rapport du Délégué départemental MINEE/Vina - Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	- Journal des projets - Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.2. Les infrastructures en eau sont renforcées et mieux gérées</b>	Nombre de point d'eau construits et/ou réhabilité	- Rapport du Délégué départemental MINEE/Vina - Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	- Journal des projets - Conventions de financements
	<b>2.1. L'assainissement est amélioré</b>	Nombre d'aire d'assainissement aménagée Nombre de campagne de sensibilisation	- Rapport du Délégué départemental MINEE/Vina - Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	- Journal des projets - Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>					<b>Pour R 2.1.</b>	

1.1.1 Réalisation de 31 forages (Thabal Bambi (1), Tchabal Mounguel (1), Saltaka (1), Madjele (1), Malo Goni (1), Malo Mbifal (1), Naboun (2), Beka Tinguerin (1), Beka Gaoumoukon (2), Margol (2), Ndougoy (2), Ngawa (2), Wouro-choa (1)) / I: (8 000 000 x 31) 248 000 000 / F (5% I): 12 400 000 / Im (10%(I+F)): 26 040 000 / T: <b>286 440 000 Fcfa</b>	2.1.1. Construire des aires d'assainissement autour des forages de Wouro-Soa, Beka-Tinguerin, Tchabbal-Baouro (Péage), Bini, Dang, Malang / I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 / T: <b>1 155 000 FCFA</b>
1.1.2 Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 05 forages (1) à Manwi-Bijoro, (1) à Ngodi Mafalgaouo, (1) à Tchabbal Djalingo, (1) à Dang, (1) à Bini / I: 5 x 500 000 = 2 500 000 / F (5% I): 125 000 / Im (10%(I+F)): 262 500 / T: <b>2 887 500 FCFA</b>	2.1.2. Sensibilisation des populations sur l'utilisation des latrines (fosses ventilées) / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: <b>2 310 000 Fcfa</b>
1.1.3 Recrutement d'01 artisan réparateur par la commune de Ngaoundéré 3ème / I: 200 000 / F (5% I): 10 000 / Im (10%(I+F)): 21 000 / T: <b>231 000 Fcfa</b>	2.1.2 .Construire 10 blocs latrines dans les lieux publics 03 au marché de dang, 02 au marché de tchabbal, 10 dans les lieux de culte (mosque, église) I :7 000 000*15= 105 000 000 / F (5% I) :5 250 000 / Im (10%(I+F)) : 11 025 000 / T : 121 275 000 F CFA
1.1.4 Etude de faisabilité en vue de l'extension du réseau d'adduction d'eau de Malang à Yala-Yarna / I: 1 500 000 / F (5% I): 75 000 / Im (10%(I+F)): 157 500 / T: <b>1 732 500 FCFA</b>	
1.1.5 Organisation de deux formations : (1) Formation des artisans réparateurs à la maintenance des forages ; (1) formation des membres de 07 comités de gestion (Naboun, Tchabal-Baouro-école, Tchabal-Baouro-péage, Wouro-choa, Dang et 2 à Bini) des forages / I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: <b>4 620 000 FCFA</b>	
6 Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la source du village Ngodi-Mafalgao / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : <b>577 500 FCFA</b>	
1.1.7 Mise en place des comités de gestion dans les forages à Malang, Gada-Dang, Tchabal-Djalingo, Tchabal-Mounguel, Ngodi-Mafalgaouo, Ngodi-Maiborno, Malo-Mbifal, Malo-Goni, Beka-Tinguerin, Bidjoro / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : <b>577 500 FCFA</b>	
<b>Cadre estimatif</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
Total investissement (I)	565 000 000
Total Fonctionnement (F)	28 250 000
Imprévus (10%(I+F))	59 325 000
<b>Total estimatif</b>	<b>652 575 000 Fcfa</b>

**PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'énergie**  
**SOUS-SECTEUR : ENERGIE**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès des populations de la Commune à l'énergie électrique</b>	- Nombre de villages électrifiés	- Rapport du Délégué départemental MINEE	- Disponibilité des fonds	-Fonds nécessaires mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements

Objectifs spécifiques	<b>1. Faciliter l'accès des populations aux infrastructures électriques</b>	Nombre de villages électrifiés	Rapport du Délégué départemental MINEE	- Disponibilité des fonds - Proximité de la ligne hauteur	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2 Promouvoir les énergies renouvelables</b>	Nombre d'activités de promotion et de vulgarisation des énergies renouvelables menées	Rapport du Délégué départemental MINEE	- Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1 Les villages sont raccordés au réseau de basse tension AES-SONEL</b>	Nombre de villages électrifiés	Rapport du Délégué départemental MINEE	- Disponibilité des fonds - Proximité de la ligne hauteur	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.1 Les énergies alternatives sont vulgarisées dans les villages</b>	Nombre d'activités de promotion et de vulgarisation des énergies renouvelables menées	Rapport du Délégué départemental MINEE	- Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1</b>				<b>R 2.1</b>		
<b>1.1.1</b> Etude de faisabilité en vue de l'extension du réseau électrique de Malang à Tchabbal-Baouro <b>I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 / T: 1 155 000 FCFA</b>				<b>2.1.1</b> Travaux de vulgarisation de l'électrification rurale par les énergies renouvelables (solaire, biogaz et éolien) (Ndougoy, Ngawa, Saltaka, Madjélé II) / <b>I: 5 000 000 / F (5% I): 250 000 / Im (10%(I+F)): 525 000 / T: 5 775 000 FCFA</b>		
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>					<b>Montants</b>	
Total investissement (I)					6 000 000	
Total Fonctionnement (F)					300 000	
Imprévus (10%(I+F))					630 000	
<b>Total estimatif</b>					<b>6 930 000 FCFA</b>	

## 4.2.20. Habitat et Développement Urbain

### PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'accéder à un habitat de qualité et à l'appropriation des mécanismes d'urbanisation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Promouvoir l'urbanisation du centre urbain et améliorer l'accès des populations à un habitat adéquat</b>	- Nombre de lotissements effectués -Nombre de plan types mis en place Nombre d'infrastructures construites	- Rapport du Délégué départemental MINH DU - Rapport de la commune	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	<b>1. Améliorer l'urbanisation de la commune de Ngaoundéré III</b>	- Nombre de lotissements effectués -Nombre de plan types mis en place Nombre d'infrastructures construites	- Rapport du Délégué départemental MINH DU - Rapport de la commune	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2. Former les populations sur les techniques de construction</b>	Nombre de formation	Rapport du Délégué départemental MINH DU - Rapport de la commune	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Le cadre de vie dans la commune est amélioré</b>	- Nombre de lotissements effectués -Nombre de plan types mis en place Nombre d'infrastructures construites	- Rapport du Délégué départemental MINH DU - Rapport de la commune	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.1. Les populations sont mieux encadrées et formées</b>	Nombre de formation	Rapport du Délégué départemental MINH DU - Rapport de la commune	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>				<b>Pour R 2.1.</b>		
1.1.1. Viabilisation du lotissement de Dang et Malang <b>I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000 FCFA</b>				2.1.1. Formation des communautés rurales sur la valorisation des matériaux locaux pour la construction des habitations <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</b>		
1.1.2. Réalisation d'un plan directeur d'urbanisme <b>I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000 FCFA</b>						
1.1.3. Elaboration et mise en application du plan d'occupation du sol <b>I : 25 000 000 / F (5% I) : 1 250 000 / Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 FCFA</b>						

1.1.4. Etude de faisabilité en vue de l'éclairage public de l'espace urbain par énergie solaire <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b>	
1.1.5. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des sites de décharges des ordures ménagères à Dang, Bini et Malang <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b>	
1.1.6. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement les espaces verts à Dang, Bini et Malang <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b>	
1.1.7. Etude de faisabilité en vue de la construction des logements sociaux et des logements d'astreintes à Dang et Malang <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b>	
1.1.8. Etude de faisabilité en vue de la restructuration et construction des voies d'accès dans les minicités (DANG, BINI) / <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 Fcfa</b>	
1.1.9. Construction de 11 ponceaux dont 3 à Dang (01 derrière l'inspection de l'éducation de base pour desservir le quartier Gada Bini) ; 3 à Malang (01 pour desservir le quartier Gada-Dang) ; 2 à Manwi ; 3 à Bini <b>I:208 000 000 / F (5% I):10 400 000 / Im (10%(I+F)): 21 840 000 / T: 240 240 000 Fcfa</b>	
1.1.10. Construction et équipement d'une mini-cité communale de 1500 chambres à Bini-Dang; I: (1500 x 2000 000) 3 000 000 000 / F (5% I): 150 000 000 / Im (10%(I+F)): 315 000 000 <b>/ T: 3 465 000 000 Fcfa</b>	
<b>Cadre estimatif</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
Total investissement (I)	3 294 000 000
Total Fonctionnement (F)	164 700 000
Imprévus (10%(I+F))	345 870 000
<b>Total estimatif</b>	<b>3 804 570 000 Fcfa</b>

## 4.2.21. Domaines, Cadastre et affaires foncières

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à la propriété foncière

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès à la propriété foncière et contribuer à une gestion rationnelle du patrimoine foncier	Accessibilité à la propriété foncière	-Délégué départemental MINDAF	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès à la propriété foncière	Plan d'occupation du sol disponible	-Délégué départemental MINDAF	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Informer la population de la réglementation en vigueur en termes d'immatriculation foncière	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La propriété foncière est améliorée	Plan d'occupation du sol disponible	-Délégué départemental MINDAF	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. La population est mieux informée et outillée sur propriété foncière	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>			<b>Pour R 2.1.</b>			
1.1.1. Etude de faisabilité en vue du lotissement dans les villages de Malo Goni, Wouro -Choa, Ndougoy, Tchabbal Djalingo, Malo-Mbifal / I : 2 500 000 / F (5% I) : 125000 / Im (10%(I+F)) : 262500 / T : <b>2 887 500 FCFA</b>			2.1.1. Organisation de deux campagnes de sensibilisation (1) Sensibilisation de la population sur l'importance et sur la procédure d'obtention du titre foncier (1) campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance d'un titre foncier / I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : <b>4 620 000 FCFA</b>			
1.1.2. Etude et Réalisation d'un plan cadastral de la Commune / I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : <b>57 750 000 FCFA</b>						
1.1.3. Etude de faisabilité en vue de la Sécurisation du patrimoine foncier communal / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 Fcfa</b>						
1.1.4. Etude de faisabilité en vue de la Sécurisation foncières espaces et services public de La commune de Ngaoundéré 3 <sup>ème</sup> / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 Fcfa</b>						
1.1.5. Mise en place des cartes d'utilisation des terres pour tous les villages / I : 20 000 000 / F (5% I) : 1 000 000/ Im (10%(I+F)) : 2 100 000/ T : <b>23 100 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>					<b>Montants</b>	
Total investissement (I)					80 500 000	
Total Fonctionnement (F)					4 025 000	
Imprévu (10%(I+F))					8 452 500	
<b>Total estimatif</b>					<b>92 977 500 Fcfa</b>	

## 4.2.22. Mines, industries et développement technologique

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à l'exploitation des ressources minières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Faciliter l'exploitation des ressources minières</b>	-Nombre de regroupement des artisans mis en place -Nombre d'activités des regroupements	Rapports d'activités du regroupement -DDMIDT/Vina	Disponibilité des artisans miniers	-Nombre d'artisans membres du regroupement	Liste des membres du regroupement
Objectifs spécifiques	<b>1. Organiser et encadrer les artisans miniers et les acteurs du secteur de l'industrie</b>	Nombre d'artisans recensés Nombres de GIC, associations et coopératives créé Nombre de campagne de sensibilisation	Rapports d'activités du regroupement -Rapport du DD MINIMIDT/Vina	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les artisans miniers et les acteurs du secteur de l'industrie sont organisés et formés</b>	Nombre d'artisans recensés Nombres de GIC, associations et coopératives créé	Rapports d'activités du regroupement -DDMIDT/Vina	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>						
1.1.1. Organisation deux campagnes de sensibilisation sur la nécessité de regroupement des artisans miniers et les acteurs du secteur de l'industrie clandestins en GIC, associations (Beka-Tinguerin, Beka-Ngaoumoukon, Dang, Bini, Tchabal-Djalingo)						
<b>I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000 FCFA</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				4 000 000		
Total Fonctionnement (F)				200 000		
Imprévus (10%(I+F))				420 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>4 620 000 FCFA</b>		

## 4.2.23. Commerce

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés de pratiquer l'activité commerciale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique de l'activité commerciale	Nombre d'infrastructures construites	MINCOMMERCE	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des équipements marchands	Nombre équipements construits	Rapport du DD MINCOMMERCE Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Améliorer le cadre de vie des commerçants	Prise en compte des aspects socio-environnementaux	Rapport du DDMINCOMMERCE Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1 Les équipements marchands sont développés	Nombre équipements construits	Rapport du DDMINCOMMERCE Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les aménagements sont améliorés	Nombre d'aménagements construits	Rapport du Délégué départemental MINCOMMERCE Rapport du comité de suivi du BIP	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>				<b>Pour R 2.1.</b>		
1.1.1 Construire de 18 hangars commerciaux (Dang, Tchabbal-Mouguel, Madjélé, Tchabbal-Baouro, Malo-Mbifal, Malo Goni, Naboun, wouro –Choa, Margol, Ngodi-Mafalgao, Ngodi-Maibornou, Saltaka, Beka-Ngaoumoukon, Tchabbal Djalingo, Tchabbal-Bambi, Ndougoy, Beka-Tinguerin, Ngawa) I : 20 000 000x18 = 360 000 000 / F (5% I) : 18 000 000 / Im (10%(I+F)) : 37 800 000 / T : <b>415 800 000 FCFA</b>				2.1.1. Construction de 02 points d'eau sur les places de marché de Dang, Tchabbal Djalingo I : 8 000 000x2 = 16 000 000 / F (5% I) : 800 000 / Im (10%(I+F)) : 1 680 000 / T : <b>18 480 000 FCFA</b>		
1.1.2 Viabilisation des marchés de Dang et de Tchabbal-Djalingo I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : <b>4 620 000 FCFA</b>				2.1.2. Construction de 20 boutiques dont (04) Ngodi-Mafalgaou, (04) à Tchabbal-Baouro et 12 à Tchabbal-Djalingo I : 2 000 000x20 =20 000 000 / F (5% I) : 2 000 000 / Im (10%(I+F)) : 4 200 000 / T : <b>46 200 000 FCFA</b>		
1.1.3 Construction de 02 Blocs latrines dans les places de marché de Dang et Tchabbal-Djalingo I : 3 500 000x2 =7 000 000 / F (5% I) : 350 000 / Im (10%(I+F)) : 735 000 / T : <b>8 085 000</b>				2.2.4. Doter les marchés de Dang et de Tchabbal-Djalingo en 10 bacs à ordures I : 20 000x10 =200 000 / F (5% I) : 10 000 / Im (10%(I+F)) : 21 000 / T : <b>231 000 FCFA</b>		
1.1.4 Construction d'un grand magasin de stockage des produits manufacturés au marché de Dang / I:50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)):5 250 000 / T: <b>57 750 000 Fcfa</b>				2.2.5. Etude de faisabilité en vue de l'électrification du marché de Tchabbal-Djalingo I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : <b>577 500 FCFA</b>		
1.1.5 Etude de faisabilité en vue de la délocalisation du marché de Dang / I:500 000 / F (5% I):25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: <b>577 500 Fcfa</b>						
1.1.6 Construction et équipement la brigade de commerce de l'arrondissement de Dang / I:10 000 000 / F (5% I): 500 000 / Im (10%(I+F)):1 050 000 / T: <b>11 550 000 Fcfa</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>					<b>Montants</b>	
Total investissement (I)					488 200 000	
Total Fonctionnement (F)					24 410 000	
Imprévus (10%(I+F))					51 261 000	
<b>Total estimatif</b>					<b>563 871 000 Fcfa</b>	

## 4.2.24. Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer l'artisanat et mise en place des PME

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Promouvoir le développement des micro-entreprises viables, de l'économie sociale et de l'artisanat</b>	Nombre de centre de l'artisanat fonctionnel Nombre de campagnes de sensibilisation	Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds -Signature de l'acte de création du centre	-Montant des fonds mobilisés/transférés -Copie de l'acte de création	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
Objectifs spécifiques	<b>1. Construire et équiper Les infrastructures de promotion de l'artisanat</b>	Nombre d'espace d'artisanat fonctionnel	Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds -Signature de l'acte de création du centre	-Montant des fonds mobilisés/transférés -Copie de l'acte de création	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
	<b>2 Promouvoir l'excellence chez les artisans de la Commune</b>	-Nombre de campagnes de sensibilisation	Rapports des commissions d'organisation	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures de promotion de l'artisanat sont améliorées</b>	Nombre d'espace d'artisanat fonctionnel	Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	-Disponibilité des fonds -Signature de l'acte de création du centre	-Montant des fonds mobilisés/transférés -Copie de l'acte de création	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
	<b>2.1. Les artisans sont mieux encadrés et outillés</b>	-Nombre de campagnes de sensibilisation	Rapports des commissions d'organisation	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>				<b>Pour R 2.1.</b>		
1.1.1. Construction d'un espace artisanal à Dang <b>I : 20 000 000 / F (5% I) : 1 000 000 / Im (10%(I+F)) : 2 100 000 / T : 23 100 000 FCFA</b>				2.1.1. Elaboration d'un fichier des acteurs des PME, artisanat et économie sociale <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</b>		
2.1.2. Organisation de 03 campagnes de sensibilisation (1) sur la recherche de financement par les PME et l'artisanat ; (1) sur l'organisation et la structuration des PME par type de corps d'activités et (1) sur en entrepreneuriat / <b>I : 2 000 000×3 = 6 000 000 / F (5% I) : 300 000 / Im (10%(I+F)) : 630 000 / T : 6 930 000 FCFA</b>						
2.1.3. Organisation une fois l'an d'un salon de l'artisanat au niveau communal / <b>I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000 FCFA</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				38 000 000		
Total Fonctionnement (F)				1 900 000		
Imprévus (10%(I+F))				3 990 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>43 890 000 Fcfa</b>		

## 4.2.25. Tourisme et Loisirs

### PROBLEME CENTRAL : Difficulté à pratiquer et à investir dans secteur du tourisme

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	<b>Faciliter la pratique et l'investissement dans le secteur touristique</b>	-Nombre de sites touristiques aménagés -Nombre de voies de communication et de structures d'hébergement construites	-Délégué départemental du MINTOUR	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	<b>1. Améliorer l'offre en infrastructures touristiques</b>	-Nombre de sites touristiques aménagés -Nombre de voies de communication et de structures d'hébergement construites	-Rapport du Délégué départemental du MINTOUR Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2. Mettre en place un plan de marketing des sites touristiques de la commune</b>	-Fréquence de diffusion des messages dans les médias -Nombre de promoteurs touristiques rencontrés et convaincus	Responsable du marketing	-Volonté politique -Intervention des élites -Dynamisme de l'exécutif -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. Les infrastructures touristiques sont améliorées</b>	-Nombre de sites touristiques aménagés -Nombre de voies de communication et de structures d'hébergement construites	-Rapport du Délégué départemental du MINTOUR Rapport du comité de suivi du BIP PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.1. La promotion du tourisme est assurée</b>	-Fréquence de diffusion des messages dans les médias -Nombre de promoteurs touristiques rencontrés et convaincus	Responsable du marketing	-Volonté politique -Intervention des élites -Dynamisme de l'exécutif -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>				<b>Pour R.2.1.</b>		
1.1.1. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement du Lac Bini-Dang (Viabilisation des berges, curage) <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b>				2.1.1. Promotion des sites touristiques par des publi-reportages <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</b>		
1.1.2. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement et viabilisation des rapides de Dang <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b>				2.1.2. Mise sur pied d'une base de données des sites touristiques de la Commune <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b>		
1.1.3. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des voies d'accès aux Rapides de Dang <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b>				2.1.3. Delimitation et sécurisation des sites touristiques de la commune <b>I : 25 000 000 / F (5% I) : 1 250 000 / Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 Fcfa</b>		

1.1.4. Poursuite des activités de l'aménagement de la colline cuirassée de Tchabbal-Baouro (Construction d'un campement de 50 chambres et d'un restaurant, reprofilage de l'accès) I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: <b>173 250 000 FCFA</b>	2.1.4. Implantation des panneaux directionnels pour indiquer la position des sites touristiques I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : <b>4 620 000 FCFA</b>
1.1.5. Construction d'un Établissement d'hébergement municipal à côté du Lac de Bini ( I : 90 000 000 / F (5% I) : 4 500 000 / Im (10%(I+F)) : 9 450 000 / T : <b>103 950 000 FCFA</b>	
1.1.6. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeux autour de sites touristiques I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 FCFA</b>	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	250 500 000
Total Fonctionnement (F)	12 525 000
Imprévu (10%(I+F))	26 302 500
<b>Total estimatif</b>	<b>289 327 500 Fcfa</b>

## 4.2.26. Agriculture et développement rural

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer une agriculture de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif de développement</b>	<b>Faciliter la pratique d'une agriculture de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'infrastructures agricoles construites et fonctionnelles</li> <li>- Technique moderne adoptée et mise en œuvre</li> <li>- Nombre formation organisée</li> </ul>	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré III PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Journal des projets</li> <li>-Conventions de financements</li> </ul>
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1- Améliorer la production et la productivité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Technique moderne adoptée et mise en œuvre</li> <li>- Nombre formation organisée</li> <li>- Rendement</li> </ul>	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré III PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Journal des projets</li> <li>-Conventions de financements</li> </ul>
	<b>2- Structurer, organiser et encadrer les agriculteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de coopératives</li> <li>Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel</li> </ul>	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Journal des projets</li> <li>-Conventions de financements</li> </ul>
	<b>3- Limiter les pertes post récoltes et améliorer La commercialisation des produits agricoles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de magasin de stockage construit</li> <li>Nombre d'unité de transformation mise en place</li> </ul>	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Journal des projets</li> <li>-Conventions de financements</li> </ul>
	<b>4- Réduire à 100% les conflits agropastoraux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre et superficie de zones agricoles délimitées</li> <li>- Commission consultative des règlements des litiges redynamisée</li> <li>- Nombre de litiges résolus</li> </ul>	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré III Rapport de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dynamisme du Sous-préfet</li> <li>Dynamisme des différents chefs</li> <li>Implication des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif</li> <li>-Participation des acteurs aux rencontres d'échanges</li> </ul>	Rapports des rencontres d'échanges
<b>Résultats (Axes stratégiques)</b>	<b>1.1. La fertilité des sols est améliorée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre formation organisée</li> </ul>	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré III Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Journal des projets</li> <li>-Conventions de financements</li> </ul>

	<b>1.2. L'appareil de production est modernisé</b>	- Technique moderne adoptée et mise en œuvre - Rendement	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré III Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.1. Les agriculteurs sont mieux structurés et outillés</b>	Nombre de coopératives	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>2.2. Les services d'encadrement sont renforcés</b>	Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré III PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>3.1. Les infrastructures de soutien à la production et de commercialisation de produits agricoles sont accrues</b>	Nombre de magasin de stockage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>4.1. Les zones agricoles sont sécurisées</b>	Nombre et superficie de zones agricoles délimitées	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré III Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
	<b>4.2. Les litiges entre agriculteurs et éleveurs sont mieux gérés</b>	- Commission consultative des règlements des litiges redynamisée - Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré III Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
<b>Activités</b>						
<b>Pour R. 1.1.</b>	<b>Pour R. 1.2.</b>	<b>Pour R 2.1.</b>	<b>Pour R 2.2.</b>	<b>Pour R 3.1.</b>	<b>Pour R 4.1.</b>	<b>Pour R 4.2.</b>

<p>1.1.1. Formation des agriculteurs de la commune à la pratique de l'agroforesterie I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>1.2.1. Travaux de vulgarisation de la culture attelée avec distribution des charrues concernant les producteurs des bassins de production de Saltaka, Madjele II, Gada-Bini, Bini, Dang à côté du lac, le bas-fond Dori ainsi que Ndougoy I : 10 000 000 <b>F (5% I) : 500 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 1 050 000</b> <b>T : 11 550 000 FCFA</b></p>	<p>2.1.1. Incitation par la sensibilisation des populations villageoises au regroupement des GIC, associations et structures paysannes diverses en une coopérative de filière racine et tubercule, maïs, produits maraîchers I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.2.1. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation et l'équipement du poste agricole et le logement d'astreinte de Dang I : 500 000 <b>F (5% I) : 25 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 52 500</b> <b>T : 577 500 FCFA</b></p>	<p>3.1.1 Construction de 20 magasins de stockage de céréales et de farine de manioc à Malang, Gada-Dang, Gada-Bini, Wouro-Soa, Tchabal-Bambi, Tchabal-Djalingo, Tchabal-Baouro, Tchabal-Mounguel, Saltaka, Ngodi-Mafalngaou, Ngodi-Maiborno, Ngawa, Ndougoy, Margol, Naboun, Malo-Mbifal, Malo-Goni, Madjele II, Beka-Tinguerin, Beka-Ngaoumoukon I : 25 000 000×20 = 500 000 000 <b>F (5% I) : 25 000 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 52 500 000</b> <b>T : 577 500 000 FCFA</b></p>	<p>4.1.1. Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages dans la commune I : 10 000 000 <b>F (5% I) : 500 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 1 050 000</b> <b>T : 11 550 000 FCFA</b></p>	<p>4.2.1. Renforcement des capacités de la commission consultative des règlements de conflits agropastoraux I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>
<p>1.1.2. Formation des agriculteurs de la commune à l'usage des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage) I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>1.2.2. Travaux de vulgarisation à l'usage et la gestion des tracteurs par la coopérative et/ou les grands producteurs I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.1.2. Appui des coopératives à l'acquisition de tracteurs I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.2.2. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement de Ngaoundéré III I : 35 000 000 <b>F (5% I) : 1 750 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 3 675 000</b> <b>T : 40 425 000 FCFA</b></p>	<p>3.1.2 Construction de 20 forages près des magasins de stockages I : 9 000 000 × 20 = 180 000 000 <b>F (5% I) : 9 000 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 18 900 000</b> <b>T : 207 900 000 FCFA</b></p>		

<p>1.1.3. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des bass-fonds Dori (cours d'eau dont les berges sont exploitées par les localités Bini, Gada-Dang, Malo-Goni, Wouro-Choa), Bini, Dang (lac) I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>1.2.3. Renforcement de capacité de 50 agriculteurs des bassins de production (Saltaka, Madjele II, Gada-Bini, Bini, Dang à côté du lac, le bas-fond Dori) et quelques villages Beka-Tinguerin sur les techniques de cultures de pommes de terre et tomates I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.1.3. Formation d'au moins de 50 agriculteurs des bassins de production (Saltaka, Madjele II, Gada-Bini, Bini, Dang à côté du lac, le bas-fond Dori) et/ou des coopératives aux procédures d'obtention et de gestion des financements I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.2.3. Renforcement de l'encadrement par l'acquisition des moyens de déplacement (02 motos tout terrain YAMAHA AG 100) I : 3 000 000 × 2 = 6 000 000 <b>F (5% I) : 300 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 630 000</b> <b>T : 6 930 000 FCFA</b></p>	<p>3.1.3 Construction de 20 blocs latrines près des magasins de stockage I : 3 500 000 × 20 = 70 000 000 <b>F (5% I) : 3 500 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 7 350 000</b> <b>T : 80 850 000 FCFA</b></p>
<p>1.1.4. Etude de faisabilité en vue construction d'un bief sur Mayo-Dori I : 1 000 000 <b>F (5% I) : 50 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 105 000</b> <b>T : 1 155 000 FCFA</b></p>	<p>1.2.4. Organisation de campagne de lutte contre les chenilles défoliatrices de plants de maïs, et maladies de pommes de terre et tomate I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> 1.2.5. <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.1.4. Renforcement de capacité des agricultures et/ou la coopérative à la gestion des magasins de stockage et de point d'approvisionnement des intrants I : 2 000 000 <b>F (5% I) : 100 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 210 000</b> <b>T : 2 310 000 FCFA</b></p>	<p>2.2.4. Plaidoyer pour la création construction et équipement de 03 postes agricoles à Béka-Ngaoumoukone, Tchabal-Mounguel et Madjele II I : (50 000 000 × 3) = 150 000 000 <b>F (5% I) : 7 500 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 15 750 000</b> <b>T : 173 250 000</b></p>	<p>3.1.4 Construction et sécurisation de 13 plateformes de séchage de céréales et de farine de manioc à Manwi, Malang, Dang, Malo-Goni, Saltaka, Ngodi-Maïbornon, Ndougoy, Ngawa, Madjele II, Gada-Dang, Gada-Bini, Tchabal-Djalongo, Tchabal-Mounguel I : (5 000 000 × 13) = 65 000 000 <b>F (5% I) : 3 250 000</b> <b>Im (10%(I+F)) : 6 825 000</b> <b>T : 75 075 000 FCFA</b></p>
<p>1.1.5. Acquisition d'un pool d'engins agricoles communal (tracteur etc.) I : 300 000 000 / <b>F (5% I) : 15 000 000</b> / <b>Im (10%(I+F)) : 31 500 000</b> / <b>T : 346 500 000 FCFA</b></p>				<p>3.1.5. Achat, construction d'abris et installation de 17 moulins communaux à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV à Wouro-Soa, Tchabal-Bambi, Tchabal-Djalongo, Tchabal-Baouro, Tchabal-Mounguel, Saltaka, Ngodi-Mafalgaou, Ngodi-Maïbornon, Ngawa, Ndougoy, Margol, Naboun, Malo-Mbifal, Malo-Goni, Madjele II, Beka-Tinguerin, Beka-Ngaoumoukon I : (2 000 000 × 17) = 34 000 000 / <b>F (5% I) : 1 700 000</b> / <b>Im (10%(I+F)) : 3 570 000</b> / <b>T : 39 270 000 FCFA</b></p>
<p>1.1.6. Mise en place deux points d'approvisionnement des intrants agricoles à Madjele II et Tchabal-Djalongo I : 10 000 000 / <b>F (5% I) : 500 000</b> / <b>Im (10%(I+F)) : 1 050 000</b> / <b>T : 11 550 000 FCFA</b></p>				<p>3.1.6. Redynamisation et renforcement de capacité de gestionnaires de l'unité de transformation de patate en cossette et farine à Maïbornon I : 500 000 / <b>F (5% I) : 25 000</b> / <b>Im (10%(I+F)) : 52 500</b> / <b>T : 577 500 FCFA</b></p>

<p>1.1.7. Mise en place de 04 champs semenciers de maïs de 5000 m2 chacun (Saltaka, Gada-Dang, Maïborna et Ndougoue)  <b>I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000 FCFA</b></p>			<p>3.1.7. Organisation d'un mini-comice agropastoral communal annuel  <b>I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000 FCFA</b></p>
			<p>3.1.8. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles Malang – Gada Dang – Mayo Dori (environ 7 km) ; Malo-Goni - Mayo-Dori - Ngana (environ 10 km) ; Wouro-choa au Mayo-Dori (environ 3 km) ; Tchabal-Djalingo – Saltaka ; Ngodi-Mafalgao (environ 3km pour atteindre un bas-fond)  <b>I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</b></p> <p>3.1.9. Etude de faisabilité en vue de l'ouverture de la piste agricole université (Bini) – Ndougoy / <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b></p> <p>3.1.10. Etude de faisabilité en vue de la construction d'un pont pour relier Manwi à Gada-Bini / <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b></p>
			<p>3.1.11. construction et équipement d'unité de transformation de manioc en farine et en amidon dans le quartier Bindaï  <b>I : 20 000 000 / F (5% I) : 1 000 000 / Im (10%(I+F)) : 2 100 000 / T : 23 100 000FCFA</b></p>
<b>Cadre estimatif</b>			
<b>Libellés</b>		<b>Montants</b>	
Total investissement (I)		1 437 500 000	
Total Fonctionnement (F)		71 875 000	
Imprévis (10%(I+F))		150 937 500	
<b>Total estimatif</b>		<b>1 660 312 500 FCFA</b>	

## 4.2.27. Elevage pêche et industries animales

### PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à la pratique des activités d'élevage

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique des activités d'élevage	Nombre d'infrastructures d'élevage améliorées Nombre de coopératives	Rapport du DAEPIA Ngaoundéré III PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1- Améliorer la production	- Nombre d'infrastructures opérationnels - Rendement	Rapport du DAEPIA Ngaoundéré III PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2- Structurer, organiser et encadrer les éleveurs	Nombre de coopératives Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport de différentes sensibilisations organisées PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3- Améliorer la commercialisation des produits d'élevage	Nombre d'aire d'abattage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4- Réduire à 100% les conflits agropastoraux	Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré III Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'appareil de production modernisé	- Nombre d'infrastructures opérationnels - Rendement	Rapport du DAEPIA Ngaoundéré III PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les éleveurs sont mieux structurés et outillés	Nombre de coopératives Nombre de formations organisées	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.2. Les services d'encadrement sont renforcés	Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport du DAEPIA Ngaoundéré III PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	<b>3.1. Les infrastructures de commercialisation sont améliorées</b>	Nombre d'aire d'abattage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	<b>4.1. Les zones de transhumance sont sécurisées</b>	Nombre et superficie de zones de transhumance aménagées	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré III Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>	<b>Pour R 2.1.</b>	<b>Pour R 2.2.</b>	<b>Pour R 3.1.</b>	<b>Pour R 4.1.</b>		
<b>1.1.1.</b> Construction de deux bains dé tiqueurs à Manwi et à Margol I : 25000000×2= 50000000 F (5% I) : 2 500 000 Im (10%(I+F)) : 5 250 000 T : 57 750 000 FCFA	2.1.1. Incitation par la sensibilisation des populations villageoises au regroupement des GIC, associations et structures paysannes diverses en une coopérative I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	2.2.1. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation du CZV de Margol I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA	3.1.1. Construction d'une aire d'abattage Tchabal-Djalingo I : 15 000 000 F (5% I) : 750 000 Im (10%(I+F)) : 1 575 000 T : 17 325 000 FCFA	4.1.1. Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones de transhumance dans la commune I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA		
<b>1.1.2.</b> Travaux de vulgarisation des ruches modernes pour la promotion de l'apiculture I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	2.1.2. Formation d'au moins 100 éleveurs et/ou de la coopérative aux procédures d'obtention et de gestion des financements I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	2.2.2. Construction et équipement du CZV de Dang I : 25 000 000 F (5% I) : 1 250 000 Im (10%(I+F)) : 2 625 000 T : 28 875 000 FCFA	3.1.2. Construction d'un marché à bétail à Dang I : 30 000 000 F (5% I) : 1 500 000 Im (10%(I+F)) : 3 150 000 T : 34 650 000 FCFA	4.1.2. Etude de faisabilité en vue de la délimitation couloirs de transhumance dans la commune I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA		
<b>1.1.3.</b> Travaux de vulgarisation des étangs piscicoles I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA		2.2.3. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement I : 35 000 000 F (5% I) : 1 750 000 Im (10%(I+F)) : 3 675 000 T : 40 425 000 FCFA	3.1.3. Etude de faisabilité en vue de la construction d'un point de collecte de lait à Margol / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA			

1.1.4. Aménagement de 07 mares à Dang, Manwi, Margol, Tchabal-Baouro, Tchabal-Mounguel, Wore-Léré, Yala-Yarna I : 10 000 000×7=70 000 000 / F (5% I) : 3 500 000 / Im (10%(I+F)) : 7 350 000 / T : <b>80 850 000 FCFA</b>	2.2.4. Renforcement de l'encadrement des éleveurs par l'acquisition des moyens de déplacement (moto tout terrain YAMAHA AG 100) I : 3 000 000 × 3 = 9 000 000 F (5% I) : 450 000 Im (10%(I+F)) : 945 000 T : <b>10 395 000 FCFA</b>	3.1.4. Construction de deux abattoirs modernes à Dang et à Manwi I : 40 000 000×2= 80 000 000 / F (5% I) : 4 000 000 / Im (10%(I+F)) : 8 400 000 / T : <b>92 400 000 FCFA</b>
1.1.5. Etude de faisabilité en vue de renforcer la mare d'abreuvement de Tchabbal-Baouro I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : <b>577 500 FCFA</b>	I : 25000000×2= 50000000 F (5% I) : 2 500 000 Im (10%(I+F)) : 5 250 000 T : <b>57 750 000 FCFA</b>	3.1.5. Raccordement au réseau électrique et adduction d'eau les abattoire de Dang et de Manwi I : 4 900 000 × 2 = 9 800 000 / F (5% I) : 490 000 / Im (10%(I+F)) : 1 029 000 / T : <b>11 319 000 FCFA</b>
1.1.6. Formation d'au moins 100 jeunes de la commune au métier d'élevage de la volaille, les petits ruminants, la pisciculture, gros bétail / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 FCFA</b>		3.1.6. Construction 01 forage à énergie solaire et château à l'abattoir de Dang I : 8 000 000 / F (5% I) : 400 000 / Im (10%(I+F)) : 840 000 / T : <b>9 240 000 FCFA</b>
1.1.7. Travaux de vulgarisation sur l'importance de la mise en œuvre des champs fourragers (superficie 4 ha chacun) à wouro –Choa, Beka-Tinguerin, Naboun et Tchabbal Djalingo, Ndougoy, Ngawa, Ngodi-Maibornou) I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 FCFA</b>		3.1.7. Etude de faisabilité en vue de de la gestion des déchets dans les abattoires de Manwi et de Dang I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : <b>1 155 000 FCFA</b>
<b>Cadre estimatif</b>		
<b>Libellés</b>		<b>Montants</b>
Total investissement (I)		400 300 000
Total Fonctionnement (F)		20 015 000
Imprévus (10%(I+F))		42 031 500
<b>Total estimatif</b>		<b>462 346 500 FCFA</b>

## 4.2.28. Forêt et faune

### PROBLEME CENTRAL : Dégradation des ressources floristiques et fauniques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Œuvrer pour la conservation des ressources floristiques et fauniques</b>	Nombre d'hectares de forêt créé Nombre de campagnes sensibilisation	-Délégué département MINFOF/Vina	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINFOF -Conventions de financement
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1. Améliorer la gestion participative et durable des ressources forestières</b>	Nombre d'hectares de forêt créés Nombre de campagnes sensibilisation	-Rapport du Délégué département MINFOF/Vina	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINFOF -Conventions de financement
<b>Résultats (Axes stratégiques)</b>	<b>1.1. Les ressources forestières sont améliorées</b>	Nombre d'hectares de forêt créés Nombre de campagnes sensibilisation	-Rapport du Délégué département MINFOF/Vina	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINFOF -Conventions de financement
	<b>1.2. La population s'approprie de la gestion des ressources forestières</b>	Nombre de campagnes sensibilisation	-Rapport du Délégué département MINFOF/Vina	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINFOF -Conventions de financement
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>			<b>Pour R 1.2.</b>			
1.1.1. Redynamiser la gestion de la pépinière communale et recruter un pépiniériste <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b>			1.2.1. Sensibilisation éducation et formation des membres des comités de concertations sur les méfaits des feux de brousses / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : <b>2 310 000 FCFA</b>			
1.1.2. Mise en place de 30 000 plants fruitiers et autres dans la pépinière communale / I : 4 500 000 / F (5% I) : 225 000 / Im (10%(I+F)) : 472 500 / T : <b>5 197 500 FCFA</b>						
Reboisement des berges des cours d'eau dégradées par l'exploitation illégale du bois d'œuvre et le bois énergie par une ceinture verte d'au moins 5m de large (Tchabbal-Mouguel, wouro – Choa, Ndougoy, Tchabbal-Bambi, Beka-Ngaoumoukon, Tchabbal-Baouro) / I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : <b>4 620 000 FCFA</b>						
Etude de faisabilité en vue de la création d'une forêt communale à Tchabbal-Baouro et Yala-Yarna / I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : <b>1 155 000 FCFA</b>						
1.1.3. Aménagement d'un hectare de plante à buchette d'allumette (Mélina) à Tchabbal-Mouguel / I : 3 000 000 / F (5% I) : 150 000 / Im (10%(I+F)) : 315 000 / T : <b>3 465 000 FCFA</b>						
1.1.4. Reboisement des artères de la ville au moins 1000 plants/ha sur 5 ans / I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : <b>5 775 000 FCFA</b>						
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				20 000 000		
Total Fonctionnement (F)				1 000 000		
Imprévus (10%(I+F))				2 100 000		
<b>Total estimatif</b>				<b>23 100 000 FCFA</b>		

## 4.2.29. Environnement et protection de la nature et développement durable

## PROBLEME CENTRAL : Dégradation de la nature et de l'environnement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif global</b>	<b>Baisser la dégradation de la nature et de l'environnement</b>	-Nombre de campagnes de sensibilisation et d'ateliers de formation organisés - Activités de l'unité environnementale - Nombre d'ateliers de formation et de renforcement de capacités organisés	-Rapports des campagnes de sensibilisation et d'ateliers de formation -Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Objectifs spécifiques	<b>1. Développer auprès de la population des villages de Ngaoundéré III une gestion participative et durable des ressources naturelles</b>	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisés	Rapports des campagnes de sensibilisation Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. La population s'approprie de la gestion de l'environnement</b>	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisés	Rapports des campagnes de sensibilisation Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>						
1.1.1.	Campagne de sensibilisation de la population sur l'importance de la protection de l'environnement	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
1.1.2.	Campagne de sensibilisation des membres des comités de concertations des villages contre la destruction des ressources naturelles par les feux de brousse	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
1.1.3.	Formation des artisans sur la fabrication des foyers améliorés	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
1.1.4.	Sensibilisation des populations à l'usage des pesticides et insecticides	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
1.1.5.	Etude de faisabilité pour l'aménagement du lac de Dang	I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 FCFA				
1.1.6.	Sensibilisation des établissements scolaires sur la gestion des déchets	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
1.1.7.	Création d'une décharge municipale	I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 FCFA				
1.1.8.	Plaidoyer au MINEPDED pour la création d'espaces verts	I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA				
1.1.9.	Mise en place des comités de surveillance environnementale au niveau de chaque village	I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 FCFA				
1.1.10.	Sensibilisation sur les études d'impact environnemental et l'obtention du certificat de conformité environnementale avant tout investissement	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
1.1.11.	Sensibilisation et intégration sur l'obtention de certificat de conformité environnemental avant tout investissement, construction	I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA				
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				27 500 000		
Total Fonctionnement (F)				1 375 000		
Imprévu (10%(I+F))				2 887 500		
<b>Total estimatif</b>				<b>31 762 500 FCFA</b>		

### 4.2.30. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

**PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'accès aux services administratifs et de maintien de l'ordre**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif de développement :</b>	<b>Faciliter l'accès des populations aux services administratifs et assurer leur sécurité</b>	Nombres d'infrastructures fonctionnelles	-Rapport du Sous-Préfet - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	- Volonté politique - Disponibilité des fonds	- Signature des actes de création d'infrastructures - Montant des fonds mobilisés	- SDL/MINATD - Journal des projets - Conventions de financements
Objectifs spécifiques	<b>1. Doter la commune d'infrastructures administratives et de sûreté adéquates</b>	Nombre de bâtiments construits	-Rapport du Sous-Préfet - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	-Disponibilité des fonds	-montant des fonds mobilisés	-journal des projets -convention de financement
Résultats (Axes stratégiques)	<b>1.1. La commune est pourvue en infrastructures administratives</b>	Nombre de bâtiments construits	-Rapport du Sous-Préfet - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	-Disponibilité des fonds	-montant des fonds mobilisés	-journal des projets -convention de financement
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1.</b>						
1.1.1.	Construction de la sous-préfecture à Dang / I : 50 000 000 / F (5% I) : 2500000 / Im (10%(I+F)) : 5250000 / T : <b>57 750 000 FCFA</b>					
1.1.2.	Construction et équipement de la résidence l'adjoint au Sous-Préfet d'arrondissement à Dang / I : 70 000 000/ F (5% I) : 3 500 000 / Im (10%(I+F)) : 7 350 000 / T : <b>80 850 000 FCFA</b>					
1.1.3.	Construction d'une place de fête (tribune) de Dang/Malang / I : 35 000 000 / F (5% I) : 1 750 000 / Im (10%(I+F)) : 3 675 000 / T : <b>40 425 000 FCFA</b>					
<b>1.1.4.</b>	Dotation en matériel roulant (2 véhicules tout terrain 4*4) des forces de maintien de l'ordre / I : 30 000 000*2 = 60 000 000/ F (5% I) : 3 000 000/ Im (10%(I+F)) : 6 300 000/ T : <b>69 300 000 FCFA</b>					
1.1.5.	Construction de 03 centres d'état civil à Naboun, Margol et Saltaka / I : 9 000 000*2 = 27 000 000/ F (5% I) : 1 350 000/ Im (10%(I+F)) : 2 835 000/ T : <b>31 185 000FCFA</b>					
1.1.6.	Plaidoyer pour le renforcement des effectifs dans les postes de sécurité et de gendarmerie / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : <b>577 500 FCFA</b>					
<b>Cadre estimatif</b>						
<b>Libellés</b>				<b>Montants</b>		
Total investissement (I)				212 500 000		
Total Fonctionnement (F)				10 625 000		
Imprévu (10%(I+F))				22 312 500		
<b>Total estimatif</b>				<b>245 437 500 FCFA</b>		

## 4.2.31. Petite enfance

### PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès aux services de bases de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif de développement	<b>Faciliter les conditions de vie de la petite enfance</b>	Nombre et types d'infrastructures Nombres d'équipement Nombre écoles créés et construits Nombre d'instituteurs affecté	PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	- Dynamisme du maire - Inscription dans le BIP	Nombre et types de projets inscrits dans le BIP	- Journal des projets
Objectifs spécifiques	<b>1 Mettre en place des mesures incitatives afin que les parents soient mieux motivés à prendre des initiatives pour l'établissement des actes de naissance pour leur progéniture</b>	Nombre d'établissement d'acte Nombre de centres d'état civil construit Nombre de sensibilisation organisé	Registre d'enregistrement PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Dynamisme du maire	Montant alloué	Convention de financement
	<b>2. Amélioration de l'offre d'éducation au sein de l'espace communal</b>	Nombre d'infrastructures construites Nombre d'instituteurs affectés	PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
	<b>3. Améliorer la nutrition de l'enfant à travers l'accès à une nourriture de qualité suffisamment variée et en quantité suffisante</b>	Nombre de campagne mené	Rapport de la commune	Disponibilité des fonds	Montant alloué	Convention de financement
	<b>4. Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale.</b>	Nombre de campagne mené	Rapport de la commune Rapport du chef de district de santé	Disponibilité des fonds	Montant alloué	Convention de financement
	<b>5. Améliorer les conditions de détention des enfants en leur offrant un cadre favorable à leur épanouissement</b>	Nombre d'enfant en détention	Rapport de la commune Rapport du DD du MINAS	Disponibilité des fonds	Montant alloué	Convention de financement
	<b>6. Créer un environnement social salubre, avec des infrastructures d'approvisionnement en eau fiable</b>	Nombre de blocs latrines	PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement

<b>Résultats (Axes stratégiques)</b>	<b>1.1. L'établissement des actes de naissance est amélioré</b>	Nombre d'établissement d'acte Nombre de centres d'état civil construit Nombre de sensibilisation organisé	Registre d'enregistrement PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Dynamisme du maire	Montant alloué	Convention de financement
	<b>2.1. L'offre d'éducation au sein de l'espace communal est améliorée</b>	Nombre d'infrastructures construites Nombre d'instituteurs affectés	PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
	<b>3.1. La nutrition de l'enfant est améliorée</b>	Nombre de campagne mené	Rapport de la commune	Disponibilité des fonds	Montant alloué	Convention de financement
	<b>4.1. La couverture vaccinale est assurée</b>	Nombre de campagne mené	Rapport de la commune Rapport du chef de district de santé	Disponibilité des fonds	Montant alloué	Convention de financement
	<b>5.1. Les conditions de détention des enfants sont améliorées</b>	Nombre d'enfant en détention	Rapport de la commune Rapport du DD du MINAS	Disponibilité des fonds	Montant alloué	Convention de financement
	<b>6.1. Un environnement social salubre est créé</b>	Nombre de blocs latrines	PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	Disponibilité des fonds Disponibilité des sites	Montant alloué Disponibilité des cartons Nombre des études de faisabilité	Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement
<b>Activités</b>						
<b>Pour R 1.1</b>	<b>Pour R 2.1</b>	<b>Pour R 3.1</b>	<b>Pour R 4.1</b>	<b>Pour R 5.1</b>	<b>Pour R 6.1</b>	

<p><b>1.1.1.</b> Identifier et confectionner d'un répertoire des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles  <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b></p>	<p><b>2.1.1.</b> Construction de 122 salles de classe / EP. Bini (10), GBPS. de Dang (6), EP. Gada Bidou (10), EP. Gada Bini (6), EP. Gada-Dang (6), EP. Malang I (6), EP. Malang II (12), EP. Manwi I (6), EP. Manwi II (6), EP. Madjele II (6), EP. Tchabal Margol (6), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (6), EP. Ngodi-Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (6), EP. Tchabal Bambi (6), EP. Tchabal-Baouro (4), EP. Ouro-choa (4), EP. Yala-Yarna (6).  <b>I: (122 x 8 000 000) = 976 000 000/ F (5% I): 48 800 000/ Im (10%(I+F)): 102 480 000/ T: 1 127 280 000 Fcfa</b></p>	<p><b>3.1.1.</b> Organisation des séances de sensibilisation des parents sur la connaissance des aliments nutritifs selon la zone géographique de la commune  <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b></p>	<p>4.1.1. Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents sur l'importance de la vaccination ;  <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b></p>	<p><b>5.1.1.</b> Constituer un repertoire des enfants en détention de la commune  <b>I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA</b></p>	<p><b>6.1.1.</b> Construction des forages dans 15 écoles EM de Bini, EM de Dang, GBPS de Dang, EP de Gada Bidou, EP de Gada Bini, EP de Gada-Dang, EP de Madjele, EP de Margol, Naboun, Ndougoy, Ngodi- Mai Borno, Saltaka, Tchabal Bambi, Wouro-choa, Yala-Yarna.  <b>I: (15 x8 000 000) = 120 000 000 / F (5% I): 6 000 000 / Im (10%(I+F)): 2 600 000 / T: 138 600 000 Fcfa</b></p>
<p><b>1.1.2.</b> Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance  <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b></p>	<p><b>2.1.2.</b> Equipement de 122 salles de classe des EP en tables bancs / EP. Bini (10), GBPS. de Dang (6), EP. Gada Bidou (10), EP. Gada Bini (6), EP. Gada-Dang (6), EP. Malang I (6), EP. Malang II (12), EP. Manwi I (6), EP. Manwi II (6), EP. Madjele II (6), EP. Tchabal Margol (6), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (6), EP. Ngodi-Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (6), EP. Tchabal Bambi (6), EP. Tchabal-Baouro (4), EP. Ouro-choa (4), EP. Yala-Yarna (6).  <b>I: (122 x 900 000) = 109 800 000/ F (5% I): 5 490 000/ Im (10%(I+F)): 11 529 000/ T: 126 819 000 Fcfa</b></p>		<p>5.1.2. Sensibilisation des responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination  <b>I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b></p>		<p>6.1.2. Construction des blocs latrines dans 18 écoles de la commune EM de Bini, EP_Malang I, EP_Malang II, EP_Bini, GBPS_de_Dang, EP_Gada_Dang, EP_Gada_Bini, EP.Madjele_II, EP.Tchabal Margol, EP.Naboun, EP.Ndougoue, EP.Ngodi- Ma Falngaou, EP.Ngodi- Mai Borno, EP.Saltaka, EP.Tchabal Bambi, EP.Tchabbal Baouro, EP.Ouro-choa, EP.Yala-Yarna  <b>I: (18 x 3 500 000) = 63 000 000 / F (5% I): 3 150 000 / Im (10%(I+F)): 6 615 000 / T: 72 765 000 Fcfa</b></p>
<p><b>1.1.3.</b> Construction de 03 centres d'état civil à Naboun, Margol et Saltaka  <b>I : 9 000 000*2 = 27 000 000/ F (5% I) : 1 350 000/ Im (10%(I+F)) : 2 835 000/ T : 31 185 000FCFA</b></p>	<p><b>2.1.3.</b> Equipement de 122 salles de classe des EP en Bureaux de Maitre / EP. Bini (10), GBPS. de Dang (6), EP. Gada Bidou (10), EP. Gada Bini (6), EP. Gada-Dang (6), EP. Malang I (6), EP. Malang II (12), EP. Manwi I (6), EP. Manwi II (6), EP. Madjele II (6), EP. Tchabal Margol (6), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (6), EP. Ngodi-Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (6), EP. Tchabal Bambi (6), EP. Tchabal-Baouro (4), EP. Ouro-choa (4), EP. Yala-Yarna (6).  <b>I: (122 x 125 000) = 15 250 000/ F (5% I): 762 500/ Im (10%(I+F)): 1 601 250/ T: 17 613 750 Fcfa</b></p>	<p>6.1.3. Equipement des écoles en 96 bacs à ordures EP_Malang I (14), EP_Gada_Bidou (4), EP_Bini (4), GBPS_de_Dang (2), EP_Gada_Dang (2), EP_de_Manwi_I (14), EP_Gada_Bini (2), EP.Madjele_II (2), EP.Tchabal Margol (2), EP.Naboun (6), EP.Ndougoue (2), EP.Ngodi- Ma Falngaou (4), EP.Ngodi- Mai Borno (8), EP.Saltaka (2), EP.Tchabal Bambi (2), EP.Tchabal (12), EP.Tchabbal Baouro (6), EP.Ouro-choa (6), EP.Yala-Yarna (2) /  <b>I: (96 x 15000) = 1 440 000 / F (5% I): 72000 / Im (10%(I+F)): 151200 / T: 1 663 200 Fcfa</b></p>			

	<p><b>2.1.4.</b> Fabrication de 705 tables bancs dans les écoles publiques / EP. Bini (138), GBPS. de Dang (113), EP. Gada Bidou (137), EP. Gada Bini (11), EP. Gada-Dang (46), EP. Malang I (56), EP. Malang II (212), EP. Manwi II (155), EP. MADJELE II (57), EP Tchabal Margol (10), EP. Naboun (17), EP. Ndougoue (30), EP. Ngodi-Mafalngaou (49), EP. Ngodi-Maiborno (60), EP. Saltaka (44), EP. Tchabal Bambi (47), EP. Tchabal-Baouro (70), EP. Ouro-Choa (49), EP. Yala-Yarna (29) <b>I: (705 x 30000) = 21 150 000 / F (5% I): 1 057 500 / Im (10%(I+F)): 2 220 750 / T: 24 428 250 Fcfa</b></p>	<p>6.1.4. Installation des équipements simples de lavage des mains au sein des établissements scolaires et des marchés <b>I: 10000000/ F (5% I): 500000 / Im (10%(I+F)): 1050000 / T: 11550000Fcfa</b></p>
	<p><b>2.1.5.</b> Construction et équipement des blocs administratifs dans 22 écoles EM de Bini, EP_Malang I, EP_Malang II, EP_Gada_Bidou, EP_Bini, GBPS_de_Dang, EP_Gada_Dang, EP_de_Manwi_I, EP_de_MANWI_II, EP_Gada_Bini, EP.Madjele_II, EP.Tchabal Margol, EP.Naboun, EP.Ndougoue, EP.Ngodi- Ma Falngaou, EP.Ngodi- Mai Borno, EP.Saltaka, EP.Tchabal Bambi, EP.Tchabal, EP.Tchabbal Baouro, EP.Ouro-Choa, EP.Yala-Yarna / <b>I: (22 x 20500000) = 451 000 000 / F (5% I): 22 550 000 / Im (10%(I+F)): 47 355 000 / T: 520 905 000 Fcfa</b></p>	<p>6.1.5. Sensibilisation et formation des populations sur l'usage des latrines, le lavage des mains <b>I: 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000 FCFA</b></p>
	<p>2.1.6. Affectation de 86 instituteurs EP. Bini (8), GBPS. de Dang (2), EP. Gada Bidou (8), EP. Gada Bini (4), EP. Gada-Dang (4), EP. Malang I (4), EP. Malang II (9), EP. Manwi I (5), EP. Manwi II (1), EP. Madjele II (4), EP. Tchabal Margol (3), EP. Naboun (4), EP. Ndougoue (5), EP. Ngodi- Mafalngaou (4), EP. Ngodi- Maiborno (2), EP. Saltaka (4), EP. Tchabal Bambi (5), EP. Tchabal (3), EP. Tchabal-Baouro (3), EP. Ouro-Choa (2), EP. Yala-Yarna (5). <b>I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000/ Im (10%(I+F)): 105 000/ T: 1 155 000 Fcfa</b></p>	
	<p><b>2.1.7.</b> Construction de 02 blocs maternels à Manwi et Bini / <b>I: 25 000 000*2= 50000000 / F (5% I): 2 500 000/ Im (10%(I+F)): 5 250 000/ T: 57 750 000 Fcfa</b></p>	
<b>Cadre estimatif</b>		
<b>Libellés</b>	<b>Montant</b>	
Total investissement (I)	1 851 640 000	
Total Fonctionnement (F)	92 582 000	
Imprévus (10%(I+F))	194 422 200	
<b>Total estimatif</b>	<b>2 138 644 200 FCFA</b>	

## Budget du PCD

N°	Centre d'interêt/Secteur	Côté estimatif	Source de financement
1	Institution communale	339 165 750	Commune/PNDP/BIP/Autres
2	Education de base	4 647 073 200	Commune/PNDP/BIP/Autres
3	Enseignement secondaire	1 786 831 200	Commune/PNDP/BIP/Autres
4	Enseignements supérieur	27 199 095 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
5	Recherche scientifique et de l'Innovation	18 480 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
6	Santé	357 472 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
7	Travail et sécurité sociale	13 860 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
8	Emploi et formation professionnelle	164 010 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
9	Affaire sociale	138 600 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
10	Promotion de la femme et de la famille	440 632 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
11	Communucation	50 820 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
12	Culture	174 405 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
13	Jeunesse	263 917 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
14	Sport et éducation physique	388 080 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
15	Poste et télécommunication	182 490 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
16	Travaux publics	50 820 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
17	Transport	336 105 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
18	Eau et Energie	531 300 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
		6 930 000	
19	Développement urbain et habitat	3 804 570 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
20	Domaine et affaires foncières	92 977 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
21	Industries, mines et developpement technologique	4 620 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
22	Commerce	563 871 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
23	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	43 890 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
24	Tourisme	289 327 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
25	Agriculture et développement rural	1 660 312 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
26	Elevage pêche et industries animales	462 346 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
27	Forêt et faune	23 100 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
28	Environnement et protection de la nature	31 762 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
29	Administration territoriale et décentralisation	245 437 500	Commune/PNDP/BIP/Autres
<b>TOTAL</b>		<b>42 971 302 650</b>	

### SECTEURS TRANSVERSAUX

N°	Centre d'interêt/Secteur	Côté estimatif	Source de financement
1	Economie locale	1 174 635 000	Commune/PNDP/BIP/Autres
2	Petite enfance	2 138 644 200	Commune/PNDP/BIP/Autres
<b>TOTAL</b>		<b>3 313 279 200</b>	Commune/PNDP/BIP/Autres

## **5. PROGRAMMATION**

## 5.1. Synthèse des microprojets prioritaires

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 <sup>ier</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>ier</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
	Espace urbain communal	Viabilisation du site de lotissement à Dang	Etude de faisabilité en vue de l'ouverture des voies d'accès dans les mini-cités (Dang et Bini)	Etude de faisabilité en vue de l'extension du réseau électrique de Malang à Tchabbal-Baouro	Construction et équipement de deux salles de classe au CETIC de Malang	Construction et équipement de deux salles de classe à l'EPB de Dang	Construction d'une aire de stationnement de Camions à Malang	Construction d'une mini-cité communale de 200 chambres à Dang	Viabilisation des marchés de Dang et de Tchabbal-Djalingo	543 000 000	Etude de faisabilité en vue de l'ouverture des voies d'accès dans les mini-cités (Dang, Bini, Malang)	500 000	Faciliter la circulation des étudiants, des services d'HYSACAM, l'évacuation des eaux usées
		16 000 000	500 000	500 000	20 000 000	18 000 000	50 000 000	400 000 000	4 000 000	505 000 000			
	Beka Ngaoumoukon	Construction de d'un forage	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un centre d'alphabétisation des jeunes	Achat et installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un hangar	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc		Construction de d'un forage	8 000 000	Réduire les maladies hydriques et améliorer l'offre en eau potable
		8 000 000	500 000	25 000 000	10 000 000	5 000 000	2 000 000	20 000 000	25 000 000	95 500 000			
	Beka Tinguerin	Construction d'un forage	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Renforcement de capacité des agriculteurs du village sur les techniques de cultures de pommes de terre et de tomates	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc	Construction d'une aire de stationnement de camions	Construction d'un hangar		Construction d'un forage	8 000 000	Desservir les quartiers éloignés du seul point d'eau du village
		8 000 000	500 000	1 000 000	500 000	25 000 000	25 000 000	50 000 000	20 000 000	130 000 000			
	Madjele II	Construction d'un forage	Construction et équipement de deux salles à l'EP de Madjele II	Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route Tchabbal-Djalingo - Madjele II	Etude de faisabilité en vue de l'électrification du village par l'énergie solaire	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Construction d'un hangar	Construction d'un magasin de stockage de maïs	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	-	Construction d'un forage	8 000 000	Faciliter l'accès des populations à une eau potable de qualité
		8 000 000	18 000 000	1 000 000	500 000	500 000	20 000 000	25 000 000	3 000 000	76 000 000			

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
	Malo Goni	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un forage	Aménagement d'une aire de jeux	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de la piste agricole Malo-Goni - Mayo-Dori - Ngana (environ 10 km)	Construction d'un hangar	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc	-	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	500 000	Faciliter l'accès des populations à une énergie de qualité
		500 000	8 000 000	10 000 000	500 000	500 000	20 000 000	3 000 000	25 000 000	47 500 000-			
	Malo Mbifal	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un forage	Construction d'un foyer communautaire	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Aménagement une aire de jeu	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc	Construction d'un abreuvoir pour le bétail	-	Achat, installation d'un moulin à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	2 000 000	Réduire le déplacement des femmes vers la ville pour moudre les graines et écraser le manioc
		500 000	8 000 000	25 000 000	500 000	10 000 000	2 000 000	25 000 000	2 000 000	73 000 000-			
	Naboun	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Construction de d'un forage	Construction et équipement de deux salles à l'EP de Naboun	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un hangar	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc		Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	500 000	Réduire les conflits agro-pastoraux
		500 000	8 000 000	18 000 000	500 000	25 000 000	20 000 000	2 000 000	25 000 000	99 000 000			
	Margol	Construction et équipement de deux salles de classe à l'EP de Margol	Construction d'un forage	Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation du CZV de Margol	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement d'une aire de jeu	Construction d'un magasin de stockage de produits agricoles	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'une marre d'abreuvement		Construction et équipement de deux salles de classe à l'EP de Margol	18 000 000	Améliorer les conditions d'apprentissage des élèves
		18 000 000	8 000 000	500 000	25 000 000	10 000 000	25 000 000	2 000 000	10 000 000	98 500 000			
	Ndougoy	Construction d'un forage	Construction et équipement de deux	Etude de faisabilité en vue de l'électrification	Equipement des salles de classe de l'EP.	Construction d'un foyer communautaire	Travaux de vulgarisation de la culture	Construction d'un magasin de stockage de	Construction d'une plateforme de séchage de		Construction d'un forage	8 000 000	Réduire les maladies hydriques

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
			salles de classe à l'EP de Ndougoy	n du village par l'énergie solaire	Ndougoue en 30 tables-bancs		attelée avec distribution de charrues	céréales et de farine de manioc	céréales et de farine de manioc				
		8 000 000	18 000 000	500 000	900 000	25 000 000	2 000 000	25 000 000	5 000 000	84 400 000			
	Ngawa	Construction d'un forage	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Etude de faisabilité en vue de l'électrification du village par l'énergie solaire	Aménagement d'une aire de jeu	Construction d'un foyer communautaire	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un abreuvoir pour le bétail	Construction d'une plateforme de séchage de céréales et de farine de manioc		Construction d'un forage	8 000 000	Réduire les maladies hydriques et faciliter l'accès à une eau de qualité
		8 000 000	500 000	500 000	10 000 000	25 000 000	2 000 000	2 000 000	5 000 000	53 000 000			
	Ngodi-Mai Borno	Construction et équipement de deux salles de classe à l'école publique de Ngodi-Maïborno	Etude de faisabilité en vue de l'aménagement du bas-fond sur le Mayo-Dori	Etude de faisabilité en vue de la construction d'un pont sur le Mayo-Dori	Construction d'un foyer communautaire	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'une plateforme de séchage de céréales et de farine de manioc	construction d'un hangar	Construction d'un parc de stationnement de camion à Ngodi-Maïborno		Construction d'une plateforme de séchage de céréales et de farine de manioc	5 000 000	Renforcer l'unité de transformation de la patate en cosette et en farine
		18 000 000	500 000	500 000	25 000 000	500 000	5 000 000	20 000 000	50 000 000	119 500 000			
	Ngodi-Ma Falngaou	Construction et équipement des deux salles de classe à l'EP de Ngodi-Ma Falngaou	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la source aménagée	Aménagement d'une aire de jeu	Construction d'un foyer communautaire	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un hangar	Construction de boutiques		Construction et équipement des deux salles de classe à l'EP de Ngodi-Ma Falngaou	18 000 000	Améliorer les conditions de vie des élèves et augmenter le taux de réussite
		18 000 000	500 000	500 000	10 000 000	25 000 000	3 000 000	20 000 000	4 000 000	81 000 000			
	Saltaka	Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de route Tchabal-Djalingo - Saltaka	Construction et équipement de deux salles de classe à l'EP de Saltaka	Etude de faisabilité en vue de l'électrification du village par l'énergie solaire	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Equipement des salles de classe de l'EP. Saltaka en 44 tables-bancs	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'une plateforme de séchage de céréales et de farine de manioc	Construction d'un hangar		Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de route Naboun-Saltaka	1 000 000	Améliorer le déplacement des biens et de personnes Améliorer la commercialisation des produits agricoles
		1 000 000	18 000 000	500 000	500 000	1 320 000	3 000 000	5 000 000	20 000 000	49 320 000			

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
	Tchabal Mounquel	Construction d'une maison d'astreinte des enseignants	Construction d'un forage	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Etude de faisabilité en vue de la construction des dos d'âne à l'entrée et à la sortie du village situé le long de la nationale N° 1	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'une plateforme de séchage de céréales et de farine de manioc		Construction d'une maison d'astreinte des enseignants	15 000 000	Encourager les enseignants à l'encadrement des élèves
		15 000 000	8 000 000	500 000	500 000	25 000 000	25 000 000	2 000 000	5 000 000	81 000 000			
	Tchabal Baouro	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un forage	Construction et équipement des deux salles de classe à l'EP de Tchabal-Baouro	Equipped des salles de classe de l'EP. Tchabal-Djalingo en 70 tables-bancs	Construction d'un foyer communautaire	Construction de 04 boutiques	Aménagement de point de stationnement de véhicules de transport et moto-taxi	Construction d'un hangar		Construction de 04 boutiques	4 000 000	Accroître l'économie locale
		500 000	8 000 000	18 000 000	2 100 000	25 000 000	4 000 000	4 000 000	20 000 000	81 600 000			
	Tchabal Djalingo	Construction d'un forage	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation du forage (en face de la chefferie)	Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'une aire d'abattage à Tchabal-Djalingo	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un hangar		Construction d'une aire d'abattage à Tchabal-Djalingo	15 000 000	Améliorer les conditions d'abattage
		8 000 000	500 000	500 000	500 000	25 000 000	15 000 000	2 000 000	20 000 000	71 500 000			
	Tchabal Bambi	Construction et équipement des deux salles de classe à l'EP de Tchabal-Bambi	Construction d'un forage	Construction d'un foyer communautaire	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un foyer communautaire	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un hangar	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc		Construction et équipement des deux salles de classe à l'EP de Tchabal-Bambi	18 000 000	Améliorer les conditions de vie des élèves et augmenter le taux de réussite
		18 000 000	8 000 000	25 000 000	500 000	25 000 000	2 000 000	20 000 000	25 000 000	123 500 000			

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
	Wouro-Choa	Construction et équipement des deux salles de classe à l'EP d'Ouro-Soa <sup>6</sup>	Etude de faisabilité en vue de la connexion au réseau électrique	Construction d'un foyer communautaire	Equiperment des salles de classe de l'EP. Ouro-Choa en 49 tables-bancs	Aménagement d'une aire de jeu	Achat, installation d'un moulin communal à céréales et manioc avec moteur diesel 15 CV	Construction d'un magasin de stockage de céréales et de farine de manioc	Construction et équipement d'unité de transformation de manioc en farine et en amidon dans le quartier Bindai		18 000 000	Améliorer les conditions de vie des élèves et augmenter le taux de réussite	
		18 000 000	500 000	25 000 000	1 470 000	10 000 000	2 000 000	25 000 000	20 000 000	101 970 000-			
<b>TOTAL COUT ESTIMATIF DES PROJETS PRIORITAIRES DE LA COMMUNE</b>										<b>1 971 290 000</b>			

<sup>6</sup> Ouro – soa ainsi écrit dans le décret de création fait référence au village Wouro-Choa

## 5.2. Mobilisation des ressources

### 5.2.1. Ressources mobilisables et échéances

BAILLEURS	ECHEANCES			TOTAL
	2014	2015	2016	
PNDP	37 000 000	40 000 000	40 000 000	117 000 000
COMMUNE (apport de la commune pour financement de micro projet PNDP)	4 200 000	4 500 000	4 500 000	13 200 000
BIP	130 430 000	130 430 000	130 430 000	391 290 000
TOTAL	171 630 000	174 930 000	174 930 000	521 490 000

### 5.3. Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires

Le CDMT est la planification financière et de préparation du budget visant à allouer les ressources aux priorités stratégiques de la Commune.

**Tableau 73.** Cadre de Dépense à Moyen Terme des projets prioritaires

Secteur	Activités	Localisation	Périodes			Coût	Sources de financement
			2014	2015	2016		
Education de base	Construire 02 salles de classes à	Ecole Publique de GADA DANG				16 000 000	BIP
	Equiper deux salles de classe en Bureaux de Maitre (Achats de mobiliers de bureau divers (tables, chaises, armoires)					250 000	BIP
	Equiper deux salles de classe en tables bancs					1 800 000	BIP
	Constuction d'un bloc maternel à	Ecole Maternelle de Manwoui				25 000 000	BIP
	Equiper le bloc maternel de 40 tables, 120 tables bancs et 6 tableaux sur chevalet					2 000 000	BIP
	Construire 02 salles de classes	Ecole Publique de DANG				16 000 000	PNDP/Commune
	Equiper deux salles de classe en Bureaux de Maitre (Achats de mobiliers de bureau divers (tables, chaises, armoires)					250 000	PNDP/Commune
	Equiper deux salles de classe en tables bancs					1 800 000	PNDP/Commune
	Construire 02 salles de classes	Ecole publique de Margol				16 000 000	BIP
	01 bureau de maître est équipé					250 000	BIP
	Equiper en tables-bancs02 salles de classes					1 350 000	BIP
	Construire 02 salles de classes	Ecole publique de Ndougoy				16 000 000	BIP
	01 bureau de maître est équipé					400 000	BIP
	Equiper en tables-bancs02 salles de classes					1 800 000	BIP
	Construire 02 salles de classes	Ecole publique de Ngodi-Mafalngaou				16 000 000	BIP/PNDP
	01 bureau de maître est équipé					250 000	BIP
	Equiper en tables-bancs02 salles de classes					1 800 000	BIP
	Construire 02 salles de classes	Ecole publique de Wouro Soua				16 000 000	PNDP / COMMUNE
	01 bureau de maître est équipé					250 000	PNDP / COMMUNE
	Equiper en tables-bancs02 salles de classes					1 800 000	PNDP / COMMUNE
	Construire 02 salles de classes	Ecole publique de Saltaka				16 000 000	BIP
	01 bureau de maître est équipé					250 000	BIP
	Equiper en tables-bancs02 salles de classes					1 800 000	BIP
	Construire 02 salles de classes	Ecole publique de Tchabbal-Bambi				16 000 000	BIP
	01 bureau de maître est équipé					250 000	BIP
	Equiper en tables-bancs02 salles de classes					1 800 000	BIP
	Construire un logement d'astreinte pour enseignant du Primaire	Tchabbal Mouguel				16 000 000	BIP
	Fabrication de 49 tables-bancs à l'EP de Wouro Soua	Ecole publique de Wouro Soua				1 470 000	BIP/PNDP
	Construire un bloc maternel	Ecole Maternelle de Bini				25 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Equiper de 40 tables, 120 tables bancs et 6 tableaux sur chevalet					2 000 000	BIP
<b>Eleavage</b>	Construire une aire d'abattage	Tchabbal Djalingo				15 000 000	BIP
<b>Agriculture</b>	Achat et installation d'un moulin communal	Malo Bifal				2 000 000	Commune/-PNDP

Secteur	Activités	Localisation	Périodes			Coût	Sources de financement
			2014	2015	2016		
	Achat et installation d'un moulin communal	Tchabbal Bambi				2 000 000	Commune/-PNDP
	Achat et installation d'un moulin communal	Wouro choa				2 000 000	Commune/-PNDP
	Construire un forage équipé de PMH	' Ecole publique de Bini				9 000 000	-BIP
	Construire un forage équipé de PMH	lycée de Malang				9 000 000	-BIP
	Construire 01 base une plateforme de séchage des céréales et du manioc à	Ngodi-Maïborna				5 000 000	PNDP / Comune
	Installation et équipement d'un moulin à écraser communal	Béka Ngaoumokane				2 000 000	PNDP / Commune
Commerce	Viabilisation du marché	Dang				2 000 000	PNDP / commune
	Construire un hangar au marché	Malo Goni				25 000 000	BIP
	Construire 04 boutiques au marché	Tchabbal Baouro				8 000 000	BIP
	Viabilisation du marché	DJalingo				2 000 000	PNDP / commune
Eau	Réaliser un forage équipé de PMH	Béka Tinguerin				8 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Réaliser un forage équipé de PMH	Madjélé II				8 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Réaliser un forage équipé de PMH	Naboun				8 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Réaliser un forage équipé de PMH	Ngawa				8 000 000	- BIP/PNDP/Commune
	Construire un forage équipé de PMH	Ndan (carrefour Borongo)				8 000 000	-BIP
	Construire un forage équipé de PMH	MAIBORNO				8 000 000	-BIP
	Construire un forage équipé de PMH	SALTAKA				8 000 000	-BIP
	Construire un forage équipé de PMH	DJAOURO HAMADJIDDA				8 000 000	-BIP
	Construire un forage équipé de PMH	NDANG				8 000 000	-BIP
	Construire un forage équipé de PMH	WOURO-SOUA				8 000 000	-BIP
Urbanisme et habitat	Construction d'une mini-cité communale de 20 chambres (Phase 1)	Dang				45 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Viabilisation du site de lotissement à Dang	Dang				15 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Construire un ponceau à	Manwi				15 000 000	BIP/PNDP/Commune
	Construire d'un parc de stationnement de Camions	Malang				50 000 000	BIP/PNDP/Commune
Petites et moyennes	Mise en place d'un Bureau d enregistrement	Mairie (Dang)				1 000 000	BIP
Travaux publics	Entretien du réseau routier	Commune				13 880 000	BIP
Affaires sociales	Aide et secours aux populations vulnérables de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III e	Commune				1 000 000	BIP

### 5.3.1. Coûts estimatifs du CDMT

**Tableau 74.** Coûts estimatifs du CDMT

<b>Secteurs</b>	<b>Coûts estimatif</b>
Education de base	215 570 000
Elevage pêche et industries animales	15 000 000
Agriculture et développements rural	31 000 000
Commerce	37 000 000
Eau et Energie	80 000 000
Développement urbain et habitat	125 000 000
Petites et Moyennes Entreprises	1 000 000
Travaux publics	13 880 000
Affaires sociales	1 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>519 450 000</b>

### 5.3.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

La prise en compte des des impacts socio-économiques et environnetaux négatifs dans les projets planifiés dans le CDMT reste important pour la préservation de l'environnement. Une analyse et une prise en compte des effets non souhaités est nécessaire dans le but de mieux maîtriser/atténuer et optimiser les impacts positifs.

### 5.3.3. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Le tableau 75 récapitule les impacts sociaux et environnementaux des projets planifiés dans le CDMT ainsi que les mesures d'optimisation des effets positifs et d'atténuation des effets négatifs.

**Tableau 75.** Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Type de microprojets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation	Mesures d'atténuation
<p><b>Microprojets hydrauliques :</b> Construction de 12 forages équipés de PMH</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction du taux des maladies liés à l'eau dans les villages</li> <li>- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale à travers l'institution des comités de gestion</li> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) à travers augmentation des offres d'emploi pour la construction et la réhabilitation des AEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impacts liés aux choix de site</li> <li>- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet</li> <li>- Risque de déplacement involontaire</li> <li>- Pollution du point d'eau par les produits de traitement, phytosanitaires, par les latrines, les animaux</li> <li>- Risque de perte des espèces ligneuses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les communautés sur les mesures d'hygiène et d'assainissement</li> <li>- Mettre en place des comités de gestion suivant un processus participatif, prenant en compte les minorités et l'aspect genre</li> <li>- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente</li> <li>- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (marécages, lieux sacrés, parcs et aires protégées, etc.)</li> <li>- Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté</li> <li>- Activer le plan de recasement</li> <li>- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR</li> <li>- Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ;</li> <li>- Interdire les champs et les latrines dans les alentours des points d'eau</li> <li>- Construction des barrières de protection et des rigoles d'évacuation des eaux</li> <li>- Reboiser les sites si nécessaires</li> <li>- Réaliser des Etudes d'Impacts Socio-Economiques (EISE) pour chaque ouvrage à construire</li> </ul>
<p><b>Projets routiers :</b> Entretien du réseau routier de la commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désenclavement des localités</li> <li>- Facilitation des mouvements des personnes et transports des biens</li> <li>- Développement économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pollution par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins</li> <li>- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place et équipement des comités d'entretien des routes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</li> <li>- Prévoir un plan de reboisement aux abords des routes</li> </ul>

Type de microprojets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation	Mesures d'atténuation
<p><b>Projets de construction :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 16 salles de classes</li> <li>- Construction d'une plateforme de sechage des céréales et cosettes de manioc</li> <li>- Construction d'un hangar au marché de Malo-Goni</li> <li>- Construction de 04 boutiques au marché de Tchabbal-Baouro</li> <li>- Construction d'une mini-cité communale de 20 chambres à Dang</li> <li>- Construction de deux ponceaux</li> <li>- Construction d'un parc de stationnement de camions à Malang</li> <li>- Construction d'une aire d'abattage à Tchabbal-Djalingo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des emplois</li> <li>- Amélioration des revenus dans la zone du projet</li> <li>- Réduction du taux d'exode rural</li> <li>- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base</li> <li>- Amélioration des conditions des élèves dans les salles de classe ;</li> <li>- Développement des activités socio-économiques ;</li> <li>- Facilitation de l'insertion socioprofessionnelle</li> <li>- Améliorer l'alimentation et partant la santé des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non prise en compte des aspects socio-environnementaux</li> <li>- Risque de marginalisation des populations vulnérables</li> <li>- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet</li> <li>- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins</li> <li>- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site</li> <li>- Production des odeurs nauséabondes</li> <li>- Pollution des cours d'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO</li> <li>- Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires</li> <li>- Sensibiliser les populations sur la maîtrise d'ouvrages</li> <li>- Mettre en place les comités de vigilance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte des aspects socio-environnementaux</li> <li>- Faire en sorte que les infrastructures profitent à toutes les couches sociales.</li> <li>- Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel</li> <li>- Reboiser les zones affectées ;</li> <li>- Engazonner les zones affectées</li> <li>- Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</li> <li>- Reboiser les alentours de l'ouvrage</li> </ul>
<p><b>Micro projets agricoles :</b> Achat et installation de 03 moulins communaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des emplois</li> <li>- Amélioration des revenus dans la zone du projet</li> <li>- Réduction du taux d'exode rural</li> <li>- Promotion de l'auto-emploi</li> <li>- Améliorer l'alimentation et partant la santé des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Destruction du couvert forestier pour le dégagement des parcelles</li> <li>- Pollution des eaux par des produits phytosanitaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO</li> <li>- Mettre sur pied un système de commercialisation (SIM, marché périodique)</li> <li>- Organiser les producteurs en coopératives structurées et viables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégier les techniques agricoles respectueuses de l'environnement : agroforesterie, agroforesterie</li> </ul>

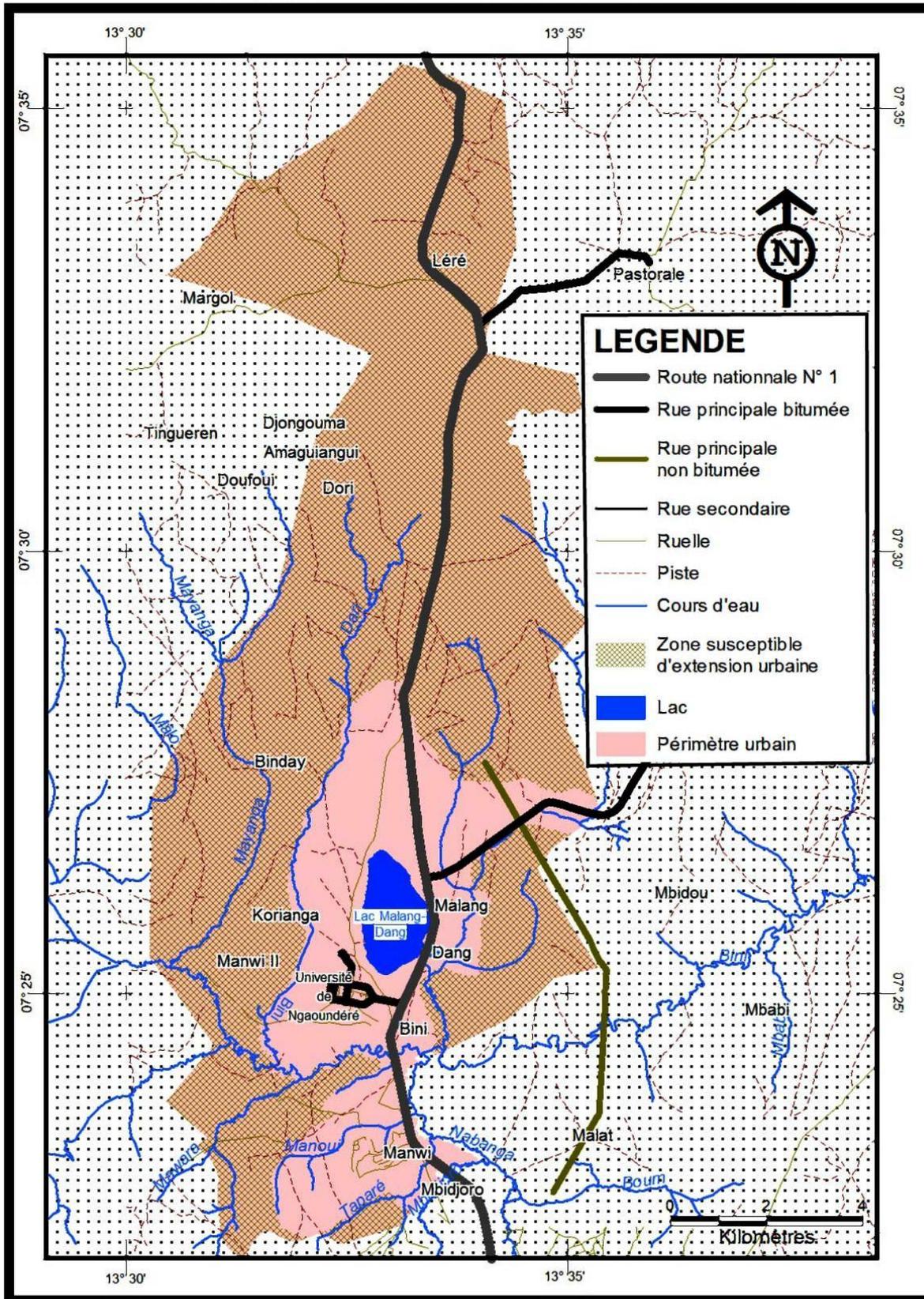
### 5.3.4. Plan sommaire de gestion environnementale et sociale

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2014-2015	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP	PM
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2014-2015	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ;	PM
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale)	Agent de développement	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des micros projets	Entrepreneurs		Délégation MINEPDED ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM

### 5.4. Aménagement de l'espace urbain (POS, Zonage)

L'espace urbain est caractérisé par plusieurs zones, notamment la zone habitée, la zone à dominance agricole, une zone inondable aux alentours du lac de Dang, une zone pastorale. Les voies de communication sont présentes avec la route nationale numéro 1, le réseau viaire en terres et en très mauvais état par endroits.

## PERIMETRE URBAIN DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE III



Sources: carte topographique - feuilles Ngaoundéré 2c et 4a, Image Geoeye 2012 et levés GPS 2013

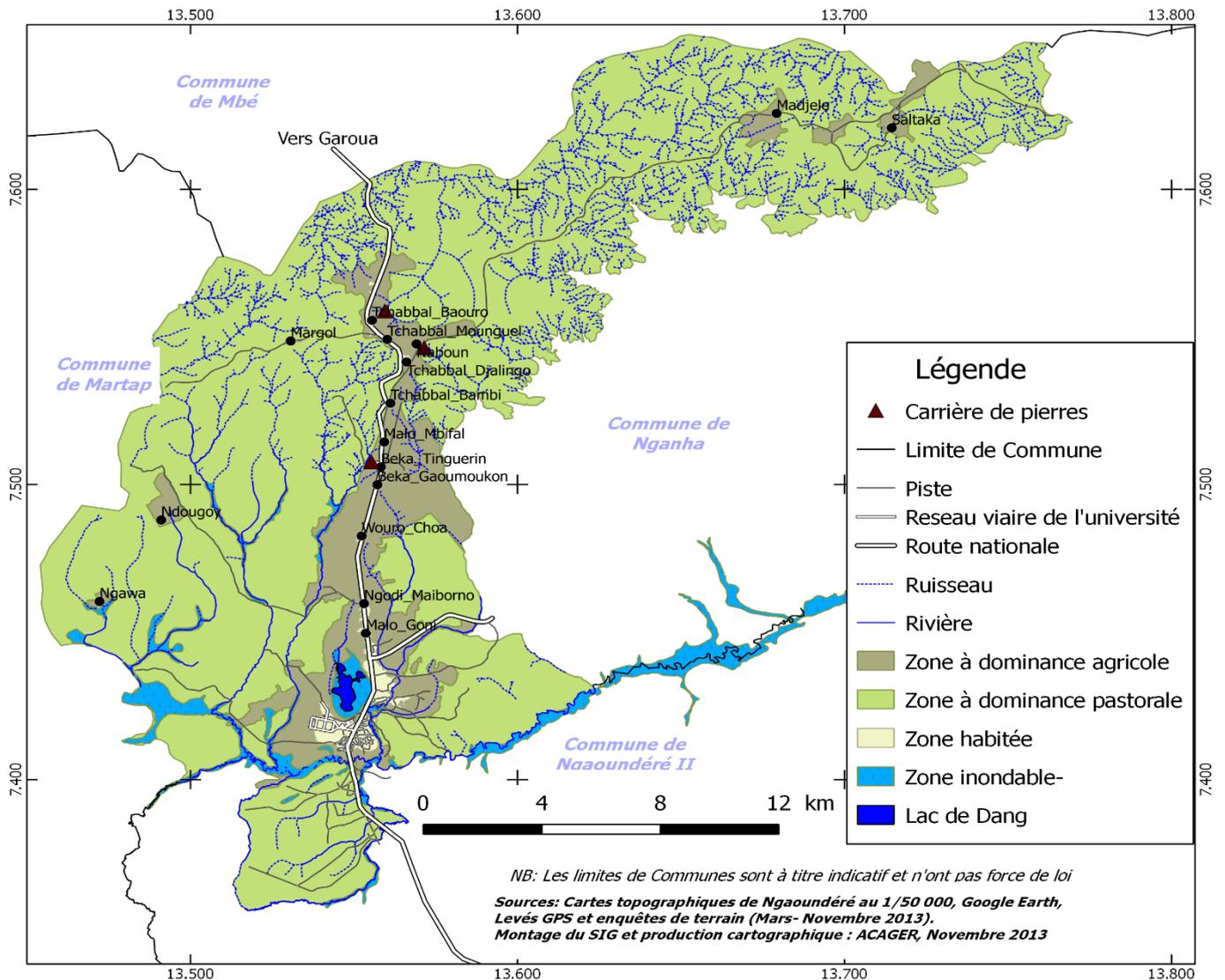
DR/AD/MINHOU et CUN mai-juin 2013

**Figure 10** Aménagement de l'espace urbain

## 5.5.

# Plan d'utilisation et de gestion durable de terre de l'espace communal

L'utilisation et la gestion des terres de l'espace communal est conforme à la catégorisation des activités menées par les populations. En fonction des unités de paysage identifiées et des activités pratiqués par les populations la figure 11 présente l'état d'utilisation des terres. La Commune de Ngaoundéré ne dispose pas encore d'un Plan d'occupation du sol. Un cadre logique a été élaboré pour le plan d'occupation du sol qui devra faire l'objet de projets prioritaires les années à venir.



**Figure 11.** Carte de ressources naturelles



N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes												Ressources					
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement		
7.	<b>MINEDUB</b>	Equiper deux salles de classe de l'EPB de Dang en Bureaux de Maitre (Achats de mobiliers de bureau divers (tables, chaises, armoires)	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP - PNDP														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi	de	250 000	PNDP/Commune
8.	<b>MINEDUB</b>	Equiper deux salles de classe de l'EPB de Dang en tables bancs	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP - PNDP														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi	de	1 800 000	PNDP/Commune
9.	<b>MINEDUB</b>	Construire 01 bloc latrines à l'EP Malang Groupe I	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -Etat														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi	de	3 500 000	BIP
10.	<b>MINADER</b>	Construire un forage équipé de PMH à l'EP Bini	Le forage est réalisé	Prestataire	-DD/MINEE -PNDP														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		9 000 000	-BIP
11.	<b>MINADER</b>	Construire un forage équipé de PMH au lycée de Malang	Le forage est réalisé	Prestataire	-DD/MINEE -PNDP														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		9 000 000	-BIP
12.	<b>MINEE</b>	Construire un forage équipé de PMH à Ndan (carrefour Borongo)	Le forage est construit	Prestataire	-DD/MINEE -ETAT														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		8 000 000	-BIP
13.	<b>MINEE</b>	Construire un forage équipé de PMH à MAIBORNO	Le forage est construit	Prestataire	-DD/MINEE -ETAT														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		8 000 000	-BIP
14.	<b>MINEE</b>	Construire un forage équipé de PMH à SALTAKA	Le forage est construit	Prestataire	-DD/MINEE -ETAT														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		8 000 000	-BIP
15.	<b>MINEE</b>	Construire un forage équipé de PMH à DJAOURO HAMADJIDDA	Le forage est construit	Prestataire	-DD/MINEE -ETAT														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		8 000 000	-BIP
16.	<b>MINEE</b>	Construire un forage équipé de PMH à NDANG	Le forage est construit	Prestataire	-DD/MINEE -ETAT														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		8 000 000	-BIP
17.	<b>MINEE</b>	Construire un forage équipé de PMH à WOURO-SOUA	Le forage est construit	Prestataire	-DD/MINEE -ETAT														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi		8 000 000	-BIP

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes												Ressources				
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
18.	MINTP	Entretien du réseau routier de la commune	Routes entretenues	Entrepreneur	-DD/MINTP -PNDP														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	13 880 000	BIP
19.	MINPMEES A	Mise en place d'un Bureau d'enregistrement	Le bureau d'enregistrement est opérationnel	Maire	État														-Conseillers municipaux -Agent de développement	Bon de commande	1 000 000	BIP
20.	MINAS	Aide et secours aux populations vulnérables de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III e	Les bénéficiaires reçoivent les appuis	Maire	DD/MINAS/ MINPROFF PREFECTURE Etat														Maire et conseillers municipaux	Fiche de Décharge	1 000 000	BIP
21.	MINDUH	Viabilisation du site de lotissement à Dang	Le quartier est désenclavé	Entrepreneur	- DD/MINDUH -PNDP														-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	PNDP / Commune
22.	MINADER	Construire 01 base une plateforme de séchage des céréales et du manioc à Ngodi-Maïborno	Plate forme construit	Maire	-PNDP -Mairie														Entrepreneur	Bon de commande	5 000 000	PNDP / Comune
23.	MINADER	Installation et équipement d'un moulin à écraser communal à Béka Ngaoumokone	Le moulin est opérationnel	Maire	-PNDP -Mairie														Entrepreneur	Bon de commande	2 000 000	PNDP / Commune
<b>TOTAL</b>																					<b>171 480 000</b>	

## 5.6.2. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables (le cas échéant)

**Tableau 77** Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période de signature de l'accord de financement												Responsable et collaborateurs	Coût estimatif (FCFA)	Source de financement	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Aide et secours aux populations vulnérables de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III	Nombre de personnes aidées														-DDMINAS -Maire -Comité de suivi de développement	1 000 000	BIP
<b>TOTAL</b>																<b>1 000 000</b>	

## 5.6.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA

### 5.6.3.1. Principaux impacts environnementaux potentiels

**Tableau 78.** Impacts environnementaux possibles des microprojets du PIA

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<b>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire 02 salles de classes à l'EP GADA DANG</li> <li>- Constuction d'un bloc maternel à l'EM de Manwoui</li> <li>- Construire 02 salles de classes à l'EPB de Dang</li> <li>- Construire 01 bloc latrines à l'EP Malang Groupe</li> <li>- Construire 01 base une plateforme de séchage des céréales et du manioc à Ngodi-Maïborna</li> <li>- Installation et équipement d'un moulin à écraser communal à Béka Ngaoumokone</li> </ul>	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</li> <li>- Dégradation du couvert végétal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ;</li> <li>- Mise en place de comités de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon choix du site ;</li> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt ;</li> <li>- Création des divergents</li> </ul>

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<b>Microprojets hydrauliques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire un forage équipé de PMH à l'EP Bini</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH au lycée de Malang</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à Ndan (carrefour Borongo)</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à MAIBORNO</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à SALTAKA</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à DJAOURO HAMADJIDDA</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à NDANG</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à WOURO-SOUA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</li> <li>- Diminution de la pression</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Pollution de la nappe phréatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ;</li> <li>- Mise en place de comités de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon choix du site ;</li> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Création des divergents ;</li> <li>- Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles</li> <li>- Canal d'assainissement des eaux avec puits perdu rempli de cailloux</li> </ul>
<b>Microprojets structurants :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien du réseau routier de la commune</li> <li>- Construction d'un ponceau derrière l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base (accès au lotissement communal)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'incendie ;</li> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</li> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</li> <li>- Risques de braconnage ;</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ;</li> <li>- Mise en place de comités de gestion</li> <li>- Mise en place des barrières de pluie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt ;</li> <li>- Création des divergents ;</li> <li>- Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles</li> <li>- Interdiction des feux de brousse ;</li> <li>- Installation des pare feux ;</li> <li>- Prendre des dispositions pour une bonne gestion de la base-vie</li> <li>- Sensibilisation sur le VIH SIDA</li> <li>- Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ;</li> <li>- Installation des barrières de pluies</li> </ul>

## 5.6.3.2. Principaux impacts sociaux potentiels

**Tableau 79.** Impacts sociaux possibles des projets du PIA

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<b>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire 02 salles de classes à l'EP GADA DANG</li> <li>- Constuction d'un bloc maternel à l'EM de Manwoui</li> <li>- Construire 02 salles de classes à l'EPB de Dang</li> <li>- Construire 01 bloc latrines à l'EP Malang Groupe –</li> <li>- Construire 01 base une plateforme de séchage des céréales et du manioc à Ngodi-Maïborno</li> <li>- Installation et équipement d'un moulin à écraser communal à Béka Ngaoumokone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre)</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les conditions de travail des élèves</li> <li>- Amélioration des conditions de fréquentation ;</li> <li>- Développement des activités agricoles et communautaires ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ;</li> <li>- Risques de conflits sur le choix du site</li> <li>-Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>-Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ;</li> <li>-Risques de marginalisation des populations vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Participation et sensibilisation des populations ;</li> <li>- Sensibiliser les communautés ;</li> <li>-Mettre en place les Comités de gestion ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>-Contre l'insécurité : Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ;</li> <li>- Mise en place de sous-comité de vigilance</li> <li>- Construction des clôtures autour des ouvrages ;</li> <li>-Contre la marginalisation : Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.</li> <li>- Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives</li> <li>- Construire de rampes d'accès dans tous les édifices</li> </ul>
<b>Microprojets hydrauliques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire un forage équipé de PMH à l'EP Bini</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH au lycée de Malang</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à Ndan (carrefour Borongo)</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à MAIBORNO</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à SALTAKA</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à DJAOURO HAMADJIDDA</li> <li>- Construire un forage équipé de PMH à NDANG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</li> <li>- Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ;</li> <li>- Risques de mauvaises manipulations des ouvrages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Sensibilisation des populations</li> <li>-Encourager les projets HIMO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>- Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits,</li> <li>- Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages</li> </ul>

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Construire un forage équipé de PMH à WOURO-SOUA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution des maladies d'origine hydriques ;</li> <li>- Facilitation de l'accès à l'eau potable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ;</li> <li>- Risques de marginalisation des populations vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation des populations</li> <li>- Former un artisan réparateur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Contre l'insécurité</b> : -Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance</li> <li>- Construction des clôtures autour des ouvrages ;</li> <li>- <b>Contre la marginalisation</b> : -Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.</li> <li>- <b>Contre les conflits</b> : -Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives</li> </ul>
<b>Microprojets structurants :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien du réseau routier de la commune</li> <li>- Viabilisation du site de lotissement à Dang</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale</li> </ul>	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Sensibilisation des populations	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)</li> <li>- Faciliter le déplacement des personnes et des biens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ;</li> <li>- Risques de marginalisation des populations vulnérables ;</li> <li>-Risque d'intensification du braconnage</li> </ul>	Sensibilisation des populations	-Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse du cout de transport ;</li> <li>- Facilitation de l'accès à l'information ;</li> <li>- Désenclavement des localités et développement des activités socio-économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ;</li> <li>- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ;</li> <li>- Risques d'incendies</li> </ul>	Sensibilisation des populations	-Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Amélioration des revenus ;</li> <li>-Amélioration de la gouvernance locale</li> </ul>	- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles	- Former et mettre en place les Comités de gestion
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques de marginalisation des populations vulnérables ;</li> <li>- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet</li> </ul>		Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.

### 5.6.3.3. Plan simplifié de gestion de l'environnement et sociale (PIA)

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : Microprojets structurants :	Construire 02 salles de classes à l'EP GADA DANG	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité des personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		Equipement en deux bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000
		<b>Total</b>						<b>16 030 000</b>
	Constuction d'un bloc maternel à l'EM de Manwoui	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000	
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000	
		Equiperment en deux bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000	
	<b>Total</b>								<b>16 030 000</b>
	Construire 02 salles de classes à l'EPB de Dang	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000	
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000	
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000	

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		Equipement en deux bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000
		<b>Total</b>						<b>16 030 000</b>
	Construire 01 bloc latrines à l'EP Malang Groupe I	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		<b>TOTAL</b>						<b>1 800 000</b>

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construire une plateforme de séchage des céréales et du manioc à Ngodi-Maïborna	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		<b>TOTAL</b>						
	Viabilisation du site de lotissement à Dang	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		<b>TOTAL</b>						

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Entretien du réseau routier de la commune	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Contre l'envasement :	Risque de dégradation de ressources naturelles	Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		<b>TOTAL</b>						
Microprojets hydrauliques	Construire un forage équipé de PMH à l'EP Bini	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		<b>Total</b>						1 100 000
	Construire un forage équipé de PMH au lycée de Malang	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		<b>TOTAL</b>						1 100 000
	Construire un forage équipé de PMH à Ndan (carrefour Borongo)	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité des personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000	
		<b>TOTAL</b>							<b>1 100 000</b>
	Construire un forage équipé de PMH à MAIBORNO	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000	
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000	
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité des personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000	
		<b>TOTAL</b>							<b>1 100 000</b>
	Construire un forage équipé de PMH à SALTAKA	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000	

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		TOTAL						
	Construire un forage équipé de PMH à DJAOURO HAMADJIDDA	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		TOTAL						

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construire un forage équipé de PMH à NDANG	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		<b>TOTAL</b>						
	Construire un forage équipé de PMH à WOURO-SOUA	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		TOTAL						1 100 000
<b>TOTAL DES COÛTS DES ASPECTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DES MICROPROJETS DU PIA</b>								<b>61 990 000</b>

## 5.6.4. Budget annuel opérationnel du PIA

**Tableau 80** : Coûts estimatif du PIA

Secteur	Coût estimatif
Education de base	66 600 000
Eau et Energie	48 000 000
Travaux publics	13 880 000
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	1 000 000
Affaires sociales	1 000 000
Développement urbain et habitat	16 000 000
Agriculture et développement rural	25 000 000
<b>Total</b>	<b>171 480 000 Fcfa</b>

## 5.7. Plan de passation des marchés

FINANCEMENT : BIP, PNPD ET COMMUNE DE NGAOUNDERE III

BUDGET DE L'EXERCICE : 2014

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalabl e CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construire 02 salles de classes à l'EP GADA DANG	01	18 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	18 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper deux salles de classe de l'EP GADA DANG en Bureaux de Maitre	01	250 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	250 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper deux salles de classe de l'EP Gada Dang en tables bancs	01	1 800 000	Gré à gré	Post théorie	Prévu								15/4/14	1 800 000	15/6/14
					Réalisé										
Constuction d'un bloc maternel à l'EM de Manwoui	01	25 000 000	Appel d'offre	Post théorie	Prévu								15/4/14	25 000 000	15/6/14
					Réalisé										
Equiper L'EM de Manwoui de 40 tables, 120 tables bancs et 6 tableaux sur chevalet	01	2 000 00 0	Gré à gré	Post théorie	Prévu								15/4/14	2 000 000	15/6/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalabl e CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvre ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construire 02 salles de classes à l'EPB de Dang	01	18 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	18 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper deux salles de classe de l'EPB de Dang en Bureaux de Maitre	01	250 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	250 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper deux salles de classe de l'EPB de Dang en tables bancs	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 800 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire 01 bloc latrines à l'EP Malang Groupe I	01	3 500 00 0	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à l'EP Bini	01	9 000 00 0	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	9 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH au lycée de Malang	01	9 000 00 0	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	9 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à Ndan (carrefour Borongo)	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à MAIBORNO	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à SALTAKA	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/06/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à DJAOURO HAMADJIDDA	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/06/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à NDANG	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un forage équipé de PMH à WOURO-SOUA	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalabl e CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvre ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Entretien du réseau routier de la commune	01	13 880 0 00	Appel d'offre		Prévu		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14	11/09/14	02/10/14	03/11/14	13 880 000	03/12/14
					Réalisé										
Mise en place d'un Bureau d'enregistrement	01	1 000 000	Gré à gré		Prévu		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14	11/09/14	02/10/14	03/11/14	1 000 000	03/12/14
					Réalisé										
Aide et secours aux populations vulnérables de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III	01	1 000 000	Gré à gré		Prévu		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14	11/09/14	02/10/14	03/11/14	1 000 000	03/12/14
					Réalisé										
Installation et équipement d'un moulin à écraser communal à Béka Ngaoumokone	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14			03/06/14	2 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Viabilisation du site de lotissement à Dang	01	16 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14	11/09/14	02/10/14	03/11/14	16 000 000	03/12/14
					Réalisé										
Construire une plateforme de séchage des céréales et du manioc à Ngodi- Maïborn	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14	11/09/14	02/10/14	03/02/14	5 000 000	03/03/14
					Réalisé										

## **6. MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION**

## 6.1. Composition, attribution du comité de Pilotage du PCD

### 6.1.1. Composition du comité de suivi-évaluation

La validation du PCD a permis la mise en place d'une structure interne à l'institution communale qui devra coordonner la mise en œuvre, suivre et évaluer le niveau de réalisation des interventions programmées dans le PCD. Il s'agit du Comité de Suivi du Plan Communal de Développement (PCD) de Ngaoundéré 3ème. Le comité est officialisé par un arrêté municipal.

La composition du Comité de Suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de préciser que les Chefs des villages, les membres des Comités de Concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont membres d'office de la sous-commission du Comité de Suivi Evaluation des projets inhérents à leurs Communautés.

S'agissant des sectoriels, ils sont tous membres du Comité de Suivi Evaluation et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction de leur implication de par leurs missions organiques par rapport à la mise en œuvre du projet.

### 6.1.2. Attributions des membres du comité de suivi-évaluation

- Les attributions dudit comité sont de :
- S'assurer de la conformité des activités au calendrier de déroulement, aux moyens et responsabilités prévues ;
- Interpeller régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et l'exécutif,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Présenter à l'exécutif communal le rapport d'activités tous les trimestres
- Suivre au jour le jour l'exécution des travaux inscrits dans le PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux dans les dits projets.
- Elaborer chaque année le PIA avec le conseil municipal
- Actualiser le PCD après trois (03) ans

### 6.1.3. Noms et attributs des membres du CCSE du PCD

Le tableau 81 présente la composition sommaire de Comité de suivi du PCD.

**Tableau 81.** Composition du Comité de suivi du PCD

N°	Désignation	Noms et Prénoms	Fonction
1.	Président	Mme Ladi Rose	Premier Adjoint au Maire
2.	Rapporteur	M. Hamassambo Bello	Agent Communal de Développement
3.	Membre	M. Dourga Joseph	Conseiller Municipal

N°	Désignation	Noms et Prénoms	Fonction
4.	Membre	M. Abba Hassane	Conseiller Municipal
5.	Membre	Mme Houreinatou	Conseiller Municipal
6.	Membre	Mme INA ABBO Epse YAYA	Conseiller Municipal
7.	Membre	M. Ibrahima Nana	Agent Communal Financier
8.	Membre	-	Le Délégué d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales
9.	Membre	-	Le Délégué d'Arrondissement de l'agriculture
10.	Membre	-	Le Chef de bureau de Service du Développement Local de la Sous-Préfecture de Ngaoundéré 3ème

#### 6.1.4. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA, et au PS)

Le tableau suivant contient les indicateurs du suivi du PIA par les différents acteurs. Ils devront donc s'en inspirer lors de la production de leurs rapports.

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
Eau et énergie	01 forage est construit et équipé de PMH à Ndan (carrefour Borongo)	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage est construit et équipé de PMH à MAIBORNO	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage est construit et équipé de PMH à SALTAKA	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage est construit et équipé de PMH à DJAOURO HAMADJIDDA	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage est construit et équipé de PMH à NDANG	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage est construit et équipé de PMH à WOURO-SOUA	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
Travaux publics	Le réseau routier de la commune est Entretenu	Nombre de Kilomètre entretenu	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
Agriculture et développement rural	01 forage est construit et équipé de PMH à l'EP Bini	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage est construit et équipé de PMH au lycée de Malang	Nombre de forages construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 plateforme de séchage des céréales et du manioc est à Ngodi-Maïborno	Nombre de plateforme construit	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 moulin à écraser communal est installé et équipé à Béka Ngaoumokone	Nombre de moulin installé et mise à la disposition du village Beka Ngaoumokone	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
Education de base	02 salles de classes sont construites à l'EP GADA DANG	Nombre de salles de classes construites à GADA DANG	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	02 salles de classes sont construites à l'EP bilingue de Dang	Nombre de salles de classes construites à l'EP bilingue de Dang	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	02 salles de classes sont équipées en tables-bancs à l'école bilingue de Dang	-Nombre de salles de classes équipées en tables-bancs à l'école bilingue de Dang -Nombre de tables-bancs mis à la disposition des classes à l'école bilingue de Dang	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	02 salles de classes sont équipées en tables-bancs à Gada Dang	-Nombre de salles de classes équipées à Gada Dang -Nombre de tables-bancs mis à la disposition des classes à Gada Dang	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	02 salles de classes de l'EP de Gada Dang sont équipées en bureaux de maître	Nombre de bureaux équipés à l'EP de Gada Dang	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	02 salles de classes de l'école bilingue de Dang sont équipées en bureaux de maître	Nombre de bureaux équipés à l'école bilingue de Dang	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 bloc latrines est construit à l'EP Malang Groupe I	Nombre de bloc latrines construit à l'EP Malang Groupe I	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 forage équipé est construit à l'EP Malang Groupe I	Nombre de forage construit et équipé à l'EP Malang Groupe I	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
	01 bloc maternel est construit à l'EM de Manwoui	Nombre de bloc construit	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
	01 bloc maternel de l'EM de Manwoui est équipé de 40 tables, 120 tables bancs et 6 tableaux sur chevalet	Nombre de bloc maternel équipé Nombre de tables, de tables-bancs de tableaux sur chevalet mis à la disposition de l'EM de Manwoui	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
Développement urbain et habitat	01 ponceau est construit derrière l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base (accès au lotissement communal)	Nombre de ponceaux construits	-Rapport de la commune - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP
Affaires sociales	Les populations vulnérables sont aidées et secourues	Nombre de personnes vulnérables aidées	-Rapport de la commune - Rapport du comité de suivi du BIP
Petites et moyennes entreprises	01 bureau d'enregistrement est mise en place	Nombre de petites et moyennes entreprises, d'artisans enregistré	-Rapport de la commune - Rapport du comité de suivi du BIP

### 6.1.5. Dispositif, outils et fréquence de suivi

Afin de mener à bien ces différentes missions, le comité de pilotage usera des outils suivants :

- PDC/PIA ;
- Fiches de collecte des données ;
- Fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal ;
- Rapports périodiques des agents de suivi ;
- Rapports des visites de terrain ;
- Compte rendus des réunions ;
- Rapports divers (prestataires et consultants) ;
- Tableaux de consolidation des informations ;
- Tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation) ;

La fréquence de suivi de la mise en œuvre du PCD se présente ainsi qu'il suit :

- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.
- Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.

Le rapport semestriel présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants. Il est complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques

### 6.1.6. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

## **7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

### ❖ **Objectifs du plan**

- Informer et sensibiliser les différents acteurs
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de mise en œuvre du plan
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires
- Capitaliser les actions de développement menées au niveau de la Commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement
- Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la commune
- Assurer la bonne circulation de l'information entre les différents partenaires et la commune
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur
- Faire la promotion du plan auprès des différents partenaires et s'assurer de leur collaboration

### ❖ **Cibles**

#### - **Cibles principales**

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'Etat
- Les entreprises locales

#### ❖ **Cibles indirectes**

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Sénateur, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations)
- Les médias publics ou privés (radios régionales et télévisions, Radios communautaires, etc.)
- Les élites
- Les associations locales

### ❖ **Actions de communication au sein de la commune**

1. La communication interne au sein de la commune ;
2. La communication institutionnelle qui comprend :
  - La communication avec les autorités administratives et sectorielles
  - La communication avec les bénéficiaires (Communes et leurs communautés rurales) ;
  - La communication avec la société civile et le secteur privé ;
  - La communication avec les partenaires ;
  - La communication avec les médias ;
3. la communication de masse (destinée au grand public)

4. La communication pour le développement à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
  - causeries éducatives dans les villages ;
  - boîtes à images
  - émissions en langues locales sur les radios communautaires
  - utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les tamstams pour faire passer des messages à des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille
5. Le plaidoyer et la communication à vocation promotionnelle

**Tableau 82.** Planification des activités de communication au niveau communal

OBJECTIFS	ACTIVITES	THEMATIQUES/ MESSAGES	ÉMETTEURS/ RESPONSABLES	RECEPTEURS/ BENEFICIAIRES/ DESTINATAIRES	SUPPORTS/ OUTILS/METHODE S	PERIODES	INDICATEURS
Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de mise en œuvre du PCD	-Création d'un site internet de la commune - Participation aux émissions radiophoniques -Production des émissions radiophoniques -Organisation des rencontres de concertation et d'échanges avec les élites, les autorités et les populations -Production des tracts, dépliants, et affiches -Promotion du plan auprès des différents partenaires	-Rôles des différents acteurs de la mise en œuvre du PCD - Justification de l'élaboration du PCD -Buts et objectifs du PCD -Différents projets identifiés dans le PCD (activités, sites d'implantation des projets, processus de mise en œuvre de ces projets...)	-Maire -Chargé de la communication et du marketing -Conseillers municipaux -Membres du comité de suivi -Chefs traditionnels et Religieux	-Autorités administratives et sectoriels -Députés -Conseillers municipaux -Chefs traditionnels et Religieux -Membres des comités de concertation -Opérateurs économiques -Partenaires au développement -Grand public	-Internet -Radios -Presse -Dépliants -Affichage (babillard de la commune...) -Téléphone arabe - Conférences/débats -Pasteurs, prêtres, Imams, et chefs traditionnels	Jan-Déc 2015	-Nombre de communications postés sur le site internet de la commune -Nombre d'intervention dans les émissions radiophoniques -Nombre de programmes radiophoniques diffusés -Nombre de tracts, dépliants et affiches produits -Nombre de partenaires rencontrés et convaincus
Promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur	-Création d'une cellule de communication, recrutement d'un chargé de la communication et du marketing - Participation aux émissions radiophoniques -Production des émissions radiophoniques -Diffusion de messages publicitaires à travers les organes de presses - Organisation des rencontres avec les potentiels maires partenaires	-Richesses et potentialités de la commune -Nombre de partenariats déjà signés par la commune -Différents projets de développement en cours dans la commune -Différents projets déjà réalisés dans la commune	-Maire -Chargé de la communication et du marketing -Conseillers municipaux	-Potentiels communes partenaires -Partenaires au développement -Investisseurs	-Site internet de la commune -Radios -Presse -Rencontres d'affaires	Fév-Oct 2015	-Existence d'une cellule de communication dans la commune -Nombre de communications postés sur le site internet de la commune -Nombre d'intervention dans les émissions radiophoniques -Nombre de programmes radiophoniques diffusés -Nombre de maires rencontrés et convaincus
Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires	-Diffuser systématiquement les informations sur les actes publics notamment budgets de la commune, comptes administratifs et de gestion -Associer la société civile à la mise en œuvre et au suivi des programmes de lutte contre la pauvreté à la base	-Budget communal -Plan de campagne communale -Décentralisation -Système de passation des marchés publics -Démocratie -Lutte contre la corruption et des détournements des deniers publics	-Maire -Chargé de la communication -Receveur municipal -secrétaire général de la commune	-Autorités administratives et sectoriels -Députés -Conseillers municipaux -Chefs traditionnels et Religieux -Membres des comités de concertation -Partenaires au développement -Grand public	-Internet -Radios -Presse -Dépliants -Affichage (babillard de la commune...) -Téléphone arabe - Conférences/débats -Pasteurs, prêtres, Imams, et chefs traditionnels -Causeries éducatives dans les villages -Boîtes à images	Tout au long de la mise en œuvre du PCD	-Fréquence de diffusion des informations sur les actes publics -Nombre d'acteurs de la société civile associés à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté à la base

## **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Par ce processus qui implique les acteurs de développement, des populations aux autorités administratives et municipales, la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> actualise son plan de développement qui définit les différentes orientations stratégiques qui sont, entre autres :

- ✓ l'amélioration de la performance de la Commune ;
- ✓ l'amélioration d'accès des populations aux services sociaux de base de qualité ;
- ✓ L'augmentation du revenu des producteurs / transformateurs / commerçants ;
- ✓ la promotion de l'emploi / auto emploi ;
- ✓ l'amélioration de la gestion des ressources naturelles de la Commune.

Ce plan constitue, pour l'Exécutif Communal, un outil guide de rayonnement de la Commune. Pour que ce rayonnement soit effectif, il faut passer à l'étape supérieure qui est la mise en œuvre de ce plan. Cette dernière ne peut être possible que par l'engagement réel des différentes parties prenantes (l'Exécutif Communal, la Tutelle, la population bénéficiaire, l'Administration, les Services techniques, les ONG et Projets de développement, les élites, etc.). Ceci se traduit par des multiples actions notamment :

- ✓ l'exécution des programmes d'investissement annuels, pour mieux cibler les activités;
- ✓ l'élaboration des micros projets des actions retenues ;
- ✓ la mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des actions.

## **BIBLIOGRAPHIE ET ARCHIVES**

- Anonyme 1994 loi ° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.
- Anonyme 2004. Loi N° 2004/018 du 22 février 2004 fixant les règles applicables aux Communes.
- Anonyme 2004. Loi N° 2004/019 du 22 février 2004 fixant les règles applicables aux régions.
- Anonyme, 1996. Loi N° 96/12 du 5 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.
- Bella, A. 2010. *L'institution universitaire au Cameroun : dynamiques, ruptures et permanence d'une réalité plurielle ; des origines à 2001*. Thèse de doctorat, Université de Yaoundé I, soutenu en 2010, tome I, 548p
- Boutrais J., 1974. Les conditions naturelles de l'élevage sur les plateaux de l'Adamaoua. Cahier ORSTOM, Paris.
- Boutrais J., 1980. L'arbre et le bœuf en zone soudano-guinéenne. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, **17** (3-4) : 235-246, Paris.
- Boutrais J., 1990. Derrière les clôtures...Essai d'histoire comparée de ranchs africains. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.* **26** (1-2) : 73-95, Paris.
- Boutrais J., 1994. Eleveurs, bétail et environnement. In : C. Blanc-Pamard et J. Boutrais (éds) - *Dynamique des systèmes agraires : à la croisée des parcours : pasteurs, éleveurs, cultivateurs*. ORSTOM, Colloques et Séminaires : 303-319, Paris.
- Boutrais J., 1995. *Hautes terres d'élevage au Cameroun*. Thèse de doct. de Géographie, Université de Paris X, ORSTOM, Etudes et thèses, Paris, 1302 p.
- Boutrais J., 1996. Population et environnement pastoral en Afrique tropicale. In : F. Gendreau, P. Gubry (éds)- *Population et environnement dans les pays du Sud*, Karthala-CEPED : 177-198, Paris.
- Boutrais J., 2000.Élevage et érosion en Adamaoua (Cameroun). *Bulletin du réseau érosion*, 20 : 204-217, Montpellier.
- Brunet R., 1990. *Le territoire dans les turbulences*, Reclus.
- CEFAM, 2009. Coopérations CEFAM/PNDP. Formation des cadres communaux. Budgétisation et exécution des dépenses communales.
- Douffissa A., 1988. *L'élevage bovin dans le Mbéré, en Adamaoua camerounais*. 159 p., Inédit.
- Douffissa A., 1993. *L'élevage bovin dans le Mbéré (Adamaoua camerounais)*, Orstom, Études et thèses, 281 p.
- Dounias E., 2000. La diversité des agricultures itinérantes sur brûlis. In *Les peuples des forêts tropicales d'aujourd'hui*, Vol. 2, pp. 65-106.
- DRSP, 2006. Rapport d'étape de mise en œuvre du document de stratégie de réduction de la pauvreté au 31 décembre 2005 MINEPAT
- GTZ, 2006. Diagnostic communal rapide. Guide méthodologique document de travail n°1.2.1. Programme d'appui à la décentralisation et au développement local, (PADDL)
- Humbel F. X. 1971. CARTE PEDAGOGIQUE DE Ngaoundéré 10 à 1/50.000 ; ORSTOM.
- Letouzey R., 1968. Étude phytogéographique du Cameroun. Encyclopédie biologique, Paris, Ed. Lechevalier, 511 p.
- Lhoste P., 1987. *Étude de l'élevage dans le développement des zones cotonnières (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali). Élevage et relations agriculture-élevage en zone cotonnière. Situation et perspectives*. IEMVT, Maisons-Alfort, 215 p.

- MINFOF, 2005. L'avenir des forêts Camerounaises. Rapport, groupe de travail N° 1.
- MINPAT, 2000. Etudes socio-économiques régionales au Cameroun, projet PNUD-OPS/CMR/98/005/01/99.
- Mohammadou E., 1990. *Traditions historiques des peuples du Cameroun central. Vol. I, Mbéré et Mboum, Tikar*. ILCAA African Languages and ethnography XXIII, Tokyo, 219 p.
- Moniers F. et Piot, J., 1964. "Problèmes de surpâturages de l'Adamaoua". in *B.F.T. n°97*, sept-oct. 1964.
- OIBT, 2002. Directives OIBT pour la restauration, l'aménagement et la réhabilitation des forêts tropicales dégagées et secondaires. Série développement des politiques OIBT N° 13.
- PACCDU, 2008. Schéma Minimal d'Aménagement Urbain Local (SMAUL). Phase III Ngaoundéré. Coopération Cameroun-Union Européenne.
- Piot J., 1969. Végétaux et pâturages des savanes de l'Adamaoua au Cameroun. *Rev. Elev. Méd. Vét. des Pays Trop.*, **19** (1) : 45-65.
- PNDP, 2004. Manuel de praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC, banque mondiale, GTZ, SNV.
- Rippestein G., 1985. Étude de la végétation de l'Adamaoua, évolution, conservation, régénération et amélioration d'un écosystème pâturé au Cameroun.
- Rippestein G., 1985- Étude sur la végétation de l'Adamaoua ; évolution, conservation, régénération et amélioration d'un écosystème pâturé au Cameroun. *Etudes et synthèses de l'IEMVT*, 14, 233 p.
- SNV-Cameroun, 2004. Points d'attention pour une planification communale
- Tchotsoua M., 1996- L'Homme et la dynamique des paysages sur les hautes terres de l'Adamaoua. État des connaissances et perspectives de recherches. *Revue Ngaoundéré-Anthropos*, 2 : 89-104.
- Tchotsoua M., 1996. *Urbanisation et érosion accélérée dans la ville de Yaoundé : comment améliorer la conservation de l'environnement urbain en milieu tropical humide*. UEPEA, Nouvelles Imprimeries de Sénégal, Dakar, 131 p.
- Tchotsoua M., 1999. L'homme et la dynamique des paysages sur la dorsale de l'Adamaoua. *Flamboyant*, 50 : 26-39.
- Tchotsoua M., Bonvallot J. et Totoum, 2001. Pression urbaine et dynamique des paysages sur les mornes granitiques et volcaniques de Ngaoundéré au Cameroun. F. Bart, S. Morin et J-N. Salomon (éds), *Les montagnes tropicales : identités, mutations, développement, Espace tropicaux, Dymset-Cret*, 16 : 323 – 354.
- Tchotsoua M., Iya M. et Ndi Nyoungui A., 2002. La géomatique : base d'une nouvelle stratégie de suivi de l'état et de l'entretien de la voirie urbaine de Ngaoundéré. *Annales de la FALSH*, 5 : 34-45.
- Tchotsoua M., Mapongmetsem P.-M. et Tago M., 2000. Urbanisation, crise économique et dynamique de l'environnement en milieu soudanien d'altitude : le cas du plateau de Ngaoundéré au Cameroun. In : Kengne Fodouop et G. Courade (éds) : *Sociétés et Environnement au Cameroun*, Rev. de Géogr. du Cam., n° spécial: 117-127.
- Tchotsoua M., Mohamadou Guidado, Esoh Elame et Nghana J-P., 1998- Diagnostic de l'état de l'environnement de Ngaoundéré et contribution pour une approche de gestion partagée. *Annales de la FALSH*, 3 : 99-114.

- Völger K., Boutrais J., Dulieu D., Fricke W., Mahn C., Meier W., Richtscheid P, & Semmel A., 1980- *Land use planning study for Adamaoua*, Institut for Applied Geosciences, GTZ, 173 p.
- Winter M., 1967- *Le niveau de vie des populations de l'Adamaoua*. Orstom, 201 p.
- Yonkeu. S., 1993- *Végétation des pâturages de l'Adamaoua (Cameroun) : Ecologie et potentialités pastorales*. Thèse de doct. Université de Rennes I, 206 p.

## **ANNEXES**

# Annexe 1 Arrêté portant composition du CoPil de la Commune de Ngaoundéré III

REGION DE L'ADAMAOUA  
-----  
DEPARTEMENT DE LA VINA  
-----  
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT  
DE NGAOUNDERE 3<sup>ème</sup>  
-----  
SECRETARIAT GENERAL  
BP : 728

ADAMAOUA REGION  
-----  
VINA DIVISION  
-----  
NGAOUNDERE 3<sup>rd</sup>  
SUBDIVISIONAL COUNCIL  
-----  
SECRETARIAT GENERAL  
P.O. Box : 728

ARRIVÉ le 03 APR 2013  
Enregistré sous n° 526

**ARRETE MUNICIPAL N° 001 /AM/CAN3<sup>ème</sup> /SG**  
PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS, COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE  
CHARGE D'APPUYER LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DANS LA COMMUNE  
D'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE 3<sup>ème</sup>

**Le Maire de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré III<sup>ème</sup>**

- Vu la Constitution ;
  - Vu la loi n°92/007 du 14 Août 1992 portant code du travail
  - Vu la Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ;
  - Vu la Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;
  - Vu la Loi n° 2004/019 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Régions ;
  - Vu le Décret n° 2004/099 du 26 avril 2004 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoire et de la Décentralisation ;
  - Vu le Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
  - Vu le Décret n° 2008/377 du 12 novembre 2008 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services ;
  - Vu le Décret n° 93/322 du 25 novembre 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n° 77/203 du 29 juin 1977 déterminant les communes et leur ressort territorial ;
  - Vu le Décret n° 77/91 du 25 novembre 1977 déterminant les pouvoirs de tutelle sur les Communes, Syndicats des Communes et Etablissements Communaux ;
  - Vu le Décret N° 78/484 du 09 novembre 1978 fixant les dispositions Commune applicables aux agents de l'Etat relevant du Code de Travail, ensemble les textes modificatifs subséquents ;
  - Vu le Décret N° 2012/480 du 22 Octobre 2012 portant nomination de Monsieur **MVONDO JUSTIN** aux fonctions de Préfet du Département de la Vina ;
  - Vu l'Arrêté N°229/CAB/PM du 07 Octobre 2009 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, portant Réorganisation du cadre Institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP),
  - Vu l'Arrêté N° 00149/A/MINATD/DCTD du 29 Août 2007, constatant l'élection de Monsieur **MOHAMAN NOUROU RAZIL**, en qualité de Maire et de ses Adjoints ;
- Considérant les nécessités de services ;

## **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Est créé dans la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> un Comité de Pilotage chargé d'appuyer le processus de planification en vue de l'élaboration du plan communal de développement.

**Article 2 :** Ledit Comité de Pilotage a pour missions de :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan communal de développement;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;

- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le Comité de pilotage travaille en étroite collaboration avec l'OAL ACAGER (Association pour la Cartographie et la Gestion des Ressources) et rend compte mensuellement au Maire tout au long du processus de planification.

**Article 3 :** Le mandat du Comité de pilotage prend fin dès approbation du Plan de Développement Communal par le Préfet du Département de la Vina.

**Article 4 :** Le Comité de pilotage est composé de :

- Président : M. MOHAMADOU BASSIROU
- Secrétaire : M. ABOUBAKAR ABBO

**Membres :**

- (1) M. ABBA HASSANE
- (2) M. AHMADOU SOUAIBOU
- (3) Mme INNA ABBO
- (4) M. HAMASSAMBO Bello (Agent Communal de Développement)
- (5) M. IBRAHIMA Nana (Agent Communal Financier)
- (6) M. DOURGA Joseph
- (7) M. BIA OUSMANOU
- (8) M. NANA HAMBOY
- (9) M. ADAMOU IBRAHIMA
- (10) M. NYENGUE BAHANAK ISAAC YVES
- (11) M. AHMADOU ABBO
- (12) Mme AMINATOU KINGUI
- (13) M. YAYA NOUHO

**Article 5 :** Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du Comité de Pilotage, être invité à assister aux travaux du Comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller Municipal en fonction du programme de planification.

**Article 6 :** Les réunions du Comité de Pilotage se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du Président du Comité de pilotage. Les réunions du Comité de Pilotage sont sanctionnées par un procès verbal et/ou un rapport.

**Article 7 :** Les fonctions du Comité de pilotage sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour faciliter le bon fonctionnement du Comité en fonction des moyens disponibles.

Ngaoundéré le 28 MAR 2013

Le Maire,

**AMPLIATIONS :**

- PREFET VINA
- SOUS-PREFET
- INTERESSES
- CHRONO - ARCHIVES



Annexe 2 Fiche de présence de l'atelier de formation du CoPil et membres de l'ACAGER (DIC & DEUC)

**ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER)**  
 Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurale et urbaine  
 Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110. Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.  
 Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJ.P. E-mail : acagerji@yahoo.com

**ÉLABORATION DU PCD DE NGAOUNDERE II**

**FICHE DE PRESENCE**

**Journée du :** 27/03/13 NGAOUNDERE III  
**Objet :** Atelier de formation du COPIC à membre de ACAGER

N°	Nom et Prénom	Qualité	Contact	Signature
01	Mohamadou Bassam	Pdt Copil	9775 41 83	[Signature]
02	Biya Ousmanou	membre	7502 15 15	[Signature]
03	Mohamadou Abbo	membre	96 44 81 56	[Signature]
04	DOURGA Joseph	membre COPIL	99388561	[Signature]
05	NYENGUE BAHANAK	Mbre COPIC	99562579	[Signature]
06	SAMAKI Beatrice	membre ACAGER	97271247	[Signature]
07	HABATOU ABOUKADIA	membre ACAGER	99230908	[Signature]
08	DIOUNOUMBI EMMANUEL	membre ACAGER	90065908	[Signature]
09	NONWA	Membre ACAGER	77558064	[Signature]
10	OVAGA NGA SIMONE	membre ACAGER	77664907	[Signature]
11	HADJA AISSATOU	membre ACAGER	79623356	[Signature]
12	MBAYAM BORIS KINSE	Membre ACAGER	79-61-81-22	[Signature]
13	MBATHADJH JECHONIAS	Membre ACAGER	93722635	[Signature]
14	PAHAYE BOUGOLLA DAVID	Membre ACAGER	99166058	[Signature]
15	JOH JAH W.G	Membre ACAGER	97834083	[Signature]
16	BATCHANOU PEGUY	Membre ACAGER	77839333	[Signature]
17	FODDUE ICHINA V.	Membre ACAGER	95261766	[Signature]
18	Laya Netchan	Membre ACAGER	75015212	[Signature]
19	HAFISSAMBO B.	Membre Copil	75981091	[Signature]
20	Dimba Prosper Franck	Agent Communal	74433280	[Signature]
21	Mme Aclama	Agent communal	74978919	[Signature]
22	TCHATCHOUANGIP	membre ACAGER	77557760	[Signature]
23	BAUDOUIN	Mbre ACAGER		[Signature]
24	INA ABBO	Conseiller	96389818	[Signature]

**ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER)**  
 Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurale et urbaine  
 Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110. Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.  
 Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJ.P. E-mail : acagerji@yahoo.com

**ÉLABORATION DU PCD DE NGAOUNDERE III**

**FICHE DE PRESENCE**

**Journée du :** 28-03-2013  
**Objet :** 2<sup>nd</sup> Journée de formation des membres du Copil et membres ACAGER et collecte des données

N°	Nom et Prénom	Qualité	Contact	Signature
01	NYENGUE BAHANAK	Mbre COPIL	99562579	[Signature]
02	Mohamadou Bassam	Pdt Copil	9775 41 83	[Signature]
03	Biya Ousmanou	Membre COPIL	7502 15 15	[Signature]
04	INA ABBO	Conseiller	96389818	[Signature]
05	ARTIADIC ABBO	Membre COPIL	96448156	[Signature]
06	DOURGA Joseph	membre COPIL	99388561	[Signature]
07	Dimba Prosper Franck	Agent Communal	74433280	[Signature]
08	OVAGA NGA SIMONE	Membre ACAGER	77664907	[Signature]
09	JOH JAH W.G	Membre ACAGER	97834083	[Signature]
10	SAMAKI Beatrice	membre ACAGER	97271247	[Signature]
11	FODDUE T.V.	Mbre ACAGER	95261766	[Signature]
12	DIOUNOUMBI EMMANUEL	Membre ACAGER	90065908	[Signature]
13	Hadja Beatrice	Membre ACAGER	79623356	[Signature]
14	TCHATCHOUANGIP	membre ACAGER	77557760	[Signature]
15	NONWA	M.A	77558064	[Signature]
16	PAHAYE B. DAVID	M.A	99166058	[Signature]
17	MBATHADJH JECHONIAS	Membre ACAGER	93722635	[Signature]
18	MBAYAM BORIS	Membre ACAGER	79-61-81-22	[Signature]
19	BATCHANOU Peguy	MEMBRE ACAGER	77839333	[Signature]

Annexe 3 Lettre d'introduction dans les villages

REGION DE L'ADAMAOUA  
\*\*\*\*\*  
DEPARTEMENT DE LA VINA  
\*\*\*\*\*  
ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE 3<sup>ème</sup>  
\*\*\*\*\*  
SOUS-PREFECTURE DE NGAOUNDERE 3<sup>ème</sup>  
\*\*\*\*\*  
BUREAU D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL  
\*\*\*\*\*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
\*\*\*\*\*

**MESSAGE-PORTE**

**ORIGINE** : SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE III<sup>ème</sup>

**DESTINATAIRES** : TOUS LES CHEFS DE VILLAGES ARRONDISSEMENT NGAOUNDERE III<sup>ème</sup>

**MP**: N° 021 /MP/H.52-05/BADL.

DANS CADRE ACTUALISATION PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT  
COMMUNE NGAOUNDERE III **STOP** HONNEUR VOUS DEMANDER **STOP**  
BIEN VOULOIR **STOP** FACILITER SEJOUR EQUIPE COLLECTE DE DONNES  
**STOP** QUI SEJOURNERA DANS VOS VILLAGES **STOP** SELON PLANNING CI-  
JOINT **STOP** VOTRE IMPLICATION PERSONNELLE EST VIVEMENT  
RECOMMANDEE **STOP** URGENCE HAUTEMENT SIGNALEE **STOP ET FIN.**

VU, BON A PORTER,

**-Mme BOUKAR-**

NGAOUNDERE, LE 04 sep 2013  
LE SOUS-PREFET,



Annexe 4. Fiche de présence pour la formation des facilitateurs

**ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER)**  
 Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurale et urbaine  
 Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110, Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.  
 Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJP. E-mail : acagerj@yahoo.com

**ÉLABORATION DU PCD DE NGAOUNDERE III : DIAGNOSTIC PARTICIPATIF NIVEAU VILLAGE**

**Journée du :** 02-09-2013

**Objet :** Restitution - formation DPNV. WOUROCHOA.

N°	Nom et prénom	Contact	Signature
01	HAINA GILBERT	99781447/79619669	[Signature] +
02	NOÛCK N AZARIAS	76273753 / 77 67 21 69	[Signature] +
03	LASSOU KALGONG NANILDE	77251629 / 97761046	[Signature] +
04	NAPELE OLGA N. ANGE	75120729 / 99501542	[Signature] +
05	MOHAMADOU	76 85 43 95	[Signature] +
06	DJOUWAIRIATOU ISSA	70 05 03 22 / 94 84 24 78	[Signature] +
07	BABA ABBO ELIE	77868241 / 90374170	[Signature] +
08	ISABA IBRAHIMA ISSAC	96-63-54-33	[Signature] +
09	YADA ROSALIE	79303155 / 98318852	[Signature] +
10	SOUFIYANOU OUMAROU	76130734 / 84 48 47 00	[Signature] +
11	AMADOU ADAMOU DOMINIQUE	74438085 / 72033054	[Signature] +
12	HASSAN MOUSSA	74135810 / 98242993	[Signature] +
13	BOURDANNE ERICK	79189115 / 96629041	[Signature] +
14	CAROLBE WOURDANNE ANICE	76114637 / 95260316	[Signature] +
15	KADDIRI LOUGHA ESOM	77854742 / 96314096	[Signature] +
16	TONGOLA GAYE ISABELLE	70168231 / 94587006	[Signature] +
17	ABBO HAMDANOU	76257311 / 96868425	[Signature] +
18	DISHMAI MATIMA Odette	98435499 / 50609399	[Signature] +
19	DIVANANOU SALOMON	94259127 / 77964826	[Signature] +
20	MAFEGUE MADELEINE	76585721 / 95593481	[Signature] +
21	HADJA ADJOMI	75464681 / 97338563	[Signature] +
22	ADANE BOUBA	96456929	[Signature] +
23	AMINATOU OUMAROU	79389265 / 94603292	[Signature] +
24	MALARE MARTINE	94482147 / 74745467	[Signature] +
25	PA GOMO NESTOR	79385000 / 94173093	[Signature] +
26	Moukou Bwa [Signature] Rogino	95366035	[Signature] +
27	HINSIA WABE NIKODEMUS	96382978	[Signature] +
28	Souhey MANOU BABA NANA ANIMATEUR	97486045	[Signature] +
29	Mohamed Bobo ANIMATEUR	78583270	[Signature] +
30	TEYNON STEVE ELVIS ANIMATEUR	76052720	[Signature] +
31	MANA BOUBA CHRISTIAN ANIMATEUR	76438127	[Signature] +
32	GUISWE THOMAS JOSEPH ANIMATEUR	96130793	[Signature] +



ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER)  
 Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les  
 Communautés en zones rurales et urbaine  
 Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110, Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.  
 Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJ.P. E-mail : acagerj@yahoo.com

ÉLABORATION DU PCD DE NGAOUNDERE III : DIAGNOSTIC PARTICIPATIF NIVEAU VILLAGE

Journée du : 02-09-2013

Objet : Restitution-formation D.P.N.V. TCHABAL-BARRIERE

N°	Nom et prénom	Contact	Signature
X1	WAIBAI YAJE HONORINE	95 00 91 04	[Signature]
X2	TODOUKOU Delphine Delphine	72 36 04 26	[Signature]
X3	MAMMA MAIRAMA BELLO	95 00 60 63	[Signature]
X4	MAHAMAT OUSMANE.	96.25.38.19	[Signature]
X5	LAIKA MOUHAMMED ABDOUL AZIS	75 96 24 25 / 97 77 39 34	[Signature]
X6	ROUKAYATOU	78 80 76 88 / 99 05 28 50	[Signature]
X7	DAGUIDAM ROSALIE	77 05 82 33 / 99 79 03 11	[Signature]
X8	PALAI LUCAS	99 46 83 68	[Signature]
X9	MARIAMOU	96 69 63 15	[Signature]
X10	ELESSA SERGE	72 21 32 77 / 95 66 40 78	[Signature]
X11	BAYANG KALDO AUGUSTIN	94 10 68 23 / 79 74 09 74	[Signature]
X12	DANWE JUSTIN	79 16 94 87 / 96 35 74 64	[Signature]
X13	HELEY MARTIALE H.	74 01 32 91 / 94 27 50 61	[Signature]
X14	ABDOULKARIM AMADOU BOUBA	75 22 96 81 / 94 64 37 51	[Signature]
X15	HAMANI GARGA J. N	72 60 37 41 / 95 11 08 99	[Signature]
X16	NANA SOGUELNI HILAIRE	94 62 42 07 / 76 43 81 20	[Signature]
X17	MAYLA KOWE MASCAL	97 68 83 83 / 73 62 89 86	[Signature]
X18	ABDULAYE SENHALE FABEL	74 74 24 96 / 90 80 60 53	[Signature]
X19	OUMAROU BOUBAKARY	97 73 74 38	[Signature]
X20	ABOUBAKAR AHMADOU	96 91 10 91 / 75 97 62 24	[Signature]
X21	JEAN MARCEL WANIE	95 66 77 02	[Signature]
X22	AGNES MAGORE CHRISTELLE	97 42 95 58 - 70 26 34 32	[Signature]
X23	FADIMATOU DJARA	96 86 89 81 / 79 62 08 59	[Signature]
X24	BAIDA JEANNE IRENE WASSOU	93 19 67 26	[Signature]
X25	BLAMIN ZARI ALBERTINE	77 86 66 32 / 91 07 63 02	[Signature]
X26	WASSOU BAYIT	76 49 87 16 / 90 51 09 69	[Signature]
X27	MBIDO FANTA PAULINE	96 62 57 39	[Signature]
X28	Himba obeth	95 45 23 56 / 77 30 89 84	[Signature]
X29	NSIEDJE KUNGNE FABRICE	93 43 63 89	[Signature]
30	Mailboune J. christine	99 22 18 17	[Signature]
31	ROUKAYATOU DADDA	78 16 19 01	[Signature]

## Annexe 5. Lettre d'invitation du Préfet aux délégués départementaux à l'atelier de planification

REGION DE L'ADAMAOUA  
\*\*\*\*\*  
DEPARTEMENT DE LA VINA  
\*\*\*\*\*  
PREFECTURE DE NGAOUNDERE  
\*\*\*\*\*  
SECRETARIAT PARTICULIER

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
\*\*\*\*\*

N° 39 L/H.52/SP

Ngaoundéré, le 26 FEV 2014

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DE LA VINA  
-NGAOUNDERE-**

**A  
MADAME/ MONSIEUR LE DELEGUE  
DEPARTEMENTAL DE -----  
-----  
-----**

**Objet :** A l'Atelier de planification communale.  
de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III .

Dans le cadre de l'élaboration de son plan de développement communal, la commune d'arrondissement de Ngaoundéré III<sup>EME</sup> a recruté en partenariat avec le Programme National de Développement Participatif (PNDP) ; l'organisme d'Appui Local ACAGER qui a pour mandat de l'accompagner dans ce processus.

A la date actuelle, ce consultant en collaboration avec vos services a dans le cadre de ce mandat effectué :

- Le diagnostic institutionnel communal
- Le diagnostic de l'espace urbain communal,
- Le diagnostic participatif au niveau des différents villages de la commune,
- La consolidation de l'ensemble des informations collectées.

Afin de finaliser ce processus indispensable pour le développement de cette collectivité territoriale décentralisée, vous êtes invités à bien vouloir prendre personnellement part aux travaux de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation qui aura lieu du 05 au 07 mars 2014 dans la salle des délibérations de la commune et dont je présiderai la cérémonie d'ouverture dès 09 heures précises.

Comptant sur votre disponibilité habituelle, veuillez agréer Madame/Monsieur, l'expression distinguée de ma considération.

  
**JUSTIN VONDO JUSTIN**  
**Administrateur Civil Principal**  
**Hors Echelle**

Annexe 6. Une des Lettres d'invitation à l'atelier de planification

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix – Travail – Patrie*

-----  
RÉGION DE L'ADAMAOUA

-----  
DÉPARTEMENT DE LA VINA

-----  
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT  
DE NGAOUNDÉ 3<sup>ÈME</sup>



REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace – Work – Fatherland*

-----  
ADAMAWA REGION

-----  
VINA DIVISION

-----  
NGAOUNDERE 3<sup>TH</sup> SUBDIVISIONAL  
COUNCIL

**Le Maire**

A

**Monsieur le Préfet du Département de la Vina**

**Objet :** Atelier de planification

Dans le cadre de la convention de financement du plan de développement communal et des activités connexes signée entre le Programme National de développement Participatif (PNDP) et la Commune de N'Gaoundéré 3<sup>ème</sup>, l'Organisme d'Appui Local Association pour la Cartographie et la Gestion des Ressources (ACAGER) a été recruté pour accompagner notre collectivité dans l'élaboration de cet outil important de développement.

A ce jour, le consultant en collaboration avec l'ensemble des acteurs du développement a effectué un certain nombre d'activités dont le diagnostic institutionnel communal, le diagnostic de l'espace urbain communal, le diagnostic participatif au niveau des différents villages de la commune et la Consolidation de l'ensemble des informations collectées.

Afin de finaliser le processus d'élaboration de ce plan, la commune organise du **05 au 07 mars 2014** dans sa salle de délibérations, un atelier de planification stratégique et de programmation annuelle.

Compte tenu du rôle très important des services déconcentrés de l'Etat dans la réussite de ce processus, j'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation et signature le projet de lettre d'invitation ci-joint adressé aux délégués départementaux.

Vos hautes instructions m'obligeraient.

**P.J :** Termes de références  
Projet de Lettre d'invitation



*Aboukakar Bakari*

DELIBERATION MUNICIPALE N°09/DM/CAN3  
PORTANT VALIDATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE  
D'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE 3<sup>ème</sup>

Le Conseil Municipal de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré III.

- Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ;  
Vu la Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;  
Vu la Loi n° 2009/011 du 10 Juillet 2009 portant régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées ;  
Vu la Loi n° 2009/099 du 15 Décembre 2009 portant Fiscalité locale ;  
Vu le Décret n° 2004/099 du 26 avril 2004 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;  
Vu le Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;  
Vu le Décret n° 2008/377 du 12 novembre 2008 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services ;  
Vu le Décret n° 93/322 du 25 novembre 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 77/203 du 29 juin 1977 déterminant les communes et leur ressort territorial ;  
Vu le Décret n° 77/91 du 25 novembre 1977 déterminant les pouvoirs de tutelle sur les Communes, Syndicats des Communes et Etablissements Communaux ;  
Vu le Décret N° 2007/117 du 24 Avril 2007 portant création de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> ;  
Vu le Décret N° 2012/480 du 22 Octobre 2012 portant nomination de Monsieur **MVONDO JUSTIN** aux fonctions de Préfet du Département de la Vina ;  
Vu l'arrêté n°00126/A/MINATD/DCTD du 04 Novembre 2013 constatant l'élection de **ABOUBAKAR BAKARI** en qualité de Maire de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré III et de ses Adjoints ;  
Considérant les nécessités des Services ;



DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup>** : le Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> est validé à l'issu de son actualisation.

**Article 2** : Le Maire de ladite Commune est chargé de l'exécution de la présente Délibération après approbation, par l'autorité de tutelle qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera. /-

Le Secrétaire de Séance,

**Ampliations**

- MINATD/DE
- REGION/AD
- PREFETURE /VINA
- RECETTE MUNICIPALE
- CHRONO/ARCHIVES

Fait, à Ngaoundéré, le 25 MARS 2014  
Le Maire,

Vu et approuvé sous le N°  
Ngaoundéré, le

LE PPREFET



**MVONDO JUSTIN**  
Administrateur Civil Principal  
Hors Echelle

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SESSION DU 25 MARS 2014**

**Membres dont le conseil est composé de : 31**

**Nombre des conseillers en fonction : 31**

**Nombre des conseillers présents à la séance: 25 Mars 2014**

L'an deux mil quatorze et le vingt cinq du mois de Mars à 10 heures, le Conseil municipal de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré III<sup>ème</sup> convoqué le 10 Mars 2014 en Session Ordinaire, conformément aux dispositions des articles 30 et 32 de la loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes, s'est réuni dans la salle habituelle de délibération en vue de l'examen et d'adoption des comptes Administratif et de Gestion de l'exercice 2013 et des diverses délibérations sous la Présidence de Monsieur **ABOUBAKAR BAKARI**, Maire de ladite Commune assisté de ses deux Adjoints.

**Etaient présent :**

1	ISHAGA DAOUDA	23	BIA YAOUBA
2	ABBA HASSANE	24	AHMADOU BASSIROU
3	HOURENATOU	25	TCHINGDANNE MARTIN
4	ABOUBAKAR BAKARI	26	INA ABBO Epse YAYA
5	KOULSOUMI SAMIRA	27	DOURGA JOSEPH
6	CHOH Epse MAMA ADAMA	28	ABBO DJABOULE
7	ABBO HAMADOU	29	NKOU MVONDO PROSPER
8	ADAMA Epse MOLOUDOU LIEMI	30	HAWLA ABDOUL SALAM
9	AHMADOU SOUAIBOU	31	Rev. OUSMANOU PAUL
10	BOBBO ALIM		
11	ALHADJI DJIKA YERIMA MASSAGALA		
12	IYA ALIM		<b>Etaient absents</b>
13	MOHAMADOU BASSIROU	1	
14	LADI ROSE	2	
15	DEWA ABDOUL RAOUFI	3	
16	BABA ISMAILA	4	
17	DIDDI SOUADATOU Epse MEIWADA		
18	DJIKA DJIBRILLA		
19	HASSANATOU AOUDOU		
20	KAPSEU Née ATOUKAM TCHÉFENDEM LILIANE DALIS		
21	NGOUNOUNO ISMAILA		
22	MALAM MOUSTAPHA		

Liste des membres de ACAGER

<b>Nom, Prénom</b>	<b>Qualification</b>	<b>Poste</b>
1. BATCHANOU PEGUY	MASTER II Professionnel en Géomatique-Aménagement-Gesstiondes ressources (Bac+5)	Chef d'équipe 1
2. YONWA	MASTER I Géoscience et environnement (Bac+4)	Chef d'équipe 2
3. SAMARI Béatrice fanta	Licence en Sciences de Gestion (Bac + 3)	A1 : Animateur
4. MBAIHADJIM JEHONIAS	MASTER II enGéographie (Bac+5)	A 2 : Animateur
5. PAHAYE BOUGOLLA DAVID	MASTER II en Sciences Biologique (Bac+5)	A3 : Animateur
6. DJOUNOUMBI EMMANUEL	MASTER I en Sociologie (Bac +4)	A4 : Animateur
7. MBAYAM BORIS Saïnbe	MASTER II en Géographie (Bac +5)	A5 : Animateur
8. OVAGA NGAH SIMONE	MASTER I en Droit (Bac +5)	A6 : Animateur
9. SOH SAH W G	Science de gestion Bac +2 Science	A7 : Animateur
10. HADJA AISSATOU	MASTER I EN DROIT	A8 : Animateur
11. HAPSATOU ABDOULKADRI	Licence en lettre	A9 : Animateur
12. TCHOTSOUA Michel	Professeur, Docteur.HDR de géographie /Géomatique (Bac+12)	Coordonnateur

### Remerciements de l'ACAGER

En tant qu'outil d'analyse participative des situations structurelle, organisationnelle et opérationnelle de la Commune, le PCD, sur la base d'une évaluation, permet d'identifier les principaux projets nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services fournis par la Commune à ses populations et ainsi de dégager le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et le Plan d'Investissement Annuel (PIA). Ainsi défini et perçu le PCD de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup> que nous avons réalisé, s'il y a un domaine d'activité où l'approximatif est toléré, ce n'est certainement pas celui de l'élaboration et de la mise en œuvre du PCD. ACAGER apprécie les efforts de tous les intervenants pour éliminer le maximum d'erreurs. Elle remercie très sincèrement les autorités administratives et communales qui lui ont fait confiance et collaboré afin que l'actualisation de ce PCD soit effective. Elle remercie aussi tous les étudiants de l'Université de Ngaoundéré et les personnes ressources qui ont participé à la collecte des données, à leur dépouillement et à leur analyse. Elle remercie enfin tous les sectoriels et les populations qui ont bien voulu lui accorder leur précieux temps pour les entretiens et enquêtes. *"Aucune Nation ne naît grande. Les grandes Nations sont l'œuvre de leurs citoyens"* Martin Luther King.

Pour l'ACAGER  
Prof. Michel TCHOTSOUA

# Table des matières

<b>RESUME .....</b>	<b>III</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>XI</b>
<b>LISTE DES PHOTOGRAPHIES .....</b>	<b>XI</b>
<b>LISTE DES ANNEXES .....</b>	<b>XII</b>
<b>FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA COMMUNE.....</b>	<b>XIII</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS .....</b>	<b>XIV</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....</b>	<b>2</b>
<b>1.2. OBJECTIFS DU PCD .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2.1. OJECTIF GLOBAL .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES.....</b>	<b>3</b>
<b>1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>2. MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>4</b>
2.1. Préparation du processus .....	5
2.1.1. Préparation pédagogique .....	5
2.1.2. Préparation administrative.....	6
2.2. Diagnostic participatif.....	6
2.2.1. Diagnostic de l'institution communale.....	6
2.2.2. Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC).....	6
2.2.3. Diagnostic participatif niveau village (DPNV) .....	6
2.3. Consolidation, analyse et cartographie .....	7
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation .....	8
2.4.1. Cérémonie d'ouverture .....	8
2.4.2. Présentation de la méthodologie de la planification.....	8
2.4.3. Restitution des différents diagnostics .....	8
2.4.4. Elaboration du plan stratégique .....	8
2.4.5. Présentation des ressources mobilisables.....	8
2.4.6. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	9
2.4.6.1. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA.....	10
<b>3. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS .....</b>	<b>11</b>
3.1. Monographie de la Commune de Ngaoundéré 3ème .....	12
3.1.1. Localisation de la commune : .....	12
3.1.2. Milieu biophysique .....	13
3.1.2.1. Géologie et oro-hydrographie .....	13

3.1.2.2.	Climat de Ngaoundéré III .....	13
3.1.2.3.	Sols de Ngaoundéré III .....	13
3.1.2.4.	Végétation.....	14
3.1.2.5.	Atouts, Potentialités et contraintes du milieu biophysique .....	15
3.1.3.	Description du milieu socio-économiques .....	15
3.1.3.1.	Historique de Ngaoundéré 3ème.....	16
3.1.3.2.	Démographie .....	16
3.1.3.2.1.	Taille et structure de la population .....	16
3.1.3.2.2.	Groupes humains et peuplement .....	19
3.1.3.2.3.	Cultures et religions .....	20
3.1.3.2.4.	Mobilité de la population.....	20
3.1.3.3.	Caractérisation des couches vulnérables.....	20
3.1.3.4.	Organisation sociale.....	20
3.1.3.5.	Habitat .....	21
3.1.3.6.	Zonage de l'espace communal.....	21
3.1.3.7.	Système foncier .....	21
3.1.3.8.	Acteur du développement local.....	22
3.1.3.9.	Activités économiques.....	22
3.1.4.	Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique .....	23
3.1.5.	Couverture infrastructurale des services sociaux de base .....	23
3.2.	Résultats du Diagnostic de l'Institution communale .....	25
3.2.1.	Ressources Humaines .....	25
3.2.1.1.	Situation du personnel communal.....	25
3.2.1.2.	Organigramme fonctionnel.....	25
3.2.1.3.	Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces .....	26
3.2.1.4.	Axes de renforcement .....	26
3.2.2.	Ressources financières .....	27
3.2.2.1.	Forces – Faiblesses.....	27
3.2.2.2.	Axes de renforcement .....	27
3.2.3.	Patrimoine communal .....	29
3.2.3.1.	Etat des lieux.....	29
3.2.3.2.	Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces .....	30
3.2.3.3.	Axes de renforcement .....	30
3.2.4.	Gestion des relations .....	31
3.2.4.1.	Etat de lieux : .....	31
3.2.4.2.	Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces .....	32
3.2.4.3.	Axes de renforcement .....	32
3.3.	Situation de référence et analyse par secteur.....	33
3.3.1.	Éducation de base.....	33
3.3.1.1.	Situation de référence .....	33
3.3.1.2.	Analyse des problèmes .....	39
3.3.2.	Enseignement secondaire.....	40
3.3.2.1.	Situation de référence .....	40
3.3.2.2.	Analyse des problèmes .....	43
3.3.3.	Enseignement Supérieur : .....	44
3.3.3.1.	Situation de référence .....	44
3.3.3.2.	Analyse des problèmes .....	45
3.3.4.	Recherche scientifique et innovation .....	46
3.3.4.1.	Situation de référence .....	46
3.3.4.2.	Analyse des problèmes .....	46
3.3.5.	. Santé publique .....	46
3.3.5.1.	Situation de référence.....	46
3.3.5.2.	Analyse des problèmes .....	49
3.3.6.	Travail et sécurité sociale .....	51
3.3.6.1.	Situation de référence.....	51
3.3.6.2.	Analyse des problèmes .....	51
3.3.7.	Emploi et formation professionnelle .....	52
3.3.7.1.	Situation de référence.....	52
3.3.7.2.	Analyse des problèmes .....	52

3.3.8.	Affaires sociales .....	52
3.3.8.1.	Situation de référence.....	52
3.3.8.2.	Analyse des problèmes/Contraintes – Atouts/Potentialités.....	54
3.3.9.	Promotion de la femme et de la famille .....	55
3.3.9.1.	Situation de référence.....	55
3.3.9.2.	Analyse des problèmes .....	55
3.3.10.	Communication .....	56
3.3.10.1.	État des lieux.....	56
3.3.10.2.	Analyse des problèmes .....	57
3.3.11.	Art et Culture .....	57
3.3.11.1.	État des lieux.....	57
3.3.11.2.	Analyse des problèmes .....	57
3.3.12.	Jeunesse et Éducation civique .....	58
3.3.12.1.	État des lieux.....	58
3.3.12.2.	Analyse des problèmes .....	59
3.3.13.	Sports et Éducation physique.....	59
3.3.13.1.	État des lieux.....	59
3.3.13.2.	Analyse des problèmes .....	60
3.3.14.	Postes et Télécommunications.....	60
3.3.14.1.	État des lieux.....	60
3.3.14.2.	Analyse des problèmes .....	60
3.3.15.	Travaux publics .....	61
3.3.15.1.	Situation de référence.....	61
3.3.15.2.	Analyse des problèmes .....	62
3.3.16.	Transport .....	62
3.3.16.1.	Situation de référence.....	62
3.3.16.2.	Analyse des problèmes .....	63
3.3.17.	Eau et Énergie.....	63
3.3.17.1.	Situation de référence.....	63
3.3.17.2.	Analyse des problèmes .....	67
3.3.18.	Développement urbain et habitat .....	68
3.3.18.1.	Situation de référence.....	68
3.3.18.2.	Analyse des problèmes .....	69
3.3.19.	Domaines, Cadastre et Affaires Foncières .....	69
3.3.19.1.	Situation de référence.....	69
3.3.19.2.	Analyse des problèmes .....	70
3.3.20.	Industrie, mines et développement technologique .....	70
3.3.20.1.	Situation de référence.....	70
3.3.20.2.	Analyse des problèmes .....	72
3.3.21.	Commerce.....	72
3.3.21.1.	Situation de référence.....	72
3.3.21.2.	Analyse des problèmes .....	73
3.3.22.	Petites et Moyennes entreprises, économie sociale et artisanat .....	73
3.3.22.1.	Situation de référence.....	73
3.3.22.2.	Analyse des problèmes .....	75
3.3.23.	Tourisme et loisirs .....	75
3.3.23.1.	Situation de référence.....	75
3.3.23.2.	Analyse des problèmes .....	77
3.3.24.	Agriculture et développement rural .....	77
3.3.24.1.	Situation de référence.....	77
3.3.24.2.	Analyse des problèmes .....	80
3.3.25.	Élevage, pêches et industries animales .....	82
3.3.25.1.	Situation de référence.....	82
3.3.25.2.	Analyse des problèmes .....	85
3.3.26.	Forêt et faune .....	86
3.3.26.1.	Situation de référence.....	86
3.3.26.2.	Analyse des problèmes .....	87
3.3.27.	Environnement, protection de la nature et du développement durable.....	88
3.3.27.1.	Situation de référence.....	88

3.3.27.2.	Analyse des problèmes .....	88
3.3.28.	Administration territoriale, sécurité et maintien de l'ordre .....	89
3.3.28.1.	Gouvernance locale.....	89
3.3.28.1.1.	Situation de référence .....	89
3.3.28.1.2.	Forces – Faiblesses .....	89
3.3.28.1.3.	Axes de renforcement.....	90
3.3.28.2.	Sécurité et maintien de l'ordre.....	90
3.3.28.2.1.	Situation de référence .....	90
3.3.28.2.2.	Analyse des problèmes.....	90
3.4.	Principales potentialités et ressources de la commune .....	92
3.5.	Synthèse des données sur les changements climatiques .....	96
3.6.	Synthèse des données sur la petite enfance .....	99
3.7.	Développement de l'économie locale .....	101

#### **4. PLANIFICATION STRATÉGIQUE ..... 103**

4.1.	Vision et objectifs du PCD.....	104
4.2.	Cadre logique par secteur.....	104
4.2.1.	Centre d'intérêt N° 1. Institution Communale .....	105
4.2.2.	Centre d'intérêt N° 2. Économie locale.....	109
4.2.3.	Éducation de base.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.4.	Enseignements secondaires .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.5.	Enseignements supérieur .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.6.	Recherche scientifique et de l'Innovation .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.7.	Santé Publique.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.8.	Travail et sécurité sociale .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.9.	Emploi et formation professionnelle .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.10.	Affaires sociales .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.11.	Promotion de la Femme et de la Famille .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.12.	Communication.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.13.	Jeunesse.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.14.	Sport et Éducation Physique.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.15.	Poste et télécommunication.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.16.	Travaux publics .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.17.	Transport .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.18.	Eau et Énergie .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.19.	Habitat et Développement Urbain .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.20.	Domaines, Cadastre et affaires foncières .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.21.	Mines, industries et développement technologique.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.22.	Commerce.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.23.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.24.	Tourisme et Loisirs.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.25.	Agriculture et développement rural .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.26.	Elevage pêche et industries animales.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.27.	Forêt et faune .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.28.	Environnement et protection de la nature et développement durable .....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.29.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2.30.	Petite enfance.....	161

#### **5. PROGRAMMATION ..... 166**

5.1.	Synthèse des microprojets prioritaires.....	167
5.2.	Mobilisation des ressources .....	172
5.2.1.	Ressources mobilisables et échéances .....	172
5.3.	Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires.....	172
5.3.1.	Coûts estimatifs du CDMT .....	175
5.3.2.	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT .....	175
5.3.3.	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.....	175
5.3.4.	Plan sommaire de gestion environnementale et sociale.....	178

5.4.	Aménagement de l'espace urbain (POS, Zonage) .....	178
5.5.	Plan d'utilisation et de gestion durable de terre de l'espace communal .....	180
5.6.	Plan d'investissement annuel (PIA) .....	181
5.6.1.	Programmation annuelle des projets prioritaires (première année) .....	181
5.6.2.	Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables (le cas échéant) .....	184
5.6.3.	Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA .....	184
5.6.3.1.	Principaux impacts environnementaux potentiels .....	184
5.6.3.2.	Principaux impacts sociaux potentiels .....	186
5.6.3.3.	Plan simplifié de gestion de l'environnement et sociale (PIA).....	188
5.6.4.	Budget annuel opérationnel du PIA.....	199
5.7.	Plan de passation des marchés.....	199
<b>6.</b>	<b>MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION .....</b>	<b>202</b>
6.1.	Composition, attribution du comité de Pilotage du PCD.....	203
6.1.1.	Composition du comité de suivi-évaluation .....	203
6.1.2.	Attributions des membres du comité de suivi-évaluation.....	203
6.1.3.	Noms et attributs des membres du CCSE du PCD .....	203
6.1.4.	Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA, et au PS) .....	204
6.1.5.	Dispositif, outils et fréquence de suivi.....	206
6.1.6.	Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA.....	206
<b>7.</b>	<b>PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD .....</b>	<b>208</b>
	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>212</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE ET ARCHIVES .....</b>	<b>214</b>
	<b>ANNEXES.....</b>	<b>218</b>

## **Approbation**

**Le Maire de la Commune de Ngaoundéré 3<sup>ème</sup>**

---

**Le Délégué Départemental du MINEPAT**

---

**Le Préfet du Département de la VINA**

---